

No 36

Sommaire

CHRONIQUE

Amériques latines/Amérique du Nord :
le piège économique
Par Guy Herzlich

7

DOSSIER

LES EXPÉRIENCES DE LA GUÉRILLA

Introduction

Par Gilles Bataillon

13

De la « petite guerre » à la guerre populaire :
genèse de la guérilla comme valeur en Amérique du Sud
Par Marie-Danielle Demélas

17

Sur les traces de Virgolino, un *cangaceiro* dit Lampião
Par Patricia Sampaio Silva

37

Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes
Par Daniel Pécaut

65

La cartographie, ça sert aussi à faire la guérilla :
représentations stratégiques du territoire nicaraguayen
(années 1970-1980)
Par Alain Musset

93

Comandantes, état-major et guérilleros :
jeux de pouvoirs à l'intérieur de la guérilla miskitu
(Nicaragua, 1981-1984)
Par Gilles Bataillon

127

Sommaire

ÉTUDES

- Humboldt et la cartographie du nord de la Nouvelle-Espagne
Par Chantal Cramaussel 163
- Conflits terriens et réforme agraire dans la plaine
de l'Artibonite (Haïti)
Par Michaël Levy 183
- Les *cholas* des marchés de La Paz : une approche interactionniste
Par Véronique Marchand 207

INFORMATION SCIENTIFIQUE

- Le fond documentaire d'un « brésilieniste » : Mario Carelli
Par Jorge P. Santiago 227
- Lectures 239

CHRONIQUE

GUY HERZLICH

AMÉRIQUES LATINES AMÉRIQUE DU NORD : LE PIÈGE ÉCONOMIQUE

GUY HERZLICH*

L'AMÉRIQUE LATINE va-t-elle une fois de plus s'en remettre à l'extérieur pour assurer son développement, avec le projet d'une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu en 2005 relancé par les États-Unis lors du « Sommet des Amériques » réuni à Québec du 20 au 22 avril ? Dans la région, le désenchantement gagne aujourd'hui. La lassitude des opinions publiques à l'égard des réformes économiques dans la plupart des pays rejoint un certain scepticisme des observateurs. Après la « décennie perdue » des années 1980, les années 1990 apparaissent comme celles des déceptions. Certes, l'inflation, naguère forte, a été domptée : avec elle a disparu un facteur majeur d'appauvrissement de la population. Mais le décollage n'a pas suivi : revenue, la croissance économique s'est révélée discontinuë, interrompue par de brutales récessions et vite essoufflée. Le produit par habitant, dans la plupart des cas, a seulement retrouvé le niveau de 1980. Le chômage n'a que temporairement reculé, même au Chili, longtemps étoile de la croissance. Pour beaucoup de gens l'« informel » est resté le seul moyen d'existence. Finances publiques et comptes extérieurs, aussi, demeurent vulnérables. Les déséquilibres persistent ou réapparaissent ; la dette creuse à nouveau le déficit des comptes courants. Les profits des entreprises, eux-mêmes, sont incertains.

*Journaliste, *Alternatives économiques*

Ces résultats décevants ont plusieurs sources. Mais la principale, c'est que les politiques issues du « consensus de Washington » (réduction des tarifs douaniers, libre circulation des capitaux, stabilisation des taux de change, privatisations pour alléger les charges de l'État et rendre plus efficaces entreprises et services publics), généralisées avec quelques variantes, ne s'attaquaient pas à deux faiblesses majeures des pays latino-américains : l'insuffisance d'épargne pour financer les investissements¹ et l'absence d'une fiscalité capable d'assurer des revenus à l'État sans entraver l'activité économique. La concentration de la richesse limite les possibilités d'épargne et les classes supérieures ont évidemment peu d'intérêt à modifier une fiscalité dont elles tirent profit, comme de la complexité de la propriété et du système juridique.

En outre, faute d'attention aux effets pervers, les gains obtenus par les politiques nouvelles ont été payés de déséquilibres dans d'autres domaines. Le recours à l'ancrage monétaire pour réduire rapidement l'inflation a entraîné une surévaluation des monnaies favorisant les importations au détriment des exportations. L'entrée tant souhaitée des capitaux étrangers y a contribué à son tour. L'investissement direct lui-même, s'il a alimenté la machine productive, a aussi contribué, avec le temps, au déficit des paiements courants, par le transfert de bénéfices. L'expansion des exportations s'est faite sur des produits primaires ou faiblement transformés, dont les cours sont soumis à de fortes fluctuations ; elle a créé peu d'emplois.

L'« ouverture » commerciale et financière a pris de vitesse la mise en place de nouvelles politiques industrielles ou de soutien à l'exportation là où elles ont été tentées (comme au Brésil), la remise en ordre des budgets, la consolidation des banques et le développement de marchés financiers internes. Souvent la volonté de « désétatiser » a fait obstacle à l'intervention des pouvoirs publics. C'est ainsi que la « deuxième phase exportatrice » débattue au Chili depuis 1993 ne s'est toujours pas concrétisée.

Enfin, les États, dépendants des marchés, ont été contraints pour attirer ou rassurer en permanence les capitaux de prendre des mesures – économies budgétaires, impôts nouveaux et taux d'intérêt élevés – préjudiciables à la croissance et facteurs d'endettement. L'Argentine, cas extrême, a été ainsi entraînée dans un cercle vicieux. Les restrictions héritées de la « loi de convertibilité » mènent à peser sans cesse sur l'emploi et les salaires pour regagner la compétitivité. Le doublement de la dette extérieure fait craindre un défaut de paiement, élève le coût des emprunts et oblige le gouvernement à des mesures récessives aboutissant à creuser le déficit. Le Mexique, qui a réussi décollage et transformation

des exportations et développement de l'emploi, n'y est parvenu que par une intégration à l'économie des États-Unis, qui lie son sort à la conjoncture au nord du Rio Grande. Les petits pays d'Amérique centrale et des Caraïbes risquent de ne trouver de salut que dans la même voie.

Presque personne, même parmi les économistes les plus orthodoxes, ne conteste aujourd'hui le déficit de croissance et les méfaits économiques de l'inégalité sociale. Mais les remèdes le plus souvent préconisés résident dans la poursuite des « réformes structurelles » déjà entamées (déréglementation et « désétatisation ») ou reposent sur une relance du libre-échange, notamment à travers le projet de zone des Amériques (ZLEA). Dans les deux cas, l'on voit mal comment les effets seraient différents du passé récent. Revenir sur l'ouverture commerciale, vouloir rétablir l'intervention « microéconomique » de l'État n'aurait pas davantage de sens, en faisant perdre les acquis de la décennie sans réduire les déséquilibres : ainsi le rétablissement par l'Argentine de tarifs douaniers protecteurs sur les produits de consommation n'est soutenable que sur une courte durée. Mais l'instauration d'une zone « continentale » de libre-échange ou un accord entre le Mercosur et l'Union européenne ne seront vraiment bénéfiques que s'ils donnent les moyens d'une transformation du système productif.

Les gouvernements latino-américains sont contraints, par la force des choses, à porter plus d'attention à la compatibilité des politiques mises en œuvre et à leur déroulement dans le temps, alors qu'ils ont perdu une partie de leurs outils d'intervention. Mais ils n'ont une chance de sortir du piège et de parvenir à une croissance économique durable (en particulier « riche en emplois » comme l'on dit en Europe) et à une stabilité budgétaire qu'en s'attaquant en priorité aux blocages majeurs hérités du dualisme social. Mais existe-t-il aujourd'hui des forces politiques et sociales capables de porter ces objectifs ? En ce sens, le problème économique de l'Amérique latine est d'abord politique.

Note

1 Sauf au Chili, par suite de circonstances historiques non reproductibles.

INTRODUCTION

GILLES BATAILLON*

LES EXPÉRIENCES de la guérilla ont longtemps été à l'honneur en Amérique latine et y ont occupé une place centrale dans le répertoire de l'action collective¹. Elles ont ainsi constitué des moments décisifs des guerres d'indépendances, puis des affrontements socio-politiques au sein des jeunes États latino-américains, comme de la révolution mexicaine avec Zapata et Villa et plus tard la guerre des *cristeros*. Elles ne sont pas moins importante en Amérique centrale comme le démontre l'écho des guerres de Sandino, celui de la jacquerie de 1932 au Salvador ou l'aura de la Légion caraïbe dans les années 1940. Elles acquièrent une nouvelle légitimité et prennent un tour nouveau dans les années 1960 au lendemain de la victoire de Castro à Cuba. La volonté de « créer l'homme nouveau » nourrit toute une geste révolutionnaire dans les pays du cône sud, dans les Andes ainsi qu'en Amérique centrale jusqu'à la fin des années 1980. Le propos de ce dossier est de s'interroger sur quelques unes de ces expériences, *libertadores* latino-américains, *cangeiceros* brésiliens, guérilleros colombiens et nicaraguayens, et *contras* miskitus.

On entend pour ce faire partir de l'*expérience même* de ces hommes en armes comme de celle des populations au sein desquelles ils évoluent. C'est dire que l'on a choisi de considérer ces multiples expériences non pas comme autant de contextes discrets, caractérisés par des propriétés, pour une part immuables, mais au contraire, selon l'expression de Jacques Revel², comme des « interrelations mouvantes à l'intérieur de configurations en constantes adaptations ». L'idée est en effet non pas de restituer un *vécu* des acteurs qui témoignerait d'un social à distance de

*Université de Caen-CEMS-EHESS

l'histoire. L'idée est au contraire de montrer comment ces mouvements armés, tout comme leurs entourages, ne sont pas des agrégats anonymes mais des « écheveaux complexes de relations »³ entre des acteurs s'inscrivant dans des temps et des espaces multiples. Le projet est donc de saisir des « modulations locales de la grande histoire » ; c'est à dire d'appréhender des structures invisibles à partir desquelles ce vécu est mis en sens et pèse en retour sur ces cadres préexistants.

Partant de l'analyse du journal de José Santos Vargas, guérillero du Haut Pérou, Marie Danielle Demélas donne à voir la diversité des pratiques de la guérilla lors des guerres d'indépendances. Les acteurs sont ainsi pris entre le poids du déterminisme des statuts hérités et les fulgurantes possibilités d'ascension sociale qu'offre la guerre. Les frontières entre la guerre civile, la violence et le banditisme sont pour le moins poreuses. Elle analyse enfin la transmutation de « la petite guerre » en « guerre populaire », métamorphose qui fera de la guérilla un substitut de légitimité et de pratiques démocratiques.

L'histoire de Virgolino, un cangaceiro de la vallée du Pajeù, met en lumière toute les subtilités du jeu social dans l'État de Pernambuco. Si hiérarchisée soit cette société pastorale, les statuts n'en sont pas moins à bien des égards flous et mouvants. Patricia Sampaio Silva nous fait comprendre comment le compérage, l'amitié et la violence tiennent une place centrale et sont des ressources capitales dans un monde où l'affirmation de soi est prise dans des impératifs passablement contradictoires. Il faut tout à la fois en permanence faire preuve d'humilité mais montrer que l'on est *caboclo* et pas *cabra*.

Si la naissance des guérillas en Colombie témoigne de la fascination d'une partie de la jeunesse pour la révolution cubaine et les thèses de la Tricontinentale, celles-ci n'en sont pas moins prises dans la mémoire de la *Violencia*. Daniel Pécaut montre de surcroît comment ces mouvements, avant tout ruraux, auront une faible emprise sur la société et seront militairement parlant un échec. La jeunesse urbaine en révolte contre les archaïsmes culturels se reconnaît bien d'avantage dans le discours populiste et nationaliste du M.19. À la fin des années 1970 le seul acquis de la lutte armée est qu'il est entendu une fois pour toutes au sein de la gauche que seuls ceux qui en revendiquent le projet peuvent être classés parmi les vrais progressistes.

L'étude des plans et des croquis des coups de mains du Front sandiniste comme celle des carnets de route des brigadistes de l'Armée populaire d'alphabétisation révèle des facettes peu connues de la révolution sandiniste. Alain Musset nous fait saisir le détail de la planification des opérations militaires sandinistes. Les guérilleros y apparaissent comme

une manière de contre-armée qui réalise des opérations planifiées par un état major. Les journaux des alphabétiseurs témoignent à la fois du désir de toute une partie des guérilleros d'aller à la rencontre du monde rural comme des distances qui les séparent de celui-ci et de la difficulté d'une telle rencontre.

Comment naît une guérilla, quelles y sont les relations de pouvoir? La description d'une assemblée des guérilleros de Misura, la *Contra* miskitu, permet de saisir le contexte d'incertitude et de défiance qui caractérise une situation de guerre civile tout comme les tensions qui peuvent prévaloir au sein d'une organisation armée. L'histoire des débuts de la guérilla montre comment le pouvoir charismatique de son commandant en chef fut grandement fonction de sa capacité à procurer des ressources politico-militaires aux combattants et à les persuader au moins un temps de l'imminence de la victoire. Les aléas même de la guerre et le rôle militairement incontournables des *comandantes* leur donnera bientôt la possibilité de se constituer en contre pouvoir au sein de la guérilla.

DE LA « PETITE GUERRE » À LA GUERRE POPULAIRE : GENÈSE DE LA GUÉRILLA COMME VALEUR EN AMÉRIQUE DU SUD

MARIE-DANIELLE DEMÉLAS*

LA GUERRE DE GUÉRILLA – au sens où nous l’entendons aujourd’hui – est née en Espagne et en Amérique espagnole presque au même moment¹, conséquence de la circulation des nouvelles et des hommes (tel le guérillero Mina, déçu par le retour de l’absolutisme en Espagne, qui s’en alla porter la révolution au Mexique où il trouva la mort) et, surtout, produit d’une même culture et d’une même conjoncture politiques qui permirent la naissance, dans la guerre, de l’idée nationale et du principe de la souveraineté populaire. La nouveauté de la guérilla ne résidait pas dans l’invention d’une tactique militaire (la « petite guerre » est connue en occident depuis l’Antiquité), mais dans la dimension politique et la valence positive qui s’y ajoutèrent désormais. Guerre idéologique, qui parvint à transformer une marge déconsidérée des armées régulières en une pratique de légitimation ; guerre dite « populaire », au moment où le peuple s’établit comme instance de souveraineté. Ce changement d’optique et cette légitimation s’établirent selon des modalités et des rythmes différents en Amérique et en Europe.

Immédiat en Espagne, où l’armée régulière se révéla vite incapable de renouveler l’exploit de Bailén, le succès des partisans incita la Régence, puis les Cortès, à reconnaître la spécificité de ces forces et à en codifier les fonctions. Mais en Amérique, où les guérillas, royalistes ou indépendantistes, naquirent de l’échec et du repli de troupes régulières des deux camps qui abandonnaient derrière elles leurs forces auxiliaires, le processus qui aboutit à la constitution de la guérilla comme force autonome prit plus de temps. L’hétérogénéité de son statut politique – indépendantiste

*IHEAL-Université de Paris III, CREDAL, Centre de recherches historiques (EHESS, Paris)

en Colombie, dans le *reino* de Quito, et dans le Haut-Pérou², mais royaliste dans le sud de la Colombie, au centre du Pérou et dans le sud du Chili³ – éclaire en partie ces réticences.

De même, la nature ambivalente de ces premières guérillas modernes fut à l'origine d'une historiographie embarrassée⁴. Chargées d'incarner un idéal – celui du peuple en armes –, et destinées à illustrer l'héroïsme patriotique qui fondait les nouvelles nations hispano-américaines, la plupart des troupes étudiées ont été celles qui pouvaient satisfaire aux exigences de cette pédagogie du citoyen. Ce fut au prix de la dissimulation d'un grand nombre de leurs caractéristiques, également aux dépens des guérillas qui n'appartenaient pas au camp patriotique. Enfin, ce tour de passe-passe se fondait sur la certitude de ce que la guerre d'indépendance était une guerre de libération nationale⁵. Or, la guerre de guérilla, en Amérique espagnole, est née de la guerre civile, et fut pratiquée aussi bien par les royalistes tenants de l'absolutisme espagnol que par les républicains partisans de l'indépendance américaine. Chacun des deux camps s'efforçant de nier cette conjonction, la guérilla décrite par ses propres acteurs apparaît d'abord comme le fait des autres.

DÉNÉGATIONS

Le *Journal* du guérillero Vargas, qui représente la source la plus riche et directe que nous possédions sur ces guerriers⁶, ne désigne jamais par *guerrilla* une troupe, qu'il s'agisse de celle à laquelle il appartenait ou de l'une des multiples bandes qui guerroyaient alors dans le Haut-Pérou. Le terme le plus fréquent sous sa plume est la *patria*, ou *los de la patria* (ceux de la Patrie). Ou encore, afin de marquer l'inscription de ces forces improvisées dans un cadre militaire : *la División de los Valles* (la division des Vallées), puis, la victoire aidant, *la División de los Aguerridos* (la division des aguerris). Ou enfin, lorsque le chroniqueur entendait décrire la guérilla comme force maîtresse d'une zone libérée, *el Interior et el Estado* (l'Intérieur [du Haut-Pérou], l'État). S'adressant à son hypothétique lecteur, bien après la guerre, il reconnaîtra, un peu gêné, avoir appartenu à une troupe de *montoneros*⁷, alors que, dans une dédicace au président de la République, il revendiquera la gloire de s'être enrôlé dans les rangs de « l'armée qui a rendu la patrie indépendante » (*el ejército independizador de nuestra patria*). L'historien argentin presque contemporain de ces combats, Bartolomé Mitre, emploiera le terme de *Republiqueta* (petite république, synonyme de province indépendante) qui leur est resté, peut-être parce qu'il présentait l'avantage de ne pas évoquer de dimension guerrière.

Au Chili, les guérilleros royalistes agissant au sud du fleuve Bío-Bío se considéraient comme une fraction de l'armée du roi au même titre que le régiment de Talavera ou celui de la Reine, même s'ils faisaient la guerre avec plus d'Indiens araucans ou pehuenches que de soldats venus d'Espagne ce qui leur valait d'être traités en chefs de bandits par leurs adversaires. Les traces de ce mépris se prolongèrent bien après la fin du conflit : en 1873, quand la république chilienne concédera enfin une pension aux anciens combattants de la guerre d'indépendance, ses agents prendront soin de préciser qu'en étaient exclus du bénéfice les officiers de contre-guérilla⁹. La seule guerre digne de mémoire s'était livrée sur des champs de bataille.

Même déni pour le terme *caudillo*, alors très employé mais toujours pour désigner le commandant de l'ennemi. Pour les officiers royalistes, ou le vice-roi de Lima, la rébellion des provinces andines était alimentée par quelques dizaines de caudillos et leurs bandes ; pour les autorités de l'État indépendant du Chili qui le condamnent à mort, le colonel Vicente Benavides, chef des guérillas royalistes, n'est pas traité en officier mais en *caudillo de los enemigos*. Dans les deux cas, ceux qui désignaient ainsi leur adversaire signifiaient par ce terme qu'ils n'avaient pas affaire à un adversaire honorable – ce qu'aurait été un militaire respectant le droit des gens – mais à un chef improvisé, d'origine sociale vile et qui, ayant pris la tête de troupes indigènes, pratiquait forcément une guerre de sauvages.

Dans quel cas parlaient-ils donc de guérilla, ceux qui pratiquaient la forme de combat que nous nommons ainsi ? Uniquement lorsqu'ils désignaient une tactique particulière, employée au cours d'une rencontre : la formation *en guerrilla*⁹. Il est sûr que tous pouvaient s'accorder sur cet usage technique d'un mot polysémique. Comme l'usage contemporain du terme « guerre civile », l'emploi fréquent et univoque que nous faisons désormais de « guérilla » ne tient pas compte de ces hésitations ni de ces dénis. Il tend, de même, à effacer la diversité de ces premières troupes. Or, les désigner toutes sous un même vocable n'allait certes pas de soi.

DIVERSITÉ

En Espagne, dans une tentative de définir les francs-tireurs afin d'en contrôler l'action, la Régence entreprit très tôt de les classer en quatre types, simplifiant une situation foisonnante mais donnant néanmoins un aperçu de sa complexité. Elle reconnut ainsi l'existence de *cuadrillas*, naguère contrebandiers passés au service de la cause patriotique, auxquelles on

accordait un droit sur le butin – on ne transforme pas en un jour des hors-la-loi en patriotes vertueux. Les *somatenes*, milices catalanes, n'étaient chargées que du maintien de l'ordre public au sein des bourgs et des villes. Catégorie plus exceptionnelle, celle des *cruzadas*, étaient formées de clercs et de séminaristes, placés sous l'autorité de leur évêque et du nonce et qui devaient, en tant que croisés, livrer une guerre religieuse contre les Français impies. Enfin, les *partidas* dont la composition et les missions se rapprocheraient le plus de ce que nous entendons par guérilla, se composaient de troupes de francs-tireurs formées sur une base idéologique (la défense de la patrie), destinées à seconder l'armée mais aussi capables d'agir de façon autonome afin de nuire le plus possible à l'occupant français¹⁰.

En Amérique, la variété des troupes, et des raisons qui présidèrent à leur formation, quoique certaine, fut atténuée par une caractéristique commune : royalistes comme indépendantistes, les troupes irrégulières ne purent exister que grâce au soutien des sociétés indigènes, majoritaires dans les provinces où agissaient les guérillas, qu'il s'agisse d'Indiens sujets de la couronne ou d'ethnies toujours indépendantes. Cette participation indienne aux guerres d'indépendance, et, plus généralement aux conflits et aux révolutions qui ont marqué le premier siècle d'existence des États hispano-américains, a été fort discutée. Le plus souvent, ce fut pour conclure que la sphère politique ne concernait qu'une fraction de la population – celle que son statut socio-ethnique autorisait à se mêler de la chose publique –, la population indigène restant cantonnée à un rôle de spectatrice, ou de chair à canon, dans des conflits qui ne la concernaient pas.

Toutefois, certains travaux ont permis de nuancer ce tableau, parmi les premiers ceux de F. Chevalier. Maître de la terre et des hommes qui la travaillent, l'*hacendado* qui se nommait lui-même colonel et prenait parti dans une guerre civile, prenait pour soldats ses péons. Dès lors, la participation de ces derniers aux dissensions politiques dépendait de ces liens anciens que continuaient de tisser, pour longtemps encore, les sociétés hispano-américaines. Les archives concernant la période de la guerre d'indépendance permettent d'aller plus loin que cette observation, et de conclure à la participation des communautés indiennes en tant qu'acteurs à part entière de ces conflits, avec ce que ce terme implique de stratégie propre et de projet de société. Dans les Andes comme au Chili, une même conscience de participer à des enjeux continentaux, des formes identiques de mobilisation politique, une même capacité à poursuivre des objectifs propres, quitte à se retourner contre les alliés de la veille, rendent comparables la collaboration indienne aux

guérillas royalistes et celle qui permit la création et la survie des forces patriotes.

Au sud du fleuve Bío-Bío, les officiers royalistes parvinrent à nouer (sans doute en arguant d'une même hostilité à l'État) des liens étroits avec les nations insoumises dont les parcours s'étendaient bien au-delà des frontières du nouvel État chilien, jusqu'en Argentine, à quelque vingt lieues de Buenos Aires, et constituaient une force considérable venant s'ajouter aux troupes permanentes des rebelles. À Huanta, au Pérou, les Iquichanas, qui avaient secondé les forces royalistes contre la révolution du Cuzco, en 1814-15, continuèrent de se battre contre la République après l'indépendance. Leurs *caudillos*, tous indiens, se prévalaient encore des grades que leur avaient décernés les derniers vice-rois, pour services rendus à la couronne en tant que chefs de guérillas¹¹, et faisaient connaître, par écrit aussi bien qu'en campagne, leur refus d'un nouvel ordre qui niait l'existence de leurs communautés¹².

La situation la plus explicite se rencontre dans les Vallées du Haut-Pérou, où l'assassinat du premier commandant de la guérilla, à la fin de l'année 1817, révéla une autonomie des communautés indiennes et une conscience des enjeux politiques que ne laissait guère présager leur participation, jusqu'alors subordonnée, à la cause patriotique. Dès que la nouvelle du meurtre est connue, les représentants des communautés les plus proches s'en viennent au village où les guérilleros ont établi leurs quartiers pour réclamer vengeance. Leur porte-parole réplique à l'officier qui tente de les renvoyer en leurs foyers¹³ : « – Pourquoi ne nous conviendrait-il pas de nous mêler des causes de la mort du commandant Lira ? Ces armes que possèdent les soldats que vous commandez pour l'instant, ne nous coûtent-elles pas bien des efforts et des prouesses, et notre sang, et nos vies elles-mêmes ?¹⁴ »

Les communautés, qui représentent une vingtaine de villages, élisent alors des représentants chargés de négocier une redistribution du pouvoir en leur faveur : le droit de désigner le commandement de la guérilla et de diriger la lutte elles-mêmes¹⁵. Déçues dans un premier temps, leurs attentes furent satisfaites trois mois plus tard, le nouveau commandant, issu de troupes indigènes, étant désigné par acclamation de la *indiada* (la masse indienne), sans que les officiers participent à ce choix. La mort du premier commandant qui avait, en quelques jours, brisé l'équilibre qui fondait les rapports établis depuis plusieurs années entre les partisans et les villages, avait conduit les communautés à tenter une renégociation du contrat à leur profit. L'enjeu en était considérable : la guerre d'indépendance serait-elle menée désormais par des paysans indiens ou resterait-elle l'affaire de soldats métis et d'officiers créoles ? Toutefois, les

Indiens ne prétendaient pas agir pour leur compte : leurs dirigeants – une junte de cinq membres – se réclamaient de la cause patriotique et abritaient leur initiative derrière l'autorité de Buenos Aires, qui faisait alors figure de capitale de la révolution à l'échelle continentale.

Individus et statuts hérités

La participation des Indiens à la guerre de guérilla révèle l'un des modes d'engagement alors possibles : parce qu'il appartient à une communauté dont les instances de décision (cacique ou conseil, selon les ethnies) ont pris parti pour l'une des deux causes, un Indien est tenu de soutenir la cause du roi ou celle de la patrie. Sachant cela, on serait tenté d'appliquer un modèle d'adhésion inverse aux Créoles et aux Métis : aux Indiens, l'emprise de statuts hérités, la contrainte d'adhésions collectives ; aux métis et aux créoles, déliés de ces appartenances, le libre choix individuel. En quelque sorte, même au service de la cause patriotique, qui se confond avec celle de la souveraineté populaire, les membres de communautés indiennes n'accéderaient pas à la modernité politique, seulement offerte à ceux qui ne sont pas indiens.

Or, ce que révèle le *Journal* de José Santos Vargas au sujet des engagements personnels brouille cette belle ordonnance. Des comportements individuels sont à l'origine de volte-face et de trahison indiennes. D'autre part, certains guérilleros, dont le statut d'indiens est avéré, apparaissent libres de fidélité communale ; plusieurs d'entre eux, anciens soldats dans les armées de Buenos Aires, connaissent l'ascension rapide des autres capitaines de troupes improvisées. Ni leur engagement, ni leur maîtrise du langage patriotique, ni leur rang – ils ont droit au traitement de « don » comme tout officier –, ni leur mort devant un peloton royaliste, ne les distinguent des dirigeants métis et créoles. Néanmoins, l'adhésion de ces derniers à la cause patriotique n'apparaît pas tant le produit d'un libre choix que l'acceptation d'un destin transmis et assumé – l'exécution d'un père, d'un frère, détermine leur engagement et présage des circonstances de leur propre fin. Spécifique de sociétés en guerre civile, le devoir de vengeance semblerait se substituer au libre choix du citoyen moderne, et c'est en tant que membres d'un terroir et d'un lignage que les guérilleros agiraient plus souvent qu'en individus librement décidés pour l'un ou l'autre parti¹⁶.

Le commandement

Si, depuis les guerres de la Révolution, l'armée était devenue un lieu de promotion sociale plus rapide et ouvert que n'importe quel autre, la guérilla l'était plus encore. Désignation et promotion des dirigeants y échappaient aux cadres et aux normes de l'armée régulière. Si bien que le vice-roi du Pérou, Joaquín de la Pezuela, n'accordait de bonne naissance qu'à deux dirigeants des guérillas du Haut-Pérou (sur plusieurs dizaines qui prirent la tête de forces plus ou moins éphémères¹⁷) ; de tous les autres, il écrit : « Leur classe était des plus obscures ; Camargo, Umaña, Cárdenas, Padilla, Betanzos, Arévalo, Mena et les autres étaient indiens ou métis, et n'avaient jamais exercé de fonction plus relevée que celle de sacristain de leur paroisse. Zárate, Cardoso et d'autres, bien que Blancs, étaient de basse extraction [...]»¹⁸. »

Il est vrai que ces hommes sont devenus commandants parce qu'ils ont pris l'initiative de poursuivre, avec d'autres moyens, le combat entrepris par l'armée régulière, défaillante ou vaincue. Leur savoir-faire, leur connaissance du terrain, leur audace, leur ruse, les ont bientôt placés à la tête d'une troupe permanente. Point essentiel et nouveau que cette transformation de troupes jusqu'alors auxiliaires et temporaires, en forces durablement constituées, devenues autonomes par la force des choses. Dotés d'un pareil atout, ces commandants deviennent maîtres d'une contrée – deux provinces dans le cas du commandant de la guérilla des Vallées, la plus grande partie du territoire chilien situé au sud du Bío-Bío pour le colonel Vicente Benavides.

Dans ces deux derniers cas, les guérillas s'inscrivent dans une tradition rebelle : la guérilla royaliste du Chili s'implante dans la zone de la plus forte résistance à la couronne espagnole, sur les territoires de nations indiennes jamais soumises depuis le XVI^e siècle. Quant à la guérilla des Vallées, elle occupe à son tour une zone-refuge, déjà investie par les rebelles de la *guerra de Vicuñas contra Bascongados*, au XVII^e siècle¹⁹, puis bastion des dernières forces de Tupac Catari lors de la Grande rébellion qui marque la fin du XVIII^e siècle dans les Andes²⁰. Cette base territoriale acquise, la reconnaissance du commandement de la guérilla par la plus haute autorité politique dont il se réclame est de règle. Dans les deux cas, l'autonomie dont bénéficient ces capitaines résulte des conflits dont le pouvoir est l'enjeu, à Buenos Aires dans le camp indépendantiste qui se divise bientôt entre modérés et radicaux, entre gens du port et provinciaux ; à Lima où les royalistes se partagent entre absolutistes et

constitutionnalistes quand la révolution libérale revient au pouvoir en Espagne, à partir de 1820.

L'ascension de ces nouveaux soldats s'en accroît exceptionnellement. Eusebio Lira, simple caporal dans l'armée argentine en 1813²¹, se déclare commandant dès qu'il prend la tête d'une *partida*, en 1814. Grâce à sa bravoure et à son astuce, mais aussi fort de ses liens avec les villages indiens des Vallées (liens hérités de son père), il se fait reconnaître pour chef de tout « l'intérieur », en novembre 1816, et agit dès lors comme le seul interlocuteur des forces révolutionnaires argentines que dirige Martín Guêmes à Salta. Au Chili, Vicente Benavides, qui n'était que premier sergent du bataillon de Concepción, est promu sous-lieutenant *graduado* (c'est-à-dire sans affectation qui corresponde à ce grade, attribué à titre honorifique) en janvier 1815, pour son action à la bataille de Rancagua. Lieutenant en octobre 1817, capitaine le mois suivant, lieutenant-colonel en juillet 1819 pour son action à Maipu, il devient dès lors *Commandant de la frontière* et finit avec le grade de colonel, en étant parfois qualifié de général dans sa correspondance privée.

Enfin, ces soldats vite promus partagent une même fin tragique : le royaliste Benavides est livré par ses proches aux autorités de la République chilienne, en février 1822 ; deux semaines plus tard, il meurt pendu (une mort de brigand), son corps en morceaux exposé aux places de Concepción et de Valdivia. Quant aux commandants de la guérilla patriote des Vallées, tous sont tués par les leurs, et non par l'ennemi : Eusebio Lira, frappé d'une balle dans le dos, est victime d'un complot de ses officiers ; José Miguel Chinchilla est fusillé après un jugement sommaire ordonné par son supérieur, José Miguel Lanza ; ce dernier meurt d'une blessure reçue en s'opposant à un putsch tenté contre le maréchal Sucre, en 1828. Produit de luttes politiques qui la dépassent, la guérilla en subit les conséquences : ses dirigeants meurent pour avoir été des hommes de parti, et non plus seulement des hommes de guerre.

Guerre civile, violence et banditisme

Issues des marges de l'armée et, par conséquent exclues des bénéfices de l'honneur militaire, les troupes de partisans se réclamaient des valeurs les plus hautes dans le registre offert par la modernité, celles du patriotisme et de la liberté. Il leur fallut, toutefois, se défendre des accusations de banditisme portées à leur rencontre par leurs adversaires, dès les débuts de leur intervention. Le chroniqueur Vargas traite la question avec un curieux mélange d'embarras et d'impudence : « On dira bien, comme l'ont déjà dit plusieurs, que [les guérilleros] volaient, que

c'étaient des brigands et des bandits de grands chemins, mais c'est faux. Il existait, c'est vrai, je ne peux le nier, quelques Indiens qui se mêlaient d'être capitaines, commandants et chargés de mission : c'est eux qui infestaient les chemins et commettaient d'autres méfaits sur les frontières ou dans les zones limitrophes des territoires contrôlés par la cause de la liberté et de l'indépendance ; mais, en même temps, on les pourchassait et l'on châtiât ceux qui se livraient à ces délits, bien que ceux auxquels ils s'en prenaient étaient de peu de considération. Fait exception un convoi de valeur qu'enlevèrent les *partidas* d'un commandant [de la guérilla] de Morochata, don Pedro Álvarez, et un certain don José Miguel Chinchilla, également commandant de *partidas*, à un certain Fierrofrío qui était venu de Lima comme envoyé du général don José San Martín »²².

Pour entendre le sel de cet aveu, il faut savoir que Pedro Álvarez était l'un des premiers membres de la guérilla des Vallées, et considéré comme l'un de ses héros les plus authentiques ; quant à José Miguel Chinchilla, il en fut le commandant en chef de mars 1818 à janvier 1821. Niant qu'il pût exister de confusion entre guérilleros et bandits, Vargas reconnaissait cependant que les plus fameux des soldats de la liberté agissaient parfois comme des *bandoleros*, et cela même aux dépens de la cause patriotique dont le général San Martín représentait le commandement suprême.

Les limites entre guérilla et banditisme n'apparaissent donc pas tranchées. D'abord, parce que le pillage faisait partie des pratiques de la guerre ; le même guérillero, qui rendait hommage à ses compagnons pour le fait de se battre sans solde, s'indignait de ce qu'un commandant, féru de discipline et de vertu, les privât des bénéfices d'une mise à sac. D'autre part, la structure des troupes de guérilla – fédération lâche de petites bandes (quelques dizaines de permanents, rarement davantage) n'obéissant qu'à un homme –, leur intrication dans des jeux sociaux complexes, leur participation à des règlements de comptes souvent antérieurs à la guerre, la longueur du conflit qui ruina bien des situations acquises, l'existence d'une « frontière » mouvante entre les deux partis, tous ces facteurs aboutirent à la formation et la fortune de compagnies à la réputation douteuse.

En outre, certains épisodes du *Journal* de Vargas enseignent que des officiers de la guérilla pouvaient se livrer au brigandage de certains bourgs afin d'afficher leur indépendance à l'égard du commandant qui en protégeait les habitants. Provocations annonciatrices d'une crise de succession qui révèlent la prise en otage des villages pour des jeux politiques internes à la guérilla²³. La distinction établie entre guérilleros et

brigands, fondée sur l'engagement politique des premiers et les mobiles intéressés des seconds, ne permet donc pas d'entendre ce qui représente l'une des principales caractéristiques de ces troupes : leur territorialité, leur inscription dans des enjeux locaux²⁴. Soldats de l'Amérique et de la liberté, ou défenseurs du roi et du Christ, les guérilleros appartiennent à des bourgs et à des lignages, rivaux de longue date auxquels la fracture de la guerre offre maintes occasions de revanche et de butin.

Nation et xénophobie

Toutefois, si les guérilleros ne sont pas tous des enfants du pays²⁵, ils incarnent désormais la force armée d'un territoire, d'un « pays », une force mobile, certes, mais qui ne s'éloigne jamais de sa base. Ce qui la distingue des troupes régulières de la guerre d'indépendance, formées d'Argentins partis combattre au Chili puis au Pérou ; de Vénézuéliens et de Colombiens entraînés sur les champs de bataille de l'Équateur, du Pérou, et jusqu'en Charcas, l'actuelle Bolivie, à mille lieues de leur terre d'origine.

Dans le Haut-Pérou, la guérilla, aux déclarations panaméricaines mais à l'enracinement local, se replie sur la « petite patrie » (la *patria chica*) dès que l'armée de Buenos Aires qui l'avait suscitée se trouve dans l'incapacité d'exercer sur elle un contrôle. Dès lors s'expriment sans masque toutes les facettes du « localisme » voire de la xénophobie. Dans le *Journal* de Vargas, une apologie des Vallées se trouve mise en scène à tel point qu'à partir d'un défi imaginaire, une sorte d'alliance semble s'établir entre la guérilla et un officier royaliste aux dépens d'une expédition venue des basses terres de Charcas²⁶. Xénophobie qui se traduit aussi par la réactivation de conflits latents entre Indiens et métis ou créoles. Ainsi, des guérilleros indiens exécutent l'un de leurs officiers créoles parce qu'il ne parle pas aymara ; et au Chili, l'officier de guérilla royaliste Juan Manuel de Pico oppose les intérêts de la nation araucane à l'État républicain avec des accents qui préfigurent l'entreprise d'Orélie-Antoine I^{er}, roi de Patagonie²⁷. Repli sur la *Patria* qui aboutit, au Chili encore, à une tentative d'alliance contre-nature entre le royaliste Vicente Benavides et le révolutionnaire en exil José Miguel Carrera, afin de mettre fin à l'arrogance des Argentins (*los hinchados Porteños*, selon les termes de Benavides) et à leur emprise sur la vie politique chilienne par l'intermédiaire de leur créature, le dictateur O'Higgins. Les frontières ne sont pas encore tracées entre des États qui n'ont pas encore de nom, mais les guérillas agissent comme si des nations susceptibles et jalouses existaient déjà. Successions violentes, exactions commises à l'encontre des civils, exclusions chauvines,

ces aspects peu flatteurs des troupes de guérillas dont témoignent les sources ont été gommés par leurs acteurs, d'abord au service de leur réputation avant de servir à l'édification de la postérité, en une sorte de transmutation qui ne permit plus que l'expression des fins transcendantes du conflit.

TRANSMUTATION

Le Roi contre la Patrie, les Espagnols contre les Américains, mots d'ordre qui résumaient le sens d'une lutte de quinze ans. Pourtant, dans le même temps qu'ils se réclamaient de l'un de ces deux camps, les participants à la guerre civile niaient cette dichotomie. Pour les officiers royalistes, il n'était pas de guerre civile possible : leurs adversaires n'étaient que des rebelles qui restaient donc sujets du roi d'Espagne. Prémises qui les menaient parfois à plaider – sans le moindre effet – pour plus de mesure dans la répression. Vicente Benavides se fit ainsi reprendre pour les exécutions de prisonniers auxquelles il procédait : « Étant donné que, *dans le camp des révolutionnaires, il n'existe pas de gouvernement ni d'État libre, mais une tourbe de rebelles sujets de la Monarchie, vous veillerez désormais à éviter autant que possible ces exécutions* »²⁸.

Dans le même temps, parce qu'ils menaient une guerre de libération, les indépendantistes considéraient les partisans du roi comme des « Espagnols », c'est-à-dire des étrangers auxquels s'appliquaient les rigueurs de la guerre. Même si ces ennemis qu'ils prétendaient venus d'outre-mer étaient en réalité des voisins, issus du même bourg, comme le souligne le chroniqueur de la guérilla des Vallées à l'occasion des funérailles réservées à l'un des fondateurs de la guérilla, don Pedro Álvarez, dont il était question supra : « Le 27, le commandant Lira ordonna des obsèques solennelles dans le village [d'Inquisivi]. Elle nous fut très sensible, cette perte d'un défenseur de la Patrie et de la liberté de l'Amérique. Il s'agissait d'un homme qui n'avait jamais connu d'autres Espagnols que ceux qu'il rencontrait dans les combats, et qui n'avait jamais pensé à capituler, jusqu'à ce qu'il fût mort en versant son sang pour ses idées aux mains des tyrans qui tyrannisaient l'Amérique. Mais on prétendrait vainement que ces tyrans étaient des Espagnols d'Europe : c'était don José Manuel Fernández Antezana, américain, originaire et habitant de la province de Cochabamba, dans la région de Tapacarí, du village de Calliri, lui et ses frères, don Agustín, don Valeriano, et les autres »²⁹.

Dès leur fondation, les guérillas patriotes ont donc accepté de mener la guerre contre des proches qu'elles transformaient en étrangers. Conséquences redoutablement efficaces de l'élaboration d'une forme de guerre légitimante. Dans ce processus, l'instruction politique que dispensaient les commandants non seulement à la troupe, mais aussi aux villages de la zone contrôlée par la guérilla, a joué un rôle probablement essentiel, mais sur lequel on dispose encore de peu d'informations. Les moments de répit entre les combats, et les longues périodes d'inaction imposée par la saison des pluies, étaient consacrés à l'enseignement de catéchismes patriotiques, au commentaire de la presse révolutionnaire venue de Buenos Aires, et à la lecture commentée des proclamations imprimées du commandement. C'est à cette intention qu'en métropole, un dirigeant de francs-tireurs se prévalait d'avoir enlevé une presse d'imprimerie qu'il avait offerte à la junte de Burgos³⁰ : que ces sociétés en guerre fussent en grande partie illettrées n'en donnait que plus de prestige aux manifestes des dirigeants et aux articles des journaux patriotes, dont on retrouve les traces jusque dans les contrées impénétrables tenues par les guérilleros. En très peu de temps – moins de deux ans, me semble-t-il – se mirent en place des clichés, des topiques et des rôles promis à un usage durable. Cette rhétorique, qu'elle fût révolutionnaire ou royaliste, n'était pas propre aux forces de guérilla, mais ces dernières présentaient la particularité d'en user bien davantage.

La formation idéologique allait ainsi de pair avec l'instruction militaire, les valeurs guerrières restant étroitement mêlées à l'apprentissage des idéaux civiques. Pourtant, de cette guerre dominée par des enjeux et des valeurs politiques, les récits des acteurs ne retiennent que l'extrême vaillance des capitaines ; au lieu de l'habileté tactique ou de la justesse d'analyse, leur bravoure. Du commandant Lira, dont toute l'épithète se résume en un hommage à son courage exceptionnel (*bárbaro valiente*), on devine pourtant un savoir-faire peu commun à son âge³¹, et une connaissance aigüe des instruments nouveaux que la démocratie mettait à la portée des *caudillos* pour s'imposer – le discours, la manipulation des assemblées, le recours au suffrage.

De cette confusion dépendait la transmutation de la guerre de guérilla en idéal. Faute d'un peuple en armes, la troupe bigarrée des guérilleros figurait une armée populaire dont le caractère était moins marqué par l'origine sociale des combattants (ce n'est pas en termes de catégories sociales que pensaient ces acteurs, mais de catégories ethniques), que par leur participation élargie aux décisions de la guerre. Témoin l'indignation de certains officiers causée par l'intervention de subalternes sur les décisions du commandement³², témoin aussi la pratique

de désigner les dirigeants de guérilla par un vote à main levée ou par acclamation de la troupe.

La guérilla comme valeur suprême

Le destin de la guerre de guérilla, fait du Peuple ici-bas, se déroulait aussi sur un autre théâtre, sacré celui-là. À l'origine de cette projection surnaturelle, une partie du clergé, bâtisseur de discours, créateur d'images, conseiller de caudillos, et dont les membres étaient parfois eux-mêmes chefs de guerre, malgré les interdictions canoniques. On constate en effet, en Espagne comme en Amérique, la présence de prêtres à la tête des troupes, tout comme la présidence, par les évêques, de juntas – révolutionnaires en Amérique et patriotiques en Espagne. En métropole, ont dirigé des guérillas bien d'autres que le célèbre curé Merino. Pour ne citer que deux exemples, de parfaits inconnus : le curé de Tamajón (prov. de Guadalajara), Matias Vinuesa López de Alfaro qui, mandaté par son évêque, surveille les routes d'une province occupée par l'armée française, arrête les suspects, opère de réquisitions, lève les impôts, recrute les jeunes gens pour l'armée, et livre bataille avec ses soldats³³. Plus retors, ce curé de Vilueña (province de Burgos), Francisco Salázar, guérillero, aventurier et manipulateur de suffrage, qui semble avoir gardé à son profit le produit d'impositions patriotiques, et qui, aspirant à une carrière politique fondée sur ses mérites guerriers, use de subterfuge afin de représenter la province d'Álava en tant que député aux Cortès de Cadix.

Les clercs américains s'engagent également, et se partagent entre les deux partis, on ne sait encore en quelle proportion³⁴. Leur intervention est bien connue dans la guerre que déclenche, au Mexique, le « cri de Dolorès » du curé Miguel Hidalgo³⁵. Au Chili, dès 1813, il est fait mention de prêtres chefs de guérillas royalistes établis dans le sud³⁶. Après l'instauration de la république à Santiago, en 1819, Vicente Benavides s'appuie sur les curés des provinces de Concepción et de Valdivia dont il oriente les sermons et avec lesquels il entretient une correspondance aussi suivie qu'avec ses officiers³⁷. La contre-propagande républicaine accusera ces prêtres d'entretenir la crédulité des fidèles par l'utilisation de statues dotées de vertus merveilleuses – celles de Vierges qui parlent en faveur du roi et pleurent quand on évoque le sort des Américains fourvoyés.

À Quito, la première république (1810-1812), placée sous la présidence de l'évêque, est en partie encadrée par une Église dont la répression qui suivra la défaite des révolutionnaires révélera l'étendue de la

compromission³⁸. Au Cuzco, José Angulo, *caudillo* qui prend la tête de la révolution (1814- 1815), suit les conseils de sa camarilla de clercs qui fait de lui un « nouveau Joseph, un nouveau Macchabée »³⁹. Dans le Haut-Pérou, où chaque troupe de guérilla dispose d'un chapelain et certaines de prêtres guerriers, le commandant Lira s'entoure de ces mentors privilégiés, multiplie les célébrations associant l'action militaire à l'intervention divine (notamment en l'honneur d'une Vierge locale dont il affirme la protection particulière dans les combats), et meurt assisté de deux prêtres (Je meurs en chrétien, je meurs en patriote » seront ses derniers mots).

Guerriers parfois, et toujours doctrinaires, les clercs bâtissent la meilleure justification des rebelles, opposant à l'ordre ancien qui se fondait sur Dieu et le roi – les « deux majestés » (*ambas majestades*) qui présidaient naguère à toute décision – un ordre nouveau, lui aussi providentiel. L'indépendance, cause sacrée voulue par Dieu afin de substituer à la tyrannie espagnole un gouvernement juste, se fonde sur le sacrifice nécessaire d'un petit nombre d'élus, les guérilleros. Les prémisses de cette construction classique reprenaient à leur compte la théorie du gouvernement tyrannique de la néo-scholastique espagnole. Mais un accent particulier était mis sur la dimension sacrificielle des acteurs du combat politique qui tendait à faire du guérillero un *miles Christi*.

Ces hommes pris dans des enjeux familiaux, locaux, claniques, se retrouvaient ainsi, par des effets d'écriture et de verbe, transformés en personnages sans autres qualités que celles de guerriers voués au sacrifice pour une cause voulue par Dieu. La certitude de la mort pour conséquence de l'engagement transformait le choix des francs-tireurs en un pari sacrificiel – la doctrine qui prétend que les guérillas infligeraient plus de pertes à l'adversaire qu'elles n'en subiraient ne se vérifie pas du tout en Amérique espagnole – qui transfigurait la guerre de guérilla en une oblation collective.

En Amérique, cette transmutation ne fut, logiquement, à l'œuvre que dans un seul camp, celui des indépendantistes dont les projets politiques s'accordaient avec la nouvelle source de légitimité. La guerre de guérilla fut pratiquée par les deux camps, mais les royalistes restèrent des officiers partisans, se servant de forces indigènes pour mener une sale guerre, artisans de la mort nécessaire, peut-être fiers de faire leur devoir, mais certes pas des méthodes qu'il leur fallait employer⁴⁰, tandis que les indépendantistes opéraient très tôt ce changement de perspective que manifestaient les tensions, au sein de la direction de guerre, à l'échelle continentale, entre les généraux favorables aux troupes de partisans – tel San Martín⁴¹ – et ceux qui y répugnaient, comme Bolívar. Là encore, la

fracture entre les deux écoles d'officiers était d'ordre politique : acceptation du principe démocratique pour les uns, défiance pour les autres.

C'est en subissant cette mutation, à des degrés et des rythmes variant selon les provinces et les conjonctures locales, que la guérilla est devenue un substitut de légitimité et de pratiques politiques démocratiques. Mais ce mélange de genres aboutit à ce que, bien souvent, la guérilla et ses acteurs inclinent du côté du sacré. Une pratique guerrière s'établit de la sorte comme la négation d'une laïcité possible de la modernité dans l'univers hispano-américain.

Notes

- 1 Les zones de guérilla, en Espagne, correspondirent aux provinces où s'établit le front entre l'armée française et celle des alliés espagnols et britanniques, dans la Manche et en Estrémadure. En Amérique, elles apparurent très tôt au Mexique, où elles poursuivirent leurs opérations après l'échec des troupes de Morelos (1815) et jusqu'à la proclamation de l'indépendance (1821), voire au-delà dans certaines zones où guérilla et banditisme rural firent bon ménage ; elles gagnèrent le Venezuela, le sud de la Colombie et le nord du royaume de Quito (l'Équateur actuel) après la défaite de la république de Quito devant l'assaut des troupes royalistes, en décembre 1812 ; dans le même temps, elles apparurent dans les Andes péruviennes, ainsi que dans le Haut-Pérou (l'actuelle Bolivie) et le sud chilien.
- 2 C'est le nom que portait alors la Bolivie, également désignée par « Audience de Charcas ».
- 3 Dans ces derniers cas, la résistance royaliste se maintiendra au-delà de l'indépendance, à Pasto et à Huanta au Pérou, à Chiloe ainsi qu'en Patagonie au Chili.
- 4 En outre, malgré la pléthore d'ouvrages consacrés à « l'histoire-bataille » de la geste indépendantiste, nous disposons de très peu d'informations directes sur ces guérillas. Il est étrange que le *Journal* de José Santos Vargas, guérillero du Haut-Pérou, soit le seul document de cette importance dont nous disposions, alors que le fait de tenir un journal ou des carnets de guerre était alors aussi répandu en Amérique espagnole qu'il l'était en Europe.
- 5 Sur ce point, je renvoie le lecteur aux remarques que j'ai publiées dans la revue *Clio* (« La notion de guerre civile en question », *Clio*, Toulouse, n° 5, 1997, p. 133-139).
- 6 Pour une présentation des problèmes posés par la découverte et l'édition de cette œuvre, consulter « Les deux journaux de José Santos Vargas (1814-1825). 1 : Problèmes d'édition », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, Lima, 1995, 24 (1), p. 107-126, ainsi que « Le Journal de José Santos Vargas (1814-1825). 2 : Deux manuscrits », *Bulletin de l'Institut Français d'Études Andines*, Lima, 1997, 26 (2), p. 247-268.
- 7 Le premier sens du terme est péjoratif (*bravache*) ; il devint, très tôt, synonyme de *guérillero* en Argentine. José Santos Vargas, *Diario de un comandante de la guerra de independencia, 1814-1825*, Mexico, Siglo XXI, 1982, p. 11. « [...] Tengo el grande placer de haber trabajado un poco siquiera, mas que sea en tropa de montoneros, pero a favor de la independencia y libertad de América del gobierno español tan odiado entonces. Mucho más placer tengo el saber de que habían sido las montoneras de estos Valles los primeros hombres de la nación boliviana que buscamos [sic] nuestra libertad. » C'est moi qui souligne.
- 8 *Archivo Nacional de Chile [ANC], Ministerio de Guerra*, vol. 736, *Decretos supremos. Servidores de la independencia, capitán D. José Miguel Hormazabal (el fiscal de Hacienda, Sr. Lira, al Ministro de Gerra, Santiago, 6/03/1874)*. « Según la esposición de Homazabal y la declaración de los téstigos que ha presentado, él no ha pertenecido nunca ni al ejército ni a la armada, sino a la guardia civil. En clase de oficial de esta, parece que prestó algún servicio en los años de

1818 a 1822, haciendo algunas expediciones en persecución de las montoneras capitaneadas por Benavides, Pincheira y Zapata que asaltaban las poblaciones del sur, salteando e incendiando y cometiendo toda clase de crímenes. A estos servidores no son los que la ley premia : la recompensa que acuerda es para aquellos militares que durante la guerra de la independencia sirvieron en el ejército o en la armada sacrificando su vida por hacernos libres e independientes ».

9 « Se entiende por formación en guerrilla la separación o dispersión metódica de una tropa, bien sea para batirse en terreno fragoso, que no admite otra, para encubrir o abrigar las maniobras de gruesos cuerpos, llevar la vanguardia de las columnas, flanquear sus marchas, o con el objeto, en fin, de reconocimientos ». Définition tirée de *Instrucción de guerrilla por el Sr. Felipe de San Juan, compuesta y aumentada por el Teniente coronel Alfonso Balderrabano y el Teniente Juan Bautista de Maortua* (Santiago de Chile, imp. nacional, 1823, p. 5).

10 Jean-René Aymes, « La guérilla dans la lutte espagnole pour l'indépendance (1808-1814) : amorce d'une théorie et avatars d'une pratique », dans *Bulletin Hispanique*, LXXVIII, 1976, p. 325-349.

11 *Id.*, p. 82-83.

12 Patrick Husson, *De la guerra a la rebelión (Huanta, siglo XIX)*, Lima-Cuzco, Centre Bartolomé de las Casas-IFEA, 1992, p. 33.

13 José Santos Vargas, *Diario*, *Op. cit.*, p. 199.

14 *Id.*, p. 201. « - ¿ Por qué no nos conviene meternos y saber la causa de la muerte del finado-comandante Lira ? Estas armas que tienen los soldados que usted va mandando por ahora ¿ no nos cuesta nuestro trabajo, nuestros desvelos, nuestra sangre y nuestras propias vidas ? »

15 *Id.*, p. 202-203.

16 J'avance cette proposition avec quelques réserves : la dimension littéraire des manuscrits de Vargas incite à interpréter ces destins voués à la vengeance comme un topique romanesque autant qu'un témoignage.

17 Bien qu'il la juge incomplète, le colonel Emilio A. Bidondo dresse une liste de 125 dirigeants de guérillas (*La guerra de la independencia en el Alto Perú*, Buenos Aires, Circulo militar, 1979, p. 181-184).

18 Joaquín de la Pezuela, *Memoria de gobierno*, Séville, Escuela de estudios hispano-americanos, 1947, p. 64. « Su clase era la más oscura, pues Camargo, Umaña, Cárdenas, Padilla, Betanzos, Arévalo, Mena y otros eran indios y mestizos que jamás habán tenido más empleos que el de sacristán en su lugar. Zárate, Cardoso y otros, aunque blancos eran de la clase baja [...] ».

19 C'est une remarque que ne manque pas de faire Gunnar Mendoza, dans son introduction à la seconde édition du *Diario* de José Santos Vargas, *op. cit.*

20 M. E. del Valle de Siles, *Historia de la rebelión de Tupac Catari, 1781-1782*, La Paz, editorial Don Bosco, 1990, p. 389-412.

21 Le grade de caporal révèle autant l'origine socio-ethnique d'Eusebio Lira que son rang subalterne : issu d'une bonne famille créole ou espagnole, il aurait intégré l'armée en tant que cadet et aurait été promu sous-lieutenant à la première occasion.

22 José Santos Vargas, *Diario*, *op. cit.*, p. 198. « De balde hablarían como han hablado varios sujetos, en que [los guerrilleros] robaban, en que eran unos ladrones, unos apacheteros, en vano. Habían, sí, que no les puedo negar, algunos indios que se metían a ser capitanes, comandantes y comisionados : éstos eran los que perjudicaban en los caminos y demás travesías, esto es en las fronteras o limítrofes de los territorios de la dominación de la libertad e independencia ; pero al mismo tiempo se les perseguía a éstos y castigaban a los que incurrían en estos delitos, aunque tampoco era de consideración los que se perjudicaba, a excepción de un cargamento de valor que quitaron las partidas de un comandante de Morochata don Pedro Alvarez, y un don José Miguel Chinchilla también comandante de partidas ligeras, a un tal Fierrofrío que éste había venido de Lima como enviado del señor general don José San Martín [...] ».

23 Situation aggravée par le fait que le tribut versé par les Indiens, et collecté dans le cadre des villages, représentait la plus forte source d'argent liquide, et la plus régulière.

24 Sur ce sujet, un article récent, consacré aux troupes d'Emiliano Zapata, fournit des éléments de réflexion très pertinents (Samuel Brunk, « The Sad Situation of Civilians and Soldiers » : The Banditry of Zapatismo in the Mexican Revolution », *American Historical Review*, avril 1996, p. 349 : « More interesting was the banditry that occurred in the context of the many inter-village feuds that helped shape the movement. Here, banditry represented the pursuit of local political (and economic) goals, as neighboring villages sought to use their guerrillas to gain advantage over another. »)

25 Origine de 109 officiers de la guérilla patriotique des Vallées du Haut-Pérou :

ORIGINE	1813-17	%	1818-20	%	1821-25	%	Total	%
Haut-Pérou	41	85,4	6	60	27	52,9	74	67,8
(dont les Vallées)	19	39,6	5	50	8	15,6	32	29,3
Pérou	8,3	1	10	19	37,3	24	22	
Chili	4,1	-	-	1	1,9	3	2,8	
Argentine	1	2,1	2	20	2	3,9	5	4,6
Colombie	-	-	-	-	2	3,9	2	1,8
Europe (Écosse)	-	-	1	10	-	-	1	0,9
TOTAL	48		10		51		109	

Source : José Santos Vargas, *Op. cit.*, p. 403-422.

Depuis sa fondation jusqu'en 1820, la guérilla aurait donc été commandée par des hommes originaires du Haut-Pérou, pour une bonne part issus des Vallées mêmes. À partir de 1820, l'amplification de la guerre continentale et la volonté de ses dirigeants de reprendre en main ces troupes autonomes entraîne un brassage de leurs officiers, et une arrivée importante de Péruviens.

26 Étude inédite publiée à l'adresse <http://www.multimania.com/demelas/Chauvinisme.html>

27 Benjamin Vicuña Mackenna, *La guerra a muerte, Memoria sobre las últimas campañas de la independencia de Chile, 1819-1824*, Santiago-du-Chili, 1868.

28 ANC, *Ministerio de guerra*, vol. 52, correspondance de l'intendant de Valdivia adressée à Benavides, 7 décembre 1819, f° 114 v. « Como, entre los revolucionarios no hay gobierno, ni es un Estado libre sino una turba de hombres alzados dependientes de la Monarquía, procurará Ud. evitar en adelante este castigo lo más que pueda ». C'est moi qui souligne.

29 J. S. Vargas, *Diario, op. cit.*, p. 176. « El 27 el comandante Lira mandó solemnizar por Alvarez sus exequias parroquiales en este pueblo ya dicho. Nos fue muy sensible la pérdida de un defensor de la Patria y libertad de América, y era un sujeto que jamás había conocido siquiera a los españoles más que cuando los veía en alguna guirilla [sic] ni nunca pensaba capitular, hasta que murió derramando su sangre por la causa de su opinión en manos de los tiranos que tiranizaban las Américas; pero de balde se diría que tales tiranos eran los españoles europeos : era este don José Manuel Fernández Antezana americano, natural y vecino de la provincia de Cochabamba en la quebrada de Tapacari, pueblo de Calliri, no sólo él sino con todos sus hermanos, don Agustín, don Valeriano y otros nombres ».

30 Archives des Cortès, Madrid [ACM], *Documentación electoral*, 2, 2.

31 Âge que son chroniqueur n'indique pas, mais on peut inférer de quelques détails que Lira meurt probablement avant l'âge de trente ans.

32 José Miguel Carrera rapporte la façon dont O'Higgins consultait ses officiers. (*Diario Militar del jeneral [sic] José Miguel Carrera*, colección de historiadores i de documentos relativos a la independencia de Chile, t. 1, Santiago, imp. Cervantes, 1900, p. 261). « O'Higgins que creía cerca el peligro por los refuerzos del enemigo, hizo una junta de oficiales a la que pidió asistiese

[...]. No es posible explicar lo que sucedió en aquella reunión. Los subalternos de última clase, los hombres más soeces, tomaron la palabra atropellando a los jefes, y mirando su jeneral con un desprecio intolerable. A poco rato, la reunión de oficiales parecía de muchachos de escuela, que ponían quejas a su maestro ».

33 ACM, *Documentación electoral*, 2, 2.

34 Aucune étude d'ensemble ne permet encore de quantifier la participation des clercs à la guerre d'indépendance, ni de connaître leur répartition au service du roi ou à celui de la patrie.

35 Participation fort bien décrite et analysée par Juan Ortiz Escamilla (*Guerra y gobierno. Los pueblos y la independencia de México*, Séville, 1997).

36 *Diario Militar del jeneral José Miguel Carrera*, op. cit., p. 168.

37 ANC, *Ministerio de guerra*, vol. 52, fos 95 et sq.

38 Aspects développés dans M.-D. Demélas et Y. Saint-Geours, *Jérusalem et Babylone. Religion et politique en Amérique du Sud ; le cas de l'Équateur*, Paris, ERC, 1989.

39 *Archivo general de Indias*, Cuzco, 71.

40 C'est bien le sens des réponses données par Vicente Benavides à son juge : comment se défendre de l'accusation de n'avoir pas respecté le droit des gens, si la guerre qu'il menait était, par nature, sans quartier ? ANC, *Ministerio de Guerra*, vol. 52, f° 178.

41 Entre autres sources, l'ouvrage de José Arenales (*Memoria histórica sobre las operaciones e incidencias de la División libertadora a las órdenes del general D. Juan Antonio Alvarez de Arenales en la segunda campaña de la sierra del Perú en 1821*, Buenos Aires, 1832).

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Ce que l'on désigne communément par « guérilla » résulte d'une mutation de sens attribué à l'action de troupes pratiquant la « petite guerre », changement qui se produit au même moment, en Espagne et en Amérique espagnole, à partir de 1810. Des forces à l'origine auxiliaires de forces régulières, privées d'autonomie et des bénéfices de l'honneur militaire, vont acquérir indépendance et prestige, du fait de leur isolement et de leur appartenance à un terroir. En un moment où l'Amérique adopte le principe de la souveraineté populaire, les forces de guérilla vont figurer le peuple en armes et la culture catholique qui caractérise leurs sociétés, ainsi que l'influence déterminante du clergé parmi elles, donnent à leur combat une signification sacrée et sacrificielle.

Lo que se designa como lucha de guerrilla resulta de un cambio de sentido atribuido a la acción de ciertas tropas, cambio que se produce al mismo tiempo en España y en América, a partir de 1810. Estas fuerzas auxiliares de los ejércitos, sin autonomía ni honra militar, van a adquirir inde-

pendencia y prestigio gracias a su aislamiento y su apego a un terruño, a una patria chica. Mientras la América adopta el principio de la soberanía popular, las fuerzas de guerrilla van a representar el Pueblo en armas y su cultura católica como el influjo determinante del clero dan a su combate una significación sagrada y sacrificial.

What is commonly called « guerrilla » is the result of the shift in meaning attributed to the action of troops running the « pequeña guerra » (little war). This shift appears at the same time in Spain and in Spanish America as far back as 1810. Due to their isolation and belonging to the land, forces that were originally auxiliary troops of the regular forces, deprived of autonomy and the benefits of military honors, acquire independence and prestige. Just as America was adopting the principle of the people's sovereignty, the guerrilla forces come to represent the people under arms and Catholic culture, which characterizes their societies as well as the clergy's determining influence, giving their fight a sacred and sacrificial meaning.

SUR LES TRACES DE VIRGOLINO, UN *CANGACEIRO* DIT LAMPIÃO

PATRICIA SAMPAIO SILVA*

CE 29 JUILLET 1938, en fin d'après-midi, la modeste ville de Santana d'Ipanema, semblable à tant d'autres de ces régions semi-arides du Nordeste brésilien, est en pleine effervescence. Sur les marches de la petite église, entourées de chapeaux alourdis de breloques, de musettes brodées de perles colorées, d'armements ornés de pièces d'or et d'argent, sont exhibées onze têtes d'hommes et de femmes. La foule se presse autour du lieu de culte, traversée de murmures d'incrédulité, ces têtes, à ce qu'on dit, sont celles des plus célèbres bandits du pays, les *cangaceiros*, on affirme même que parmi celles-ci sont celles de leur chef, Lampião et de sa compagne, Maria Bonita (Marie la Belle).

Virgolino, dit Lampião, chef d'une bande armée entre 1922 et 1938, date à laquelle il est tué par la police, est déjà de son vivant un personnage de renom. Sujet constant d'articles de presse dès 1926, il est chanté au sein d'une littérature de colportage, le *cordel*, aux côtés de Charlemagne et Roland, et son histoire fera l'objet des attentions soucieuses de passionnés du phénomène, les *estudiosos*, qui en recueilleront les faits et les détails, donnant origine à une vaste littérature fortement teintée soit d'une forme de réquisitoire, soit d'une sorte d'apologie mais qui n'en constitue pas moins une incontestable compilation des valeurs de ces populations des régions semi-arides.

Ces travaux nous apprennent ainsi que Virgolino, originaire des régions semi-arides de l'État de Pernambuco, plus précisément de la vallée du Pajeú, appartenait à une famille sans histoire, les Ferreiras, qui

*IHEAL-Université de Paris III

vivait de l'agriculture, de l'élevage et du commerce muletier (*almocrevia*) dans la commune de Villa Bella. En 1916, un conflit oppose sa famille à l'un de ses voisins, José Saturnino et ce conflit aboutit à une fusillade. Pour y mettre un terme, le père décide de quitter le municpe de Villa Bella pour s'installer sur une autre de ses petites propriétés située près du bourg de Nazareth qui fait partie du municpe voisin de Floresta. De nouveaux affrontements éclatent pourtant et désirant éviter une nouvelle lutte ouverte, la famille déménage encore à deux reprises ; lors de l'une de ces migrations, le père sera, semble-t-il, finalement tué accidentellement par la police (un décès précédé, selon certains, suivi selon d'autres, de celui la mère). Virgolino qui, aux côtés de deux de ses frères, Antonio et Livino, intègre déjà occasionnellement à l'époque la bande armée commandée par Luiz Padre et Sinho Pereira, en lutte contre la famille des Carvalhos, aurait hérité du commandement d'une petite bande dès 1922, lorsque ses anciens chefs, désirant rejoindre la légalité, migrent vers les régions sud du pays.

Sollicité en 1926 par l'un des plus puissants chefs politiques du Nordeste, le prêtre Cicero, qui jouit d'un renom de sainteté, dans le but de combattre une rébellion de jeunes officiers (les *tenentes*) dont la colonne, la *Coluna Prestes*, entame une marche à travers le pays, Virgolino aurait négocié à cette occasion sa participation en échange d'une amnistie. Ainsi vêtu de l'uniforme de « l'Armée patriotique », le capitaine Virgolino, tel qu'il apparaît sur l'une de ses photographies les plus célèbres, reçoit de l'armement et le commandement d'une troupe. Pourtant, selon certaines versions, rapidement informé de l'invalidité du document qui lui accorde la grâce, il ne se lancera jamais à la poursuite des rebelles et reprendra ses activités antérieures ; ceci ne l'empêchera d'ailleurs pas de conserver le titre qu'on lui a accordé alors et de signer à partir de ce moment ses lettres, *Capitão Virgolino dit Lampião*.

Pour le combattre, des hommes également issus de la région seront enrôlés au sein d'une police mobile, les *volantes*, dont il s'avère que les pratiques ne diffèrent guère de celles des bandits qu'ils sont sensés poursuivre. À partir de 1930, la bande intègre des femmes et se distingue désormais par des attributs vestimentaires. Dès 1934, Lampião se retire peu à peu des combats. Depuis son refuge, une grotte fortifiée, il dirige les opérations de ses hommes et finalement, quatre ans plus tard, trahi, il sera abattu par la police.

L'épopée du Capitaine Virgolino, dit Lampião, débordera rapidement le cadre de la poésie populaire et des études régionales. Sujet traité avec constance par la grande presse du littoral depuis 1926, sa renommée acquerra dès son vivant une dimension nationale, tandis que des

romans, des films, des pièces de théâtre s'approprièrent à leur tour de l'image de ce *cangaceiro* et la diffuseront vers un public plus large. Le *Cangaço* s'inscrit alors parmi les symboles de la « brasilianité ». Désormais référence incontournable pour tout ouvrage général sur l'histoire du Brésil, ce phénomène de banditisme reste, d'une certaine manière, méconnu de l'historiographie elle-même et représente en outre un écran privilégié des projections de la conjoncture sociale et politique du pays durant ces cinq dernières décennies. Considérés tour à tour comme des infrarévolutionnaires luttant inconsciemment pour la réforme agraire¹, des bandits sociaux², des bandits d'honneurs³, avant de n'être plus considérés que comme de simples bras armés des potentats locaux, les *coroneis*⁴.

Cette méconnaissance du phénomène renvoie au fond à une autre méconnaissance, celle de ces régions semi-arides, de cet ultime *sertão*, terme désignant à l'origine, en opposition à la côte, ces terres mystérieuses et lointaines qui finiront par n'être plus, en un certain sens, que d'ultimes poches de barbarie vouées à disparaître avec l'avancée de la civilisation. Ces *sertões* soumis à de fréquentes sécheresses, sont de fait un objet historique en pleine construction qui reste imprégné de nombreux clichés. Ils renfermeraient une société arriérée, marquée par de grandes unités de production d'élevage (les *fazendas*), dominées par des *coroneis* plus frustes que leurs homologues de la côte, de véritables petits tyrans contrôlant une population considérée uniquement comme leur clientèle politique. Ainsi maintient-on l'idée d'une société des grands espaces qui aurait moins connu l'esclavage et produirait des hommes plus épris de liberté, mais aussi plus violents, et affectionnant, en un certain sens, la vie nomade.

La trajectoire de la vie de Virgolino, ce *cangaceiro* surnommé Lampião, nous tiendra lieu de fil d'Ariane pour un retour vers la vie « au village », plus précisément celle de deux communes, Floresta et Villa Bella, théâtre de cette vie : deux vastes municipes, s'étendant sur près de 7 000 km² avec leurs villes, sièges des conseils municipaux, qui donnent leur nom aux communes, et quelques villages. Loin d'être arriérée, cette microsociété sut en réalité toujours importer, en les réinterprétant, les modèles de modernité, bien que, comme c'est le cas pour l'ensemble de l'intérieur de terres brésiliennes, l'accès au littoral, au vu du piètre état des routes, fût à l'époque particulièrement pénible. Les voyages vers la côte ne s'en faisaient pas moins avec constance et c'est nous, désormais, qui allons leur rendre visite. Nous ferons halte d'abord à Villa Bella et plus particulièrement à son commissariat, un jour de 1916.

DE RETOUR AU VILLAGE

« Au deuxième jour du mois de février de 1916, en cette ville de Villa Bella, dans le Commissariat de Police en présence du commissaire sous-lieutenant João Luiz de Carvalho et de moi-même, greffier, ci-dessous cité, dans l'exercice de ses fonctions, a comparu l'offensé Antonio de Souza Neto et par le commissaire lui ont été posées les questions suivantes : quel était son nom, âge, état, profession, filiation, nationalité et demeure ?

Il a déclaré se nommer Antonio Ferreira de Souza Neto, âgé de 21 ans, agriculteur, célibataire, fils de José Ferreira dos Santos, natif de cette municipalité, domicilié à Passagem das Pedras en cette même municipalité.

Q. « Comment se sont déroulés les faits dont il résulte que le répondant est sorti blessé ? »

R. « En date du sept décembre de l'année qui vient de s'écouler, le répondant sortait des champs en compagnie de ses deux frères Virgulino Lopez de Oliveira et Livino Ferreira de Souza et Luiz Marcolino de Souza. Au moment où ils arrivaient en un lieu appelé Malahada do Caldeirao, proche de la Serra da Ingazeira, ils furent victimes de tirs d'embuscade, en conséquence desquels le répondant fut blessé d'une balle à la hauteur de la hanche droite et une vache fut elle aussi blessée, vache qui n'est pas encore rétablie. Les tirs ont été d'embuscade et, parmi ceux qui se cachaient, il a pu reconnaître José Alves de Barros, connu comme José Saturnino, Cassiano José Moreira et Dionisio José Nunes, Olympio Benedicto. Il a su plus tard que faisaient aussi partie de l'embuscade, José Vaqueiro, surnommé José Caboclo, Joao Moura et Manuel Balbeiro, et il a déclaré qu'entre lui, le répondant, et José Saturnino, il y avait une dispute ».

Vient le tour de Virgulino Lopez de Oliveira qui déclare être âgé dix-huit ans, célibataire et éleveur et dont la déclaration, évidemment, confirme la version de son frère. Le motif du conflit est alors donné : ils avaient un litige avec José Caboclo parce que celui-ci « s'adonnait à la pratique de vols de boucs ». José Alves de Barros, dit José Saturnino et José Caboclo, se constituent donc prisonniers pour qu'un procès puisse avoir lieu. Des témoins sont convoqués tant pour établir l'instruction que pour être cités lors des séances ; des édits sont affichés, des convocations adressées à certains. Les autres témoins apportent une version différente, il ne s'agit nullement de nier les faits, mais d'expliquer en quoi José Alvez de Barros a agi en légitime défense. Ils

viennent ainsi raconter que ce dernier avait maintes fois interdit aux Ferreiras d'attacher leurs chevaux sur sa propriété de la Malhada do Caldeirão, mais que ceux-ci ont persisté.

Dans le procès, les accusés ne sont par contre pas interrogés sur les faits. La procédure, comme dans la presque totalité des archives criminelles jusqu'aux environs de 1927, consiste en un jeu de questions-réponses extrêmement sommaire. José Alvez de Barros décline son identité (fils de Saturnino Alvez de Barros), son âge (22 ans), sa profession (agriculteur), son état civil (marié). Il affirme qu'il est conscient du crime pour lequel il va être jugé et qu'il n'a aucune opposition à faire concernant les personnes convoquées pour témoigner et que son avocat fournira les preuves nécessaires. Pourtant, de l'avocat, nulle trace ; nulle intervention pour interroger les témoins ; aucune pièce à conviction matérielle. Tout le procès ne se bâtit que sur l'ensemble des témoignages, en l'absence totale d'une plaidoirie du procureur.

À la suite du procès, les Ferreiras, qui n'ont pas obtenu gain de cause, quittent São Francisco pour le *povoado*, tout proche, de Nazareth. Une nouvelle « dispute » y oppose Virgolino et ses frères à certains de ses habitants qui, par la suite, fourniront nombre de voltigeurs à la police militaire. Parmi ces *nazarenos*, João Gomes de Lira, un sergent, transcrira ses mémoires en un long ouvrage, *Lampião, memórias de um soldado de volantes*⁵, parsemé de détails. Il raconte ainsi que ce José Alvez de Barros, dit José Saturnino, était également connu dans la région comme Saturnino da Pedreira, tout comme la mère de Virgolino, Maria Sulena da Purificação, répondait aussi aux noms de Maria Santina da Purificação et de Maria José Lopez.

Un bref regard sur les patronymes suffit à saisir le rapport particulier que l'on entretient ici avec le nom. L'emploi récurrent des génitifs, ce que l'on retrouve certes souvent dans les communautés rurales, signifie l'importance accordée aux origines familiales pour identifier les individus. Néanmoins, il n'est pas rare que l'on ne porte ni le nom de sa mère, ni celui de son père, comme c'est le cas pour Virgolino lui-même. Ce fils de José Ferreira dos Santos, porte ainsi le nom de Lopez de Oliveira, contrairement à ses frères, Antonio et Livino qui s'appellent Ferreira de Souza. Celui qui est accusé d'avoir volé le bouc, José Vaqueiro, littéralement José Vacher, dit le *Caboclo*, le métis, n'a quant à lui pas de patronyme, à l'instar, d'ailleurs, de nombreuses femmes qui en sont elles aussi dépourvues.

Ce rapport au nom, en fait, révèle l'écheveau complexe qui sous-tend les relations au sein de cette microsociété, une complexité sans laquelle les conflits armés ne sont guère considérés que comme le produit d'une culture de la violence. Toutefois, délaissant un moment le nom, nous

nous pencherons sur la propriété foncière. Quelques incursions dans les sources locales suffisent en effet à faire s'effondrer l'un de ces premiers clichés, celui de vastes *fazendas* de bétail, et il apparaît dès lors que ces *sertões* semi-arides révèlent, en réalité, un autre Brésil que quatre siècles de *latifundia* avaient condamné à l'oubli.

En fait la vallée du Pajeú de Flores, vers 1710, appartenait à l'immense domaine d'une puissante famille d'éleveurs, les d'Avilas, connue comme la Casa da Torre, la Maison de la Tour, qui, à la recherche de métaux précieux, avait conquis cet arrière-pays au nom de la couronne portugaise. Elle fut ensuite colonisée par des individus de moindres ressources. Louant en emphytéose, en *arrendamento*, des propriétés sensées être d'une lieue carrée afin d'y établir une exploitation, une *fazenda*, ces premiers *rendeiros*, une fois évanoui le rêve de l'or vers le milieu du XVIII^e siècle, achètent progressivement les terres, revendant d'ailleurs une partie de celles-ci à de nouveau venus qui, par vagues successives, s'installent dans ces régions inhospitalières.

Le Registre des terres de 1850⁶ montre déjà une structure particulière. À la suite de partages successifs des premiers domaines, le terme *fazenda* ne désigne plus, dans l'une comme dans l'autre commune, une seule exploitation mais des lieux comprenant plusieurs propriétés, plusieurs « parts de terres ». Certes, que les premiers domaines aient donné naissance à une multitude de propriétés n'a rien d'étonnant, puisque il s'agit là d'une réalité que l'on retrouve ailleurs dans le territoire brésilien. Ce qui fait la particularité de cette région est le fait que l'on revendique détenir des parts de terre situées dans des *fazendas* différentes.

Cet éclatement foncier, tel que le montrent les inventaires notariaux, ne fait que s'amplifier durant l'époque républicaine. C'est ainsi que, lorsque décède, en 1922, l'un des grands potentats locaux, le Coronel José Gonçalves Torres, dit le Coronel Cazé, on dénombre dans son inventaire pas moins de vingt-quatre terrains, de valeur et « taille » variables et indéfinies car, les arpentages n'ayant jamais été effectués, seules les mesures des façades de ces propriétés sont déterminées. De ce patrimoine hétéroclite de parts de terre éparpillées, le Coronel en a obtenu trois par achat – des terrains qui ne mesurent pas plus de cent cinquante mètres de façade.

L'existence de « vastes *fazendas* de bétail » n'a donc pas lieu d'être, d'abord parce qu'elles ne seraient pas viables. En réalité, cette microsociété, « comme toutes les autres sociétés, est composée d'individus conscients de la zone d'imprévisibilité à l'intérieur de laquelle doit tenter de s'organiser tout comportement »⁷, or l'incertitude ici est renforcée par ce qui, de manière omniprésente, hante le quotidien : l'inconstance des pluies. Celles-ci « tombent non seulement irrégulièrement au cours des

années et irrégulièrement au cours des saisons, mais encore irrégulièrement sur la surface elle-même »⁸. Puisque, dans les années difficiles, il peut pleuvoir en un endroit et pas à quelques kilomètres de là, posséder des propriétés dispersées permet de s'offrir quelque garantie et d'augmenter ses chances de bénéficier malgré tout de pluies si rares et inconstantes. Celles-ci reçoivent d'ailleurs le nom significatif de « *chuvas de manchas* », littéralement « pluies en tache ». La saison des pluies, quoi qu'il en soit, ne dure que trois mois, de janvier à mars, l'hiver... Et lorsqu'il est insuffisant, lorsqu'on n'a pu bénéficier que de quelques *chuvas de manchas*, on parlera de *seca verde*, sécheresse verte.

Ainsi, plutôt que de chercher à ne disposer que d'un seul et vaste domaine, les stratégies visent-elles invariablement à posséder des terrains épars mais convenablement pourvus en eau. Car, en réalité, ce que l'on achète et que l'on vend, ce sont les façades, l'accès à la rivière dont il faut souligner qu'elles s'assèchent six mois par an, voire plus – et c'est pourquoi l'absence d'arpentage ne pose guère de problème. Les meilleures terres, les plus chères, sont donc celles situées près des réserves d'eau, les *poços*, qui se forment dans le lit des rivières en fonction de la présence des pierres qui constituent des sortes de digues. Des *poços* plus ou moins pérennes qui détermineront la fertilité de terres dont le sol siliceux est facile à travailler, quelques gouttes de pluie suffisant à transformer le paysage brûlé de la *caatinga* en un paysage verdoyant. Ce balancement entre absence ou présence de la pluie pose profondément sa marque sur ces terres qu'Euclides da Cunha décrivait déjà comme « sauvagement stériles, merveilleusement exubérantes »⁹.

L'éclatement foncier tient également à un autre facteur : une part de cette terre doit être impérativement laissée à sa descendance qui, à chaque génération, est obligée de reconstituer son patrimoine. Ceci crée une certaine mobilité, ascendante ou descendante, en fonction des possibilités de chacun à investir dans la propriété foncière, soit pour augmenter le patrimoine familial, soit pour simplement conserver celui-ci. On achète pour agrandir un peu tel terrain, trop exigü, dont on a hérité. On s'efforce d'acquérir d'autres propriétés, entretenant ainsi un marché foncier particulièrement actif, d'autant que la valeur de la terre est particulièrement faible : pour seulement 40 000 *réis*, soit moins que le prix d'une vache, on peut obtenir un terrain conséquent de quarante mètres de façade.

Toutefois, ce système foncier n'est viable qu'en raison du fait que l'on ne clôture jamais ses terres, car si le bétail a besoin de plusieurs hectares de pâturage en temps normal, quand l'hiver ne se montre pas clément, il est alors impératif que les bêtes paissent en troupeau indifférencié. Cela

est indispensable à la survie du cheptel des éleveurs bien établis. Mais si l'usage des pâturages se fait en commun entre les propriétaires, ceux-ci ne sont nullement communs – les *caatingas* ne sont justement pas des terrains communaux – et il est nécessaire de disposer au moins d'une part de terre, la plus humble soit elle, pour pouvoir se déployer sur celles de ses voisins sans que cela n'entraîne de rapports d'allégeance. Dans ce monde aux frontières pour le moins fluides, chacun est de toute manière constamment chez l'autre. Par une redéfinition pratique de l'espace, on occupera ici une « part de terre » qui appartient à un autre propriétaire, sachant que celui-ci en occupe probablement une que l'on possède ailleurs.

DU NOM ET DE LA TERRE

Dès lors, dans cette microsociété du Pajeú, grands, moyens et petits propriétaires apparaissent comme ne pouvant être systématiquement encadrés en un tableau bien ordonné où chacun disposerait d'une propriété aux dimensions correspondant automatiquement à son rang. Il s'agit plutôt de se représenter un espace où, au-delà de surfaces bien définies, s'entrelacent grands, moyens et petits domaines. Les individus aisés, généralement les descendants les plus directs des premiers *rendeiros* fondateurs des *antigas famílias*, disposent d'un plus grand nombre de propriétés (de tailles et valeurs fort variables) et s'approprient le sol de manière discontinue. Ils portent des patronymes comme Ferraz, Novaes, Menezes, Carvalhos, Pereiras, Gomes de Sá et dans les interstices de leurs patrimoines hétéroclites, s'intercalent ceux de moyens et petits éleveurs qui sont en grande partie d'une manière ou d'une autre leurs parents moins fortunés. Complexe, ce tableau l'est d'autant plus qu'au-delà de ces grandes hiérarchies, il demeure singulièrement mouvant et en constante restructuration.

Doublés d'une même patrimoine, à l'instar des terres qui se sont fragmentées, ont circulé puis se sont recomposées, les patronymes, eux aussi éclatés, donnent naissance à des « propriétés » plus ou moins prestigieuses et l'on se rend compte ainsi que le frère de Virgolino s'appelle Antonio Ferreira de Souza. Il est pourtant un Ferreira, nom figurant déjà dans les Registres des Terres de 1850, au côté des Nascimento, des Lopez, des Barros ou des Alves, tous colonisateurs de la deuxième vague peu à peu imbriqués à travers des alliances matrimoniales permettant aussi le flux du patrimoine foncier entre eux et les frères ou sœurs moins pourvus de ces premiers *rendeiros*. Lima, Araujo, Oliveira sont des patronymes

de valeur particulièrement faible, portés par ceux qui sont arrivés plus tardivement encore.

Le nom, pourtant, lieu d'alliance est échangé de façon particulièrement souple¹⁰ et c'est pourquoi Virgolino, contrairement à ses frères, est, selon sa déclaration, Lopez de Oliveira et Lopez de Lima selon les témoins qui viennent apporter leur version au greffier. Ceci n'a que peu d'importance : il est Lopez comme son oncle Manuel, un humble notable suffisamment « apprécié du voisinage », comme le signale l'ex-soldat de la volante, pour être nommé *inspetor de quarteirão*, sorte de sous-sous-commissaire de police chargé des premières enquêtes dans les fermes de la juridiction de cet important *povoado* de São Francisco. C'est lui, dit-on, qui, accompagné de son neveu, a arrêté João Caboclo, *morador* de José Saturnino, accusé d'avoir volé l'un de leurs boucs.

Bien précieux comme la terre, le nom inscrit la séparation fondamentale entre les nombreuses *pessoas decentes*, honnêtes gens, et les « autres » ; entre ceux qui s'affirment avec force issus d'alliances matrimoniales ; entre les colonisateurs venus s'installer par vagues successives et les paysans sans terre sensés descendre des esclaves. Car, contrairement au cliché répandu, cette société est profondément marquée par l'esclavage. L'esclave noir, dans ces régions particulièrement pauvres, était relativement cher. Cependant, le nombre des captifs avait été important avec la soumission des populations indigènes. Les esclaves nés sur place sont désignés dans les inventaires de l'époque monarchique par le terme de *cabras*, littéralement « chèvres », terme qui désigne également le métis d'indien et de noir. Durant la Première république (1889-1893), des maisonnées, souvent très humbles, possèdent au moins un *morador*, « habitant de faveur », un *cabra*, un individu utilisé, comme en témoigne João Gomes de Lira, aussi bien pour le « service aux champs » (*trabalho braçal*) que pour « le maniement des armes ».

La région en fait est de production caprine. La plupart du bétail des Ferrerias devait ainsi être constituée d'une *vaqueiriça de bode*, expression malaisée à traduire qui littéralement signifie « petit cheptel de vaches constitué de boucs ». Cela traduit parfaitement les hiérarchies : la vache est un animal cher et, dans ce monde avant tout masculin, alors qu'on dispose en réalité de chèvres, il ne sera jamais question que de boucs. L'élevage des bovins est pour l'essentiel une activité des *pessoas decentes*, et en ce jour de 1916, lorsqu'a lieu l'embuscade, Virgolino affirme qu'avec ses frères, ils faisaient paître une *vaquejada de gado*, « un important cheptel de vaches constitué de bovins ». De ce troupeau, certaines des bêtes sont à eux, probablement cette vache qui blessée n'a toujours pas guéri. Le reste leur a été confié par d'autres éleveurs. De fait, rares

sont les *moradores* qui parviennent à être vachers, car on préfère où l'on est contraint, afin d'optimiser la distribution de ses cultures, de confier une partie de ses bêtes à ceux qui disposent déjà d'une propriété et donc de l'accès aux pâturages et des ressources nécessaires pour disposer d'un *gibão*, vêtement de cuir indispensable pour circuler dans la *caatinga*.

Ainsi les Ferreiras, grâce à ces diverses activités, profitent d'une rente suffisante pour vivre dans un relatif confort, un confort certes modeste puisqu'ici tables ou chaises n'apparaissent que dans les inventaires des grands notables. Ils font partie de ces nombreuses *peessoas decentes* qui ne sont ni notables ni pauvres et Virgolino peut, dans la plainte qu'il dépose à l'encontre d'un équivalent, José Alvez de Barros, se déclarer en tant qu'éleveur et son frère Antonio en tant qu'agriculteur : ils sont de toute manière des propriétaires qui disposent d'un double patronyme et du double patrimoine. Ils bénéficient donc de ce prestige que la terre peut conférer.

Ils sont les fils de José Ferreira, honnête commerçant qui dispose, par sa profession, de liens étendus. L'arrivée de la famille dans le bourg naissant de Nazareth sera au départ bien accueillie. Qu'il ait eu un problème avec une autre *pessoa decente*, que ce problème ait pu en arriver au conflit armé, chacun le sait, mais nombreux sont ceux à qui la chose a pu arriver et sa réputation n'est donc pas entachée. Il a su, au contraire, faire preuve d'une réelle capacité à parvenir à des accords et n'a pas hésité à quitter ses terres de São Francisco pour s'installer dans un *povoado* moins important afin de mettre un terme à cette discorde avec une maisonnée à laquelle la famille est pourtant liée par compérage puisque, à en croire les *estudiosos*, la mère de José Saturnino est la marraine de Virgolino.

Les Lopez, comme les Alves se revendiquent comme descendants indirects des Carvalhos, alors que les Ferreiras, comme les Freitas se veulent issus d'alliances matrimoniales avec les Pereiras, et ces deux *antigas famílias* dont les grands notables se disputent le pouvoir à Villa Bella, n'en viendront à s'affronter par les armes qu'à partir de 1916. Ainsi, contrairement aux clichés répandus, nous n'avons pas affaire à un monde composé de parentèles qui s'entre-tuent depuis l'origine des temps, nourries par haine profonde. Les *famílias* sont des espaces vastes et flous par rapport auxquels l'appartenance est variable selon les opportunités et les intérêts de chacun. Virgolino serait un Carvalho au sein des Pereiras. En tant que fils de bonne famille, il prendra néanmoins part aux expéditions armées au côté de ces derniers, à partir de 1920, avant de devenir le bras droit de celui qui mènera la vengeance au nom de la *família*, Sinhô Pereira, M'sieur Pereira, jeune homme d'à peine dix-huit

ans. Ainsi que le signalent les procès, les expéditions sont d'une violence extrême : on défonce portes et toits à la machette, on incendie, on détruit les champs de culture par le feu et on tue, si ce n'est les personnes, au moins le bétail.

Une guerre, répétons-le, n'éclate qu'à partir de 1916, bien que le chef des Pereiras, le Coronel Manuel Jacobina, ait été assassiné par la famille adverse dès 1907 et qu'entre ces deux dates les alliances matrimoniales aient pourtant persisté à tous les degrés de l'échelle sociale. Ainsi, en 1920, un procureur de Floresta accuse Virgolino désormais Ferreira et ses deux frères Antonio et Livino d'avoir participé à l'une de ces expéditions avec, entre autres, José Dédé connu comme José Couraça (Cuirasse), Manuel Benedito, Olympio Benedito et José Benedito, la partie civile met là en cause des *cabras* de bonne famille et des *cabras* de condition pour s'être livrés à des actes de barbarie. De fait, le terme *cabra* sera synonyme de *morador*, de métis de noir et d'indien aussi ou encore de jeune homme (*rapaz*). Large éventail d'un même réalité, car même lorsque l'on est issu de ce monde des *peessoas decentes* et que, célibataire, on vit dans la maison parentale, sans posséder ses propres terres, on est alors *cabra* de son père, prêt pour le service des champs et le maniement des armes.

Les patronymes, morcelés et recomposés, sont donc le lieu des alliances. En revanche, les prénoms font office d'axes de transmission. Lorsque Syriilo Bernardino de Carvalho nomme ses fils, Francisco Bernardino, José Bernardino et Eloy Bernardino¹¹, du nom de son père et du premier Bernardino ou Bernardim, fondateur de la *familha*, il est question de la perpétuation d'une lignée dont lui, Syriilo, n'est qu'un chaînon. Dès lors, ces « autres », éternels jeunes hommes, qui ne disposent pas d'un « nom de famille » à laisser à leur descendance parce que justement privés du droit de fonder celle-ci, n'en établissent pas moins des maisonnées, léguant à leurs fils soit leur nom de baptême, soit leur sobriquet. C'est le cas pour ces Beneditos, ou pour ce José Caboclo qu'on accuse en 1916 de « pratiquer des vols des boucs », il est le fils de João Caboclo.

Aussi, si le patronyme est un bien de *peessoas decentes* et le prénom un patrimoine familial, le surnom, quant à lui, sera le lot commun. Le *Coronel* José Gonçalves Torres lui-même, apparaît comme le *Coronel* Cazé et José Alves de Barros est à la fois José Saturnino et Saturnino de la Pedreira. Marié, ainsi qu'il le déclare au commissaire de police, il dispose de son propre foyer situé au lieu-dit la Carrière. Par le jeu croisé des noms, des prénoms et des surnoms, chacun se construit une identité, s'insérant en quelque sorte dans une perspective, un système de visée.

Toutefois, le sobriquet, avant tout « affaire de la communauté »¹², répond aussi à une autre fonction, celle d'exercer un contrôle sur le comportement des individus, à commencer par les *moradores* qui sont donc les *de Tal*, les Untels, comme ce José *de Tal*, dit José Cipaúba, du nom d'une plante. Tandis que certains de ces surnoms sont neutres, d'autres sont chargés d'un certain prestige, comme José Vacher, ou ouvertement péjoratifs, comme ce José Cuirasse. Dans certains cas, ils traduisent la trajectoire d'une vie, par exemple pour « João Preto, dit João Rajado, et connu également comme João da Gameleira » qu'un procureur, à Floresta, un jour de 1912, accuse de meurtre¹³. Ce *morador*, paysan sans terre d'un lieu dit la Gameleira, est devenu un *rajado*, rayé comme le sont les serpents, pour enfin n'être qu'un noir, privé même de ce sang indien qui le liait aux *pessoas decentes*. Car, au fond, ces « honnêtes gens » sont conscients d'être métissés. Ils se veulent avec force fruits de l'union d'un père blanc et d'une mère indienne : ils sont avant tout *caboclos*.

En un monde profondément marqué par l'esclavage, les *caboclos*, disposant du double patrimoine du nom et de la terre, revendiquent, de par l'ascendance paternelle, d'avoir toujours appartenu à l'humanité. Sensés être dépourvus de tout sang noir, disposant de la propriété de leur propre corps, il sont les « véritables hommes », à l'inverse des *cabras*, de ces paysans sans noms et ni terres et théoriquement aussi sans sang blanc. Les femmes du monde des *pessoas decentes* hériteront de ces terres, puisqu'elles signalent leur appartenance à cette humanité. D'ailleurs, elles seront très nombreuses à se saisir de l'appareil juridique pour contester la division du patrimoine. Pourtant, même issues des plus grandes fortunes, elles ne disposent pas toujours d'un nom de famille car, dans leur cas, les implications ne sont guère les mêmes.

ÊTRE MINEUR

Au vu de l'irrégularité de la transmission des noms, il n'est pas rare qu'au sein d'une même famille, parfois très aisée, certaines femmes possèdent des patronymes alors que leurs sœurs en sont privées. Ces dernières disposent alors de prénoms composés à caractère religieux. Elles sont les Angelica Marcelina de Jésus, les Clara Maria dos Anjos ou les Ana Rosa de Santa Rosa. D'ailleurs, plus le milieu est modeste, moins les femmes ont des patronymes et l'on retrouve ainsi de nombreuses Maria Soledade da Purificação, comme la mère de Virgolino, des Maria da Conceição ou Maria das Virgens. Ces prénoms composés sont légués à la descendance féminine en tant que noms de famille. Ici, où les noms de

famille sont l'assurance des origines, c'est la garantie que ces filles sont mariables qui est sous-entendue. De fait, peu de femmes blanches sont venues s'installer dans ces régions inhospitalières. Les *rendeiros* se sont alors unis à des femmes indiennes ou métisses, chassées dans les modestes montagnes qui parsèment la *caatinga*, les *serras*. Le baptême, indiqué par ces prénoms composés à caractère religieux¹⁴, suffisait à pouvoir les prendre pour épouse. Cette dénomination semble donc bien être l'héritage d'une décence qu'elles ont acquise en devenant chrétiennes.

Ces femmes, même celles issues du monde des *peessoas decentes*, partagent un point commun avec les *moradores* : comme eux, elles ne pourront jamais « fonder de famille ». À l'instar de ceux-ci, elles sont sensées être dépourvues de la maîtrise de leur corps et se trouver aux prises à une irrationalité intrinsèque. On n'attend d'elles que la perpétuation de la lignée, celle de leur père, si elles portent le patronyme de celui-ci qu'elles légueront ensuite à leur progéniture, ou celle de leur mari. C'est donc en référence à cette nature incontrôlée que l'on attribuera à la mère de Virgolino le rôle d'avoir poussé ses fils vers les conflits armés, tandis qu'au père reviendront les tentatives de conciliation.

Appartenant ainsi à ce « sexe imbécile », Maria Sulena da Purificação aurait ainsi affirmé à plusieurs reprises qu'elle n'avait pas eu « de fils mâles pour les garder dans des coffres », expression encore courante dont le pléonasme même indique qu'un enfantement réussi (s'agissant de garçons) doit les destiner à la vie publique. De ce coffre, seules les femmes possèdent la clef. Ce sont elles qui doivent les en faire sortir, opérant en quelque sorte un deuxième accouchement, munis de la capacité à relever les défis y compris de manière violente, mais également des comportements nécessaires (en réalité les deux vont ensemble), à forger des alliances et à tenter des conciliations, autrement dit à participer de la vie de la cité.

Bien que prédestinées dès lors à ne jouer que ce rôle de mères et d'épouses, nombreuses sont les femmes qui reprennent en réalité la direction des affaires familiales après la disparition de leur mari. Cela n'est pas dû au fait que, comme dans le monde européen, le veuvage est sensé les sortir de l'irrationalité. Cette « imbécillité », elles la conserveront toute leur vie. Cependant, dans la vallée, expulsées de la vie de la Cité, les femmes sont au cœur même de celle-ci car elles sont, et en particulier les mères, les gardiennes de la *vergonha* (la honte), un sentiment d'humilité qui ne doit nullement se transformer en humiliation¹⁵. Elles transmettront ainsi la décence à leurs filles et veilleront attentivement à ce que leurs fils respectent les règles de ce jeu subtil entre riposte violente et conciliation.

C'est pour cette seule raison que Dona Maria da Conceição se déplacera jusqu'à la résidence de l'*escrivão público*, accompagnée par trois autres femmes « vivant des services domestiques ». Le fils de l'une d'entre elles, un garçon âgé de neuf ans a trouvé, un jour de 1909, « gisant presque morte » et marquée de profondes blessures au crâne, Maria da Conceição, dite Maria Toco, Marie le Mégot. Celui qui l'a « sauvagement battue », Antonio Francisco de Souza, connu comme Antonio Marcelino, âgé de dix-huit ans, devra venir s'en expliquer. Il déclara que Marie le Mégot est une « femme de vie prostituée ». Sa faute serait d'avoir entraîné l'une des sœurs d'Antonio dans vie de débauche et c'est pour cela que lui et ses frères l'ont rouée de coups à déjà cinq reprises. Certes, son surnom signale la trajectoire descendante de cette Maria da Conceição. Elle est une *solta*, une débridée, mais si ces mères se saisissent du Tribunal Correctionnel, si Dona Maria offre sa protection à cette autre Maria qui déclare « vivre du travail », c'est très certainement parce qu'elle juge que la Toco a déjà été assez punie et que, si cela continue, les Marcelinos finiront par la tuer. Le jeune Antonio Marcelino sera acquitté mais sa comparution devant le Tribunal révèle bien que la menace des mères pèse désormais sur lui. La prochaine fois qu'il se laissera aller à sa nature mal maîtrisée de *cabra*, il devra subir trois mois d'enfermement dans la maison délabrée qui sert alors de prison à Floresta.

Jeunes hommes issus du monde des *pessaos decentes* ou paysans sans terre ont de fait des réalités assez proches. Le *cabra* concentre en fin de compte l'appréhension de ces populations, pourtant elles-mêmes métisses, envers le métissage. L'indien est perçu comme inoffensif mais inconstant et peu apte au travail. L'image des noirs est entachée par l'idée « qu'ils étaient capables du meilleur comme du pire » et l'on est incapable dès lors de prévoir le comportement de ceux que l'on a déjà définis comme de pauvres bougres, comme de bons ou de mauvais esclaves. Que peut-on par contre espérer d'un entrelacement ? Le *cabra* est donc cet intermédiaire que l'on appréhende, un intermédiaire que l'on ne peut au mieux que gérer, de la même manière qu'on gère d'ailleurs sa propre jeunesse. Les co-occurrences des termes *cabras sem vergonha* (sans honte), *cabras safados* (débauché, déloyal) indique que l'individu en question est soumis comme les adolescents à ses pulsions sexuelles immaîtrisées, qu'il est soumis à sa nature et ne peut pas être fiable. Le terme *cabra* est donc péjoratif lorsqu'il s'adresse à un homme marié et ne sera utilisé que pour désigner les hommes de main du camp adverse. On préférera celui de *rapaz* qui présente le double avantage de ne pas se référer à la dimension animale et d'être masculin.

Vers 1915, Virgolino, comme ses frères, a commencé son apprentissage pour sortir de sa condition de *cabra*. Sa mère lui a appris à ne pas essayer les affronts et à riposter de manière violente mais au risque d'être *safado*, il faut apprendre à mater cette nature dont les femmes sont en réalité l'incarnation. Dans cette société d'élevage, le domptage des bêtes est justement le lieu d'apprentissage de la maîtrise de sa propre nature animale. Ainsi, raconte encore le *nazareno* João Gomes de Lira, « la maison de José Ferreira est devenue un véritable lieu festif (...). L'ensemble des voisins s'y dirigeait pour voir de près ces téméraires *sertanejos* monter sur des poulains et des ânes âgés de trois à quatre ans (...). Avec le plus grand calme et la plus grande sérénité, les Ferreiras montaient sur les animaux, enfonçant si profondément les éperons qu'ils bondissaient terriblement, arrachant tout, faisant voler pierres et branches. Une fois l'animal dominé, en sueur, museau contre terre, montrant qu'il était épuisé, les Ferreiras affichaient leur satisfaction en disant : Maintenant, animal, reconnais-tu que je suis un homme ? Toi, à côté de moi, tu n'es rien, tu ne vaux rien¹⁶ ! »

À travers ce corps à corps avec l'animal, ces ébats violents, l'homme se sépare de la bête. Pour devenir un homme, il faut donc dompter sa propre bestialité, en même temps qu'on affirme sa virilité. Le renvoi à la sexualité du mâle dominant qui « monte » jusqu'à l'épuisement de l'autre, est assez explicite dans cet extrait pour qu'on puisse étayer notre réflexion sur ce simple exemple. Notons toutefois qu'il faut que cette affirmation se fasse « avec le plus grand calme et la plus grande sérénité ». Être un homme, c'est justement ne pas être un *cabra safado*. C'est être un étalon, pas un bouc. C'est pourtant par le vocable féminin correspondant à ce dernier animal, bien qu'on lui accole ce même stéréotype de sexualité débridée, que sont désignés les *moradores*. À travers ce terme de *cabras*, on leur enlève donc à la fois capacité de maîtrise de soi, rationalité et virilité. Parmi les paysans sans terre, certains parviennent à devenir vachers, pouvant dès lors non seulement profiter d'une plus grande aisance matérielle, puisqu'ils sont payés en nature, mais aussi bénéficier de ce lieu d'apprentissage de la *vergonha*.

On comprend donc que l'accusation portée, en ce jour de 1916, par Virgolino et ses frères à l'encontre de José Vaqueiro dit José Caboclo, d'avoir dérobé l'un de leurs « boucs » est extrêmement grave. Son père, João Caboclo, était déjà au service des Saturninos et s'il ne fut pas vacher, au moins eut-il probablement pour tâche de prendre soin d'une *vaiqueiriça de bode*. S'il a été *cabra*, au moins a-t-il été *macho* au point d'obtenir le surnom prestigieux de *caboclo*. Cette décence acquise, José la laissera à son fils João comme les femmes transmettent à leurs filles, en

tant que nom de famille, ces prénoms à caractère religieux. Son fils est d'ailleurs en pleine ascension. Il se définit au procès de 1916 comme « agriculteur ». Il est marié, possède déjà une part de terre et se voyant confier le soin de quelques bêtes, une vache ou un âne, il est le *vaqueiro*. Cela ne suffit pas à l'inscrire dans le monde des *peessoas decentes*. Pour cela, il faut disposer d'au moins deux terrains et d'un patronyme. Ainsi, cette affaire concerne des *peessoas decentes* et un *morador* en pleine ascension, ou plutôt un individu fluctuant entre deux mondes. Car si cette société est extrêmement hiérarchique, elle n'en est pas moins particulièrement mobile et les sécheresses, châtements divins, provoquent régulièrement des faillites. Les hivers sont souvent difficiles. Souvent même ils ne surviennent pas, comme en 1915. Les fils de José Ferreira voient, comme tous, leur cheptel en souffrir, les petits félins, les onças, affamés rodent aux abords de la communauté... Un « bouc » a en plus disparu et après avoir, pour reprendre leur expression, « navigué la *caatinga* » à sa recherche, sans résultat, ils se sont, très certainement, rendus à l'évidence : un « animal » leur a été dérobé, soit par quelqu'un, soit par un félin. Et ce José, dit le *Caboclo*, bien que surnommé « le Vacher », appartient-il vraiment à l'humanité ?

VIVRE ENSEMBLE DANS UN MONDE CONÇU COMME D'ORDRE DIVIN

São João dormiu

São João acordou

Vamos ser compadres

Que Jesus Cristo mandou

Saint Jean s'est endormi

Saint Jean s'est réveillé

Soyons compères

Car Jésus-Christ l'a ordonné

Nous sommes le 23 juin et comme dans le monde européen, en particulier méditerranéen, la fête de la Saint-Jean est le théâtre de la mise en forme des alliances à travers des fraternités ou des parentés spirituelles établies autour du feu rassembleur. Celui-ci, allumé devant les « maisons de famille » à l'intérieur desquelles se déroulent les bals, est d'abord béni par le prêtre du village. Ensuite, ceux qui désirent contracter une alliance et devenir *compadres de São João*, retirent un tison du feu, le posent sur le sol et le sautant par trois fois, à tour de rôle, doivent réciter la formule. Dans cette société, par ce rituel, on peut non seulement devenir *compadres* mais aussi parrains/marraines, filleuls/filleules, cousins/cousines et c'est ainsi qu'autour de l'un de ces feux à Nazareth, le plus âgé des frères Flor, João, est devenu parrain de Virgolino. D'autres parentés spirituelles seront tissées lorsqu'on fêtera Saint Pierre et Saint Paul, le 29 du même

mois. Le rituel est différent et consiste à s'unir en se donnant la main, tout en tenant une bougie allumée, et à répéter la formule du serment en invoquant cette fois ces deux saints.

Or, les compérages et les parrainages de la Saint Jean, Saint Pierre et Saint Paul ont exactement la même valeur que ceux établis à travers les baptêmes d'enfants et ils répondent aux mêmes fonctions de recherche de protection ou d'établissement de liens horizontaux. En effet, dans ce monde aux terres imbriquées où l'on se déploie sans cesse sur les terres de ses voisins, nombreux sont ceux qui dépendent des travaux collectifs pour mener les cultures. Ce sont des moments festifs, comme sont ceux de la construction des réserves d'eau (les *açudes*) ou des maisons. Dans ce monde marqué par la valorisation des attributs personnels, ces tâches seront autant de défis lancés aux « hommes » ou aux « jeunes hommes » tant par rapport à leur capacité d'endurance qu'à leur capacité à trouver des solutions pertinentes lors des travaux.

Un tel système, toutefois, ne saurait se soutenir en dehors de l'idée qu'ils appartiennent à l'amitié. « Ils étaient de l'amitié », (*eram da amizade*), est une expression récurrente parmi les anciens, les *pessaos antigos*. Il est d'ailleurs à noter que le terme ami/amie n'existe pas, ce qui renvoie justement au fait que l'amitié ne correspond guère à de simples rapports interindividuels, à une relation affective purement privée. L'*amizade* dépasse au contraire le cadre restreint des individus. Elle s'inscrit avant tout dans la dimension collective, elle est l'espace des échanges sociaux de cette microsociété. En dehors de l'amitié, aucun rapport n'est possible. Durant la période républicaine, cette société est donc bien une société traditionnelle, non parce qu'elle répond à un quelconque immobilisme ou s'avère peu affectée par les changements, mais, plus sûrement, parce qu'elle conserve, tout en y intégrant des éléments nouveaux, un fonctionnement d'ancien régime.

Or les travaux récents sur la monarchie et l'empire ont démontré que l'amour du prochain qui comprend l'amour de Dieu, constituait, au sein de l'ancien cadre juridico-théologique, « l'alpha et l'oméga de tout ordre social »¹⁷. Tout rapport entre individus se fondait sur les liens affectifs, introduisant ainsi l'idée d'une égalité, laquelle était proportionnelle à la distance qui séparait le rang des partenaires. Entre des équivalents, s'établissent des échanges de services avant tout conçus comme gratuits et destinés à maintenir les relations d'amitié. Néanmoins, plus la distance qui sépare les partenaires est grande, plus l'inférieur, incapable de compenser matériellement le don reçu, se trouve obligé de fournir des preuves d'amour supplémentaires à celui qui le domine.

La gratuité sous-tend ainsi toutes les pratiques du système d'entraide pour les travaux des champs. Sa dimension purement instrumentale est en contradiction avec les liens affectifs sensés unir ces partenaires et, si une comptabilité des services rendus et reçus est bien réelle, elle ne peut jamais s'énoncer comme telle. Vivant avec cet idéal d'altruisme, mais dans un monde qui, outre la menace constante de la sécheresse, la précarité des ressources et l'utilisation commune des pâturages, est fortement marqué par la nécessité d'une affirmation constante de soi, ces individus sont ainsi en proie à une situation qui, plus que d'incertitude, peut être tenue pour une réalité d'alarme permanente.

Dans cet espace de circulation où l'on est constamment chez l'autre et où cet autre est constamment chez soi, si ces parents déjà plus au moins proches, sautant ensemble au-dessus du tison extrait du feu béni par le curé ou saisissant ensemble la chandelle, reconstituent constamment les liens de parenté, c'est que, *compadrios*, ils sont sensés instaurer une distance qui « exclut de leur relation toute passion excessive, qu'elle soit amoureuse ou agressive¹⁸ ». Angelo Roque, dit Labareda, compagnon de Virgolino expliquera ainsi que « nous nous appelons *compadres* comme ceux qui ont baptisé ensemble un enfant. Et aussi comme ceux qui ont sauté ensemble le feu de la Saint-Jean (...). Lorsque nous nous appelons *compadres*, c'est que toute méfiance entre nous a disparu. Le *compadre* vaut en général mieux qu'un frère. On se dispute parfois entre *cangaceiros*, mais il est rare que ce soit grave. On se rappelle aussitôt qu'on est tous des *compadres* et adieu la rage, adieu la fâcherie ! Un *compadre* est toujours un *compadre*¹⁹ ! »

Les valeurs des compérages, par l'eau ou le feu, sont, répétons-le, équivalentes, elles sont placées toutes deux sous la bénédiction ecclésiastique et à travers ces baptêmes, chacun dès lors est réaffirmé en tant que chrétien, c'est-à-dire en tant que fils de Dieu et donc en tant que frère de ces autres qui ont été baptisés au sein de la Maison du Père²⁰. Face à cette paternité divine, les *moradores* sont inclus dans la communauté, puisqu'il s'agit de se constituer en frères, sœurs, parents, fils idéaux, autrement dit en une grande famille chrétienne, pacifique et harmonieuse. Le respect des bonnes distances entre individus de rang équivalent ou dissemblable, en établissant les égalités proportionnelles, permettra alors la continuité du flux et du reflux des biens. Un idéal toutefois difficile à tenir lorsque l'hiver ne survient pas.

L'ORDRE ET LE DÉSORDRE COMPLÉMENTAIRES DANS LA VIOLENCE

En cette année de sécheresse de 1915, alors que Virgolino et les siens recherchent leur « bouc », Honório Matheus, probablement endimanché, « se faisant accompagner par d'autres personnes, se rendit chez João Marquez pour s'unir avec Dona Margarita qu'on lui avait accordée en mariage ; de là, tous partirent vers cette ville afin de sceller l'alliance matrimoniale et ainsi, joyeux et insoucians, habités par le sentiment qui anime ces moments heureux, ils marchaient ensemble lorsqu'en un lieu dit Poção, Honório, en retrait, fut visé par l'accusé qui, en embuscade, tira trois projectiles qui le firent tomber à terre. Alarmés, les compagnons de voyage firent demi-tour et trouvèrent Honório déjà agonisant de ses blessures²¹. »

Le procès s'ouvre, les uns suivant les autres, ils viennent raconter la même histoire à l'*escrivão público* et après avoir décrit la scène déjà citée, ils affirment à l'unanimité qu'il est de *voz pública* que l'assassin se nomme Libório de Tal. Personne pourtant ne l'a vu de ses yeux, mais c'est ce dernier qui est lui-même à l'origine de ce qu'ils disent, affirmant à qui veut l'entendre qu'il est l'auteur de l'embuscade. En effet, s'il a tué, il faut que cela se sache, car s'il a commis cet assassinat, il l'a justement fait pour cette *voz pública*, cette voix qui est publique. Elle est cette parole commune qui informe chacun des événements et la citation à comparaître devant le greffier fait de ces témoins les détenteurs d'une parcelle de cette voix qu'ils instrumentalisent alors à leur profit.

En réalité, elle est une voix qui ne se superpose pas à celle des autres, mais elle s'inscrit, s'imbrique en celles-ci et c'est pour cela qu'elle est un lieu et un enjeu de pouvoir. Parole composée de sous-paroles qui s'unissent sans se confondre, derrière chacune desquelles pèse le poids de la maisonnée, de la place de celle-ci dans cette microsociété, et de la place de celui qui parle à l'intérieur de sa propre maisonnée. Qu'ils soient *pe-soas decentes* ou simples *moradores*, ils viennent ainsi les uns après les autres se faire entendre, dispenser leurs protection ou fournir des preuves d'allégeance, privilège que l'on n'accorde qu'à ceux de ses *cabras* qui ont démontré qu'ils se sont épurés de la *safadeza* qu'on leur attribue.

Microsociété hiérarchique aux hiérarchie latérales, dans laquelle il est toujours possible de trouver plus humble que soi, elle est traversée par un jeu de négociations constantes entre pauvres, moins pauvres et plus aisés, entre petits, modestes et grands notables, enfin, entre ces derniers

et l'État. Et pour nombre d'individus, avoir été choisi pour donner leur version des faits représente l'occasion d'une de ces prises de pouvoir, souvent minimales mais bien réelles qui émaillent le champ du privé, du public, de l'économique et du social²². À cela doit être ajouté le caractère festif de la chose car, dans ce monde où rien jamais ne se passe, un procès est un événement qui brise réellement la monotonie de la vie collective.

Au-delà des intérêts personnels, par la bouche de quelques-uns, c'est bien toute la communauté qui nous parle et nous livre ses codes normatifs, les rôles attendus des uns, des autres, la punition réservée à la transgression, tout en nous racontant les écarts de ces comportements insoumis. S'ils viennent ainsi face à l'*escrivão público*, pour lui dicter, plus qu'un témoignage direct, ce qu'ils savent par oui dire (*ouvir dizer*), ils s'y rendent aussi pour raconter surtout ce que tous savent, car les agissements de chacun, d'une bouche à l'autre, de parole en parole, forment, en même temps, à l'unisson, cette *voz* qui est *pública*. Nous sommes ainsi bien loin du cliché qui voudrait que cet appareil juridique soit accaparé par les *coroneis*. Le tribunal, en réalité, appartient avant tout à la communauté et le rang des témoins comme celui des jurés variera en fonction de celui de l'accusé. Il n'est pas nécessaire d'être un grand notable pour acquitter du meurtre d'Honório Mateus Barros de Lima, ce Libório Untel, noir analphabète qui, se désignant comme agriculteur et non comme journalier, montre par là qu'il est parvenu à acquérir une très modeste « part de terre ».

En tuant Honório, mort de *ses blessures*, Libório a démontré que de sa condition de *cabra*, il n'a pas gardé la dimension d'être *safado*, il a su par ce geste donner des preuves de sa maîtrise parfaite de l'animalité qu'on lui attribuait. Il a dû rester des heures, sous le soleil brûlant de la *caatinga*, attendant le cortège et, lorsque celui-ci est apparu, sa main n'a pas tremblé, la panique ne s'est pas emparé de lui. Il a tiré, une, deux, trois fois. Il est parvenu à atteindre son adversaire, et seulement lui, de trois balles.

Ce meurtre n'entraînera pas forcément sur lui de vengeance de la part de la maisonnée de sa victime, car, ni épris de liberté, ni imprégnés d'une « culture de la violence », les individus de cette microsociété savent volontiers s'arranger avec la mémoire. La violence, chacun en est conscient, est d'un prix très lourd à payer et tous ont appris à reconstruire les récits, à en vider de sens le défi. Ici, ce qui est dit peut être démenti. D'une bouche à l'autre, d'une parole à l'autre, se reconstitue une autre version du fait. Dans le cas présent, la parenté proche d'Honório Mateus pourrait parfaitement partager l'idée avec la *voz pública* que c'est bien lui

qui, bien qu'issu des *peessoas decentes*, a cherché en premier la querelle. Honório n'était-il pas lui-même toujours un *cabra*, incapable encore de maîtrise de soi ? Tuer son adversaire le jour de son mariage, avant que celui-ci puisse se concrétiser, n'est pas une revanche mesquine, au contraire. Ce jour était celui de la dernière chance pour un *cabra* d'éliminer son adversaire sans renverser « l'ordre des choses ». Libório n'aurait pas pu le viser à la fin de l'après-midi, à la sortie de l'église, puisqu'alors l'équivalence aurait été rompue. Honório, devenu chef de maisonnée, ayant déjà un pouvoir sur sa femme, aurait, de part sa prétendue couleur blanche, été placé dans un rang supérieur.

Car c'est pour maintenir cet ordre naturel et donc divin, au sein duquel la place de chacun est définie par le Père Tout Puissant, que l'on commet des meurtres. Et c'est parce que Libório est conscient des droits et devoirs inhérents à la nouvelle place que Dieu, en sa grâce, lui a accordée, qu'il a fini par emprunter un fusil, objet trop cher (environ 100 000 réis), pour qu'il en possède un. Cela a été l'aboutissement de cinq mois d'intrigues. En effet, ces individus ne tuent pas au moindre prétexte. La précarité de leur vie et la condition d'alarme permanente font en réalité que leurs rapports basculent invariablement entre échange et rupture d'échange, entre *amizade* et *inimizade*. Et cette dernière peut effectivement parfois se transformer en dispute et devenir une *questão*, la violence proprement dite.

De la même manière, entre le moment de l'accusation de vol portée par les fils de José Ferreira à l'encontre de José Caboclo, qui est emprisonné par leur oncle, *inspetor de quarteirão*, avant que la maisonnée des Saturninos le fasse rapidement libérer, et l'embuscade de 1916, il y a eu cette escalade vers la *questão*. Car, comme le raconte João Gomes de Lira, dont les mémoires sont bien un morceau de cette *voz publica*, « la vie dans les champs était devenue impossible ». Virgolino aurait même accolé à Zé Saturnino, contraction courante de José, le sobriquet de Zé Chocaió, Zé Muié (Zé Clochette, Zé Femme). Renvoyé dès lors à l'état de *cabra*, José Alvez de Barros n'a plus d'autre alternative, face à la *voz publica*, que de prendre son fusil et, accompagné de son *rapaz*, attendre les frères Ferrerías au détour d'un chemin.

Ce n'est pas la violence qui est valorisée dans cette microsociété, mais le courage de ne pas reculer face à son utilisation pour tenir sa place et s'y défendre, car de cela dépend le maintien d'un ordre divin où Dieu, en sa grâce, procurera, s'il est respecté, des hivers d'abondance. Le Père Tout Puissant, pourtant, veut que ses fils soient des frères et des sœurs idéaux. Il n'exige pas de tels assassinats. Au contraire, il a ordonné « Tu ne tueras point ». Car « Dieu est bon et il est plus fort que la volonté des

hommes », répètent inlassablement les *pessaos antigas*. Évangélisés par des capucins qui pratiquèrent tardivement des processions marquées par les autoflagellations collectives, exhortant la population à se repentir, ces *sertanejos* disposent d'une morale singulièrement rigide.

Seuls les jeune hommes, en train de se « fabriquer », peuvent bénéficier de la bienveillance de la communauté lorsqu'ils sont saouls. D'ailleurs, l'une des qualités attribuées Virgolino, selon ses *estudiosos*, serait justement de ne presque jamais boire de *cachaça* (sorte de rhum brésilien) et de supporter très bien son effet lorsqu'il en consommait. Être *completamente embriagado* signifie être en état de complète débauche et dépourvu donc de la rationalité qui offre aux individus le statut d'homme, c'est se soumettre à sa propre nature, et sans vergogne, on ne peut être que violent. La *vergonha* est bien ce jeu subtil entre riposte et conciliation, car la violence ne survient que si les négociations échouent.

Cela ne signifie nullement que ces *sertanejos* vivent dans une économie de la violence, comme si celle-ci pouvait être réglée, maîtrisée. Au contraire, les règles qu'ils s'imposent à travers leur moral si rigide sont destinées à éviter qu'elle ne survienne. Car la violence, lorsqu'elle se déchaîne, notamment durant les « guerres de familles », représente l'absence totale des règles. Elle est subie comme un fléau au même titre que la sécheresse. Elle apparaît telle une punition divine et, pour la faire cesser, on implore la miséricorde, on se soumet pour bénéficier de la grâce, mais d'une soumission qui doit être librement consentie afin que, dans le cadre des liens affectifs, puisse s'effectuer le flux des biens. Pour cela, il faut faire preuve d'humilité, maîtriser sa violence – au bout du compte, dompter sa propre animalité, dompter sa propre chair, s'éloigner de celle-ci au point de faire couler son propre sang à travers l'auto-flagellation, abandonner son corps au détour du chemin. Lors des embuscades, qui ne sont autre chose que des ordalies, traqueurs et traqués se confondent. La main pourra trembler et la riposte de celui qu'on visait être fatale.

En ce mois d'octobre 1915, tout se passa donc en un éclair pour Liborio de Tal. Le cortège alarmé par le bruit fit demi-tour, il fallait prendre la fuite. La végétation, aux alentours, semblait un lendemain d'incendie. Depuis deux années, elle n'avait reçu aucune goutte de pluie. Comme dans un vertige, il se retrouva à nouveau parmi les siens, délivré de l'épreuve. Il a pu leur raconter son exploit. Si jamais ce soir-là, il abusa de la *cachaça*, personne ne le lui reprocha. Il avait donné assez de preuves de maîtrise de sa propre bestialité. Personne ne pouvait mettre en doute le fait que bien que *cabra*, il était *macho*. Il viendra alors

se constituer prisonnier et très certainement, pour lui, l'acquittement des hommes est venu confirmer l'acquittement divin. D'ailleurs, il a plu l'hiver suivant...

Être *intrigado* n'est pas infamant, puisqu'en ce monde précaire chacun a pu un jour se trouver confronté à une telle situation. Pourtant, « vivre *d'intrigas* » est autrement plus grave. Ainsi, si Libório se montre désormais pacifique, s'il donne des preuves d'un minimum de « rationalité », il pourra marier ses filles à d'autres humbles propriétaires et, à travers les baptêmes, doter ses fils d'un patronyme même humble comme cette terre qu'il est parvenu à acquérir. Devenu une chèvre mâle, un *rapaz*, Libório demeurera toujours enfermé dans l'adolescence, mais sa descendance mâle pourra, qui sait, un jour accéder au statut d'homme véritable. Les noms et la terre se négocient et certains patronymes prestigieux, tel Ferraz, restent comme ces propriétés hors de la portée de la plupart, mais un Lima, un Barros, voire un Alvez ou un Lopez sont déjà plus envisageables. En quelques générations, l'un d'entre eux pourra devenir un descendant incontestable des premiers colonisateurs.

Mais si cette société sait reconnaître ses maisonnées, elle évite de procéder à des arpentages, car à travers les déploiements mutuels sur les terres des autres, il en va de la survie de beaucoup ; s'aventurer à établir des frontières précises dans ce double patrimoine comporte à coup sûr le risque de placer nombre d'entre eux du mauvais côté de la démarcation. Dans ce monde imbriqué de terres, de noms, de sangs, d'espaces aux frontières floues, dans ce monde métis où l'on est constamment chez l'autre et où cet autre est constamment chez soi, l'affirmation ne peut donc être que constante. Il faut s'affirmer pour s'imposer face à ses frères, pour montrer que l'on est *caboclo* et pas *cabra*, ou que l'on est au moins *macho*. Il faut s'affirmer tout simplement pour pouvoir exister, se créer une identité, se construire une place, s'y maintenir et s'y défendre. Dans cet état d'alarme permanent, où une saison difficile, un sobriquet répandu peut tout emporter, il faut aussi savoir négocier, et de manière préalable si possible. Sinon, si la *questão* finit par survenir. Il faut oublier, être humble et se soumettre à son destin, s'en remettre au Père éternel pour que l'*amizade* se rétablisse enfin et que reprennent les échanges dans cette économie morale.

Les vertus nécessaires à ce que la gratitude du don se transforme en règle obligatoire, leur sont d'autant plus indispensable lorsque les pluies se font rares et que l'eau vient à manquer, laissant peu à peu la faim et la maladie s'installer. Le corps à corps avec la Bête les marque alors de blessures vives et le dérèglement du monde les guette. Puisque l'autre est toujours en eux, tous partagent une même hantise : celle d'en être réduits à la pure sau-

vagerie. Renvoyer l'autre à l'état d'animal est une constante mais, dans ce monde, les animaux (domptés mais jamais dressés) sont justement proches de l'homme. Le *cabra*, même s'il n'est pas macho, peut ne pas être *safado*. Les plus beaux chevaux, les meilleurs mulets reçoivent des prénoms, des selles, des courroies soigneusement brodées. Les chèvres, elles-mêmes, sont parées des plus belles clochettes. À l'opposé, l'*onça* ou le bovin redevenu sauvage doivent être abattus. Monstres tapis dans la *caatinga*, leur charge peut être impitoyable.

Si on peut acquérir un nom, on peut aussi le perdre. Ce sera le cas de Virgolino Lopez. Lorsqu'il laisse une première trace dans les archives, c'est en éleveur venu porter plainte et demander réparation pour avoir été victime d'une embuscade et parce que sa famille risque de perdre une vache. En 1929, n'est plus désigné dans les procès que comme le bandit Lampião. Devenu « bandit », terme qui n'apparaît dans les archives criminelles qu'à la fin de ces années 1920, la trajectoire de sa vie tire sa particularité du fait qu'il est pris dans les mailles d'un contexte historique qui refaçonne irrémédiablement la société dont il est issu. En effet, si l'analyse de ce phénomène est trop complexe pour qu'on puisse ici l'approfondir, signalons seulement qu'à partir de 1880, émerge puis s'affirme vers 1910, un autre type d'État au Brésil.

Désormais, le crime n'est plus une entité abstraite, fondé sur le libre arbitre, tel qu'il était conçu durant l'Empire. Les transformations des idées juridiques, l'apparition des premiers traités de criminologie en 1896, la diffusion d'un autre enseignement au sein des Écoles de Droit, font que le crime devient un fait social²³. À Pernambuco, cette rupture se cristallise d'autant plus qu'en 1912 arrive au poste de gouverneur, un militaire, le Général Emydio Dantas Barreto, dont la campagne électorale a mobilisé de jeunes militaires scientifiques qui prêchent la nouvelle religion du Patriotisme. Originaire de Pernambuco et héros de la Guerre du Paraguay, il est salué par la presse locale comme étant le Sauveur²⁴ et par un maire de Villa Bella comme le Messie. Il accomplit un mandat particulièrement réformateur qui bénéficie en outre de la prospérité due à la Première Guerre Mondiale, et répond aux aspirations les plus diverses : celles des jeunes militaires mais aussi celles des grands producteurs de sucre, des commerçants, des fonctionnaires ou des élites de l'intérieur des terres.

L'Église, sensible à la menace, ne restera pas inactive. Elle fait de Floresta le siège du premier diocèse de l'intérieur de terres de l'ensemble du Nordeste. En effet, l'Évêché va encadrer ces *sertões*; menant une véritable politique d'alphabétisation, il forgera auprès des populations locales l'idée d'une patrie catholique et, en collaboration avec les juges, diffusera la légitimité du nouveau type d'État. Cette société qui refusait l'arpentage et s'arrangeait soigneusement pour ne pas avoir à l'opérer, voit désormais s'établir une frontière.

De fait, ainsi que s'en plaignait en 1905 un juge de droit de Floresta auprès du Secrétaire à la Justice de l'État de Pernambuco, signalant que le nombre d'homicides dans la commune, depuis dix ans, s'élevait à 109 : « des auteurs de ces crimes, quarante ont été absous, trois condamnés et les autres continuent, en pleine liberté, certains à Bahia, d'autres dans des municipes voisins, la plupart dans ce municipe même, en des endroits connus, à vaquer à leurs occupations habituelles » (APEJE, JD 123). L'État n'avait aucune prise sur les affaires criminelles. En un certain sens, on ira alors au tribunal se confesser et se faire acquitter. Pour cela, il faut auparavant s'être assuré de la composition du jury. On doit donc faire appel à ses liens verticaux mais aussi horizontaux tandis que les obligés, s'ils ont su s'épurer de la *safadeza* qui leur est attribuée, bénéficieront du privilège de venir confirmer la version des faits donnée par leurs supérieurs. La légalité va dès lors devenir une arme redoutable que l'on utilisera à l'encontre de ses adversaires.

Ainsi, une fois acquittés ceux de leur camp, les jurés bloquent l'appareil juridique pour enfermer ceux du camp adverse dans l'illégalité et l'on instrumentalise les *forças volantes* pour leur livrer combat. En cette année 1922, le chef des Pereiras, Sinhô parvient à échapper aux policiers pour s'exiler dans le centre-sud du pays. Virgolino, lui, va rester, ne disposant ni d'assez de ressources, ni des alliances nécessaires pour rejoindre cette légalité, soit à travers l'exil vers des régions plus prospères, soit à travers un acquittement délivré par les tribunaux locaux. Virgolino Ferreira dit Lampião, tel qu'il apparaît encore dans un procès datant de 1921, deviendra donc un *brabo*, catégorie d'individus répandue aussi bien sur le littoral que dans ces *sertões*, c'est-à-dire un professionnel de la violence politique. Ayant, depuis la mort de ses parents, la charge d'une famille considérablement appauvrie par les exils répétés, il loue ainsi ses services. C'est dans cette optique qu'il intègre l'Armée patriotique. Il rassemblera à cette occasion toute la famille pour un portrait photographique, un de ces *retratos* que l'on ramène en souvenir après une visite à Juazeiro, la ville du *Padre* Cicero. Antonio et Virgolino sont assis. Ils encadrent leurs

trois sœurs et leur belle-sœur, tandis que derrière, debout, se tiennent les autres frères, les beaux-frères, un oncle et deux cousins.

La tentative sera vaine, l'État, une fois écarté le danger tenentiste, va désormais combattre la multiplication des bandes armées, comme les Patriotas, les Meloes, les Marcelinos, Horacio Novaes, Antonio Freire ou José Pequeno, autant d'individus déjà enfermés dans l'illégalité qui ont pu mieux s'armer lorsqu'on leur a également offert de se mettre au service du gouvernement fédéral.

Et tandis que la police militaire mène avec succès son offensive, au point que le Chef de Police fait imprimer à la Librairie Universal Eugenio Nascimento un « Rapport des services rendus »²⁵, à partir de 1926, des procès sont ouverts à l'encontre de Virgolino dit Lampião à propos de crimes commis depuis 1923. En 1928, expulsé de la vallée, il doit se réfugier à Bahia, mais la Révolution de 1930 qui, en réalité, provoque de profonds changements dans les jeux politiques locaux, met fin à cette deuxième tentative de retour à la légalité. Lorsque s'entame une deuxième campagne contre le banditisme, nombre de *nazarenos* vont composer l'une des principales troupes de la *volante*. Quand ils traverseront le fleuve São Francisco pour mener combat à Virgolino, ils ne le feront pas mus par une quelconque *inimizade rancorosa* (inimitié rancunière). Ils ne s'engagent dans la Police militaire que parce qu'elle offre quelque possibilité d'ascension sociale.

Le fils de José Ferreira, lui, enfermé dans l'illégalité, en un sens dans son adolescence, ne parviendra pas à sortir de sa condition de *rapaz*, même si, comme ses compagnons, il prend enfin une épouse. Devenu le bandit Lampião, notamment parce que l'idée du bandit est maintenant pensée, privé de ses terres, privé de son nom, il sera aussi privé de toute protection. En 1938, tué par une troupe de *volantes* dans son refuge d'Angico, décapité, il sera finalement privé d'un enterrement chrétien.

Notes

- 1 Facó Ruy, *Cangaceiros e fanáticos, lutas e gênese*, Civilização Brasileira, Rio de Janeiro, 1963.
- 2 Souza Amaury, « O cangaço e a política da violencia no Nordeste brasileiro », *Dados*, Rio de Janeiro, 1973.
- 3 De Queiroz, Maria Isaura Pereira de, *Os cangaceiros, les bandits d'honneur brésiliens*, Julliard, Paris, 1968.
- 4 Chiavento José Julio, *Cangaço, a força do coronel, Brasiliense*, São Paulo, 1990.
- 5 Lira João Gomes de, *Lampião, memórias de um soldado da volantes*, Fundarpe, 1990.
- 6 Arquivo Publico Estadual João Emerenciano (APEJE), *Registro de posses territorias de*

- Freguesia da Fazenda Grande*, vol. 14 et *Registro de posses territorias da Freguesia de Serra Talhada*, vol. 3 et 13.
- 7 Levi Giovanni, *Le pouvoir au village, Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Gallimard, Paris, 1989, p. 71.
- 8 Mello Frederico Pernambucano, *Os guerreiros do Sol, o banditismo no Nordeste brasileiro*, Massagana, Recife, 1985, p. 14.
- 9 Da Cunha Euclides, *Os Sertões, Canudos, diário de uma expedição*. Version utilisée, *Os Sertões, Campanha de Canudos*, Francisco Alves, Rio de Janeiro, 1987, 33^e édition. Version française, *Hautes terres, la guerre de Canudos*, traduit par Coli Jorges et Seel Antoine, Médaillé, Paris, 1993.
- 10 De fait au Brésil, jusqu'au Code Civil de 1916, la transmission des patronymes n'était pas réglementée, (Marcilio Maria Luiza, « Anthroponymie au Brésil », *Aperçu Historique sur la dénomination des personnes en divers pays*, sous la dir. de Henry Louis, Ordina Editions, Dolhain, 1985) et étant donné que ce code aura du mal à s'imposer, la liberté onomastique était utilisée dans la construction d'alliances jusqu'à la fin de la Première République.
- 11 Forum de Floresta, *Inventário de bens de Syrilo Carvalho*, sans côte, 1909.
- 12 Zobabend Françoise, « Jeux de noms. Les noms de personnes à Minot », *Études Rurales*, 1979.
- 13 Forum de Floresta, *Processos Crimes*, 1912, sans côte.
- 14 Ces prénoms composés à caractère religieux étaient une manière de signaler, durant la période coloniale, que les enfants étaient baptisés lorsqu'on les abandonnait aux *Casas da Roda* – l'équivalent des hospices pour enfants trouvés en France. À ce sujet voir, Renato Pinto Venâncio, *Famílias abandonadas, assistência a crianças de camadas populares no Rio de Janeiro e em Salvador, séculos XVIII et XIX, Campinas*, 1999.
- 15 Rivers Pitt, *Anthropologie de l'honneur, la mésaventure de Sichem*, Éd. Le Sycomore, Paris, 1977.
- 16 Lira, João Gomes de, *op. cit.*, p. 23.
- 17 Clavero Bartolomé, *La grâce du don, anthropologie catholique de l'économie moderne*, Albin Michel Paris, 1996.
- 18 Fine Agnès, *Parrains, marraines – La parenté spirituelle en Europe*, Paris, Fayard, 1994.
- 19 Cité par Lima Estacio de, *O mundo estranho dos cangaceiros*, Livraria Itapuã, Salvador, 1965, traduction reprise de Queiroz, Maria Isaura Pereira de, *Os cangaceiros, les bandits d'honneur brésiliens*, Julliard, Paris, 1968.
- 20 Fine Agnès, *op. cit.*
- 21 Forum de Floresta, 1915, sans cote, « *Honório Mateus fazende-se acompanhar de outras pessoas fora a casa de João Marquez reunir-se com a Dona Margarida com quem esstava contratado casar-se e dali seguiram todos para esta cicade a fim de realizar o enlance matrimonial, alegres e despreocupados, povados pelo sentimento que dispertam estes momnetos felizes seguima todos quando no lugar Poção, Honório tendo-se retirado um pouco de seus companheiros foi alvejado pelo denunciado que de uma emboscada lhe desfeixara tres tiros, prostendendo-lhe por terra. Alarmaos, os companherios da viagem voltaram e encontraram Honório ja agonizante com o ferimento* ».
- 22 Farge Arlette, *Des lieux pour l'histoire*, Seuil, Paris, 1997.
- 23 Voir à ce sujet notamment Adorno Sergio, *Os aprendizes do poder, o bacharelismo liberal na política brasileira*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1988 et Neto A.L. Machado, *História das idéias jurídicas no Brasil*, EDUSP, São Paulo, 1967.
- 24 Arraes Raimondo, *Recife, culturas e confrontos*, Editora UFRN, Natal, 1998.

25 APEJE, Repartição Central da Polícia do Estado de Pernambuco, *Relatório dos serviços prestados por esta repartição durante o anno de 1927. Apresentado ao Exmo Sr. Dr. Secretário da Justice et negócios interiores pelo Dr. Eurico de Souza Leão, Chefe de Polícia*, Livraria Universal Eugenio Nascimento, Recife, 1928.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Les *cangaceiros*, célèbres bandits brésiliens, furent tour à tour considérés comme infrarévolutionnaires, bandits sociaux, bandits d'honneur et plus récemment comme simples bras armés des potentats locaux. De nombreux ouvrages traitent ainsi de la vie de la vie de Lampião, chef de la bande la plus illustre. Ce phénomène de banditisme, désigné par le terme de *cangaço*, reste néanmoins fort méconnu. Cette méconnaissance renvoie, en réalité, à celle de ces zones semi-arides où ces bandes sévirent et qui ne reçurent longtemps que des regards empreints de clichés. C'est dans le but d'offrir une autre explication au destin de ce Virgolino, devenu plus tard le bandit Lampião, que nous nous sommes attachés à suivre ses traces, alors qu'il n'est encore qu'un jeune homme, à travers la vallée du Pajeú, dans l'arrière-pays de l'État de Pernambuco et plus particulièrement à Villa Bella et Floresta. Son histoire nous a servi de fil d'Ariane pour opérer un retour vers la vie « au village » et entremêler sa trajectoire à celles de tous ces autres, qui avec lui composaient cette société, et jamais ne connurent la même renommée.

Los cangaceiros, famosos bandidos brasileños, fueron considerados por turno como infra revolucionarios, bandoleros, bandidos de honor y mas recientemente como sicarios de los coroneles. Numerosos libros han sido dedicados a contar la vida del mas famoso de ellos, Lampiao. Aun con estos estudios aquel fenómeno queda relativamente desconocido. Este desconocimiento toca de manera mas general las zonas semi-aridas en las

cuales actuaban estas pandillas. Es con el proposito de proponer otra explicación del hado de Virgolino conocido despues como el bandido Lampiao, que decidi seguir sus huellas cuando era todavía un muchacho en el valle del Pajeu (Estado de Pernambuco) y mas particularmente en Villa Bella y Floresta. Su historia nos permite acercarnos a la vida pueblerina y reconsiderar su trayectoria mezclándola con todos los demas que formaban parte de esta sociedad, sin por lo tanto llegar a hacerse famosos como él.

The famous Brazilian bandits known as *cangaceiros* were considered in turn as infrarevolutionaries, social bandits, honorable bandits and, more recently, as the mere armed hands of local potentates. Numerous works deal with the life of Lampião, the leader of the most famous gang. The phenomenon of banditism, designated by the term *cangaço*, remains, nevertheless, largely misunderstood. This misunderstanding originates in the semi-arid zones where these gangs ruled mercilessly and were viewed as stereotypes. It is in the goal of providing an alternative explanation of the fate of Virgololino, who later became the bandit Lampião, that his footsteps have been traced while still a young man, across the Pajeú Valley, in the back country of the state of Pernambuco and in particular Villa Bella and Floresta. His story provides a means of returning to « village » life and of interweaving his trajectory with that of all the others who, with him, made up this population and who never knew a similar fame.

RÉFLEXION SUR LA NAISSANCE DES GUÉRILLAS COLOMBIENNES

DANIEL PÉCAUT*

TROIS DES GRANDES organisations de guérilla impliquées dans la « violence » d'après 1980, les FARC, l'ELN et l'EPL, se constituent au milieu des années 1960. Elles s'inscrivent de surcroît à bien des égards dans le prolongement des groupes armés surgis pendant la *Violencia*¹. C'est dire qu'elles ont derrière elles plusieurs décennies. Cela s'applique particulièrement au cas des FARC qui trouvent leur origine dans les foyers d'autodéfense de 1950 et qui peuvent ainsi prétendre avoir déjà parcouru plus d'un demi-siècle. Seule la quatrième organisation, le M.19, ne voit le jour que plus tard, au cours des années 1970. Si l'on considère cette longévité et, plus encore, la tournure que la confrontation armée a prise dans la période récente, on peut être tenté de croire que les guérillas colombiennes ont disposé dès le départ de conditions qui leur ont assuré une toute autre capacité que dans d'autres pays latino-américains, que ce soit en raison de l'héritage de *La Violencia*, d'un contexte politique particulier ou d'assises sociales plus vastes.

Ce serait cependant là une manière de céder à l'illusion rétrospective. Jusqu'à la fin des années 1970, les guérillas colombiennes ne parviennent pas davantage que leurs homologues des autres pays à faire peser une menace sur le régime. Certes, elles trouvent dans certaines franges du paysannat des points d'appui qui leur confèrent une originalité certaine. Mais vers 1975 les trois premières organisations semblent condamnées dans le meilleur des cas à végéter dans des zones périphériques, dans le pire à se décomposer, militairement et politiquement et la quatrième est

*EHESS-Paris

elle-même en difficulté... Contrairement à ce qui est traditionnellement affirmé, les traces de *La Violencia* et les caractéristiques du régime ont un impact ambigu sur l'essor des groupes « insurgents » : elles aident à leur surgissement dans la mesure où le recours aux armes semble faire partie d'une longue histoire ; mais elles induisent simultanément une méfiance de la part d'amples secteurs, y compris paysans, qui, même s'ils sont entraînés dans des conflits sociaux intenses, ne croient qu'exceptionnellement en la viabilité de projets politiques révolutionnaires et n'entendent pas revenir à un passé de souffrance.

Le surgissement des guérillas en 1960 se produit de manière simultanée par référence au monde urbain et au monde rural. Il est porté par le radicalisme de secteurs urbains, fréquemment issus des classes moyennes, qui en appellent à la destruction d'un régime qui leur semble entraver l'avènement de la modernité dans tous les domaines, sociaux, politiques, culturels. De l'autre, il met à profit la persistance de la violence dans les zones rurales et la disponibilité relative d'une partie de la population paysanne pour s'associer à une mobilisation armée. Les initiateurs de la nouvelle lutte armée n'entendent pas séparer un aspect de l'autre. Certes, toutes les guérillas s'installent en zones rurales. Mais les initiateurs de la lutte armée sont convaincus que les acteurs urbains sont voués à avoir, le moment venu, un rôle central. Il n'est pas que le parti communiste pour considérer que le prolétariat a vocation à relayer l'action paysanne.

Il se trouve pourtant que l'implantation des organisations armées dans les villes va vite marquer le pas. Certes, la radicalité et la demande de modernisation affleurent à l'occasion à travers l'effervescence politique des « minorités actives », dans les universités, le secteur public et certaines entreprises privées, et la mobilisation fait souvent irruption par la biais des invasions urbaines, des actions « citoyennes ». Le mécontentement transparaît aussi à l'occasion de certaines élections comme celle de 1970 avec le quasi-succès de Rojas Pinilla². Mais ces manifestations sont discontinues et ne débouchent pas sur un ample mouvement politique. Les scores électoraux, au mieux médiocres, au pire désastreux, de l'opposition radicale au régime ne favorisent guère son rayonnement dans un pays. Le rite électoral compte beaucoup et, assure aux partis traditionnels une légitimité certaine. En effet, en dehors du parti communiste, les groupes d'extrême gauche prônent pendant longtemps l'abstention, ce qui n'est pas fait pour accroître leur audience dans la mesure où, même manipulé, le vote apparaît comme un élément de citoyenneté. Si l'abstention connaît à certains moments des envolées,

comme en 1978, elle a toujours été forte sans que cela corresponde nécessairement à un rejet du système.

C'est le monde rural qui va être le théâtre essentiel des confrontations. Le constat vaut pour les années 1960-75 pendant lesquelles les guérillas ne parviennent pas à trouver des relais stables dans les villes et pendant lesquelles, au sein des guérillas, les combattants d'origine urbaine sont considérés souvent avec suspicion. Le constat vaut encore pour les années 1980 : le M.19 qui avait inauguré son combat dans les villes est lui-même obligé de se replier vers les zones de colonisation. Les projets « d'insurrection populaire », formulés particulièrement par le M.19, tournent court. Il est du reste notable qu'à la fin de 1998, les FARC et l'ELN aient à leur tête des commandants de pure extraction paysanne, Manuel Marulanda Vélez et le « Mono Jojoy » (de son vrai nom Jorge Briceño Suarez) pour les FARC, « Gabino » (de son vrai nom Nicolas Bautista Rodriguez) pour l'ELN. Les deux organisations comptent désormais de nombreux membres d'origine urbaine et ne ménagent pas leurs efforts pour influencer sur les populations urbaines mais les résultats sont pour l'instant incertains.

De 1960 à 1975, la rencontre entre les deux mondes, rural et urbain, n'a donc pas lieu. Or depuis trente ans, le monde rural n'a cessé de se réduire au profit du monde urbain qui rassemble désormais plus de 75 % de la population. Dans les années 1960, la poursuite du processus de colonisation continue et c'est lui qui va être principalement associé à la conflictualité armée. Dans les décennies suivantes, la décomposition des relations sociales traditionnelles, et souvent celle du paysannat lui-même deviennent des données majeures. Les migrations s'accroissent vers les villes. Le boom de la culture de la drogue ralentit ce mouvement mais il touche les régions mal intégrées au territoire national. L'épicentre de la lutte armée se situe pourtant toujours dans les régions rurales et celles-ci continuent à fournir la majeure partie des membres et des cadres des guérillas. Ni dans une phase ni dans l'autre, les guérillas ne sont véritablement parvenues à se faire l'écho du désir de modernité de nombreux secteurs. Un tel décalage les a amenées au bord de crises insurmontables dans la décennie 1970.

RADICALITÉ ET DÉSIR DE MODERNITÉ

La Colombie du début des années 1960 a en principe tiré un trait sur la *Violencia*. Mais les séquelles de celles-ci sont loin d'être effacées. Dans de nombreux départements, le banditisme social, les autodéfenses communistes et

les bandes armées libérales se maintiennent de même que se maintiennent les hommes de mains des grands propriétaires et que se poursuivent les actions militaires. Les confrontations entre ces forces restent en toile de fond. Restaurer un « ordre » politique et social, tel est le dessein principal du Front national mis en place en 1958 et ce dessein est au départ bien accueilli dans la mesure où il implique la promesse d'un retour à la paix. Mais l'union des deux partis traditionnels donne vite aussi le sentiment de conduire avant tout au rétablissement du règne des élites traditionnelles.

Sous les dehors de la « démocratie consociationnelle », c'est une digue qui se met en place contre le retour de la mobilisation populaire qui s'était produite derrière Gaitan ou même derrière le général Rojas Pinilla après son renversement. Le régime ne fait rien pour satisfaire aux demandes de justice ou seulement de réparation sociale qui affluent après quinze ans de convulsion. La hantise de la « subversion » domine plutôt. Si Alberto Lleras Camargo, le premier président du Front National, sait trouver les mots pour exalter le « civilisme » et l'imposer aux militaires et s'il adopte le timide réformisme agraire conforme aux vœux de l'Alliance pour le Progrès, la volonté de contenir le « communisme » n'est pas moins sensible. Quant à son successeur immédiat, Guillermo León Valencia, descendant de l'aristocratie de Popayan et porteur d'une vision largement imprégnée de l'esprit politique du XIX^e siècle, il érige l'immobilisme en méthode de gouvernement et, pour achever la « pacification », ne trouve pas d'autre méthode que de lâcher les forces armées sur les foyers d'autodéfense paysanne. L'Église est là qui, appelée à servir de garantie au régime, n'éprouve pas le besoin de se pencher sur ses responsabilités dans *La Violencia* et ne rêve que d'« ordre moral ». Bien d'autres organisations sont mises au service des deux partis, par exemple la confédération syndicale UTC (*Unión Nacional de Trabajadores*, créée en 1946) pour le compte des conservateurs et ce qui reste de l'autre confédération, la CTC (*Confederación Nacional de Trabajadores*, créée dans les années 1930 et qui va longtemps rassembler libéraux et communistes), pour le compte des libéraux.

Passé un premier temps de soulagement, il est pourtant de nombreux secteurs pour s'insurger contre la Sainte Alliance des élites. Tous sont loin de le faire en référence à une visée de rupture. Dans la plupart des cas, il ne s'agit au départ que de revenir aux formes d'action sociale d'avant 1948 après dix ans de situation exceptionnelle. Le parti communiste, tout juste sorti de la clandestinité à laquelle l'ont obligé la *Violencia*, puis de l'illégalisation prononcée par le général Rojas Pinilla, est avant tout soucieux de reconstituer ses assises et retrouver une expression électorale

en s'alliant pour cela avec des listes libérales ou du MRL (*Movimiento Revolucionario Nacional*)³. En fonction des dispositions constitutionnelles de 1958, le Front national réserve en effet la compétition électorale aux deux partis traditionnels. Le fait qu'en 1961 le parti adopte pour la première fois une consigne qu'il ne va cesser de réitérer par la suite, celle de « la combinaison de toutes les formes de luttes », c'est-à-dire de la lutte légale et de la lutte armée, ne doit pas être interprété comme une véritable cassure avec ses orientations antérieures mais avant tout comme une façon de revendiquer la tradition de l'autodéfense paysanne. Tout au long des années 1960, il sera perçu comme viscéralement réformiste – *mamerto*, selon l'expression commune – et sourd aux sirènes de la Tricontinentale.

La radicalité des courants urbains s'instaure effectivement autant contre la tradition communiste que contre le Front National. L'air du temps – la victoire castriste – la sous-tend mais aussi la révolte contre les blocages culturels et politiques de la Colombie. Ce sont des jeunes issus des classes moyennes éduquées des villes qui en sont pour la plupart le fer de lance. Quelques que soient leurs milieux d'origine, la découverte du marxisme ressemble souvent à un véritable processus de conversion religieuse. Un futur adhérent de l'ELN, provincial de famille libérale et catholique, commente ainsi son arrivée à Bogota pour entamer ses études de droit : « En quelques instants, mes battements de cœur et mes désirs ont changé (...). Les croyances antérieures se sont avérées dénuées de fondement devant l'irruption de nouveaux postulats théoriques. La conception marxiste, précédemment insipide, s'est transformée dans mon cerveau en vérité inexpugnable (...). Tout ce qui était relié à ma vie antérieure, famille, étude, relations personnelles, habitudes petites-bourgeoises, fut réduit à de l'ordure jetable. Il fallait que je me trempe dans les eaux purificatrices de la révolution pour conquérir une place sur la scène de l'histoire » (Correa Arboleda, 1997 : 63). Dans ce pays tant imprégné par le catholicisme, le passage à la Révolution ressemble souvent à un sacrement, et cela tout au long des années 1970.

L'effervescence se traduit par la multiplication de petites formations plus ou moins éphémères comme le FUAR ou de dissidences du parti communiste comme les divers groupes « marxistes-léninistes » de tendance « chinoise ». Le maoïsme qui commence à pénétrer vers 1964-1965 ouvre une autre voie vers la « révélation » révolutionnaire. Offrant également le moyen de combattre tout à la fois le régime et la tradition communiste mais avec l'avantage d'ériger le paysannat en sujet de l'histoire, il se prête encore mieux à un investissement quasi-religieux. À

l'Université nationale de Bogota, on assistera à des mariages sous les auspices du portrait de Mao.

Le Front uni de Camilo Torres, apparu en 1965, symbolise au mieux cette phase charnière. Il ne s'agit pas d'un mouvement vraiment organisé, mais bien davantage d'un mouvement d'opinion qui se produit autour de la personne de Camilo, ce prêtre de la bonne société, ayant côtoyé les élites politiques, devenu aumônier de l'Université nationale et qui, après un séjour à Louvain, se rallie à la voie de la révolution et rassemble divers secteurs de l'extrême gauche. La phase d'agitation politique n'ira pas très loin : le Front uni se heurte à la riposte du régime et aux réticences du parti communiste. Il semble que Camilo était d'entrée de jeu décidé à se joindre à l'ELN, où il trouvera rapidement la mort. La résonance du mouvement dans le milieu étudiant et au delà montre cependant comment il répondait à la mutation culturelle en cours en retranscrivant une sensibilité traditionnelle, marquée par la nostalgie d'une organisation morale ou religieuse de la société, dans les termes d'une sensibilité moderne, celle de la révolution politico-sociale.

Or la voie de la rupture est tout naturellement celle de la lutte armée. Camilo est loin de l'avoir inaugurée. Depuis le début des années 1960, l'invocation aux armes est un peu partout à l'ordre du jour. Elle prend place au sein de courants divers qui accompagnent les « dissidences » politiques. C'est ainsi que le MRL, parti politique d'opposition au Front National, créé par Alfonso Lopez Michelsen, fils de l'ancien président Alfonso Lopez Pumarejo, abrite depuis des anciens guérilleros libéraux qui rêvent de révolution jusqu'à des groupes, ceux formant les « Jeunesses du MRL », qui sont décidés à suivre l'exemple cubain et qui vont fréquemment rallier l'ELN.

En 1960 surgit ainsi une autre organisation, le MOEC (*Movimiento Obrero Estudiantil Campesino*), rassemblant des transfuges du parti communiste et, là aussi d'anciens guérilleros libéraux, tels « Pedro Brincos » et Eduardo Franco. Il ne manque pas d'étudiants pour tenter de lancer des mouvements armés dans diverses zones plus ou moins isolées. Ce sera le cas de Federico Arango Fonnegro, membre d'une famille connue⁴, qui monte un groupe dans le Territoire Vasquez, zone refuge de groupes libéraux pendant la *Violencia*. D'autres s'y essaient dans le lointain Vichada. Toutes ces initiatives connaîtront un dénouement tragique⁵. Il s'agit bien de rencontres manquées. Car ces jeunes intellectuels s'en vont au-devant des paysans ayant connu l'expérience de la *Violencia* sans voir que celle-ci ne conduit pas toujours à adhérer à la modernité révolutionnaire⁶. Bien des anciennes bandes libérales poursuivent le combat, mais contre les communistes. Certaines se mettent au service des partis

traditionnels, d'autres se placent dans la mouvance du MRL. Il en est aussi qui rallient un banditisme, qui n'est pas toujours « social ». L'habitude de la lutte armée en milieu paysan n'est pas nécessairement révolutionnaire.

Certes il y a bien aussi quelques noyaux ouvriers qui y prennent part. La USO (*Unión Sindical Obrera*), le syndicat pétrolier de Barrancabermeja, en est l'exemple le plus clair. Forte d'un passé de luttes vigoureuses, installée dans une ville dépendant du pétrole et située au carrefour de régions tumultueuses, accueillant de nombreux migrants, se targuant d'avoir en 1948 provoqué par une grève la nationalisation de la compagnie puis d'avoir suscité le 9 avril de la même année l'une des « juntas révolutionnaires » les plus solides, la USO retrouve en 1963 à l'occasion d'une longue et dure grève son aura d'avant-garde ouvrière et, surtout, est l'une des premières organisations dont de nombreux dirigeants se rallient à la perspective de la lutte armée. À partir de la fin des années 1960, bien des syndicats, notamment ceux du secteur public, commencent de même à inclure des partisans de la lutte armée.

Dans l'ensemble, ce sont pourtant d'anciens étudiants urbains qui se font au début des années 1960 les plus vifs partisans de la lutte armée. La FUN (Fédération universitaire nationale), qui est créée au début des années 1960, est d'emblée sous la coupe des diverses tendances révolutionnaires, les communistes y faisant figure de modérés. L'exemple de Camilo Torres ne fait qu'accentuer le basculement. La trajectoire de Camilo Torres peut donner le sentiment que convergent pleinement l'effervescence politique des milieux urbains et la lutte armée. Ce n'est pourtant que partiellement le cas.

NAISSANCE DE L'ELN

L'ELN, qui se constitue à partir de 1962, se réclame avant tout de la révolution cubaine. Nombre de ses premiers cadres effectuent du reste un séjour de formation à Cuba où ils se regroupent au sein de la Brigade pour la Libération nationale José Antonio Galán. C'est Fidel Castro qui désigne lui-même celui qui va demeurer le chef de l'organisation jusqu'à 1975, Fabio Vásquez Castaño. Fils d'un petit propriétaire du Quindío tué par les *parajos* conservateurs, il a commencé comme instituteur. Deux de ses frères, Manuel, qui a entrepris des études supérieures, et Antonio, participent à l'organisation. À leur côté figurent d'autres dirigeants de même extraction, notamment José Ayala ou José Solano Sepúlveda qui ont combattu dans une guérilla libérale⁷. À partir de 1965, l'ELN attire

pourtant nombre d'anciens militants étudiants, certains provenant de l'Université nationale de Bogota, tel Julio Cesar Cortes, fort de son prestige de président de la FUN, d'autres provenant de l'Université industrielle de Bucaramanga, la capitale du Santander, comme Victor Medina Boron, qui deviendra le second de l'organisation, ou Jaime Arenas. Elle attire aussi quelques militants de la zone pétrolière de Barrancabermeja, comme Juan de Dios Aguilera, un ancien de la USO, ou Ricardo Lara Parada, un instituteur né à Barrancabermeja.

L'amalgame n'aura cependant pas lieu en raison des tensions qui se manifesteront rapidement entre les « ruraux » et les urbains⁸. Fabio Vásquez et son état-major imposent leurs décisions de manière autoritaire et exigent de tous « une foi aveugle »⁹. La plupart des cadres étudiants seront fusillés, sous des accusations diverses, lors de « jugements internes » au début des années 1970¹⁰. La tension durera longtemps. Encore en 1985, Ricardo Lara Parada, un de ses anciens dirigeants qui avait abandonné trois ans auparavant la lutte armée pour organiser un puissant mouvement citoyen à Barrancabermeja, sera assassiné.

Le rayonnement de l'ELN tient cependant en partie au ralliement de divers prêtres. Venant après l'adhésion de Camilo Torres, celle de trois curés espagnols a un retentissement certain. Deux d'entre eux mourront rapidement dans les combats. Le troisième, Manuel Pérez, sera sur le point d'être exécuté par Fabio Vásquez (Broderick, 2000). C'est pourtant lui qui deviendra le leader de l'organisation dans les années 1980. Si l'on ajoute les sympathies de nombreux responsables de paroisses, cela explique que l'ELN ait fini par donner l'image d'une guérilla qui se situe dans la mouvance de la théologie de la libération. Plus généralement, cela contribuera à imprégner la radicalité politique d'une tonalité de fondamentalisme religieux¹¹.

L'ELN de Fabio Vásquez Castaño s'installe d'abord dans une zone marquée par l'histoire de la *Violencia* mais également proche de la ville pétrolière de Barrancabermeja : celle de San Vicente de Chucuri, lieu d'une rébellion politique en 1928 et de la résistance libérale dans les années 1950. Elle entreprend sa première action militaire destinée à se faire connaître le 7 janvier 1965 en s'emparant durant quelques heures de Simacota, une petite bourgade du Santander. Elle se déplace ensuite vers la vallée de l'Opon, puis tente d'élargir son rayon d'action en créant divers détachements dans le Santander, le Sud du Bolivar dans les contreforts de la Serrania de San Lucas et dans l'Est de l'Antioquia, aux environs des municipes producteurs d'or de Segovia et Remedios.

Le choix de ces zones obéit à plusieurs motifs : la possibilité d'établir des liens avec les ouvriers du pétrole de Barrancabermeja, l'importance

stratégique du Moyen Magdalena, les traces de l'esprit de révolte laissées par les guérillas libérales. Mais l'ELN est alors loin de disposer de bases d'appui paysannes sûres et permanentes. Certes, le phénomène guérillero paraît souvent aux paysans la chose la plus naturelle du monde. « Gabino », alors jeune recrue et dont le père avait collaboré avec la guérilla libérale de Rangel, raconte que les gens « n'oubliaient pas que l'armée et la police étaient leurs ennemis » (Medina Gallego, 1996 : 37-38), et donne l'exemple de sa famille qui participe à l'approvisionnement de l'ELN. Mais la population est en fait plus habituée aux guérillas liées aux partis traditionnels qu'à celles se réclamant de la révolution. Au cours de la prise de Simacota, déclare encore Gabino, les guérilleros haranguent les habitants mais ceux-ci « ne comprennent pas de quoi il s'agit » et leur demandent s'ils « sont libéraux ou conservateurs » (Medina Gallego, 1996 : 54). Dans ce témoignage, Gabino souligne aussi la méfiance réciproque qui prévaut fréquemment entre les paysans et les combattants, les premiers redoutant d'être victimes des représailles de l'armée après que la guérilla s'est retirée, les seconds cherchant à se prémunir contre les délations en imposant une discipline de fer à la population : dans la vallée de l'Opon, ils interdisent ainsi aux paysans de parler en dehors de leur présence.

Malgré ses nombreux échecs sociaux et militaires, l'ELN demeure en largement fidèle à une vision offensive. C'est elle qui entraînera le désastre d'Anori en 1973. Muncipe situé au nord de l'Antioquia et d'obédience surtout conservatrice, il ouvre une des voies vers l'Uraba. C'est la raison pour laquelle l'ELN y concentre la majeure partie de ses effectifs, sans disposer de bases d'appui. Les forces armées l'encerclent et tuent plus de soixante-dix de ses membres tout en faisant de nombreux prisonniers. Une grande partie du commandement est anéantie : deux des frères Vásquez Castaño figurent parmi les victimes ; Ricardo Lara Parada est fait peu après prisonnier ; et si Fabio Vásquez en réchappe et gagne peu après Cuba, les survivants lui enlèvent le commandement. Pendant la seconde moitié des années 1980, l'ELN est réduite à un petit noyau d'une trentaine de membres. C'est dire que le modèle « foquiste » n'a pas plus de succès en Colombie qu'ailleurs et ne permet guère de mettre à profit les conditions héritées de la *Violencia*. Par-delà les purges à répétition, l'aventure de l'ELN dans cette première période est celle qui traduit le mieux la volonté de rupture politique de l'époque. Le primat conféré au projet militaire sur la construction de bases sociales est l'expression de cette impatience, de même que le mépris envers le « réformisme » communiste. L'organisation symbolise cependant pour

beaucoup le rejet complet du système politique mais aussi le transfert des anciennes mentalités religieuses.

NAISSANCE DE L'EPL

La constitution de l'EPL (*Ejército Popular de Liberación*) est également le résultat d'une option avant tout politique et idéologique, mais en faveur de la « voie chinoise ». Nombre de ses fondateurs avaient fait leurs premières armes au sein des organisations communistes. Certains avaient été liés aux organisations d'autodéfense, comme Pedro Vásquez Rendón, qui avait été commissaire politique dans le Tolima avant de prendre ses distances avec la ligne du parti communiste ou Pedro León Arboleda, qui avait commencé comme journaliste dans l'Antioquia. D'autres avaient milité dans la Jeunesse communiste comme Francisco Garnica. D'autres encore, comme Aldemar Londoño, médecin, avaient été membres de l'appareil du parti ou, comme Libardo Mora Toro, avocat, avaient travaillé avec les syndicats. Libardo Mora Toro avait de surcroît séjourné à Cuba dans le cadre de la Brigade José Antonio Galán (Villarraga et Plazas, 1994). Il s'agit de militants souvent dotés d'un solide bagage intellectuel.

C'est vers 1964-1965 que les partisans de la voie chinoise se regroupent dans un parti, le PC-ML (parti communiste marxiste-léniniste) qui se considère comme l'expression politique de la guérilla et envisage d'emblée le passage à la lutte armée. Lors du Congrès de 1965, une résolution affirme que « dans la Colombie d'aujourd'hui, celui qui n'est pas d'accord avec la lutte armée, qui ne s'y prépare pas ou qui empêche son développement, est un traître à la révolution. La différence entre amis et ennemis se fondera sur ce problème crucial » (Villarraga et Plazas, 1994 : 29). Mais l'action militaire commence vraiment vers 1967.

L'EPL choisit de s'implanter avant tout dans une zone proche de l'Atlantique, celle des vallées du San Jorge et du Sinu dans le département du Córdoba. Plusieurs raisons sont à l'origine de ce choix. Il s'agit d'une zone relativement isolée, à l'abri donc de la répression militaire. Elle compte aussi sur un passé de guérilla libérale. Les contacts entre l'EPL et un ancien leader de cette guérilla, Julio Guerra, devenu militant du MRL puis inspecteur de police, vont jouer un rôle essentiel pour établir les premières relations avec la population¹². Enfin, la zone constitue une voie d'accès vers l'Uraba, les basses terres du Córdoba et la basse vallée du Cauca, qui sont autant de régions caractérisées par de fortes tensions agraires en raison du refoulement des colons à mesure que les grands domaines s'approprient légalement ou illégalement de grandes

surfaces. C'est là que l'ANUC¹³ va se manifester avec le plus de force, et les maoïstes parviendront à exercer une grande influence sur ses dirigeants et sur les stratégies d'invasion.

Le PC-ML et l'EPL parviennent à attirer de nombreux jeunes de la région, paysans ou étudiants d'extraction paysanne comme l'Université de Monteria en compte beaucoup. Au départ, ils mettent en place des Juntas patriotiques qui prétendent préfigurer le « pouvoir populaire ». Avec l'écho de la révolution culturelle se répand ensuite l'obsession d'effacer toute mentalité « petite-bourgeoise » aussi bien chez les étudiants, astreints aux tâches agricoles, que chez les paysans obligés de revenir à l'autosubsistance et de se détourner de la commercialisation de leur production. Ce dogmatisme, doublé de rigorisme moral, n'est pas toujours fait pour séduire une population, en grande partie noire, et qui a toujours résisté à l'inculcation des préceptes de l'Église catholique, voire à l'influence des partis traditionnels. À partir de 1974, la crise de l'ANUC, due à la répression mais aussi aux rivalités entre diverses tendances politiques, marque du reste le déclin de la mobilisation de masse.

Les liens avec la population ne sont pas exempts de heurts ni de défiance. Loin d'être comme des poissons dans l'eau, les guérilleros sont le plus souvent obligés de dissimuler leur présence. L'un d'entre eux commente ainsi la situation à l'époque : « Nous ne nous déplaçons presque jamais à travers les zones habitées, nous ne nous montrions pas beaucoup à la population. Nous le faisons en civils. On était guérillero mais les gens n'identifiaient pas la guérilla (...). Tout guérillero, où qu'il se trouvât, avait l'obligation de se cacher de la population elle-même » (Villarraga et Plazas, 1994 : 85). Innombrables sont en effet les cas où des dénonciations sont à l'origine de la mort ou de l'arrestation de combattants.

L'influence du PC-ML et de l'EPL n'est cependant pas limitée aux zones rurales. Au sein de divers syndicats, tels ceux des instituteurs ou des entreprises publiques, notamment à Medellín, les adeptes sont nombreux. La proximité spatiale relative des zones du San Jorge et du Sinu n'explique pas tout. Il est probable que, là aussi, beaucoup de jeunes sont attirés par une prédication politique qui a des relents religieux même si elle se défie de la religion. C'est ainsi que l'on va retrouver dans ses rangs des membres de familles ouvrières des grandes entreprises privées de Medellín, conservatrices et habituées à une forte discipline catholique. Le dogmatisme et les divergences internes réduisent néanmoins son rayonnement. Entre les cellules urbaines et le groupe armé rural, les malentendus sont incessants. En 1974, le PC-ML éclate en trois tendances : *Tendencia ML*, *Linea Proletaria* et *Comité Central*.

L'action proprement militaire de l'EPL reste des plus modestes. Dotée d'un armement précaire, visant d'abord à consolider son pouvoir dans la zone du San Jorge et du Haut Sinu, ne faisant que des incursions fugaces dans l'Uraba et d'autres zones planes, elle se trouve constamment contenue par les forces armées. Plusieurs des leaders initiaux sont rapidement tués : Francisco Garnica en 1965, Pedro Vásquez en 1968, Libardo Mora en 1971, Pedro León Arboleda en 1975. À cette date, le groupe armé est réduit à la défensive. Le bilan au terme de dix années est donc limité. L'EPL n'est parvenu ni à constituer une vraie « zone libérée », ni à encadrer solidement les luttes paysannes et moins encore moins à affirmer un potentiel militaire significatif.

NAISSANCE DES FARC

Deux raisons incitent à n'évoquer la naissance des FARC (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*) qu'en troisième rang. La première tient à la chronologie officielle : les FARC ne se sont ouvertement constituées qu'en 1966 et la décision répond en partie à la préoccupation de riposter à l'apparition des autres organisations (León Gómez). La seconde, plus significative, est qu'elles prennent beaucoup moins en charge la radicalité urbaine qui se définit largement en opposition à la ligne du parti communiste. Or, les FARC se forment explicitement dans le prolongement des « autodéfenses paysannes », et sous la tutelle du parti communiste orthodoxe. Cette seconde raison contribue à ce que les FARC soient au départ perçues de manière ambivalente par la nouvelle génération révolutionnaire. Les « autodéfenses paysannes » paraissent, comme leur nom l'indique, avoir une portée politique limitée. Elles ont surgi en grand nombre dans le cadre des stratégies de survie imposées par *La Violence*, mais maints témoignages montrent que leurs membres ne songent fréquemment qu'à revenir à une vie plus paisible. L'accueil favorable qu'elles ont souvent réservé aux mesures d'amnistie, tant en 1953 qu'au début du Front National, semble prouver que, loin de s'insérer dans un projet de conquête du pouvoir, elles sont vouées à perdre de leur virulence dès lors que l'État restaurerait la paix et, plus encore, dès lors qu'il ferait miroiter, comme en 1961, la promesse d'une réforme agraire. L'autodéfense conserve un caractère local. Elle se maintient sur des territoires précis, avec des objectifs circonscrits, réformistes bien plus que révolutionnaires.

Par ailleurs, le parti communiste, s'il s'est prononcé en 1961 pour la « combinaison de toutes les formes de lutte », ne manifeste pas un

moindre attachement à la conquête de positions politiques par la voie légale, celle des élections¹⁴. Peu importe qu'il soit obligé de le faire en s'abritant sous d'autres étiquettes, celles du MRL ou du parti libéral, la compétition électorale est à ses yeux fondamentale. En cela, il se sépare de l'ELN, de l'EPL et des courants radicaux qui tous prônent l'abstention et prend le risque d'être accusé de « réformisme » ou de « révisionnisme ». De plus, conformément au marxisme de l'Union soviétique, il tend à privilégier la reconstitution de ses bases au sein du « prolétariat ouvrier » en s'efforçant de mettre la main sur les syndicats, quitte à s'accommoder de leur style avant tout revendicatif. Voilà qui répond mal à l'impatience des nouveaux courants de la classe moyenne. Dans les articles que Régis Debray publie à l'époque dans les *Temps Modernes* à propos des guérillas latino-américaines, les FARC sont décrites comme une synthèse de mouvement paysan et d'autodéfense armée qui ne peut aller au-delà du réformisme.

Effectivement, rien n'est plus éloigné du « foquisme » que cette multiplicité de noyaux de paysans en armes. Mais ce constat appelle aussitôt une correction : la Colombie est bien le seul pays dans lequel la problématique de l'occupation de la terre, en particulier dans les zones en voie de colonisation, passe largement par l'acceptation d'une protection armée et dans lequel, depuis des décennies, le parti communiste joue un rôle majeur dans l'organisation de cette protection.

L'implantation du parti communiste dans certaines zones paysannes est bien antérieure à l'épisode de *La Violencia*. Elle est en fait aussi ancienne que le parti lui-même. Il est déjà influent. Lors des conflits agraires des années 1930, dans le Cundinamarca et le Sud-Est du Tolima, au cours desquels colons et métayers se dressent contre les conditions de travail dans les grandes *haciendas* de café. Ces conflits déboucheront sur la disparition ou le morcellement de beaucoup de ces *haciendas* et sur la formation de zones contrôlées par les communistes et leurs alliés. Tel est le cas de la zone de Viota, proche de Bogota, et qui grâce à cet encadrement parviendra à se soustraire aux pires manifestations de la violence partisane. Tel est aussi celui de la zone limitrophe du Sumapaz qui attire de nombreux colons à partir des années 1920 et qui va être le berceau d'un ample processus d'organisation paysanne marqué par des figures comme celles d'Erasmo Valencia et de Juan de la Cruz Varela. Le second de ces leaders a commencé sa carrière dans le sillage des courants de gauche du parti libéral mais va se rapprocher des communistes et le Sumapaz va se transformer pendant *La Violencia* en l'un des pôles de la résistance armée contre les conservateurs et l'armée (Gonzalez Arias et Marulanda Alvarez, SD).

La *Violencia* marque la seconde étape de l'apparition des organisations d'autodéfense. Outre le Sumapaz, le sud du Tolima en est l'un des épacentres. C'est dans la région de Chaparral et des municipes adjacents, où paysans indiens et colons font face à de grands domaines, que se forment les « colonnes » (*colonas de marcha*) qui vont chercher refuge dans les zones montagneuses proches, puis se transformer vers 1950 en guérillas. Leur attribuer d'emblée une filiation communiste serait une erreur de perspective, mais il est vrai qu'elles se différencient vite des guérillas libérales voisines en raison de la distance qu'elles prennent vis-à-vis des libéraux, de l'influence de certains paysans marqués par les luttes agraires antérieures, de leur mode d'organisation et de discipline, et finalement de leurs contacts avec des émissaires du parti communiste. Les leaders paysans qui en émergent, Isauro Yosa (connu sous le surnom de « Mayor Lister »), Manuel Marulanda Vélez (connu sous celui de « Tirofijo ») vont se transformer rapidement en chefs de file des autodéfenses et des guérillas. L'exode initial vers la montagne, et notamment vers le Davis, sera célébré comme le début de l'épopée guérillera. Son rayonnement s'étendra à bien d'autres zones du Tolima et du Huila.

Viota, le Sumapaz, le sud du Tolima apparaissent vite comme des territoires en grande partie soustraits à l'autorité de l'État et, en revanche, placés sous celle des guérillas qui entendent imposer leurs propres règlements tant dans le domaine de la propriété que dans celui des normes de comportements. Les grands propriétaires sont souvent obligés de composer avec elles, en acquittant en particulier des taxes, ou d'abandonner la zone, ce qui entraînera localement une nouvelle répartition de la propriété.

Mais les gouvernements successifs contribuent à renforcer ce sentiment de territorialisation en lançant des actions militaires pour les détruire. On a mentionné l'opération déclenchée en 1954-1955 par le général Rojas Pinilla contre les foyers armés du Sumapaz : elle touche surtout les environs de Villarica et de Cunday, dans lesquels l'organisation paysanne de 1930 avait servi de base à l'encadrement de la population par les groupes armés. Cette population, pour échapper aux bombardements, doit se déplacer vers d'autres régions. L'avènement du Front national ne met pas fin à cette politique. Sous Guillermo León Valencia, le leader conservateur Alvaro Gómez Hurtado (fils de Laureano Gómez) promeut une croisade contre ce qu'il qualifie des « Républiques indépendantes » (Gonzalez Arias, 1992) et, en 1964, l'armée lance vastes opérations contre les territoires sur lesquels la guérilla a assuré son contrôle : Marquetalia (au sud du Tolima) ; Riochiquito (zone indienne au nord du Cauca) ; El Pato et le Guayabero (sur la portion de la cordillère orientale

séparant le Huila du Caqueta et du Meta). L'évacuation de Marquetalia, filmée par un journaliste étranger, se convertit, après la marche vers le Davis et l'exode de Villarica, en une troisième phase de l'épopée. Les FARC surgissent ainsi sur fond d'une légende déjà constituée et peuvent à bon droit affirmer que l'État leur impose la guerre.

Les déplacements qui s'ensuivent sont à l'origine de ce qui a été qualifié de phénomène de la « colonisation armée » (Ramírez Tobón, 1981). Chaque action militaire donne en effet lieu à la migration des paysans vers des zones encore presque inhabitées. L'offensive de 1955 mène ainsi à l'occupation des vallées hautes du Duda, du Guyabero et de l'Ariari ; celle de 1964, conduit à l'occupation de la zone de San Vicente del Caguan dans le Caqueta. Ces zones deviennent ainsi à leur tour des fiefs des FARC. C'est là encore une originalité de la Colombie : l'occupation de l'espace s'opère en certains endroits sous la direction de la guérilla. Là où les paysans s'installent, ils se retrouvent d'emblée encadrés par elle. La « colonisation armée » intervient dans bien d'autres zones du Caqueta, du Huila ou du Meta, engendrant une autre phase de territorialisation.

Toute la colonisation ne se produit évidemment pas de la sorte. Nombreux sont les colons, victimes ou non de *La Violencia*, qui gagnent ces mêmes régions. Et tous ceux qui prennent part aux déplacements sous l'égide de la guérilla n'adhèrent pas nécessairement à l'idée d'un combat révolutionnaire mais visent avant tout l'accès à la terre. Du moins la guérilla leur offre-t-elle la protection dont ils ont besoin. Les zones où ils s'établissent ne sont pas toujours complètement vides et les frictions avec les premiers colonisateurs peuvent être fortes. Le banditisme s'y fait souvent sentir, le banditisme indépendant ou celui qui se met au service des chefs politiques locaux, comme celui de Dumar Aljure dans la vallée du Guayabero. Les propriétaires ont leurs milices, qui provoquent ou délogent. L'État brille par son absence. Au mieux, il arrive sous l'aspect d'un inspecteur de police et celui-ci, vite oublié de l'administration, ne se maintient souvent qu'en s'alliant avec les réseaux partisans ou avec les possédants. Parfois, il prend aussi la forme d'une succursale de la *Caja Agraria*, mais qui réserve ses crédits aux agriculteurs solvables, ou d'une succursale de l'Incora (Institut colombien de réforme agraire) qui lance souvent des projets sans lendemain. Si l'État a un visage, c'est souvent celui des forces armées qui font des incursions comme en terrain ennemi et réveillent donc le souvenir des persécutions antérieures. Dans ces conditions, nombre de colons perçoivent l'encadrement par la guérilla comme un rempart.

Indépendamment des adversaires divers, les conditions de la colonisation provoquent une demande diffuse d'ordre que la guérilla satisfait.

Elles impliquent en effet aléas et incertitudes. La définition des limites des terres entre colons est souvent objet de litiges qui dégénèrent facilement en l'absence d'instance de justice. La période de défrichage condamne à une survie difficile et à l'endettement auprès des commerçants. Lorsque commence la production, la commercialisation est problématique et tout le profit en va encore souvent aux commerçants locaux. Laissés à eux seuls, les colons sont fréquemment voués à céder leurs lopins aux grands propriétaires, de gré ou de force, et à se laisser refouler toujours plus loin. La présence de la guérilla offre une instance qui règle les litiges interindividuels et intervient dans la commercialisation. Elle définit les contours des nouveaux territoires.

Il y a donc un rapport d'affinité entre le phénomène de colonisation et la reproduction de groupes d'autodéfense. Pour autant, cette dernière impose aussi sa propre logique qui ne résume pas en l'organisation des colons. Elle répond aussi à une stratégie de concurrence face aux autres réseaux qui surgissent dans les mêmes zones à l'initiative des partis traditionnels ou des groupes armés libéraux. Elle obéit de surcroît, c'est évident, à des calculs géopolitiques et militaires qui ne correspondent pas toujours aux vœux de la population. L'on sait ainsi que la formation de la zone de Riochiquito n'a pas été au départ sans heurt avec les populations indiennes qui entendaient préserver leurs formes de gestion. Mais les témoignages recueillis dans la zone du Sumapaz font aussi apparaître la lassitude face à la succession des guerres entraînées par la présence des autodéfenses. L'arrivée des guérilleros du Sud du Tolima dans la zone de Villarica vers 1954-1955 n'est pas toujours applaudie par les gens de Juan de la Cruz Varela. Elle est vécue comme celle d'« étrangers » qui, ne songeant qu'aux armes, ne sont pas de vrais paysans : « Celui qui se mue en guérillero est celui qui ne veut pas travailler, il veut être sans scrupule : il ne penserait ni à semer quoique ce soit ni à aider aux travaux des champs » (introduction de Fernán González au livre de José Jairo Gonzalez Arias et Elsy Marulanda Alvarez). Les petits propriétaires se méfient du mot « communiste ». Tous sont loin d'accepter les consignes de déplacement sous l'égide de la guérilla et beaucoup expriment la peur résultant de leur position entre deux feux croisés (ibidem). Dans les territoires sous contrôle de la guérilla, la vie est loin d'être idyllique. Même après des décennies, la misère prévaut et la surveillance est parfois pesante et ressentie comme injuste. Malgré tout, ce monde connu, avec ses règles et son langage, finit souvent par être considéré comme préférable au monde extérieur, avec ses convulsions.

La série de décisions qui aboutit à la création officielle des FARC semble traduire la subordination de la résistance paysanne à l'égard de la

stratégie politico-militaire. En adoptant la ligne de la « combinaison de toutes les formes de luttes », le parti communiste affiche un projet révolutionnaire. Son secrétaire général affirme alors que « la lutte ne se limite plus à chercher à défendre la vie et les biens de la communauté régionale » mais de « déclencher un grand mouvement national capable de prendre le pouvoir » (Leongómez, p. 194). En septembre 1964 se réunit à Riochiquito la Première conférence de la Guérilla qui crée le « Bloc Sud » pour coordonner l'action des diverses guérillas et leur reconnaît une certaine autonomie par rapport au parti. En effet, celui-ci « peut confier des responsabilités à des cadres spécifiques, ce qui facilitera grandement les tâches de direction du mouvement guérillero » (Leongómez, p. 197). La seconde conférence qui, en septembre 1966, préside à la naissance des FARC, fait suite aux opérations de l'armée contre Riochiquito et à la conférence de la Tricontinentale à la Havane. Elle répond donc au constat des limites de l'autodéfense comme à l'exaltation de la lutte de guérilla un peu partout.

Les résultats de cette mutation ne sont cependant pas spectaculaires. Certes, lors de cette conférence, les FARC prévoient de mettre sur pied des détachements mobiles et d'élargir leur rayon d'action. Mais le bilan est pour le moins décevant. En 1967, les FARC connaissent un revers majeur : ayant massé de nombreux effectifs dans le Quindio, sous la direction de Ciro Trujillo, leur commandant en second, elles subissent des pertes en hommes et surtout en armes, puisque selon Jacobo Arenas, elles sont dépossédées de 70 % de leurs armes (Leongómez, p. 200). Peu après, l'un de ses chefs, Ciro Castaño est tué et un autre, Oscar Reyes, est arrêté. Dans les années qui suivent, elles demeurent largement implantées dans leurs régions d'origine. Elles pénètrent sans doute dans quelques autres zones, dont le Madgadena Medio, près de Puerto Boyaca. Mais leurs actions se limitent à la routine des embuscades, des « occupations » fugaces de villages, des attaques contre postes de police ou installations gouvernementales. Rien qui ressemble à une marche vers la prise de pouvoir.

Il n'empêche que les FARC continuent à avoir des atouts dont ne disposent pas les deux autres organisations. Leur enracinement local parmi des groupes paysans issus de *La Violencia* et le contrôle permanent exercé sur leur territoire d'installation est un fait en 1973 comme en 1964. La poursuite de la colonisation spontanée, si elle déborde de beaucoup ces zones, crée néanmoins des conditions favorables à l'expansion de leur influence. Ses principaux leaders sont eux-mêmes d'extraction paysanne. Une des seules exceptions est celle de Jacobo Arenas, ouvrier dans le Santander avant de rejoindre la guérilla lors de l'attaque de Marquetalia

avec la fonction de commissaire politique, et qui va devenir, aux côtés de Manuel Marulando Vélez, son principal dirigeant. Le recrutement des cadres plus jeunes va continuer à provenir essentiellement des rangs de la paysannerie.

Les FARC disposent par ailleurs du prestige symbolique acquis au cours des divers moments de la résistance contre les régimes successifs. Les épisodes de la colonne du Davis, de la « guerre du Sumapaz » et du « bombardement de Marquetalia » composent un récit héroïque repris par tous les sympathisants, et les leaders qui ont pris part à ces épisodes jouissent d'une aura qu'aucun autre révolutionnaire ne peut leur disputer : Manuel Marulanda va vite être qualifié de dirigeant « légendaire ». C'est une composante importante pour édifier la seule sous-culture politique susceptible de rivaliser avec celle liée aux partis traditionnels. Enfin, et ce dernier facteur est souvent oublié, les FARC sont conçues comme le bras armé d'un parti politique, le parti communiste, qui participe aux confrontations électorales, possède de nombreux élus, dispose de relais urbains, bref poursuit une stratégie politique qui est loin de dépendre des seuls aléas de la lutte armée et s'inscrit dans la longue durée. À bien des égards, les objectifs du parti sont à l'opposé de ceux de la lutte armée car ils visent à élargir son influence parmi les travailleurs et parmi l'électorat, ce qui l'oblige à tenir un langage réformiste.

Faute de parvenir à prendre le contrôle de la CTC, la vieille confédération syndicale, qui expulse au début des années 1960 les syndicats communistes, il se décide à créer en 1964, sa propre confédération syndicale, la CSTC (Confédération syndicale des travailleurs de Colombie) mais celle-ci, qui ne sera reconnue qu'au bout de dix ans, ne va connaître qu'une croissance lente au cours de cette phase, en dehors de quelques pôles dans la construction, le ciment ou le textile. Elle va se heurter ensuite à la concurrence de fédérations indépendantes dans des secteurs clefs. Si le taux de syndicalisation connaît un essor rapide au début du Front national, il ne progresse que très lentement de 1965 à 1980 : le taux ne s'accroît en moyenne que de 4,4 % entre 1964 et 1980. En 1965, il s'établit à 13,6 %, en 1980 à 14,5 % (Londono, 1986). La prédominance du syndicalisme d'entreprise freine la politisation du mouvement ouvrier et les grèves sont peu nombreuses. Si la CSTC est à l'origine de beaucoup de celles qui touchent l'industrie, c'est le secteur public, où l'emportent les fédérations indépendantes, qui devient dans les années 1970 la source des grèves les plus importantes¹⁵. Le parti communiste est donc amené à se solidariser avant tout avec les revendications économiques pour faire face à la concurrence entre les diverses organisations syndicales et aux restrictions législatives. La grève générale

de septembre 1977, qui met en lumière le mécontentement des secteurs populaires et entraîne un rapprochement entre les confédérations, conforte la CSTC dans sa volonté d'élargir ses assises.

Le Front national, nous l'avons dit, n'a aucunement empêché ce même parti de prendre part aux élections sous des étiquettes diverses. Aux élections intermédiaires de 1968, il se targue ainsi d'avoir obtenu 118 conseillers municipaux. Le démantèlement officiel du monopole des deux partis à partir de 1972 l'amène à chercher la formation d'une coalition d'opposition. En 1974, celle-ci obtient 3,7 % des suffrages exprimés à l'élection présidentielle, cinq représentants à la Chambre et deux au Sénat. En 1978, ses résultats progressent encore. Ils demeurent certes restreints, mais assurent une audience aux communistes avec laquelle ne peuvent rivaliser les autres organisations. Ils ne sont donc pas obligés de céder à l'impatience. À cette époque, la prééminence du parti sur l'organisation armée n'est guère discutable. Sous un autre avatar se reproduit la dissociation entre le monde urbain et le monde rural. Si, dans ses fiefs ruraux, la JUCO (Jeunesse communiste) sert souvent à former des combattants, il en va beaucoup moins ainsi dans les villes. Le parti se garde de donner trop aisément aux urbains, notamment étudiants, un visa rapide pour la guérilla et, lorsque le visa est donné, la guérilla se charge à son tour de leur enseigner la patience en les forçant à rentrer dans le rang. Certains ne s'y résigneront pas et abandonneront les FARC, comme c'est le cas de nombre des fondateurs du M.19.

Les FARC s'insèrent ainsi dans le paysage rural de la Colombie. Elles font respirer l'air de « l'inconformité » plus que celui de la révolution. Elles n'ont pas de quoi inquiéter vraiment les gouvernements. Elles servent de révélateurs aux carences des politiques publiques face à des structures agraires figées, à une occupation chaotique du territoire, à la privatisation des pouvoirs dans de larges zones, à une violence résiduelle persistante. Mais on peut alors penser qu'elles permettent d'incorporer une partie de la population colonisatrice à la vie nationale en prenant en charge ses demandes et, par l'intermédiaire du parti communiste, en les rapprochant de celles de secteurs urbains dans le cadre d'un mouvement qui vise aussi à la modernisation sociale de la Colombie.

NAISSANCE DU M.19

Le M.19 surgit à la lumière en 1974. Il représente une troisième « génération » de guérilla. Il se rapproche du modèle « tupamaro » en privilégiant la critique politique contre le régime et en prétendant rassembler ainsi de

vastes secteurs. Son nom fait référence au 19 avril 1970, date de l'élection présidentielle au cours de laquelle le général Rojas Pinilla a failli l'emporter sur Misael Pastrana, le candidat du Front national sur fond d'une polarisation sociale sans précédent. Pour la nouvelle organisation, la fraude ne fait pas de doute. En se situant au départ dans la mouvance de l'Anapo, le parti de Rojas Pinilla, ses fondateurs entendent tirer profit de cette ample mobilisation populiste pour jeter la base d'une stratégie qui rejette tout dogmatisme doctrinal et s'affiche avant tout comme nationaliste. Pendant une première phase, ils militent encore à l'intérieur de l'Anapo, participent à sa transformation officielle en parti autonome et affichent leur soutien à María Eugenia, la fille du général. Ils se solidarisent ensuite avec le courant qui, au sein de ce parti, défend un programme « socialiste » et dont plusieurs leaders, dont Carlos Toledo Plata, vont s'insérer dans la nouvelle organisation armée. Le reflux électoral de l'Anapo, ses hésitations politiques et l'échec de la candidature présidentielle de María Eugenia en 1974, conduisent le M.19 à privilégier la lutte armée. Mais ce n'est qu'en 1976 que toute référence à l'Anapo disparaît. Cependant, cette phase préparatoire marque bien l'originalité du M.19 par rapport aux autres guérillas : la volonté d'agir dans les villes, l'effort pour gagner le soutien de l'opinion en usant d'un langage ouvert, nationaliste avant tout, mais aussi le projet de s'en prendre frontalement au régime au lieu de développer un lent programme d'implantation sociale.

Nombre des fondateurs sont cependant passés soit par les FARC, soit par la JUCO, qu'ils ont abandonnées en raison de leur dogmatisme et de leurs atermoiements. C'est le cas de Jaime Bateman Canyon – qui a été le secrétaire de Jacobo Arenas – mais aussi d'Ivan Marino Ospina, Alvaro Fayad et Carlos Pizarro, les figures qui participent d'emblée à la direction et qui vont se succéder à sa tête au cours des années 1980 (Villamizar, 1995). Mais le profil social de nombreux membres compte davantage. Nombre d'entre eux proviennent de familles de classe moyenne, parfois relativement aisées, ayant connu souvent aussi des revers de fortune. Beaucoup ont entrepris des études universitaires dans des villes comme Bogota ou Cali. Il en va ainsi de Jaime Bateman, qui a passé son enfance à Santa Marta et a été ensuite étudiant à l'Université nationale de Bogota, et dont la personnalité charismatique, où se combinent l'autorité, le goût de la discussion, l'humour et le « sens de la fête », va en faire le leader du M.19 mais aussi le symbole de l'esprit de cette guérilla. Mais il en va de même des frères Navarro Wolf et de bien d'autres, alors que Carlos Toledo Plata est médecin. Quant à Carlos Pizarro Leongómez, dont plusieurs frères et sœurs participeront à l'aventure, il est le fils d'un

vice-amiral qui a même été le seul militaire issu de la marine à occuper le poste de commandant des forces armées.

Cette formation intellectuelle n'est pas objet de suspicion comme dans les autres organisations mais contribue au style du M.19, adapté à l'ère des médias avec son goût des actions spectaculaires. Le M.19 surgit du reste en 1974 en publiant des petites annonces dans les journaux pour faire connaître le lancement d'un nouveau « produit »¹⁶, et peu après en dérobant l'épée de Bolivar dans le musée qui lui est consacré à Bogota. « Bolivarien », telle est l'étiquette que réclame l'organisation. Le profil des dirigeants ainsi que leur absence de dogmatisme attirent vite la sympathie au sein de milieux intellectuels. Le M.19 va placer des adhérents parmi l'équipe qui publie l'hebdomadaire *Alternativa*, lancé à la même date et qui veut réunir tous les courants d'opposition au régime¹⁷. Il va en disposer aussi dans le groupe d'opinion qui, sous le nom de *Firmes*, cherche à partir de 1978 à réunir les morceaux d'une opposition qui vient encore de se diviser lors de l'élection présidentielle et d'obtenir des résultats lamentables.

Son rayonnement va bien cependant bien au-delà comme le prouve le retentissement de certaines des actions qu'il mène à partir de 1975. L'influence du modèle « Tupamaro » est perceptible dans beaucoup d'entre elles où le M.19 joue au justicier. En 1975, il procède à l'enlèvement de Jose Raquel Mercado, le président de la CTC, qui, outre sa solidarité avec les gouvernants successifs, est soupçonné de corruption et de liens avec la police¹⁸. Dans les semaines qui suivent, le M.19 placarde des affiches dans les villes pour demander à la population de se prononcer sur le sort qui doit lui être réservé. Son exécution est cependant mal accueillie et prive l'organisation du bénéfice moral qu'il voulait obtenir. En 1977, il obtient plus de succès en enlevant le patron d'une entreprise d'huile d'arachide au cours d'une grève et en l'obligeant à reconnaître « l'exploitation » à laquelle il soumet la main-d'œuvre. Du même modèle relèvent d'autres actions spectaculaires. Pendant le réveillon de la fin de l'année 1978, il parvient à dérober dans la plus grande caserne de Bogota des milliers d'armes¹⁹. L'opération tournera en fait au désastre car, dans les jours qui suivent, l'armée récupérera la presque totalité des armes et procédera, un usant de la torture, à l'arrestation d'une grande partie des membres et sympathisants de l'organisation. Parmi les dirigeants arrêtés figurent Ivan Marino Ospina, le second de l'organisation, ainsi que Carlos Duplat et Afranio Parra. Quelques mois après, ce sera le tour de Carlos Pizarro, Andrés Almarales, Gustavo Arias Londono et Alvaro Fayad, tous membres de la direction du M.19. Parmi les sympathisants apparaissent des noms connus, comme ceux du poète Luis

Vidales ou du joueur d'échec Boris de Greiff ainsi que ceux de sociologues, médecins etc. (Villamizar, 1995 : 132). En novembre 1979 se déroule un gigantesque conseil de guerre pour juger plusieurs centaines de membres du M.19. La répression fournira néanmoins, l'occasion de dénoncer, dans le pays et à l'étranger, les excès du régime. En février 1980, pour obtenir la libération de ses nombreux prisonniers, le M.19 occupe l'Ambassade dominicaine pendant une réception à laquelle assistent quatorze ambassadeurs. L'occupation dure deux mois et les guérilleros, qui négocient finalement leur transfert vers Cuba, gagnent l'admiration de larges secteurs de l'opinion. C'est un vrai succès politique.

Le paradoxe est que le M.19 donne pourtant la priorité à la voie proprement militaire. Il ne cherche guère à se doter de bases sociales stables et moins encore à constituer des fiefs territoriaux. Il s'efforce sans doute de gagner la sympathie de secteurs défavorisés des villes par des actions de propagande, comme celles consistant à s'emparer de camions de lait et autres produits de première nécessité pour les offrir aux habitants des bidonvilles. Il dispose aussi de l'appui de quelques cadres syndicaux, notamment à Cali et Yumbo, grâce à l'influence d'un avocat du travail, Andres Almarales, qui figure dans son état-major, mais il ne prétend pas se doter d'un noyau ouvrier permanent. Il installe en 1979 un groupe dans les zones de colonisation du Caqueta, qui reçoit le nom ambitieux de « Front Sud », mais ne vise pas à encadrer les paysans de manière permanente. Le M.19 privilégie en fait la mobilité et les opérations retentissantes. Les résultats militaires sont cependant encore décevants. Le désastre qui suit le vol des armes montre la fragilité de la guérilla urbaine. Près de trois cents de ses adhérents sont en prison, dont la majeure partie de ses cadres dirigeants.

Mais, à la fin des années 1970, l'autre originalité du M.19 est de lier les perspectives colombiennes à l'évolution des conflits centre-américains. Les contacts de Bateman avec des personnages clef de cet autre théâtre le montrent²⁰, et la victoire de la révolution nicaraguayenne le conforte dans la conviction qu'un régime peut être renversé par la force. Le bilan politique est d'ailleurs beaucoup plus considérable. À travers ses coups spectaculaires et son langage nationaliste, le M.19 a réussi à séduire une frange de l'opinion urbaine qui englobe depuis des étudiants et des intellectuels jusqu'à des membres des professions libérales ou des cadres administratifs. Il a surtout contribué, bien davantage que les autres organisations, à imposer une représentation politique selon laquelle le Front national n'est jamais que la version locale des dictatures en vigueur dans les pays voisins et ne se soutient, comme elles, que de

l'établissement permanent de l'état de siège²¹ et de la délégation aux militaires du soin de réprimer toutes les protestations. En six ans s'est opéré ainsi un glissement des plus profonds : si l'élection d'Alfonso Lopez Michelsen avait suscité bien des espoirs, son mandat se termine au milieu des désillusions et du durcissement des mesures d'ordre public. L'élection de son successeur, Julio Cesar Turbay Ayala, qui donne lieu à une abstention record²², est perçue comme un pas de plus vers un régime d'exception. Dans ces conditions, le problème n'est plus d'assouplir le système bi-partisan mais de le détruire. De fait, le diagnostic du M.19 acquiert la valeur de la prédiction créatrice de Thomas : le vol des armes donne lieu à une répression et à un usage de la torture d'une ampleur sans précédent. Les classes moyennes découvrent que l'État de droit peut devenir une fiction dans les villes et pas seulement dans les zones rurales.

En janvier 1980, Carlos Pizarro envoie de prison une lettre à son père : « Aujourd'hui, ton fils se révolte contre la réalité déchirante d'une liberté assassinée, car tu ne as nous pas enseigné le langage de la lâcheté. Car, comme démocrate et patriote, tu nous as inculqué la haine à mort des tyrans. Aujourd'hui, ton fils se révolte contre l'actuelle dépendance et servitude nationales, contre l'accumulation des pouvoirs de l'État aux mains de l'exécutif et contre toute forme de monopole dans l'activité sociale, car je n'ai pas la contexture idéologique pour supporter aucune dictature, aucune oligarchie, aucun privilège de caste ou de fortune » (Villamizar, 1995 : 164). Cette « lettre au Père », qui mêle les accents de la philosophie politique espagnole du XVII^e siècle, avec l'invocation du tyrannicide, à ceux des appels à la libération nationale du XX^e siècle, traduit bien le redoublement de haine qui se produit lorsque des institutions vieilles tombent sous la coupe de parvenus sans lignage.

L'écho rencontré par le M.19 ne surprend guère : il est en apparence de plain-pied avec l'aspiration à la modernité culturelle évoquée au départ, comme l'attrait qu'il exerce sur les médias le prouve. Mais il faut aller au-delà : *s'il paraît autant s'inscrire dans cette modernité et s'il ressemble si peu aux autres guérillas, c'est avant tout parce qu'il rompt avec le monde de la violence des années 1950*. Le renoncement à la conquête de fiefs territoriaux et la priorité donnée d'emblée aux objectifs nationaux en attestent. Il reste qu'il n'opère ce dépassement qu'en subordonnant son action politique à une action proprement militaire. S'il donne l'impression d'échapper au dogmatisme, c'est précisément parce que, tout entier pris dans les urgences des opérations militaires, il n'a pas le temps de s'adonner aux plaisirs de la spéculation théorique. On peut donc aussi se demander s'il effectue vraiment le saut vers la modernité. Il s'ancre dans l'ancien droit de rébellion et, en guise de politique, s'en tient à un

modèle de conquête du pouvoir par la force et à court terme. En 1982, ce modèle paraît lui aussi avoir tourné court : trois cents de ses adhérents, dont une grande partie de ses dirigeants, sont en prison. Et le nouveau président, Belisario Betancur, ouvre de nouvelles perspectives en démantelant les mesures répressives et annonçant des négociations.

La naissance des guérillas en Colombie se produit en même temps que dans bien d'autres pays d'Amérique latine dans le contexte de la révolution cubaine et de la Tricontinentale. Elle se situe à la conjonction de la radicalisation des secteurs urbains moyens et de l'organisation paysanne dans les zones de colonisation. Elle dispose d'un atout particulier : les traces encore toutes fraîches laissées par *La Violencia*. Malgré tout, la lutte armée marque vite le pas. L'amalgame entre les urbains et les ruraux ne se fait que très difficilement. L'implantation en zone rurale reste limitée. La guérilla fait partie du paysage, mais d'un paysage lointain. Seul le M.19 a tenté de rompre avec les formes héritées de l'époque antérieure, mais sans obtenir plus que la sympathie d'une partie de l'opinion publique. L'usure et l'immobilisme du régime politique sont perceptibles. On reste cependant loin d'un système totalement bloqué, plus loin encore d'un système totalement autoritaire.

C'est devenu désormais un lieu commun d'évoquer une « guerre civile » qui dure depuis quarante ans. On voit mal comment justifier l'utilisation de ce terme à propos de la phase analysée dans cet article. Les confrontations n'affectent que des régions périphériques et ne revêtent qu'une ampleur très relative. Elles témoignent d'un malaise social et politique croissant, dont les émeutes de septembre 1977, apportent la preuve, mais elles sont loin de paraître ouvrir des perspectives de rupture. Il est vrai que depuis 1977 les rumeurs ne manquent pas sur le changement en cours dans les caractéristiques du conflit et le raidissement du régime en est la manifestation. Les conflits centre-américains confèrent un autre horizon à l'action des guérillas colombiennes, en particulier au M.19 et aux FARC. Mais c'est surtout l'essor de l'économie de la drogue qui commence à altérer le contexte de la confrontation en faisant de la corruption une dimension importante du fonctionnement politique et en offrant à certaines organisations armées les moyens de renforcer leur potentiel militaire.

C'est en fait une autre période qui s'ouvre. Les guérillas portent le même nom, conservent souvent les mêmes leaders, continuent à exercer

leur emprise dans les zones de colonisation. Mais elles vont découvrir que la priorité est d'accroître leurs ressources financières, de prendre le contrôle de certains pôles de production économique et de se lier, si possible, avec les réseaux internationaux de trafics illégaux. En 1982, les FARC donnent le signal de la nouvelle époque en annonçant le doublement du nombre de leurs fronts et en adjoignant à leur sigle les deux lettres E.P. pour « Ejército Popular ». L'autodéfense et le « foquisme » sont relégués au rang de vieux souvenirs. Plus encore que la lutte armée, c'est la Colombie dans son ensemble qui entre dans une autre phase.

Notes

- 1 Cet article fait partie d'une série d'études en cours de rédaction sur les phénomènes actuels de violence en Colombie. Il ne traite pas de l'évolution des guérillas depuis 1980, thème qui est au centre des autres études. Il n'aborde pas non plus, sauf de manière allusive, le contexte social et politique des années 1960-1970, beaucoup plus longuement analysé ailleurs. Il ignore de même la question de l'imaginaire de la violence, depuis le XIX^e siècle sur lequel j'ai mis l'accent dans plusieurs publications. Je me permets de renvoyer sur plusieurs de ces points à un recueil récent de mes articles récents paru sous le titre *Guerra contra la Sociedad*, Bogota, Espasa Hoy, 2001.
- 2 Il semble bien que seule la fraude ait privé le général du succès. L'ancien « dictateur », porté au pouvoir en 1953 avec l'assentiment de presque toutes les élites, déposé ensuite en 1957 avec le même assentiment, a réussi à faire ensuite un *come back* en pratiquant un populisme conservateur qui lui a valu le soutien des classes populaires. L'élection de 1970 montre ainsi une polarisation sociale sans précédent.
- 3 Ce parti disparaîtra en 1967 quand Alfonso López Michelsen rejoindra le parti libéral et sera nommé ministre des Affaires étrangères.
- 4 Il est tué en 1963. Sa sœur, María Arango, sera une militante illustre du parti communiste, liée notamment aux luttes urbaines, qui sera assassinée en 1998.
- 5 Sur ces préludes de la radicalisation armée, cf. Les commentaires de A. Villarraga et N. Plazas (1994).
- 6 Certains, notent A. Villarraga et N. Plazas, se heurtent à l'évolution vers le banditisme de ce qui subsiste des anciennes guérillas. Les chefs du MOEC connaissent les mêmes mésaventures dans le Cauca et, dans l'Uraba, Federico Arango transportait 400 livres pour politiser les paysans (Villarraga et Plazas, 1994 : 15).
- 7 La guérilla de Rangel a exercé son activité dans la zone de Barrancabermeja et de Yacopi.
- 8 Gabino admet dans un témoignage l'influence de « la mentalité paysanniste » (*campesinista*), dans l'entourage de Fabio Vasquez (Medina Gallego, 1996 : 63).
- 9 Cf. les souvenirs de Medardo Correa Arboleda : « Les militants de l'ELN ne participaient pas à la délibération (...). L'axiomatique était agir, non pas penser (...). La révolution se convertit en un acte de foi, et la foi ne se discute pas, elle s'enseigne », *Correa Arboleda* 1997 : 57.
- 10 Julio Cesar Cortes et Victor Medina Borón seront fusillés après un jugement. Jaime Arenas, qui avait déserté pour éviter le même sort, sera abattu dans les rues de Bogota. Il avait eu le temps d'écrire un ouvrage *La guerrilla por dentro, Analisis del ELN colombiano*, Bogota, Tercer Mundo 1^{re} éd 1971, qui décrit comment le plus clair du temps de Fabio Vásquez était occupé par le jugement des « traîtres ».

- 11 Medardo Correa Arboleda évoque lui-même ce « fondamentalisme chrétien-marxiste » (Correa Arboleda, 1997 : 58). Selon lui, les désertions étaient dues à la démoralisation des combattants face à l'autoritarisme des chefs. Les exécutions pour « trahison » avaient une « connotation de pure souche chrétienne » dans la mesure où la contestation était assimilée à « la perte de la foi » (Correa Arboleda, 1997 : 43). Lui-même, qui proclame son christianisme, évoque les moments d'autocritique comme ceux de confession des péchés. À l'époque, écrit-il, régnait « l'engagement sacré de servir la révolution avec humilité, sans « pécher » contre elle ni en pensée ni en parole » (1997 : 54).
- 12 Ce n'est pas le seul ancien des guérillas libérales parmi les cadres. Un chef important de l'EPL, le commandant Jesus María Alzate, qui sera tué en 1973, avait participé aux bandes libérales qui, dans les zones du café, combattaient les parajos conservateurs.
- 13 *Asociación Nacional de Usuarios Campesinos*, créée en 1969 par le président Carlos Lleras Restrepo afin de relancer la réforme agraire et encadrer les paysans. L'Association s'émanche du pouvoir et se radicalise dès 1991.
- 14 En 1966, au moment où se créent les FARC, le X^e Congrès du Parti communiste réitère sa thèse de la « combinaison de toutes les formes de lutte » mais met en premier l'organisation du prolétariat et rappelle aussi la nécessité d'associer « la lutte des masses » à la lutte armée pour mettre en garde contre les « plans idéalistes » de passage à la lutte armée qui offrent la possibilité de « succès faciles à l'armée, à la police ou aux bandits à la solde des autorités et des latifundistes » (cf. les textes du Congrès dans *Por el Frente Patriótico de Liberación Nacional*, janvier 1966).
- 15 Dans les années 1970, 44 % des grèves affectant l'industrie viennent d'organisations affiliées à la CSTC. Dans le secteur public, 64 % des grèves viennent de syndicats indépendants des confédérations (Londono, 1986 : 121).
- 16 Annonces du genre : « Dépression, problèmes de mémoire : attendez le M.19 ».
- 17 Selon D. Villamizar, un des gérants était un cadre du M.19 et surtout celui-ci en a financé à certains moments la publication.
- 18 Là aussi, comme le note D. Villamizar, cela rejoint les actions des Montoneros contre la « Bureaucratie Syndicale » en Argentine.
- 19 C'est à cette occasion que le M.19 rend pour la première fois public le nom de l'un de ses responsables, Carlos Toledo Plata. Celui de Jaime Bateman ne sera connu que plus tard, lors de l'occupation de l'Ambassade dominicaine.
- 20 Jaime Bateman se rend à la fin de 1979 dans divers pays d'Amérique Centrale. En 1980, il se rend au Nicaragua et à Cuba où Fidel Castro propose d'aider à la formation militaire du M.19 (Villamizar, 1995 : 187).
- 21 De fait, depuis 1960 le recours à l'État de siège est presque chronique. Mais sa signification est très variable : elle va depuis la nécessité de surmonter les blocages législatifs (au départ du Front National, il faut une majorité des deux tiers pour faire passer une loi) et d'adopter ce qui ailleurs est considéré comme des « décrets-lois » jusqu'à la suspension des garanties normales (droit de grève ou de manifestation) et à des dispositifs judiciaires d'exception.
- 22 Turbay Ayala a la réputation d'avoir mené sa carrière politique longue de quarante ans grâce à sa maîtrise des ressorts clientélistes du parti libéral.

Bibliographie

- Arenas, Jaime, 1971, *La guerrilla por dentro, analisis del ELN colombiano*. Bogota, Tercer Mundo.
- Broderick, Walter J., 2000, *El guerrillero invisible*. Bogota, Intermedio.

- Correa Arboleda, Medardo, 1997, *Sueño Inconcluso. Mi vivencia en el ELN*. Bogota, Findesarrollo.
- Gonzalez Arias, José Jairo et Elsy Marulanda Alvarez, SD, *Historia de Frontera, Colonizacion y guerras en el Sumapaz*. Bogota, CINEP.
- Gonzalez Arias, José Jairo, 1992, *El Estigma de las Republicas Independientes 1955-1965*. Bogota, CINEP.
- Leongómez, Eduardo Pizarro, *Las FARC, 1949-1966, De la Autodefensa a la combinacion de todas las formas de lucha*. Bogota, Tercer Mundo Editores.
- Londono, Rocío, 1986, « Estructura y movimiento sindical en Colombia », dans Hernando Gomez B, Rocío Londono B. et Guillermo Perry, *Sindicalismo y Política en Colombia*. Bogota, FESCOL et CEREC.
- Medina Gallego, Carlos, 1996, *ELN : Una historia contada a dos voces. Entrevista con « el cura » Manuel Perez y Nicolas Rodriguez Bautista, « Gabino »*. Bogota, Rodriguez Quito editores.
- Pécaut, Daniel, 2001, *Guerra contra la Sociedad*. Bogota, Espasa Hoy.
- Ramírez Tobón, William, 1981, « La guerrilla rural en Colombia : una vía hacia la colonización armada », *Estudios Rurales*, 1V-2, mai-août.
- Villamizar, Dario 1995, *Aquel 19 será*. Bogota, Planeta.
- Villarraga, Alvaro S. et Nelson Plazas N., 1994, *Para reconstruir los Sueños*. Bogota, Fundacion Editorial para la Paz.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

La naissance des guérillas en Colombie se produit dans le contexte de la révolution cubaine et de la Tricontinentale. Mais la mémoire de *La Violencia* reste à tout moment présente. Avant tout rurales, les guérillas n'ont cependant qu'une faible emprise sur la société et sont militairement parlant un échec. La jeunesse urbaine en révolte contre les archaïsmes culturels se reconnaît bien d'avantage dans le discours populiste et nationaliste du M.19. Le seul véritable acquis de la lutte armée est qu'il est entendu une fois pour toutes au sein de la gauche que seuls ceux qui en revendiquent le projet peuvent être classés parmi les vrais progressistes.

El surgimiento de las guerrillas en Colombia se lleva a cabo en el contexto de la revolución cubana y de la Tricontinental. Sin embargo, el recuerdo de La Violencia sigue siempre vigente. Ubicadas sobre todo en el mundo rural, las guerrillas no logran jugar un papel importante en la sociedad. Al

nivel militar, son un fracaso. La juventud urbana, levantada contra los archaismos culturales, se identifica mejor con el discurso populista y nacionalista del M.19. El único logro de la lucha armada es que, en los círculos de la izquierda política, solo los que reivindican el proyecto revolucionario pueden ser clasificados como verdaderos progresistas.

The emergence of guerilla troops in Colombia occurs within the context of the Cuban and Tricontinental revolution. Yet the memory of *La Violencia* continues to remain present. The guerillas are above all rural and have, however, only a weak hold on society and are militarily a failure. Urban youth revolting against cultural archaïsmes identify more with the populist and nationalist speech of the M.19. The only true grain of armed battle is that once and for all it is heard by the left that only those who lay claim to the project can be considered the true progressists.

LA CARTOGRAPHIE, ÇA SERT AUSSI À FAIRE LA GUÉRILLA

REPRÉSENTATIONS STRATÉGIQUES DU TERRITOIRE NICARAGUAYEN (ANNÉES 1970-1980)

ALAIN MUSSET*

SI « LA GÉOGRAPHIE sert d'abord à faire la guerre », pour reprendre le titre du livre bien connu d'Yves Lacoste, son usage n'est pas réservé aux seuls cadres des armées officielles. En effet, malgré son apparence inoffensive, la carte d'état-major (dont le nom est à lui seul tout un programme) est un véritable instrument de combat, au même titre que le fusil-mitrailleur ou le char d'assaut. Puisque la connaissance du terrain est souvent la clef des grandes batailles, tous les belligérants ont besoin de représenter l'espace qui servira de cadre à leur action. Les longues années de guerre civile qui ont ensanglanté l'Amérique centrale, entre les années 1960 et le début des années 1990, n'ont pas failli à la tradition. Cependant, les seuls à avoir eu un accès direct à l'information cartographique étaient à l'époque les militaires. Souvent aidés par des experts nord-américains, qui fournissaient l'indispensable couverture photographique aérienne, ainsi que les techniques, les méthodes et les instruments destinés à l'élaboration des cartes, ils bénéficiaient d'un avantage certain sur leurs adversaires.

Pourtant, du côté de la guérilla, on ne resta pas inactif dans ce domaine. Privés de documents officiels, les combattants de l'ombre ont élaboré leurs propres représentations du territoire national, afin de préparer leurs attaques, de choisir leurs cibles ou tout simplement de retrouver leur chemin dans des zones qu'ils ne connaissaient pas. Ces brouillons sommaires, exécutés sur des supports fragiles, ont rarement survécu au baptême du

*EHESS, Paris

feu, au climat humide de la forêt, à la vie quotidienne des troupes en marche ou au retour à la paix civile. La guerre leur donnait un sens, la paix les rendait inutiles.

Lors d'un séjour réalisé au Nicaragua, au début des années 1990, dans le cadre de mon travail sur le déplacement des villes à l'époque coloniale, j'ai été accueilli par les chercheurs de l'Institut d'histoire (IHN), qui m'ont ouvert les portes de leur bibliothèque. En fouillant dans les archives de l'époque contemporaine, j'ai eu la surprise de découvrir divers plans, dessins et croquis élaborés à la fin des années 1970 par la guérilla sandiniste. La cartographie des guérilleros n'avait donc pas complètement disparu dans la tourmente révolutionnaire. Héritier de l'ancien Institut d'histoire sandiniste, l'IHN avait reçu en dotation des dizaines de manuscrits qui, sans son intervention, auraient été dispersés ou détruits. La collection était complétée par une autre série de cartes, tout aussi passionnantes, qui avaient été composées en 1980, quand les jeunes révolutionnaires, vainqueurs en 1979 des forces gouvernementales, avaient lancé leur grande croisade nationale d'alphabétisation pour éduquer les populations rurales oubliées par l'ancien régime.

Ce vaste ensemble, riche en informations sur les méthodes de combat des guérilleros, mais aussi sur leur perception de l'espace et sur la géographie nicaraguayenne des années de guerre, n'a pas encore été dépouillé ni analysé. Il s'agit pourtant d'un extraordinaire gisement pour tous ceux qui s'intéressent aux études géopolitiques en général, et à leur application en Amérique centrale en particulier. L'aspect qualitatif d'une telle étude ne doit pas être négligé, et les questions qui se posent pour comprendre à la fois les méthodes utilisées et les systèmes de représentation choisis par les guérilleros, sont nombreuses. On peut en effet se demander si les combattants disposaient d'une sémiologie graphique commune, ou bien si chaque groupe confectionnait de manière isolée son propre matériel en utilisant des symboles, des signes et des dessins qui lui étaient propres. La question de l'échelle utilisée pour représenter les territoires, essentielle pour les géographes comme peut l'être la chronologie pour les historiens, occupe ici une place centrale : Quelle était l'échelle la plus adaptée aux besoins de la guerre, si cette notion abstraite avait un sens pour des hommes et des femmes qui, en théorie, n'avaient pas de connaissances particulières dans ce domaine ?

Dans la même perspective, il apparaît nécessaire de voir jusqu'à quel point les indications topographiques, les détails architecturaux ou la distribution spatiale des différents objets portés sur la carte correspondent à la réalité du terrain. En cas de différences notables, il s'agit de savoir si celles-ci ont une signification autre que la simple maladresse du dessinateur.

En effet, la mise en valeur, l'omission ou la déformation de certains éléments peuvent être la conséquence d'une perception particulière de l'espace, liée aux connaissances pratiques et théoriques mais aussi à la culture des combattants sandinistes et de leurs héritiers, les membres de la croisade nationale d'alphabétisation. En ce sens, la carte n'est pas seulement un écho déformé du monde réel : elle est le reflet de son concepteur et, en fin de compte, l'image d'une société à un moment donné de son histoire.

LE GUÉRILLERO, LA CARTE ET LE TERRITOIRE

Au cours de mes différents séjours à Managua, j'ai recensé toutes les cartes de l'Institut d'histoire qui concernaient la fin des années 1970 et le début des années 1980, afin d'en dresser un inventaire complet et de voir quelle était la proportion du territoire national couverte par la cartographie sandiniste. On peut ainsi identifier les grandes zones d'action de la guérilla et les espaces où elle n'était pas présente, faute de combattants ou parce que ces régions ne présentaient pas d'intérêt stratégique. Dans ce domaine, il ne faut cependant pas faire d'erreur d'interprétation car l'Ihnca¹ n'est pas le dépositaire exclusif des cartes de la guérilla, dont une grande partie a été détruite ou dispersée au cours des actions de guerre, ou après la défaite de Somoza. Une autre partie est conservée dans des archives auxquelles je n'ai pas eu accès (au ministère de la Défense, par exemple).

Une dominante : les villes du littoral Pacifique

Au total, l'Ihnca possède dix-sept cartes utilisées par des guérilleros sandinistes entre 1978 et 1979. Elles couvrent essentiellement la façade Pacifique du pays, et plus particulièrement les centres urbains, ce qui correspond à une donnée démographique et économique de base. En effet, malgré de récentes tentatives pour mettre en valeur le versant Atlantique du pays, tardivement rattaché au territoire national, les départements situés sur le versant Pacifique concentrent l'essentiel de la population et des activités : sur 15 % de la superficie totale s'entassent près des deux tiers de la population. À l'aube du XXI^e siècle, le réseau urbain reste dominé par quatre villes situées à proximité des lacs de la dépression centrale : Managua (un million d'habitants sans compter les localités périphériques), León (124 000), Masaya (90 000) et Granada (72 000).

Sur ces dix-sept cartes, six concernent directement des quartiers de la capitale. Deux représentent le gros bourg de Tisma (CNI-0071 et PNI-0097), situé dans le département de Masaya. Deux autres, les villes de León (la ville et le Fortin, garnison de la Garde nationale) et de Masaya. Les autres localités concernées sont : Granada, Matagalpa, Nandasmo, Bonanza et Diria (figure n° 1). Dans cet ensemble, seules Matagalpa, Esteli et Bonanza appartiennent à un autre domaine géographique que le littoral Pacifique, celui de la *Cordillera dariense* pour les deux premières, et le piémont de la *Cordillera Isabelia* (versant Pacifique) pour la troisième. Sauf exception, ce sont les villes les plus importantes du pays, le plus souvent capitales de leur département (tableau I). Bien entendu, la prépondérance de ces croquis ne signifie pas que la lutte armée s'est limitée aux centres urbains : elle traduit seulement la nécessité, pour les guérilleros, d'établir des relevés précis afin de combattre dans un milieu souvent mal connu, étroitement contrôlé par les forces armées somozistes.

TABLEAU N° I : LA POPULATION DES VILLES CARTOGRAPHIÉES PAR LA GUÉRILLA

	1971	1995
Bonanza (RAAN)	Commune créée après 1971	4 500
Diria (Granada)	3 200	6 000
Esteli (cap.) ¹	20 000	72 000
Granada (cap.)	35 500	72 000
León (cap.)	55 000	124 000
Managua (cap. d'Etat)	400 000	900 000
Masaya (cap.)	31 000	90 000
Matagalpa (cap.)	21 000	60 000
Nandasmo (Masaya)	2 700	4 700
Tisma (Masaya)	1 600	3 600

¹ cap. : capitale de département.

Sur ces dix-sept cartes, quatre sont des documents officiels dérobés par la guérilla aux services de l'État. C'est le cas de Matagalpa, plan de ville au 1 : 8 000, où apparaissent des indications manuscrites au crayon rouge ou au crayon bleu (PNI-098). Des flèches signalent les points d'accès et les objectifs à attaquer. On trouve de même un plan de Masaya au 1 : 5 000 et un plan de la ville d'Esteli au 1 : 7 500, sans aucune surcharge, ainsi qu'une carte de Masaya réalisée à partir d'une photographie aérienne. Les sandinistes ont par ailleurs détourné un plan



FIGURE N°1 : LES ESPACES CARTOGRAPHIÉS PAR LA GUÉRILLA ET PAR LES BRIGADES DE SAUVETAGE HISTORIQUE.

touristique de la ville de Grenade (PNI-0095). Quant au plan de Bonanza, il avait été réalisé, dans le cadre de son travail de prospection, par un ingénieur d'une entreprise nord-américaine, la Neptune Mining Company. La présence de tels documents dans les archives de la guérilla montre que certains commandants avaient accès aux informations théoriquement réservées aux autorités somozistes. Il est cependant révélateur de constater que ces cartes et plans sont des documents de travail et d'urbanisme élaborés et utilisés à l'échelle locale. Je n'ai pas trouvé de carte d'état-major détournée par la guérilla, ce qui semblerait prouver que le contrôle de l'information cartographique était plus strict à l'échelle nationale qu'au niveau municipal.

Il faut ajouter à cet ensemble un certain nombre de documents de travail (croquis, figures, tableaux) qui, sans être des cartes à proprement parler, ont servi aux guérilleros sandinistes. Il s'agit par exemple d'une rapide description de l'intérieur de la Banque centrale de Managua (PNI-0078) ; des zones desservies par les émissions de Radio Sandino (PNI-0083) ; ou des plans d'un appareil récepteur TSH (CNI-0066). Deux dessins rudimentaires représentent des terrains qui appartenaient à la famille Somoza, l'un à Chico Pelón (CNI-0067), l'autre à San Rafael del Sur (CNI-0068).

Cartographie et cibles de guerre

L'espace étudié par les cartes de la guérilla est très variable (on le verra dans le cas de Tisma, qui propose une lecture emboîtée de la région, du bourg et de sa place centrale). L'échelle est le plus souvent celle de la ville ou du quartier, car les cartes sont conçues pour atteindre un objectif limité. On trouve ainsi des plans d'édifices publics ou de cibles privilégiés. C'est le cas, pour Managua, des laboratoires Solka, des installations du premier bataillon blindé ou de l'École d'entraînement de l'infanterie, située à côté de l'hôtel Intercontinental (PNI-0099). Il s'agit de plans à grande échelle (1 : 200) où, à côté des principales constructions, sont figurés de manière précise les voitures, les chars, les gardes, ainsi que tous les détails de la vie quotidienne. Les plans portent souvent des indications manuscrites qui explicitent les buts recherchés par les guérilleros : attaque d'une caserne ou d'un poste de la Garde nationale, élimination d'un somoziste, préparation d'un attentat...

On retrouve tous ces éléments dans le plan dessiné en 1979 pour préparer une attaque contre les membres de la Garde nationale à León (PNI-0079). Le document donne même les noms des membres du groupe d'assaut, avec leur position (avant-garde, arrière-garde, flanc droit, flanc gauche). Des petites figurines représentant un corps humain stylisé, barré d'une croix, semblent indiquer que l'opération avait pour but d'éliminer douze personnes. Sur la feuille de Nandasmo (PNI-0115), les buts de l'opération sont clairement indiqués : « tres patruyas pasan todos los dia – de 6 a 7 1/2 de la noche/El, objetivo, se aria los, sabado de 6 a : 7 Incluyendo/La, eliminacion de, un Paramilitar y una oreja y/Recuperacion de Arma donde Arsemio » (l'orthographe et la syntaxe originales ont été conservées). Au dos de la carte, on a porté le nom de trois ennemis de la révolution qu'il fallait liquider. Pour les identifier, un portrait sommaire était proposé aux membres du commando : le premier est un « blanquito gordito » (un petit gros de couleur blanche), le deuxième est un « pelón » (chauve), le troisième, un « chico visco, sombrero »² (un mec visqueux, à l'air sombre).

Le plan de l'édifice Viajes Aereo Cuadra, « lugar de trabajo de Luis Somoza A. » (PNI-0096), porte aussi des remarques non équivoques, qui montrent quelle était la cible choisie par les révolutionnaires du FSLN : « En este lugar trabaja Luis Somoza Abrego/Su hermano Leonel Ilega esporadicamente, se/adjunta lista de amigos de Leonel, q'son posi/bles lugares donde puede localizarse Leonel ». De la même manière, le croquis de Tisma codé CNI-0071 (1979), signale la présence des « ruinas

del commando GN » au nord-est de l'église, de l'autre côté de la rue principale. Les commentaires écrits au verso expliquent la présence de ces ruines, qui sont le résultat d'une attaque antérieure de la guérilla. Ils mettent en cause deux habitantes du village qui entretenaient des liens privilégiés avec les autorités locales : « [xxx], junto con su hermana que se fue del pueblo son las responsables de haber comunicado al comando GN Masaya de la quema del comando del pueblo, asi como de lista de nombres dados a la patrulla. Somocistas acérrimas por herencia ».

La légende qui accompagne la carte fait aussi le portrait d'un potentat local, qui a bâti sa fortune en servant fidèlement le régime des Somoza : « [xxx]. Otrora el hombre mas fuerte, « El cornelito tismeño », el que logro mayores prebendas y se aprovecho economicamente de todas las actividades del partido somocista, siendo incondicional protagonista de los fraudes electorales. Fue juez del pueblo, alcalde, tesoro, buscando siempre los puestos de mas jugosos ingresos ». Un autre partisan de la dictature est lui aussi mis à l'index, à cause de ses pratiques coupables (mais traditionnelles dans un système politique corrompu) : « [...] Ha tenido funciones de juez local. Peleando nuevamente el puesto a toda costa y por tal motivo anduvo recogiendo información sobre todos los participantes a la quema del comando. Padre de teniente caído en San Carlos ».

Toutes ces indications, avec leur caractère parfois outrancier, ne sont que le reflet d'une société déchirée par plusieurs décennies de dictature. Elles participaient à une rhétorique de la haine soigneusement étudiée pour entretenir le feu sacré des combattants. On notera cependant le caractère assez mesuré des accusations portées contre les somozistes, et l'humour ou l'ironie qui se dégage parfois de leurs portraits (*Somocistas acérrimas por herencia*, *El cornelito tismeño*), preuve que les auteurs des cartes et/ou des légendes n'étaient pas aveuglés par leur engagement politique. En revanche, le potentiel défensif de la garnison montre que le coup de main projeté n'était pas organisé contre des enfants de chœur : outre leurs vieux fusils Garands, hérités de la deuxième guerre mondiale et des plages du débarquement, les huit ou dix soldats installés à Tisma étaient équipés d'un redoutable fusil-mitrailleur. Heureusement, pour être gardes nationaux, ils n'en étaient pas moins des hommes, avec leurs faiblesses et leurs petits travers, ce qui les rendait plus vulnérables. On apprend ainsi que, toutes les fins de semaine, la moitié de l'effectif quittait le village, et que plusieurs gardes allaient fréquemment se désaltérer dans l'un des nombreux bars de la localité. Quant au commandant de la place, selon les auteurs du croquis, il adorait jouer au football sur la place, le dimanche après-midi. Cette indication est surprenante quand

on sait que le sport national du Nicaragua n'est pas le football mais le base-ball. Elle l'est d'autant plus que le filet représenté sur le dessin correspond visiblement à un jeu de volley. L'erreur vient probablement du commentateur, sans doute plus attiré par les joies du *home plate* que par celles du *corner* et du *penalty*.

L'ébauche d'une géographie urbaine

Certains des dessins élaborés par la guérilla ne se limitent pas à offrir des indications d'ordre stratégique et militaire. Les plus perfectionnés évoquent de manière précise les paysages traditionnels et l'organisation sociale et spatiale caractéristique des villes nicaraguayennes. C'est le cas du plan de Nandasmo, dont la qualité iconographique est assez médiocre, mais qui s'avère intéressant car, conscient de ses limites, son auteur a souligné d'une brève mention manuscrite les points forts de l'espace urbain : parc, église, école, maison du maire, télégraphe. En périphérie, quelques vagues traits de plume sont à leur tour explicités : ce sont des caféiers (*cafetales*). Plus loin, les commentaires montrent que l'on entre dans le monde rural : « Montaña y algunas casas, cafetales » (montagne et quelques maisons, caféiers). Pour des guérilleros qui devaient atteindre le lieu du combat sans se faire remarquer, puis s'en échapper le plus rapidement possible, il était indispensable d'identifier les principales routes de la région. C'est pourquoi les chemins qui sortent de Nandasmo sont clairement identifiés, afin d'éviter aux combattants de commettre des erreurs fatales : « hacia Masatepe » (vers Masatepe), « a Nandasmo », « cruce de camino » (carrefour), « hacia vista alegre », « carretera carrazo » (route pour Carrazo).

Le plan d'un quartier de León évoqué plus haut (PNI-0079), est lui aussi riche en indications non seulement sur l'organisation de l'espace urbain, mais encore sur l'architecture locale et sur la vie quotidienne des habitants. Comme dans le plan de Nandasmo, les édifices, les monuments ou les éléments d'urbanité qui comptent dans la ville sont accompagnés d'une courte légende : « escuela » (école), « casa del obrero » (maison de l'ouvrier), « iglesia » (église), « pila » (fontaine), « jardin », « arboles de marrones » (marronniers), « cementerio » (cimetière), « carretera » (route). La ville ne se conçoit que par les signes qu'elle donne d'elle-même. De l'église au cimetière, en passant par l'école, le jardin et la Maison de l'ouvrier, les guérilleros de l'armée sandiniste doivent parcourir un jeu de l'oie qui est une véritable synthèse du système social nicaraguayen. Comme le crayon et le papier ne lui permettent pas de représenter

la diversité et la complexité des paysages urbains, l'auteur du plan préfère signaler par écrit les particularités de chaque maison : « casa de caña » (maison de cannes), « casa adobe » (maison d'adobe), « rancho », « ladrillos » (briques), « tapia de bloque » (mur de parpaings). La médiocrité des matériaux de construction montre que les habitants du quartier n'appartiennent sans doute pas aux couches sociales les plus favorisées de l'agglomération. Certains détails sont à cet égard révélateurs. La mention « exc » pour « excusado », par exemple, montre que les W-C sont installés hors de la maison, dans le patio.

En ce qui concerne la représentation et l'interprétation des territoires urbains, l'un des documents les plus intéressants de l'Ihnca concerne le secteur de Waspan (PNI-0080). Il s'agit d'un document de grande taille (91,5 x 70,7 cm), qui figure un secteur périphérique de Managua situé à l'est de la ville, au sud de l'actuelle avenue Chamorro et de sa prolongation, *la carretera norte* (figure n° 2). Plusieurs indications manuscrites permettent de comprendre dans quelle intention la carte a été élaborée : il s'agissait sans aucun doute de préparer l'attaque des entrepôts du grand magasin appelé *Bodegas de Amacentro*, représentés au centre du document. On notera en outre que plusieurs maisons étaient occupées par des membres de la Garde nationale (GN), et que l'auteur du document a indiqué leur grade (*teniente GN*), pour mieux identifier les cibles potentielles des guérilleros.

Hormis ces indications de caractère stratégique, qui permettent de mieux comprendre comment étaient conçues les opérations de la guérilla, le plan de Waspan dresse un état des lieux de l'urbanisation de Managua à un moment donné de son histoire. En effet, à la fin des années 1970, tout ce secteur (aujourd'hui densément peuplé) était encore un espace périurbain en cours de consolidation. La légende établit clairement l'opposition entre, d'une part les « predios construidos » (parcelles bâties) et, d'autre part, les « campos montosos » (terrains vagues) : on est sur le front d'urbanisation de la capitale, là où alternent nouveaux lotissements et espaces ruraux. Certains éléments du milieu « naturel », qui jouent un rôle important dans la topographie locale, sont mentionnés : « monte » (colline), « cauce (agua) » (lit d'une rivière ou d'un ruisseau). Signe des temps et symbole des mutations de ce quartier périphérique, on note la présence d'une « Casa Modelo », maison témoin d'un lotissement dont les logements sont proposés à la vente.

Malgré son développement récent, le secteur de Waspan dispose déjà d'un certain nombre d'infrastructures rudimentaires qui sont au cœur de la société urbaine : une école primaire, une station essence (sur la *carretera*

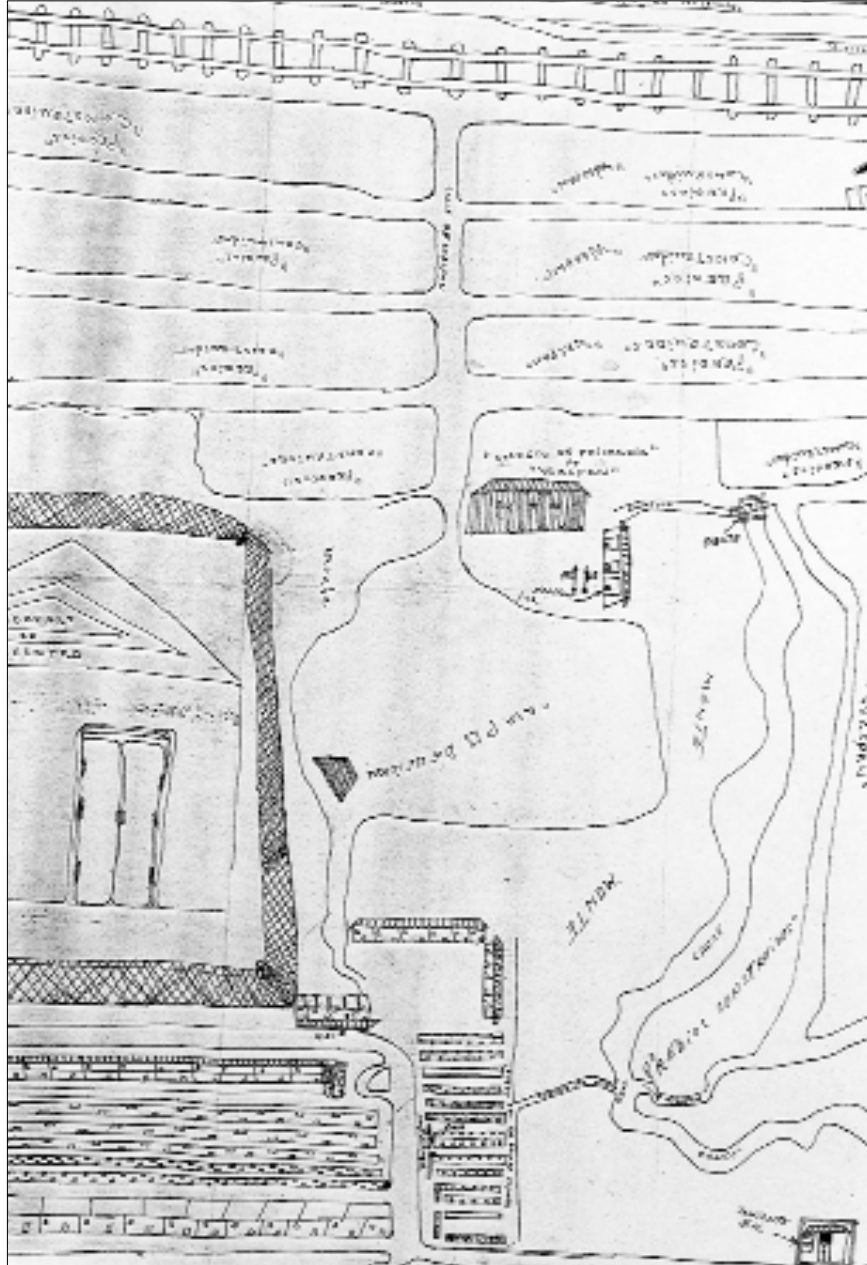


FIGURE N° 2 : PLAN DU SECTEUR DE WASPAN (PNI-0080).

norte), une épicerie (*venta* ou *pulperia*), et même un manège pour les enfants du lotissement. Les adolescents disposent quant à eux d'un immense terrain de base-ball (*beisbol*), et les adultes peuvent se distraire le

soir en allant au « dansy » (le dancing). L'ensemble est bien desservi par d'importantes voies de communication : la *carretera norte* (route à deux chaussées séparées qui se dirige vers l'aéroport) et la ligne de chemin-de-fer, dont la voie apparaît ici clairement surdimensionnée. Des chemins de desserte pénètrent à l'intérieur du quartier, mais les guérilleros ont noté soigneusement les obstacles qui pourraient ralentir ou entraver leur passage, comme les ponts ou les grillages (*maya* au lieu de *malla*). La densité des réseaux de transport en cet endroit s'explique parce que nous sommes à proximité d'une grande zone industrielle, où plusieurs entreprises d'importance nationale et internationale se sont installées : la Pepsi, Icadesa, Imusa (Industria Metalica SA : aluminium), Nimac (Nicaragua Machinery : importation de tracteurs et de machines agricoles), Hielera (fabrique de glace). Vingt ans plus tard, ce couloir manufacturier est devenu le lieu de concentration privilégié des usines d'assemblage attirées au Nicaragua par la politique libérale des gouvernements qui, depuis 1990 et la victoire de la droite aux élections présidentielles, ont pris la place des sandinistes à la tête de l'État.

Tisma, une carte gigogne

Certains membres de la guérilla sandiniste possédaient un véritable sens de l'illustration et de la représentation cartographique, qui dénote sans aucun doute un niveau d'instruction élevé. On peut le constater en examinant la carte manuscrite de Tisma, petit bourg situé entre la capitale et la ville de Granada, dans la région centrale de la plaine Pacifique. Cette carte est datée de 1979, année de la victoire sandiniste sur les troupes de Somoza, mais il semblerait qu'elle ait été dessinée en octobre 1977, au moment où les révolutionnaires ont tenté de s'emparer de Masaya pour couper la garde nationale de sa place-forte, Managua. L'insurrection a été noyée dans le sang par les troupes fidèles au dictateur, mais elle a joué un rôle essentiel dans l'évolution des stratégies militaires jusqu'alors appliquées par la guérilla. Dessinée sur ses deux faces, la feuille conservée à l'Ihnca est de grande dimension (72,5 sur 57,4 cm), ce qui rend difficile sa reproduction.

Sur le recto, deux espaces se chevauchent : celui de la région de Tisma (environ trente kilomètres d'est en ouest et une vingtaine du nord au sud), et celui de la place centrale, qui s'organise autour de l'église et du quartier général de la garde nationale (figure n° 3). Sur la carte régionale, orientée curieusement vers l'ouest (sans indication des points cardinaux), c'est toute l'organisation du territoire qui représentée, avec des indications topographiques, économiques et stratégiques. L'échelle choisie est proche

très précise avec celles de la cartographie officielle. J'ai ainsi pu retrouver tous les toponymes indiqués sur la carte sandiniste : ils étaient parfaitement localisés. De la même manière, les distances et les positions relatives de chaque point sont respectées et les distorsions spatiales restent minimales. On peut donc se demander si les sandinistes n'ont pas eu à leur disposition une carte d'état-major, théoriquement réservée aux seuls militaires, même s'ils ont été obligés de la reproduire manuellement pour préparer leur attaque.

Les indications portées sur le croquis et la forme qu'elles peuvent prendre (signes, symboles et commentaires manuscrits) sont révélatrices de sa fonction (il s'agit de faire la guerre), même si elles présentent par ailleurs un grand intérêt sur le plan historique et géographique. En effet, le but principal du cartographe semble avoir été de recenser toutes les voies d'accès au village de Tisma (pistes, routes, aérodromes). Les distances sont notées en kilomètres alors que, sur le verso, on ne trouve qu'une seule indication de ce type, formulée en « varas » (environ 0,90 cm). Les meilleurs axes de circulation ne sont identifiables ni par l'épaisseur du trait ni par l'usage d'une couleur particulière, mais grâce au dessin d'une petite voiture destinée à montrer que leur revêtement est d'assez bonne qualité pour permettre le passage des véhicules. De manière plus traditionnelle dans la sémiologie cartographique, les pistes d'atterrissage sont indiquées par le dessin d'un avion et d'une manche à air. La route du sud, qui rejoint Masaya en passant par le lieu-dit « La Montañita » est qualifiée de *mejor entrada* (meilleure entrée).

Curieusement cette carte ne présente aucune indication d'ordre topographique. Ni les reliefs (certes peu accentués dans cette région), ni les points d'eau (d'autant plus précieux qu'ils sont rares) ne sont figurés. De même, on ne trouve aucune information sur les surfaces cultivées ni sur les espaces boisés qui pourraient, en cas de besoin, servir de refuge aux combattants. Les vestiges de la forêt originelle sont ici peu importants car presque toutes les terres disponibles ont été mises en culture ou servent de pâturage au bétail. Pour ces raisons, la guérilla de la région de Masaya était avant tout une guérilla urbaine. En fait, l'attention des guérilleros se portait sur un autre type de renseignement. Comme la plupart des haciendas appartenait à de grandes familles, liées de près ou de loin au régime de Somoza, il s'agissait de les identifier (leur nom est indiqué sous celui de la propriété) pour mieux les combattre. En outre, le dessinateur avait pour tâche de répertorier les principaux soutiens de la dictature, en particulier les *jueces de mesta*, ces petits fonctionnaires ruraux qui étaient les yeux et les oreilles du gouvernement dans les campagnes.

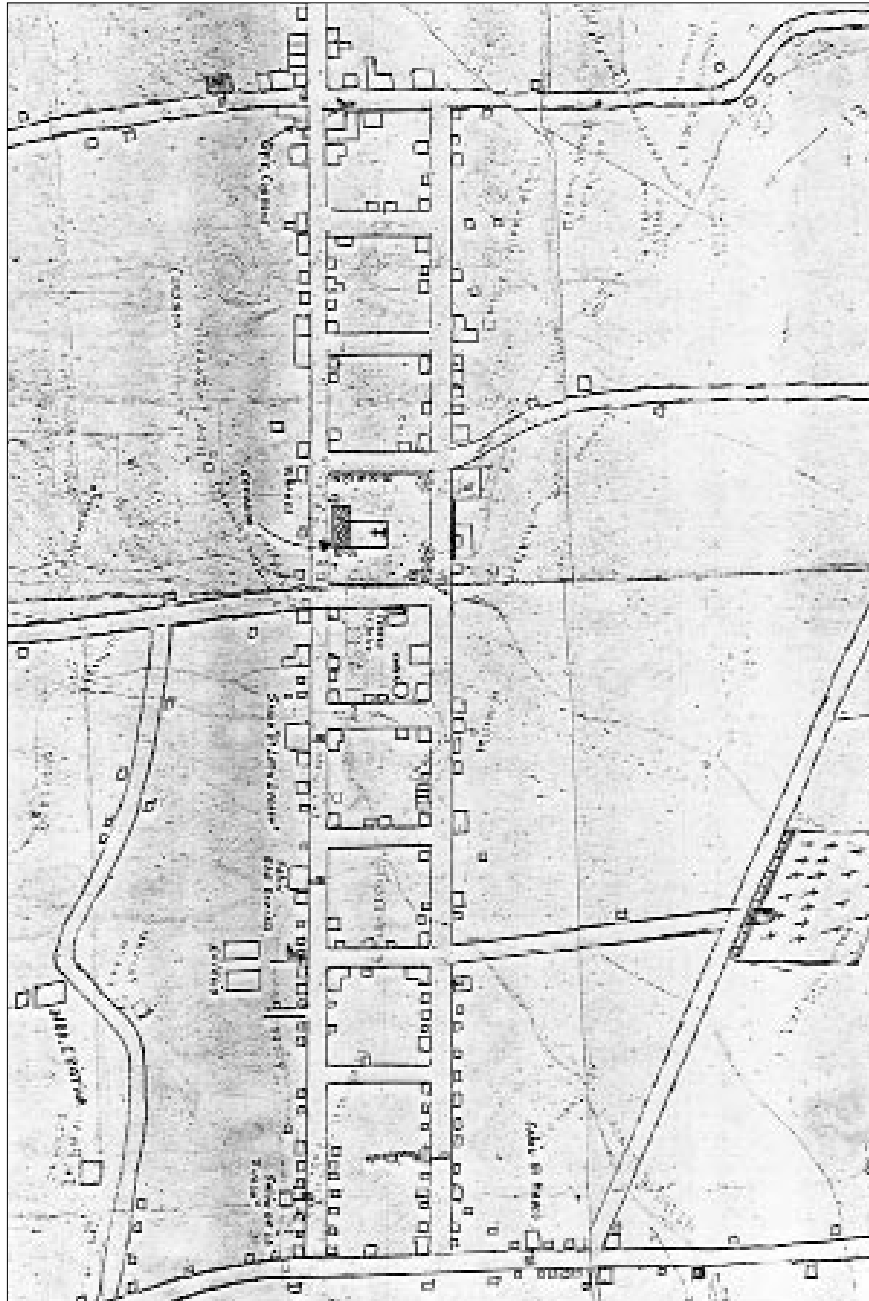


FIGURE N° 4 : PLAN DE TISMA (PNI-0097).

Deux d'entre eux sont ici repérés et l'on peut penser que le premier travail des guérilleros a été, au cours de leur offensive, de les éliminer.

À une autre échelle, le verso de la feuille montre l'ensemble des maisons de Tisma (figure n° 4). Elles sont alignées le long de deux voies parallèles reliées l'une à l'autre, à intervalle régulier, par huit rues perpendiculaires à l'axe principal. L'échelle choisie (proche du 1 : 3 000) permet d'étudier la structure de l'agglomération, formée de neuf *manzanas* (ilots) aux édifices non-jointifs et de quelques écarts éparpillés sur les chemins d'accès. Tout autour, on note la présence de plusieurs haciendas (Cristina, Berlín, El Rodal, San Fernando) qui dénotent le caractère rural de la zone cartographiée.

Les guérilleros ont soigneusement noté les éléments structurants de l'espace urbain, ceux qui avaient pour eux une signification particulière (culturelle, symbolique ou stratégique) et dont la localisation précise pouvait leur permettre de s'orienter. C'est ainsi que sont signalés la Poste, l'église, le collège, le dispensaire, le cimetière et la *gallera* (arène utilisée pour les combats de coqs). De la même manière, ils ont recensé tous les établissements susceptibles d'héberger provisoirement les soldats de la garde nationale : leur quartier général, bien sûr (le *comando*), mais aussi les bars (El Mango, la Zurda, Ramírez, El León Dorado), une salle de billards et deux maisons closes (*prostibulo*). Au cours de ces longues années de guerre civile, l'économie locale semble avoir été très dépendante de la garnison installée dans les locaux de la casa comunal... Sur le document qui nous intéresse, bars et bordels de Tisma sont marqués d'un petit drapeau dont on peut deviner le sens (cibles à frapper en priorité ? mais cette hypothèse demande à être vérifiée).

DE L'EPS À L'EPA

La victoire finale des sandinistes et la fuite d'Anastasio Somoza n'a pas mis un terme à l'élaboration, par de nouveaux acteurs du jeu révolutionnaire, de cartes manuelles ou « informelles », qui correspondaient à de nouveaux besoins et qui permettaient de continuer la lutte engagée contre la dictature. En passant provisoirement de l'EPS (armée populaire sandiniste) à l'EPA (armée populaire d'alphabétisation), les héritiers déclarés de Sandino ont tenté de démontrer que la politique pouvait être la continuation de la guerre par d'autres moyens, mais ils se sont heurtés à de nouvelles difficultés, en partie provoquées par l'opposition résolue des États-Unis à la mise en place de leur programme socio-économique.

En lançant une grande Croisade nationale d'alphabétisation, au lendemain de leur arrivée au pouvoir, les sandinistes poursuivaient plusieurs objectifs : renforcer leur légitimité populaire en montrant qu'ils s'intéressaient en priorité aux populations les plus déshéritées ; profiter de l'occasion pour diffuser dans les zones rurales un discours « socialiste » qui n'allait pas partout de soi ; utiliser les compétences des jeunes diplômés de la ville pour mener à bien leur projet ; faire rencontrer des urbains et des ruraux, et les unir sur le thème de la révolution, afin de renforcer le caractère national et fédérateur du sandinisme ; donner une leçon de réalisme social aux jeunes gens issus de la bonne bourgeoisie nicaraguayenne, enthousiasmés par la chute de Somoza, mais qui n'avait jamais pris conscience de la gravité des problèmes rencontrés par les communautés rurales.

Le projet avait aussi pour but de sauvegarder la mémoire des hauts-faits de la révolution, en enregistrant sur bande magnétique les récits de tous ceux qui avaient participé à la lutte contre Somoza. Au sein des équipes d'alphabétisation, on forma des groupes baptisés « brigades de sauvetage historique » (*brigadas de rescate historico*). Comme l'indiquait le manuel à l'usage des brigadistes, édité à cette occasion pour servir de guide et de modèle aux enquêtes de terrain : « l'un des objectifs de la croisade nationale d'alphabétisation est de préserver la mémoire de l'insurrection populaire sandiniste ». Chaque participant avait pour tâche de remplir un questionnaire très directif, divisé en quatre chapitres :

1. Identification (n° de l'entrevue, fiche individuelle,...)
2. Localisation (localité, quartier...)
3. Caractéristiques démographiques et socio-économiques de la localité,
4. Antécédents et développement de l'insurrection populaire (attitude des habitants pendant la guerre, relations avec les sandinistes...).

Les points trois et quatre regroupaient à eux seuls quarante-cinq questions différentes, que chaque enquêteur devait poser aux personnes interrogées. Cette enquête, quand elle a été menée à bien, est une source inestimable de renseignements sur l'économie, la société et la culture du Nicaragua au début des années 1980. Une étude systématique de l'ensemble des archives sonores conservées à l'Ihnca se révélerait riche en informations de première main sur la situation du pays à un moment clé de son histoire.

Deux mondes se rencontrent

Les grandes manœuvres liées à la Croisade nationale d'alphabétisation commencèrent le 2 avril 1980. Un Institut d'études sandinistes (ancêtre de l'Ihnca) fut fondé à cette occasion, en collaboration avec le

Ministère de l'éducation. Dans un premier temps, cent cinquante jeunes furent recrutés. Portés par l'enthousiasme de la victoire, désireux de montrer leur valeur et de sacrifier leur confort matériel sur l'autel de la Révolution, ils réclamèrent tous d'être affectés dans les zones les plus difficiles. Pour répondre à leur attente sans faire de jaloux, les postes furent donc attribués par tirage au sort. Au total, 214 professeurs et étudiants ont participé à l'action des différentes brigades. Chaque participant était lâché dans la nature, mais il restait sous le contrôle d'un chef d'escadron, à qui il devait rendre compte de ses activités quotidiennes et des progrès de sa mission. Dans cette perspective, l'heureux élu s'engageait à rédiger un journal de bord, destiné à être remis à ses chefs immédiats à la fin de son séjour.

Même si leur intérêt est souvent très inégal, ces carnets gardent le souvenir d'une période particulièrement faste de l'histoire nicaraguayenne. L'Ihnca en a conservé une soixantaine. Ils montrent à la fois la ferveur d'une jeunesse prête à se dévouer pour la Cause, mais aussi les difficultés rencontrées par de jeunes citoyens pour se faire accepter dans un monde dont ils ignoraient les codes, les rites, les traditions. Quelques semaines passées au fin fond de la montagne ou de la forêt suffirent souvent pour que viennent les premiers doutes (problèmes d'impréparation, accueil parfois mitigé des populations locales), puis les premières désillusions (hostilité des paysans, affrontements avec les hommes de la *Contra*). Dès le 9 avril 1980, José de la Cruz Baca notait ainsi dans son journal que ses compagnons de la région d'Achuapa, petite ville située aux confins du domaine réellement contrôlé par le pouvoir central de Managua, à la frontière entre les départements de León et d'Esteli, avaient rencontré des contre-révolutionnaires. Il parle d'attaques et même de viols commis contre les jeunes étudiantes chargées de l'alphabétisation des paysans du district.

Les jeunes gens étaient logés chez l'habitant, dans des conditions parfois difficiles. Le choc culturel a été immense pour ces étudiants, venus de la capitale ou des principales villes du pays, qui devaient affronter des difficultés inattendues. Comme l'écrivait María de la Cruz Silva, installée dans l'hacienda el Naranjo (département de Rivas), le 9 avril 1980, quelques jours après son arrivée : « Los campesinos de este sector, y supongo que los de todo nuestro país, por las condiciones de pobreza y hambre que han vivido, comen cualquier cosa » (IHN-0040). Le problème, c'est qu'elle devait partager leurs repas... Quant à Susana Bojorge Mayorga, envoyée à El Ostional (village de la Côte Pacifique situé à proximité de la frontière costariçienne), elle doit se rendre à l'hacienda El Manzanillo en barque, moyen de locomotion qu'elle emprunte pour la première fois de

sa vie. Là, elle est obligée de dormir dans un hamac, car sa famille d'accueil ne dispose pas d'un lit véritable (IHN-0044). Deux mois après son arrivée dans les lieux, elle n'est pas encore habituée aux charmes de la vie rurale. Elle note ainsi dans son cahier, à la date du 11 juin 1980 : « Este día no fue divertido. Comenzo que las gallinas se metieron al cuarto donde duermo y me ensuciaron toda la ropa de cama. Tuve que lavarlo ». De la même manière, José Jaime Corea, installé à Morillo, dans le département du Río San Juan, signale qu'il a été obligé d'apprendre à pêcher, à laver son linge et à faire la cuisine, activités qu'il n'avait pas l'habitude d'exercer chez lui. Convié par sa famille d'accueil à moudre le maïs avec les moyens du bord, il sort épuisé de l'expérience, les mains en sang, les muscles des bras tétanisés (IHN-0050).

De fait, la vie quotidienne dans les campagnes nicaraguayennes est partout difficile : à El Wailo (région d'Achuapa), José de la Cruz Baca dort peu car il y a un tuberculeux couché dans la pièce à côté, qui tousse toutes les nuits. En outre, il doit aller puiser l'eau du puits pour se laver chaque matin, ce qui n'est pas une tâche agréable quand on est habitué à tourner un robinet pour obtenir le précieux liquide. De même, le jeune brigadiste est effaré de voir comment conduisent les chauffeurs de camions qui assurent une grande partie du transport des voyageurs, dans ces zones où la voiture est un objet rare et où les transports publics restent peu développés, pour ne pas dire inexistant : « Llegamos al Sauce con vida por milagros ya que la irresponsabilidad del chofer de la Psicola a quien esta compañía le dio un arma para matar como es el camion que maneja, por nada la usa contra nosotros, pues este sujeto maneja a 100 y 120 kms x hora, en camino como el de Sauce Achuapa » (IHN-0019, 8-7-1980).

Cependant, malgré les difficultés, des amitiés profondes se nouent entre les membres des brigades d'alphabétisation et leurs familles d'accueil. Passé quelques semaines, José de la Cruz Baca commence à apprécier les habitants de la région d'Achuapa. Le 28 juillet 1980, c'est la fête au village. De manière sans doute naïve, le jeune homme avoue à la fois son manque de connaissance des us et coutumes des paysans, mais aussi son attachement à la population locale, même s'il conserve pour la décrire le vocabulaire d'un entomologiste découvrant le fonctionnement d'une ruche ou d'une termitière : « Me fijé como es una fiesta en el campo, analise profundamente el modo de bailar de esta gente, la humildad y su inmensa alegría entre medio de este ambiente y tambien me di cuenta que no basta un buen local, licores de los finos y manteles sumamente caros para tener una gran felicidad ».

Tous les brigadistes notent dans leurs cahiers qu'ils ont noué de véritables liens affectifs avec leurs hôtes – mais on peut se demander quelle est la part du discours convenu dans ces textes susceptibles d'être lus par les délégués sandinistes. Ils paraissent néanmoins sincères, notamment quand José de la Cruz Baca, à la fin de son séjour, parle de sa famille adoptive : « De mis padres yo quisiera escribir una historia, pues esta mi familia es demasiada buena gente y estoy orgulloso de estar entre ellos » (17-8-80). Ce n'est pas sans émotion qu'arrive le moment de la séparation, une fois terminée la tâche d'alphabétisation et de recueil des témoignages historiques : « Por fin y gracias a Dios estoy en Managua, sano y salvo. Hoy sali de madrugada con destino a León y Managua. La alegría se combino con llanto y tristeza tanto mia como la mi gente a la que tanto estimo por lo bien que me trataron y el calor familiar que en todo momento senti » (21-8-80).

L'apprentissage d'une géographie mal connue

Ces jeunes citadins transplantés dans ce qu'on pourrait appeler le « rural profond » ont du mal à se familiariser avec leur nouveau milieu de vie. Ils découvrent avec étonnement la diversité et la complexité (géographique, sociale, culturelle, économique) de leur propre pays. Cette découverte empirique de la géographie locale ne se fait pas sans souffrances physiques, morales ou psychologiques. Quant aux autorités chargées d'organiser la Croisade d'alphabétisation, elles ont en général mal évalué les problèmes posés par le relief ou le climat de certaines régions, ainsi que par la faiblesse générale des infrastructures de transport. L'impréparation des uns et la maladresse des autres font que la prise de contact se révèle souvent délicate pour les nouveaux arrivés.

Expédié à Achuapa, dans une zone rurale montagneuse isolée, José de la Cruz Baca ne pouvait que regretter les erreurs commises par les « camarades techniciens » de la brigade : ils ont élaboré son programme d'alphabétisation sans tenir compte du temps nécessaire pour franchir des distances qui semblent courtes sur une carte, mais que des chemins épouvantables rendent beaucoup plus longues. Le 21 avril, il note à ce sujet que, pour se rendre au lieu-dit El Waylo (El Guaylo), il a souffert mille maux : « para estar en este lugar, pasé mis aventuras, una de las cuales me dejo como resultado varias ampoyas y un dedo retorcido por lo especial que es este camino. Además que me perdí en esta montaña, pues aquí la gente te dice siga la trocha y allí va recto, el problema es cuando se presentan los gauchos de camino y los portones allí que de plano hay que ponerse las pilas ». En fait, dans ces parages accidentés, il fallait six

heures pour accomplir les quinze ou vingt kilomètres qui séparent El Waylo d'Achuapa.

Le journal de José de la Cruz Baca fourmille à cet égard d'annotations qui permettent d'évaluer la mauvaise qualité des chemins et de comprendre les difficultés de communication entre les différents villages, hameaux et fermes isolées : « Sali rumbo a San Nicolas, lugar a 2 1/2 horas de camino de Achuapa a paso lento. En realidad, que le trueno este camino por la trepeda y lo lodos del camino » (16-5-80). À une autre occasion, le jeune brigadiste relate comment il est allé voir Fidel Castro en visite à León, ce qui lui permet d'évoquer les difficultés rencontrées pour revenir à Achuapa, en pleine saison des pluies : la camionnette glissait dans la boue et manquait de se renverser à chaque virage. Des ponts étroits, sans garde-fou, enjambaient des torrents furieux, et tous les passagers craignaient de voir leur véhicule disparaître au fond d'un ravin (27-7-80).

Par manque de moyens de transport, c'est donc à pied que les volontaires du programme d'alphabétisation et de sauvetage historique ont fait leur apprentissage de la géographie nicaraguayenne : « lo mas relevante de este dia ha sido la partida al SAUCE, la que tuvimos que hacer a pies porque no habia transporte y nos sirvio para conocer toda la serrania comprendida entre Achuapa y el Sauce. Son muy difcil de escalar estos cerros ya que hay pasadas en las que solamente una persona puede pasar por el principio » (4-4-1980). Le problème, c'est qu'ils ne disposaient pas du matériel adapté pour marcher de longues heures dans la montagne : « Entre los problemas que se nos aflige a todos son los zapatos, pues, nos venimos con un tipo del que no es adecuado para esta zona y estan hechos añicos » (5-4-1980).

De leur côté, les participants envoyés sur la côte Caraïbe du pays découvrent que le climat de la région est complètement différent de celui qui règne sur le littoral Pacifique. Ils se plaignent de la chaleur, de l'humidité et des myriades de moustiques qui, de jour comme de nuit, leur infligent de douloureuses piqûres et les rendent malades (IHN-0050, f. 3-4). Pour se déplacer, ils doivent emprunter des barques ou des pirogues, dont ils ne maîtrisent pas le comportement capricieux, ce qui leur vaut de nombreux bains forcés. Pour aller d'une ferme à l'autre, le cheval est encore le moyen de transport le plus commode, à condition de savoir le guider. Les plus audacieux se voient contraints de traverser à la nage des rivières tumultueuses, agrippés à la crinière de leur monture.

Dans ce contexte incertain, où l'on hésitait encore entre la guerre et la paix, une vision géographique, mais aussi stratégique, se développe parfois chez les brigadistes. José de la Cruz Baca signale par exemple que

le relief tourmenté de la région, composée d'une succession de massifs abrupts, de plateaux déchiquetés, de ravins et de pentes boisées, la rend particulièrement propice à la guérilla. À une autre échelle, d'autres se rendent compte que la notion de territoire national est une fiction dans un pays où, pour des raisons culturelles, historiques et politiques, les deux façades maritimes se tournent le dos depuis plusieurs siècles. Dans la zone de Morillo, sur les bords du río San Juan, les autochtones se méfient des jeunes sandinistes. On les soupçonne de vouloir imposer la langue, les mœurs et les lois des « Espagnols » installés sur la côte Pacifique, et qui ont toujours méprisé les Miskitos. À plusieurs reprises, José Jaime Corea note la mauvaise volonté des autorités locales qui, après avoir entretenu des relations courtoises avec l'ancien régime, ne veulent pas se compromettre avec des représentants du pouvoir sandiniste. Il s'attriste de voir que même les paysans les plus pauvres ne partagent pas son idéal révolutionnaire. À l'occasion d'un voyage à San Juan del Norte, il remarque à quel point les deux populations sont différentes : « lo que me llamó fue la forma que comen los negros aceite de coco. El baile es diferente al nuestro. Las comidas tienen diferentes nombres » (IHN-0050, f. 30). En fait, il apparaît clairement que les habitants de la région du Rio San Juan entretiennent plus de relations avec le Costa Rica voisin qu'avec le reste du pays : « el problema es el transporte, por tanto toda la producción la exportan hacia Costa Rica. Otra cosa observe que la asistencia en salud la reciben de un pueblo de Costa Rica, Barra Colorada. La educación lo mismo, especialmente en la Boca de Sarafiqui. También la mercadería en su mayor parte es tica » (*ibidem*). À l'usage, et malgré le discours volontariste des autorités sandinistes, la coupure géographique et culturelle entre les deux versants du pays est une évidence qui finit par s'imposer aux yeux des révolutionnaires les plus enthousiastes.

LA CARTOGRAPHIE DES BRIGADISTES

Afin de se repérer dans ces territoires mal connus, les jeunes brigadistes, sur les conseils de leur encadrement, ont composé des cartes schématiques représentant leur terrain d'action. Il s'agissait pour eux de se repérer, de retrouver leur chemin, mais aussi d'identifier les maisons des personnes à interroger. Comme l'écrivait José Jaime Corea dans son journal : « realicé un mapa de la comarca para ubicar a los compañeros que lleguen a dicha comarca y para orientar mejor a los compañeros campesinos » (IHN-0050, f. 10). Dignes héritiers des combattants de la révolution, ils devaient préparer soigneusement leur offensive contre

l'analphabétisme. Le magnétophone et le crayon remplaçaient le fusil, mais il s'agissait toujours du même combat. Pour reprendre les termes d'un des membres de la Croisade, Alfredo Lobato, aujourd'hui professeur d'histoire à l'Université nationale autonome du Nicaragua (Unan), ces cartes étaient aussi conçues pour tenter de donner une vision concrète du lieu de travail des brigadistes. Elles étaient ensuite transmises au chef d'*escuadra*. Leur caractère rudimentaire, les erreurs et les approximations dont elles sont truffées s'expliquent parce qu'il s'agissait d'un travail empirique, réalisé le plus souvent « à vue de nez » par des jeunes gens inexpérimentés. Pour récolter des informations, chaque étudiant parcourait le terrain avec un informateur, le plus souvent un des chefs de la communauté rurale (*líderes comunales*), qui lui montrait ce qui lui paraissait le plus important.

Les cartes de la Croisade d'alphabétisation conservées à l'Ihnca couvrent plusieurs échelles. Certaines concernent une région (Achuapa, Concepción, région Rama, région de Boaco...) ; d'autres tentent de s'adapter aux limites administratives existantes (municipe de Nagarote, municpe de Santa Teresa, département du rio San Juan) ; on trouve aussi des plans de ville (Posoltega, El Ostional, Sapoa...). Au total, j'ai répertorié trente-quatre cartes, qui couvrent une grande partie du territoire national (figure n°1). Contrairement aux documents élaborés par la guérilla, plusieurs documents concernent le centre et l'est du pays, c'est-à-dire la côte Atlantique (zone de la Mosquitia). Cette pénétration des membres de la Croisade d'alphabétisation dans des zones jusqu'alors isolées s'explique par la volonté des sandinistes d'intégrer au reste de la Nation les populations de la côte du Golfe. En revanche, le nord et le nord-est du pays, le long de la frontière avec le Honduras, n'est pas couvert. Ce n'est sans doute pas un hasard quand on sait que ces espaces, peu peuplés, ont très tôt servi de base aux groupes armés de la Contra.

Un plan de ville : Posoltega

Parmi les cartes les plus représentatives de cette période, on peut retenir celles qui ont été composées par Alfredo Lobato à Posoltega et Chinandega, ainsi que la carte d'Achuapa réalisée par José de la Cruz Baca. La carte de Posoltega est un plan de ville sommaire, confectionné en un seul jour avec l'aide des chefs de la communauté, sans utiliser aucun outil cartographique (figure n° 5). Les systèmes de représentation et la sémiologie graphique mise en œuvre par Lobato sont très rudimentaires, mais l'ensemble fonctionne comme un tout cohérent. En localisant sur la carte tous les éléments qui lui permettaient de comprendre l'organisation

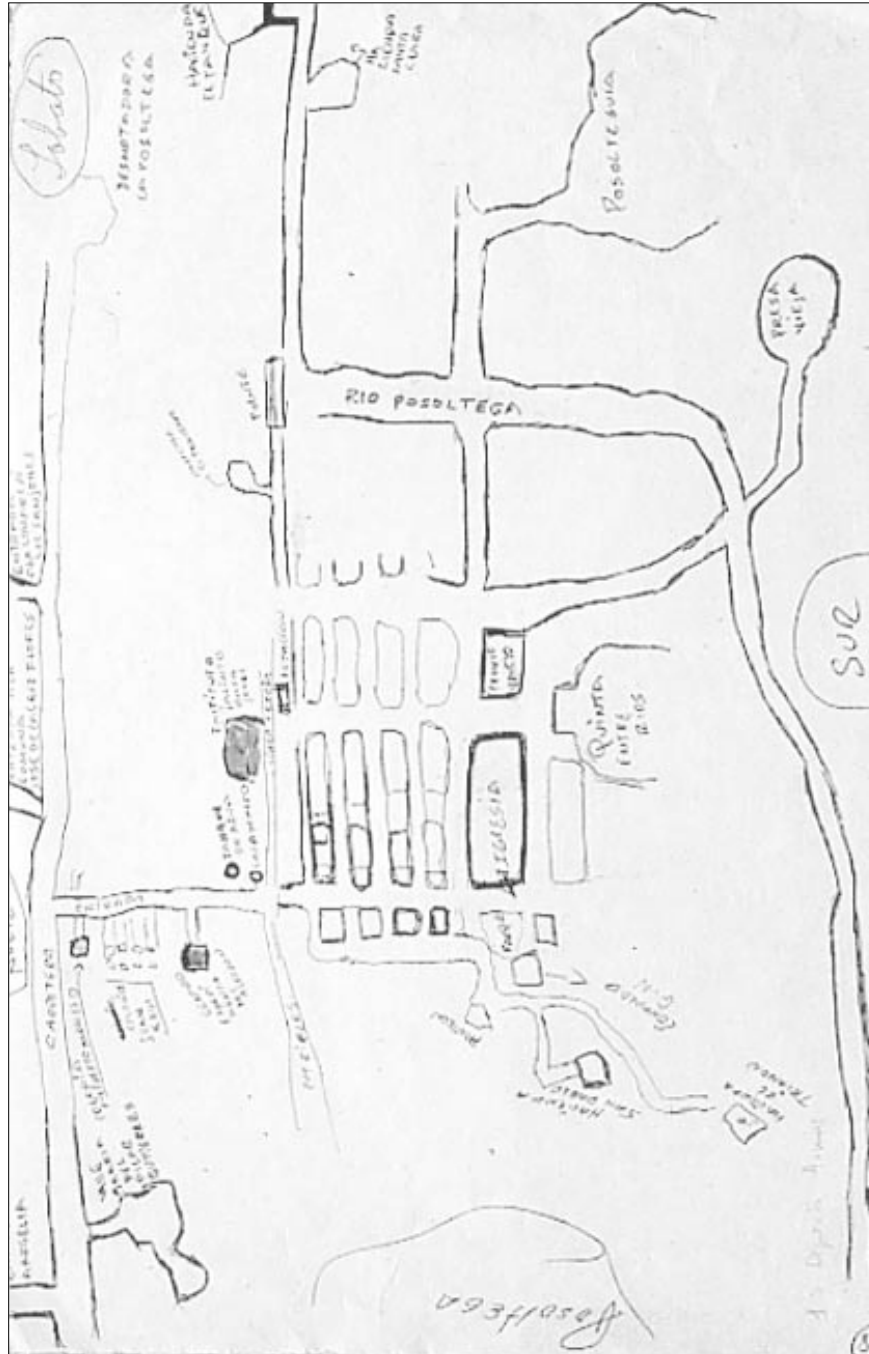


FIGURE N° 5 : PLAN DE POSOLTEGA (CNI-0042).

sociale et spatiale de ce petit bourg du département de Chinandega (1 100 habitants en 1971, 4 200 en 1995), il a mis en évidence ce qui paraissait essentiel aux yeux de ses interlocuteurs.

Parmi ces points, on notera d'emblée le tracé des rues, qui correspond à un plan en damier classique, ainsi que la présence des principaux symboles de la vie urbaine traditionnelle : l'église (disproportionnée par rapport au reste de l'agglomération), le parc qui lui fait face (lieu central de sociabilité et d'urbanité), le cimetière (*panteon*). Les indications architecturales sont rares, mais une brève légende permet d'évoquer les paysages urbains, puisque Lobato a estimé nécessaire de signaler la seule construction à deux étages (*casa de alto*) de l'agglomération. L'espace périphérique s'organise en fonction des activités agricoles qui fournissent du travail aux habitants de Posoltega. Les grandes exploitations sont représentées (Quinta entre rios, haciendas San Pablo, El Trianon, El Porvenir, El Tanque, Santa Clara), cependant, rien ne permet d'identifier le type de culture pratiqué dans cette zone, alors que nous sommes dans une grande région de plantations de canne à sucre et de bananiers. En revanche, les voies de communication sont parfaitement représentées. Au nord, la route principale (*carretera*) relie Posoltega à León (sud-est) et à Chinandega (nord-ouest). Vers le nord, plusieurs embranchements conduisent vers les zones qui ont été détruites en 1998 par le cyclone Mitch (*entrada a Argelia, entrada a la comuna José de la Cruz Flores, entrada a la comarca Los Sanjones*). Une importance particulière est accordée à la ligne de chemin de fer, dont le tracé s'accompagne de commentaires manuscrits « los rieles », « linea ferrea », « estación ». La voie a été emportée en 1982 par un cyclone et, depuis, n'a jamais été remise en service.

La carte dessinée par Lobato est avant tout politique. C'est pourquoi la topographie n'est pas mise en valeur, outre le fait que le relief est ici peu accentué (nous sommes sur la plaine littorale du Pacifique). Seul le cours du río Posoltega est tracé, car ce petit fleuve côtier est un élément essentiel de la géographie locale, comme l'indique le pont du chemin de fer et la présence d'un réservoir (*presa vieja*), qu'il faut sans doute mettre en relation avec la vocation agricole de la région. Sur la carte au 1 : 50 000 de la zone, on voit que les espaces cultivés sont sillonnés de canaux et parsemés de nombreux bassins. Si l'échelle manque, l'orientation est néanmoins présente : « norte » (vers le volcan), « sur » (vers l'océan). Malgré ces approximations géographiques, la carte montre comment la région de Posoltega, largement acquise aux idées du mouvement sandiniste, a évolué entre 1979 et 1980. Face à l'église, le local de la Garde nationale (comando G.N.) est toujours présent, même s'il est désormais occupé par les soldats de l'EPS. En face de la gare apparaît l'institut

Jacinto Baca Jeres, dont le nom évoque l'un des héros de la révolution. De la même manière, Lobato a figuré le « centro experimental del algodón » (CEA), établissement de pointe dans la recherche agro-industrielle et fer de lance du projet sandiniste de modernisation de l'agriculture.

Un plan de zone : Chichigalpa

La carte de Chichigalpa porte le nom de la troisième agglomération du département de Chinandega (15 000 habitants en 1971, 29 000 en 1995), mais ce n'est pas à proprement parler un plan de ville : il s'agit d'un plan de zone couvrant tout le territoire de l'*ingenio* San Antonio, immense installation sucrière installée au sud du chef-lieu (figure n° 6). L'intérêt du document est de montrer comment, au début de la décennie sandiniste, s'organise un grand complexe agro-industriel, mais aussi de mettre en valeur les structures sociales sociales qui en découlent. En effet, la part de la population rurale dans le municipe de Chichigalpa reflète l'importance des activités agricoles : 36,3 % en 1971, et encore 31,2 % en 1995.

Le plan dessiné par Lobato se situe à cheval sur deux cartes au 1 : 50 000 (Chinandega et Corinto) et couvre un espace d'environ 100 km². Il est orienté (*norte, sur*), mais on ne trouve aucune indication d'échelle. Or, plus on s'éloigne de Chichigalpa, plus les localisations deviennent approximatives, preuve que la reconnaissance du terrain s'est faite de manière très empirique. Ces déformations sont sans aucun doute en partie liées à des contraintes matérielles : en respectant les distances initiales, il aurait fallu une feuille beaucoup plus grande pour situer correctement les *colonias* situées le plus au sud (El Polvon, Santa Isabel, Santa Teresa). Afin de tout faire rentrer dans le cadre étroit de sa feuille (30,4 x 21,5 cm), Lobato a donc été contraint de réduire les intervalles dans cette partie de la carte. D'autres erreurs sont moins facilement explicables car elles ne semblent pas liées à des distances mal calculées, mais plutôt à des problèmes d'orientation (San Luis, Amalia, El Carmen). On notera cependant que le centre névralgique de l'*ingenio* est dessiné à plus grande échelle, afin de mettre en valeur les installations qui intéressent plus particulièrement le jeune brigadiste.

En effet, comme pour Posoltega, la carte révèle les éléments essentiels de l'organisation sociale et spatiale de la zone étudiée. En premier lieu apparaissent les voies de communication et les infrastructures de transport : routes principales, voies de desserte locale, aérodrome (*aterrizaje*). Les points forts de l'organisation sociale et politique sont soulignés (*comando, casa sandinista, sindicato, hospital, escuela, estadio*), tout comme les bâtiments liés à

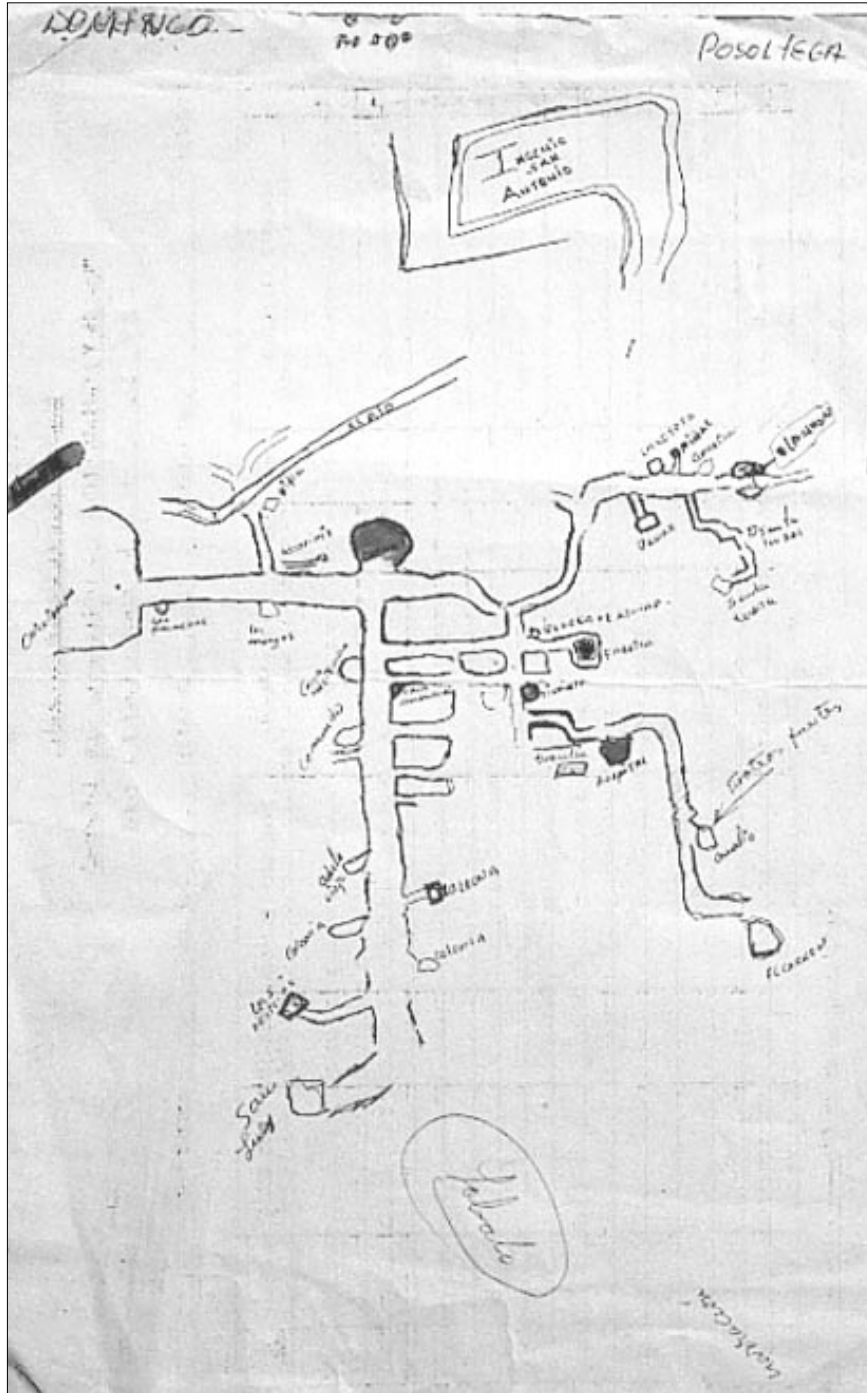


FIGURE N° 6 : PLAN DE CHICHIGALPA (CNI-060).

l'industrie sucrière (*bodega de azucar, fabrica*). Tout autour de cet espace consacré à la production et à la sociabilité, se distribuent les lieux de résidence des employés et des ouvriers agricoles, les *colonias*. À la hauteur de la *colonia Amalia*, l'indication « *tiroteos fuertes* » prouve que la guerre avait laissé des marques indélébiles sur les maisons de la communauté.

Encore une fois, les éléments du relief sont inexistant, mis à part le tracé d'un cours d'eau (*el rio*), qui est peut-être le rio Carbonara. Le contexte géographique explique là encore ce défaut d'information, puisque l'*ingenio* est situé dans une plaine côtière peu accidentée qui s'incline légèrement du nord au sud, pour rejoindre une zone basse amphibie où domine la mangrove. Les altitudes moyennes ne dépassent pas une vingtaine de mètres, même si on atteint soixante-dix mètres à Chichigalpa. Certes, comme on l'a vu plus haut, la géographie physique n'était pas le point fort de Lobato (ni celle des autres membres de la Croisade nationale d'alphabétisation). On peut cependant s'étonner de voir que des éléments importants de l'aménagement du territoire régional ne sont pas figurés. C'est notamment le cas de la ligne de chemin de fer reliant Chinandega à Puerto Esparta, en passant par San Antonio. De même, aucune indication ne permet de repérer les nombreux canaux d'irrigation qui, dans un espace consacré à la culture de la canne à sucre, forment un réseau particulièrement dense.

Ces oublis ou ces maladresses apparentes s'expliquent par la nature même du document. En effet, la cartographie militante des brigadistes ne prétendait pas représenter des paysages urbains (ou ruraux), ni établir des relevés topographiques précis, ni dresser un tableau économique en règle de la région visitée. Il s'agissait pour leurs auteurs de localiser « mentalement » les maisons des personnes interrogées dans le cadre de leur campagne de *rescate histórico*. Plus que des cartes, leurs croquis étaient donc, avant tout, des aides-mémoires dont le contenu spatial passait le plus souvent au second plan.

Une carte régionale : Achuapa

Dans cette perspective, la carte régionale d'Achuapa est particulièrement intéressante car elle couvre un vaste espace montagneux où, *a priori*, le relief joue un rôle essentiel dans la mise en valeur et l'organisation du territoire, comme le montre à plusieurs reprises le journal de José de la Cruz Baca. En date du 8 avril 1980, celui-ci notait : « El compañero Jesus y Yo nos repartimos la zona que nos corresponde la investigacion oral. Hicimos un mapa c/u de la region y ya sabemos concretamente que lugares vamos a visitar ». Cette indication semblerait prouver que les

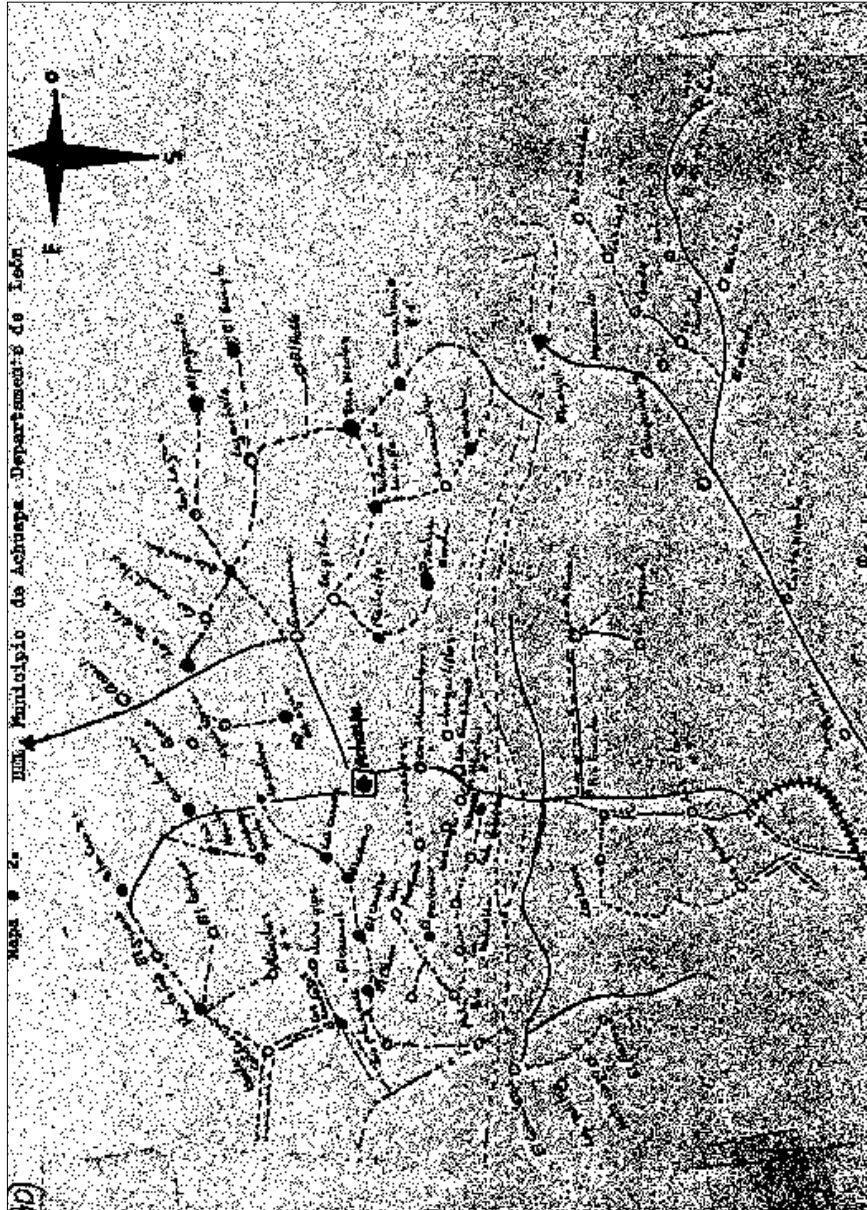


FIGURE N° 7 : CARTE D'ACHUAPA (CNI-0043).

deux jeunes gens ont composé leur carte avant d'entreprendre leurs visites sur le terrain. Il s'agirait donc d'un croquis préparatoire, fondé sur des renseignements glanés auprès de la population, ou sur la consultation d'un document plus officiel. La légende placée au bas de la feuille

semble néanmoins contredire le texte du journal, puis qu'il est indiqué : « presenta las zonas cubiertas y que están en puntos negros ». Or, si certaines localités ont déjà été visitées, il ne s'agit plus d'un document préparatoire. La contradiction s'efface néanmoins si on considère que cette phrase a été ajoutée après coup, ou bien s'il s'agit d'une version définitive de la carte évoquée dans le journal (figure n° 7).

L'ensemble couvre une zone particulièrement étendue et faiblement peuplée (en 1971, la population du municipe atteignait à peine 9 500 habitants, dont seulement 14 % d'urbains). La partie où se concentrent les localités visitées par le brigadiste (forte densité de cercles noirs) correspond à un espace de 300 km² (vingt-cinq kilomètres d'est en ouest et quatorze kilomètres du nord au sud, entre les points extrêmes de la carte). Ces distances, à vol d'oiseau, ne prennent pas en compte les tours et les détours que le piéton doit accomplir pour aller d'un point à un autre, en contournant les ravins, les cours d'eau et les passages trop escarpés. La région d'Achuapa se caractérise en effet par des altitudes médiocres (de l'ordre de 300 à 500 mètres), marquées par de profonds dénivelés. La partie est du territoire confié aux bons soins de José de la Cruz Baca (région de San Nicolas et d'El Guaylo) appartient à un autre domaine, celui de la moyenne montagne (les altitudes dépassent déjà les mille deux cents mètres). Curieusement, la carte ne donne aucune indication sur la topographie de la région, ni sur le réseau hydrographique, alors que le journal du brigadiste regorge à ce sujet d'informations précises. Outre les altitudes, la carte au 1 : 50 000 indique ainsi la présence d'éléments particuliers du relief (roches saillantes, corniches, falaises...), qui auraient sans doute mérité une plus grande attention de la part de l'apprenti cartographe.

L'information cartographique se borne ici à localiser, de manière assez correcte, l'emplacement des villages, hameaux et fermes isolées qui font partie du « terrain de chasse » du jeune sandiniste. Elle recense par la même occasion les principaux chemins qui les relient (une ligne continue pour les pistes carrossables, un trait discontinu pour les sentiers). Ce premier document se double cependant d'un graphe qui permet de relativiser l'information cartographique et d'introduire le facteur temps dans la représentation spatiale (figure n° 8). En effet, au lieu de se fonder sur une échelle kilométrique, les points sont placés les uns par rapport aux autres en tenant compte du temps nécessaire pour parcourir la distance qui les sépare. C'est pourquoi l'espace initial de la carte se dilate et subit une véritable anamorphose. Sans qu'il soit nécessaire de le dire, sans avoir besoin de figurer le relief, on comprend facilement quelles sont les zones les plus difficilement accessibles, les plus isolées, celles qui échappent au

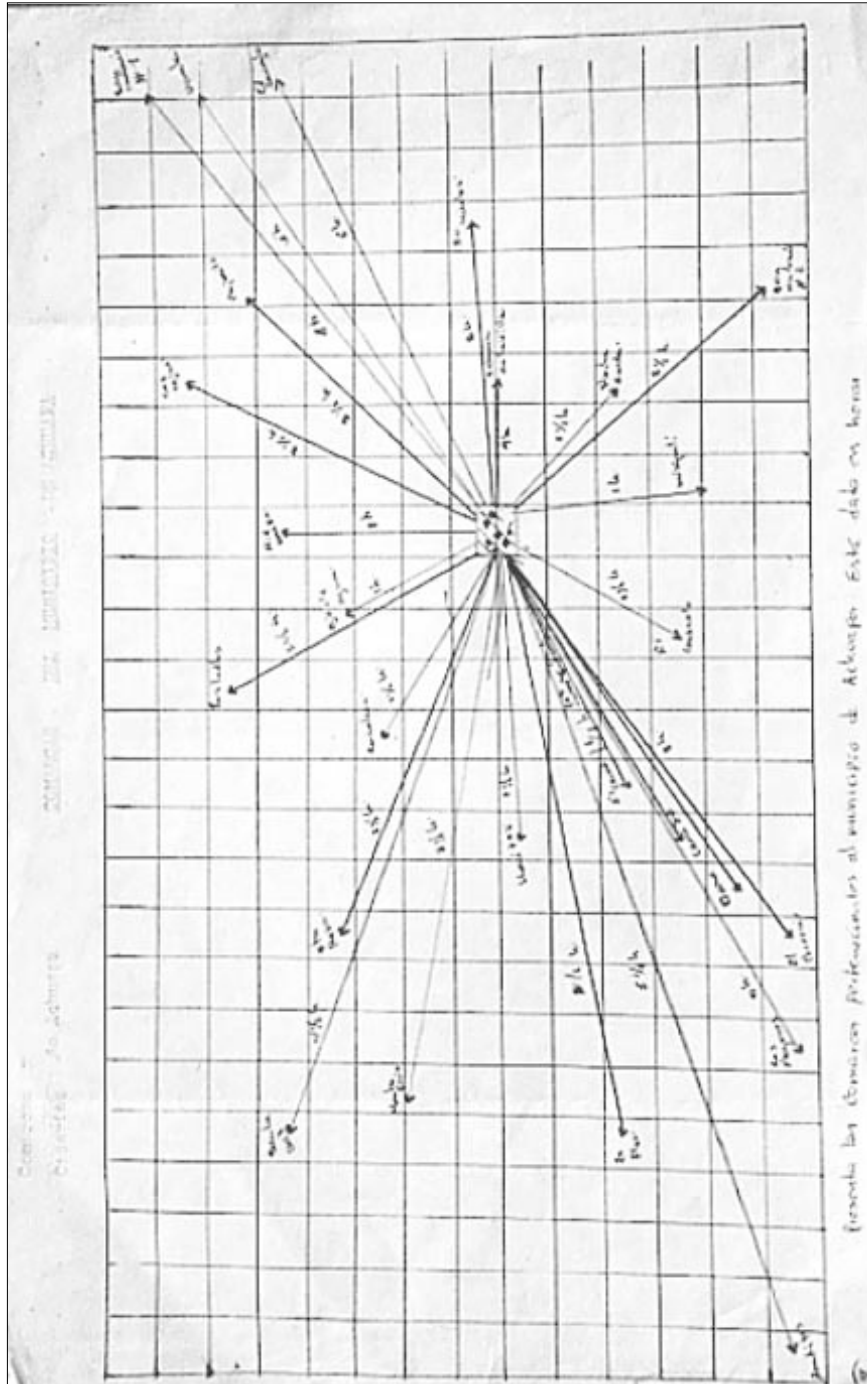


FIGURE 8 : GRAPHE D'ACHUAPA (CNI-0043).

contrôle réel du chef-lieu et où vont rapidement prospérer les foyers de la guérilla anti-sandiniste. On apprend ainsi qu'en partant d'Achuapa il faut quatre heures et demie pour atteindre Santa Cruz (au nord-ouest) et seulement deux heures pour se rendre à San Nicolas (à l'est), alors que, sur la carte manuscrite, San Nicolas paraît plus éloigné que Santa Cruz. Une comparaison avec la feuille au 1 : 50 000 nous permet de constater que la distance Achuapa-San Nicolas est d'environ cinq kilomètres à vol d'oiseau, contre treize kilomètres pour Achuapa-Santa Cruz. Le graphe paraît donc ici plus conforme à la réalité que la carte initiale.

Cependant, malgré tous ses efforts, l'auteur du graphe ne respecte pas les règles de représentation qu'il s'est imposées, puisque les segments de droite utilisés pour matérialiser les temps de parcours varient souvent d'un point à l'autre. En effet, s'il faut bien une heure, soit un segment de 4,5 centimètres, pour aller d'Achuapa à Wisquili ou à Rio Arriba, le trait ne mesure plus que 3,5 centimètres (pour la même durée) en ce qui concerne Ojo de Agua, et seulement trois centimètres pour Achuapa-Sabana de la Villa. Or, logiquement, les quatre localités devraient être représentées à égale distance « temporelle » du chef-lieu. Cette différence s'explique parce que la représentation isochronique est ici pondérée par la prise en compte des distances réelles. En effet, à peine deux kilomètres séparent Achuapa d'Ojo de Agua ou de Sabana de la Villa, alors qu'il faut franchir entre 5,5 et six kilomètres pour atteindre Wisquili ou Rio Arriba. Ce déphasage dans le temps et dans l'espace est en partie provoqué par l'état des voies de communication, qui influe directement sur les temps de parcours effectifs : alors que Wisquili est placée sur la principale route de la région, qui mène à León *via* El Sauce, seul un étroit sentier relie Sabana de la Villa au reste du monde.

La remarque est valable pour l'ensemble des localités répertoriées sur la carte et sur le graphe. Ainsi, onze centimètres matérialisent les six heures de marche nécessaires pour aller à El Guaylo, alors que les cinq heures trente qui séparent Achuapa de Los Araditos, à l'ouest de la zone étudiée, sont représentées par un segment de droite long de 19,5 centimètres. Ce déséquilibre apparent correspond à la prise en considération de données spatiales objectives : Los Araditos se situe en fait à treize kilomètres à vol d'oiseau d'Achuapa, alors qu'El Guaylo est à moins de dix kilomètres. Cette perception du territoire, biaisée par les temps de parcours effectifs, explique en grande partie les déformations subies par la carte initiale. En effet, on constate que les points situés à l'est de la feuille, c'est-à-dire dans la partie la plus tourmentée de la région, apparaissent en proportion plus distants d'Achuapa que les localités de l'ouest, pourtant plus éloignées en valeurs kilométriques. Moins acciden-

tées, d'accès plus facile, les marges occidentales du municiple subissent l'effet d'une véritable contraction spatio-temporelle qui les attire irrésistiblement vers le centre de la carte. Il semblerait que les ampoules et le doigt de pied tordu récoltés par José de la Cruz Baca sur les sentiers boueux de la *cordillera* Horno Grande, quand il essayait de se rendre à El Guaylo, ont joué un rôle décisif dans sa représentation cartographique du district d'Achuapa...

Bien entendu, toutes les cartes de la guérilla sandiniste ne présentent pas le même intérêt que celle de Tisma, qui offre la particularité de juxtaposer sur le même espace trois échelles différentes. De la même manière, les cartes de la Croisade nationale d'alphabétisation ne sont pas toutes des chefs-d'œuvre, loin de là. Pourtant, tous ces dessins, tous ces croquis, sont le reflet d'une époque que les cartes officielles au 1 : 50 000 ne peuvent pas reconstituer car ce n'est pas leur rôle. Les indications stratégiques, économiques ou culturelles contenues dans cette cartographie de circonstance sont donc précieuses pour comprendre le fonctionnement de la société nicaraguayenne à un moment donné de son histoire. À un autre niveau, elles permettent de réfléchir sur le sens que l'on doit donner non seulement à la notion de territoire, mais aussi à la perception et à la représentation d'un espace vécu. Le fait que ces documents ont été produits dans un moment de crise ne fait qu'accroître leur valeur, car ils révèlent toutes les fractures d'un pays en pleine mutation sociale et politique : à défaut de pouvoir refaire le monde, guérilleros et brigadistes ont tenté de le redessiner mais, sur le terrain comme sur le papier, leur projet n'a jamais pu dépasser le stade du brouillon ou de l'esquisse.

Notes

- 1 L'Institut d'Histoire du Nicaragua s'appelle désormais l'Institut d'histoire du Nicaragua et d'Amérique centrale (IHNCA).
- 2 Pour des raisons évidentes, les noms ne sont pas donnés ici. Quand ils sont indiqués sur une carte, ils ont été masqués.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Privés de cartes officielles (réservées à l'armée régulière et à la Garde nationale) les guérilleros sandinistes qui, à la fin des années 1970, luttèrent contre les forces fidèles à la famille Somoza, ont été obligés d'élaborer des représentations artisanales du territoire national, afin de préparer leurs attaques, de choisir leurs cibles ou tout simplement de retrouver leur chemin dans des endroits qu'ils ne connaissaient pas. De la même manière, en 1980, les jeunes étudiants envoyés dans les zones rurales pour alphabétiser les paysans nicaraguayens et sauvegarder la mémoire des années de guerre ont dessiné de nombreuses cartes représentant la région où ils étaient affectés. Les indications stratégiques, économiques ou culturelles contenues dans ces documents sont essentielles pour comprendre le fonctionnement de la société nicaraguayenne à un moment clef de son histoire.

Puesto que los mapas oficiales estaban reservados para el uso del ejercito o de la Guardia Nacional, al final de los años 70, los guerrilleros sandinistas en lucha contra las fuerzas de la familia Somoza tuvieron que diseñar sus propias representaciones del territorio nacional, con el propósito de preparar sus emboscadas, escoger sus blancos, o mas sencillamente, buscar su camino en lugares desconocidos. De la mis-

ma manera, en 1980, los jóvenes estudiantes mandados en zonas rurales para alfabetizar a los campesinos y rescatar la memoria de los años de guerra, dibujaron muchos mapas representando su región de acogida. Los datos estratégicos, económicos y culturales recopilados en este tipo de documentos son fundamentales para entender mejor los mecanismos internos de la sociedad nicaragüense en un momento-clave de su historia.

Without official maps (reserved for the regular army and the National Guard), the Sandinist guerilla troops, who at the end of the seventies were fighting the forces faithful to the Somoza family, had to draw artisanal maps of the national territory in order to prepare their attacks, choose their targets or simply find their way back in areas they did not know. In the same way, in 1980, the young students sent to the rural districts to teach the Nicaraguan country people and preserve the memory of these years of war, drew numerous maps of the district to which they had been posted. The strategic, economic or cultural information of these documents are essential to understand the functioning of the Nicaraguan society at a turning point of its history.

COMANDANTES,
ÉTAT-MAJOR ET GUÉRILLEROS :
JEUX DE POUVOIRS À L'INTÉRIEUR
DE LA GUÉRILLA MISKITU
(NICARAGUA, 1981-1984)

GILLES BATAILLON*

1^{er} MAI 1984, MOSKITIA HONDURIENNE

Commençons par un récit¹.

A NOTRE ARRIVÉE au lieu de rassemblement, personne ! Le chauffeur n'en gare pas moins le pick-up Toyota dans une clairière au milieu des pins. En l'espace de vingt minutes ce morceau de savane naguère désert grouille de monde ; entre 250 et 350 combattants sont arrivés par petits groupes de vingt ou trente. L'effet est saisissant, car loin d'arriver par l'une des deux pistes qui conduisent au centre de la clairière, ils ont surgi de toutes les directions et ont convergé vers nous comme dans une parfaite manœuvre d'encercllement.

Ici, les uniformes, la marche au pas, le militarisme ne semblent que de très vagues souvenirs. On est très loin des camps d'entraînement où ceux-ci règnent en maîtres. On hésite entre les guerres indiennes mises en scène dans *Little Big Man*, les images de Viva Zapata ou celles de Woodstock. Les uniformes sont des loques très artistement rapiécées ; les treillis et les casquettes sont couverts de graffitis ou de boutons récupérés sur les uniformes des sandinistes tués au combat. Les crosses des armes sont peintes en rouge ou en jaune, décorées de slogans, d'autocollants (Grenade 1983, Nicaragua 1984), ou d'images pieuses. Sous les treillis, on distingue outre une incroyable variété de pendentifs – croix fabriquées

*Université de Caen-CEMS-EHESS

dans les matières les plus diverses (bois, fil de fer, corne, fermoir de sac à dos, scoubidou), balles de tous calibres, tups (sachets de toiles qui ressemblent à des scapulaires), et des tee-shirts aux motifs les plus gueulards. Des tignasses plus ou moins flamboyantes selon le degré de métissage des individus débordent de sous les casquettes. À cet accoutrement, s'ajoutent pour certains, des Ray Ban (vraies ou fausses), des peignes africains, des lances pierres et des bocaux à vitamines dont les bouchons en forme de Kiki sont autant de porte-bonheur.

Sitôt arrivés, les guérilleros font un vague salut avant de se disposer en demi-cercle autour de la camionnette sur le toit de laquelle s'est juché Steadman Fagoth, le chef d'état-major de la guérilla. Une fois les hommes en place, il se lance dans un exposé qui durera plus d'une heure. Il commence par présenter la situation politico-militaire et par relater ses contacts avec Washington et les autres groupes antisandinistes. À l'en croire les négociations avec les « alliés » seraient en bonne voie. Les Nord-Américains auraient reconnu la valeur décisive de leur combat, tant politiquement que militairement. Mieux, dans un très proche avenir, ils seraient de ce fait en passe d'appuyer prioritairement les Miskitus. Ainsi remarque-t-il que les sacrifices des combattants n'ont pas été vains. Il annonce aussi que l'année 1984 devrait être décisive et que, grâce aux « alliés », les guérillas anti-sandinistes pourraient bientôt lancer une grande offensive. Il évoque ensuite des problèmes plus spécifiques à la guérilla miskitu : le sort d'un groupe de guérilleros en opération au sud de Puerto Cabezas, avec lesquels l'état-major a perdu le contact radio ; une gigantesque soulographie à la suite de laquelle deux commandants membres de l'État-major de Misura² ont accidenté un des rares véhicules à leur disposition. Il termine enfin en déclarant que tant que les deux ivrognes n'auront pas fait le serment de ne plus boire, il se refuse à continuer à assumer sa fonction de chef de l'État-major et qu'en conséquence, il démissionne.

Pendant ce temps, ses auditeurs, loin de l'écouter au garde-à-vous, ont pris très au sérieux le commandement repos, ils gisent affalés dans l'herbe, confortablement adossés à leurs sacs à dos. Leur écoute n'a rien de religieuse. Ils boivent de l'eau apportée dans des bidons, grignotent des biscuits, échangent des cigarettes, vérifient une arme ou un chargeur, commentent et plaisantent à voix basse, ou encore se lèvent pour se dégourdir les jambes ou aller pisser.

À la fin du discours du *Viejo*, tout le monde se tourne vers un groupe assis un peu à l'extérieur du cercle. Ce groupe, devenu le point de mire, comprend trois commandants : *Mono*, *Juan* et *Pajarito*. À les observer ils sont aussi différents que possibles. *Mono*, celui qui prendra le plus longtemps la parole est un homme glabre âgé de 27 ans, petit, il fait presque frêle. Toute

son attitude respire l'humilité et le sérieux. Il est un des rares guérilleros à avoir gardé une certaine rigidité d'apparence militaire. Il figurerait sans dépareiller aux coté d'un Ho Chi Minh ; même réserve apparente, même mesure, même méticulosité. Juan, l'un des deux ivrognes dénoncé par Fagoth, fait figure de reître taciturne. Plus âgé que la plupart des guérilleros, il a près de 35 ans, porte barbe et moustache et arbore deux poignards. L'un est accroché à sa ceinture, l'autre à la bretelle gauche de son baudrier. Il ne dira pratiquement pas un mot bien qu'il ait longuement commenté à voix basse les propos du chef d'état-major. Pajarito, un colosse à l'allure très négroïde, est le benjamin du groupe. Tous ses gestes sont ceux d'un titi. Il n'arrête pas de sourire en parlant et quand il cesse, c'est pour devenir hilare ou rire le plus ouvertement du monde. Il arbore sa casquette à la façon d'un joueur de base-ball, la visière sur la nuque et n'arrête pas de mâchonner brin d'herbe sur brin d'herbe.

Après un léger temps d'attente, *Mono* prend la parole. Il commence par décrire la situation matérielle de la guérilla. L'état-major, la Radio, l'Hôpital, les bases manquent de tout. La troupe vit dans un état de pénurie totale, les vêtements civils et militaires lui font défaut, les chaussures ne sont bien souvent plus que des souvenirs. La nourriture commence à manquer dans certaines bases. Du coup la situation sanitaire est désastreuse. De très nombreux hommes ont des diarrhées et des fièvres chroniques. Les réfugiés, c'est-à-dire les familles des guérilleros, connaissent une situation tout aussi déplorable. Les 6 000 réfugiés installés sur la rive hondurienne du Rio Coco vivent depuis 1982 un véritable retour à la vie primitive. Ils ont tout perdu au cours de leur fuite, mais le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) ou les ONG qui travaillent dans la région n'ont jamais voulu les prendre en compte car ils vivaient sur la frontière en « zone de guerre ». La seule aide qui leur parvient est celle des miskitus honduriens et celle de Misura. Il remarque ensuite que si les 20 000 réfugiés regroupés dans les camps du HCR ont bien reçu une aide à leur arrivée, depuis celle-ci n'a fait que diminuer. Par ailleurs, les terres sur lesquelles ils ont été réinstallés sont notoirement improductives. Aussi les réfugiés commencent-ils à souffrir de la faim. Du coup le moral des combattants baisse en flèche. Certains guérilleros se sont débandés pour essayer d'aider leurs familles. Quelques-uns sont même repartis au Nicaragua pour essayer d'y survivre clandestinement sans plus penser à mener des opérations militaires.

Face à cela, ajoute-t-il, L'état-major et son commandant en chef, loin de chercher à corriger le tir, se sont rigidifiés ; l'autoritarisme et la militarisation paraissent être devenus des remèdes à tout. Fort occupé par l'autojustification, ou la dénonciation des contestataires l'état-major n'a plus de pensée stratégique et la situation militaire se dégrade de jour en jour. Il a été tout

aussi incapable de répondre aux questions précises formulées par la troupe sur l'emploi de l'aide fournie par les « alliés ». Il en va de même quand on demande quelle est la nature des accords passés avec ces derniers.

Devant cette situation qu'il juge catastrophique, *Mono* demande que soit organisée une assemblée où seront présents non seulement les commandants de troupe et les membres de l'état-major, mais ceux de la Commission politique de Misura et ceux du Conseil des anciens, à savoir l'autorité suprême chez les Indiens en exil. Cette réunion aura pour ordre du jour les points suivants : une explication de l'état-major et de la Commission politique sur l'emploi de l'aide envoyée par les alliés ; une explication sur les accords passés avec ces derniers ; une évaluation de la situation des réfugiés ; l'élection de nouveaux délégués à l'état-major et à la Commission politique.

L'énoncé de ces dernières propositions déclenche un flot de murmures dans la troupe, rumeur qui a le don d'agacer prodigieusement Steadman Fagoth. Suit un échange assez vif entre lui et *Pajarito*, le premier remarquant que la critique est facile et qu'il aimerait bien voir les ricaneurs à sa place, le second lui rétorquant que sa place et son pouvoir n'existent que parce que d'autres vont risquer tous les jours leur peau en Moskitia nicaraguayenne. Après cette fin plutôt houleuse, la troupe se disperse pendant qu'on lui distribue les trop rares exemplaires de *Misura*, le journal publié sous la direction de la Commission politique de la guérilla. Et pendant que la troupe s'arrache et commente le n° 2 de ce journal, Steadman Fagoth et les autres commandants continuent leur discussion sur un ton infiniment plus calme et finissent même par tomber d'accord pour organiser la réunion demandée par *Mono* et souhaitée par la grande majorité des guérilleros présents. Les comportements et les attitudes des différents participants à ce rassemblement (guérilleros, *comandantes* et chef de l'état-major), tout comme les paroles échangées à cette occasion, invitent à s'interroger sur des aspects trop souvent méconnus et pourtant centraux dans l'expérience des guérillas.

Ainsi, la tenue même des guérilleros tout comme les propos de *Mono* sur la précarité de leur situation politico-militaire sont autant d'indices de l'incertitude dans laquelle vivent tout à la fois les guérilleros et leurs chefs, comme les réfugiés qui leur servent de base d'appui. De même, l'affrontement entre *Mono* et Steadman Fagoth permet de saisir les manifestations concrètes des relations de pouvoir au sein de la guérilla. En effet, on oscille entre, d'une part, la confiance en des leaders reconnus, des rapports négociés entre ceux-ci et leurs troupes et l'acceptation de la discipline militaire et, d'autre part, les rapports de force et les décisions arbitraires imposées *manu militari* comme palliatifs aux dissensions et aux doutes au sein de l'organisation armée. Partant de ces premiers indices, mon propos

sera tout d'abord de décrire et de m'interroger sur ce monde incertain dans lequel évoluent les guérilleros et leurs proches. J'analyserai ensuite les formes du pouvoir au sein de la guérilla, et plus spécialement les assises et les modalités du leadership de Steadman Fagoth, comme celle des *comandantes, Juan, Mono et Pajarito*.

UN MONDE INCERTAIN

Le 1^{er} mai 1984, la situation dans laquelle se trouvent les guérilleros de Misura n'est pas seulement difficile militairement parlant, mais plus fondamentalement, ils sont depuis leur départ en exil au Honduras dans une situation tout à la fois nouvelle et en constant remaniement. D'où, pour beaucoup et pour leurs familles, le sentiment d'évoluer dans un monde tout à la fois incertain et particulièrement instable. Ces expériences de l'incertitude et de l'instabilité ont commencé pour les guérilleros dès les premiers jours de l'exil et ont, d'une certaine façon, été *crescendo* lors des premiers entraînements militaires et des premiers combats. Enfin, au lendemain des affrontements de Raiti et de San Carlos entre les guérilleros et l'armée sandiniste (décembre 1981) ces expériences ont pris une nouvelle ampleur avec les destructions réalisées par l'armée dans les communautés du Rio Coco, le déplacement forcé de leurs habitants vers les hameaux stratégiques de Tasba Pri et la fuite d'une partie de la population au Honduras³.

L'exil et apprentissage de la vie militaire (avril-novembre 1981)

La première nouveauté pour les jeunes activistes de Misurasata qui s'enfuient au Honduras en mars et en avril 1981 ne tient pas seulement à l'exil géographique ou à la décision de se préparer à entrer en guerre, mais bien plus à l'effacement de tous les mécanismes de régulation et d'encadrement qu'ils connaissaient jusque-là. Il tient aussi à l'impression d'évoluer dans un monde où priment des impératifs de survie à très court terme et au sentiment d'être en permanence livré à l'arbitraire. En effet jusqu'alors les jeunes activistes comme les quelques pasteurs qui les ont accompagnés dans leur exil, avaient vécu dans un monde où primaient des normes d'une grande stabilité. Dans les communautés rurales, les jeunes vivaient à la fois sous l'œil vigilant de leurs familles, comme des autorités religieuses – le Conseil des anciens de l'Église et le pasteur – des nouvelles autorités civiles et militaires issues de la révolution – les Comités de défense sandinistes (CDS) et les postes militaires. Ils étaient de plus parties prenantes des réseaux

militants de la nouvelle organisation indianiste Misurasata. Si les jeunes jouissaient de plus de liberté vis-à-vis de leurs familles ou de l'Église dans une petite ville comme Puerto Cabezas, ou un bourg comme Waspam, ils restaient pris dans les autres réseaux d'encadrement. De même, si l'expérience des campagnes d'alphabétisation, tant en espagnol qu'en miskitu, avaient été l'occasion pour beaucoup d'un affranchissement des tutelles familiales comme de celle de l'Église et le moment de la découverte de lieux jusqu'alors inconnus, les alphabétiseurs n'avaient jamais été livrés à eux-mêmes. Ils avaient agi conformément aux directives de Misurasata et en étant très étroitement encadrés par les cadres de mouvement indianiste. De même étaient-ils pris en charge par des familles qui les logeaient et les nourrissaient. Et, si la fuite de centaines d'entre eux au Honduras s'est faite à l'initiative des cadres intermédiaires de Misurasata qui ont organisé les manifestations de protestation contre l'arrestation des dirigeants, du mouvement au lendemain de la publication d'un manifeste sur les droits fonciers des communautés indigènes, ils n'en seront pas moins livrés à eux-mêmes une fois qu'ils auront traversé la frontière.

Une fois arrivés au Honduras, les jeunes activistes et les cadres intermédiaires de Misurasata vont se trouver dans une situation où ils ne peuvent plus désormais que compter sur eux-mêmes. Tous passent par la même expérience de la détresse matérielle. De même, les pasteurs qui ont fui au Honduras ne peuvent plus compter sur l'appui matériel de leur communauté. Les dirigeants intermédiaires cessent de percevoir le salaire des institutions du nouvel État révolutionnaire dont ils étaient le plus souvent les employés. Enfin, les plus jeunes sont désormais coupés de tout réseau d'entraide familial. Ainsi, une fois épuisées les quelques provisions que certains avaient eu la précaution d'emporter, les exilés vont-ils être obligés de troquer leurs vêtements contre de la nourriture ou d'accepter des petits travaux pour survivre. Et beaucoup seront réduits à la mendicité. C'est dans cette situation de très grande précarité qu'ils vont faire leur première expérience de l'arbitraire et de la défiance. Car, alors qu'ils s'attendaient à être accueillis à bras ouvert par les Miskitus honduriens de la région frontalière, ils sont perçus comme des fauteurs de troubles. De plus, les instituteurs métis qui exercent leur magistère dans la région sont en général favorables à la révolution sandiniste. Aussi ne tardent-ils pas à dénoncer leur présence et à les inviter à rentrer chez eux.

De même, si certains militaires honduriens, en contact avec la CIA et les Argentins qui entraînent les ex-gardes nationaux regroupés au sein de la *Legión 15 de septiembre*, voient immédiatement le parti qu'ils peuvent tirer de ces jeunes soucieux d'en découdre avec les sandinistes, d'autres sont plus méfiants et voient en eux des « subversifs infiltrés ». Ce tout spécialement

après que certains des exilés soient repartis au Nicaragua et aient fait à leur retour des déclarations dénonçant l'aide apportée par les Honduriens à la contre-révolution. Du coup, en mesure de rétorsion, un certain nombre des jeunes exilés seront longuement interrogés puis menacés par la police militaire hondurienne avant d'être finalement libérés. C'est ainsi que, jusqu'à leurs départ pour les premiers camps d'entraînement, en août 1981, les futurs guérilleros vont vivre à la fois dans la plus grande détresse matérielle et dans la plus grande angoisse quant aux lendemains.

Les premiers entraînements militaires ne vont nullement marquer la fin des épreuves pour les jeunes Miskitus mais seront au contraire le moment de nouvelles désillusions. Leurs entraîneurs, anciens gardes nationaux de Somoza, les considèrent peu ou prou comme de la « chair à canon » et ont des comportements parfaitement racistes à leur égard. L'entraînement est donc à la fois d'une extrême rudesse et parfois des plus dégradants. Ainsi, les recrues passent-elles plus de temps à faire d'interminables tours de pistes en courant, ou des pompes et de la marche au pas, qu'à faire l'apprentissage des techniques de combat ou à pratiquer le tir. Et non contents de les épuiser physiquement, leurs instructeurs ne se privent jamais de les insulter de la façon la plus grossière. De plus, leurs conditions de vie matérielle ne se sont guère améliorées. Si les entraîneurs mangent abondamment et disposent d'uniformes, de chaussures et d'armes, les jeunes guérilleros sont dépourvus de tout cela. Ils sont à peine nourris, n'ont généralement plus de chaussures et sont vêtus de loques. De surcroît, les quelques rares protestataires ont été battus et publiquement stigmatisés, tandis que des « déserteurs » ont été purement et simplement exécutés. C'est dire que les guérilleros se trouvent dans une situation paradoxale. Partis avec l'idée de fuir la tyrannie naissante des sandinistes, ils se retrouvent dans une situation où prime l'arbitraire et la violence d'anciens gardes nationaux alliés à certains de leurs dirigeants. De même, alors qu'ils pensaient trouver rapidement des armes au Honduras, engager immédiatement la guerre contre les sandinistes et se rendre maîtres de la Moskitia en quelques mois, ils sont confinés dans des camps d'entraînement et réduits à l'impuissance en l'attente d'armes et de munitions, d'uniformes et de chaussures dont la venue est sans cesse différée (photographie n° 1).

Premiers combats (décembre 1981)

C'est dans ce contexte qu'une partie des recrues va se mutiner, se constituer en un maquis autonome (les *cruces*) sous la direction d'un ancien garde national miskitu, Nicodemo Serapio, et engager le combat dans la zone de Raiti, à la limite de la Moskitia et du département de Jinotega. Appuyés



PHOTOGRAPHIE N° 1 : BASE DE LA GUÉRILLA MISURA AU HONDURAS (CLICHÉ : GILLES BATAILLON).

par les habitants des communautés qui leur ont fourni de la nourriture, des habits et des armes de chasse, les *crucés* vont tendre des embuscades aux patrouilles de gardes-frontières afin de se procurer leurs premières armes automatiques, des uniformes et des chaussures de marche. Forts de ces premiers succès, ils vont ensuite attaquer différentes petites garnisons et parvenir à détruire deux hélicoptères des Forces armées sandinistes (FAS). Grisés par ces premiers coups de main et forts de leur nouvelle puissance de feu, Nicodemo Serapio et son état-major vont s'emparer du poste militaire installé à Raiti et occuper deux jours le village (6-7/12/1981), puis attaquer San Carlos, tuer tous les membres de la garnison et en mutiler certains de façon atroce.

Ces premières opérations militaires vont marquer un tournant ce d'un triple point de vue. Elles sont le début d'un combat sans merci entre la guérilla issue du mouvement indianiste Misurasata et les sandinistes. Car, persuadés d'avoir affaire à un début d'invasion (*Noël Rouge*), appuyée par les services secrets nord-américains et l'armée hondurienne, les militaires sandinistes vont réagir avec une singulière brutalité. Non contents de déclencher une contre-offensive dans la zone de Raiti et de San Carlos (22-26/12/1981), ils se vengent de leurs pertes en massacrant plusieurs dizaines de mineurs miskitus à Leimus, organisent dès les premiers jours de janvier le déplacement forcé des habitants de communautés du Rio Coco, puis incendient tous les villages évacués. L'autre conséquence de ces premiers

affrontements militaires va être la fuite d'une dizaine de milliers d'habitants des quelque quarante communautés déplacées vers le Honduras, où elles sont accueillies par les guérilleros de Misurasata et les *cruces*, puis prises en charge par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR)⁴. Ces opérations auront pour ultime conséquence que les Américains qui, jusque-là, mesuraient très chichement leur appui aux exilés miskitus et ne cessaient de différer l'envoi d'une aide plus substantielle à la guérilla de Misurasata, vont désormais leur apporter une importante aide et les prendre en compte dans leur stratégie de containment de la révolution sandiniste.

Les désillusions et les incertitudes de la guerre (1982-1984)

Les premiers octrois d'armes et de nourriture vont s'accompagner d'une prise en main de la guérilla par les conseillers militaires nord-américains. Les *cruces* sont réintégrés aux troupes de Misura et l'ensemble des guérilleros est réorganisé en différentes forces auxquelles sont assignées des tâches de sabotage. Loin d'être pensées comme autant d'opérations visant à prendre le contrôle d'un territoire et de ses populations, ces actions sont pensées comme autant d'attaques de commando servant à préparer le terrain à une intervention militaire classique, à l'image de l'intervention américaine à Saint-Domingue ou de la future intervention à la Grenade (1983). Des troupes sont ainsi envoyées pour paralyser l'activité minière dans la zone de Bonanza et Rosita, aux confins de la Moskitia, ou celle des entreprises forestières au nord de Puerto Cabezas. D'autres sont chargées de monter des embuscades contre les convois militaires ou d'attaquer les postes militaires frontaliers situés dans les villages miskitus en partie détruits, ou encore dans la zone littorale, jusqu'au sud de Puerto Cabezas, et enfin vers le camps retranché de la Tronquera (photographie n° 2).

Si certaines de ces opérations, comme les attaques de postes militaires frontaliers, tels ceux de Leimus, Waspam ou Bilwascarma, ou celle de l'exploitation forestière de Sucatpin sont couronnées de succès, d'autres notamment dans la zone littorale ont des résultats bien moins probants. D'autres encore telles les opérations dans la zone minière, tournent au fiasco et certaines, comme la tentative de prendre la Tronquera virent à la catastrophe. En effet, lors des coups de main sur la frontière, à l'instar de ce qu'avaient réalisé les *cruces*, les guérilleros parviennent à infliger de lourdes pertes aux soldats sandinistes en perdant eux-mêmes fort peu d'hommes. La tâche des misuras est d'ailleurs assez simple, puisqu'il s'agit de monter des embuscades à courte distance de leurs bases arrière qui sont autant de sanctuaires puisqu'elles sont situées en territoire hondurien.



PHOTOGRAPHIE N° 2 : GUÉRILLEROS MISKITUS (MISURA), SUR LE BORD DU RIO COCO (CLICHÉ : GILLES BATAILLON).

La situation est tout autre dans la zone littorale, et plus encore dans les montagnes de Rosita et de Bonanza. Les guérilleros doivent combattre à plusieurs jours de marche de la frontière, ce dans des zones désormais inhabitées suite au déplacement de population, puis en traversant des jours durant la forêt tropicale ou la savane. De plus dans la zone minière, ils doivent livrer combat dans une région où sont cantonnées des troupes sandinistes qui peuvent compter sur l'appui d'une paysannerie métisse pour une part acquise à la révolution. Aussi les guérilleros vont-ils faire l'expérience de marches harassantes avec peu ou pas de nourriture, de combat incertains où leurs commandants se repèrent mal sur le terrain et où ils subissent de lourdes pertes. Ils découvrent aussi les retraites qui ne sont nullement des replis dûment organisés, mais des fuites parfaitement désordonnées et singulièrement éprouvantes, notamment pour les blessés.

L'expérience des combats de la Tronquera est pire encore. Soucieux de montrer son savoir faire militaire et d'obtenir plus de moyens des Nord-Américains l'état-major de Misura va engager plusieurs centaines de guérilleros pour tenter de prendre d'assaut le camp retranché de la Tronquera qui permet à l'armée sandiniste de contrôler toute la région frontalière de San Carlos à Cabo Gracias à Dios et protège la route qui mène de Puerto Cabezas aux mines, puis à la région pacifique. Les différentes troupes engagées dans l'opération vont commencer par mal se repérer dans l'approche de leur objectif et se retrouver à l'aube, à découvert, dans une zone de

savane tout près du périmètre de sécurité de la Tronquera. Immédiatement repérés, les attaquants seront pris sous le feu d'armes automatiques servies par des soldats protégés par des réseaux de barbelés et des tranchées. Ils subiront du coup de très lourdes pertes et la plupart prendront la fuite dans un désordre d'autant plus complet que les commandants guérilleros qui commandent l'attaque sont, eux aussi, pris de panique et que certains d'entre eux ne sont pas les derniers à se retirer du théâtre d'opérations.

Si ces premières actions militaires vont satisfaire bon nombre des jeunes guérilleros qui ont par trop attendu pour engager le combat et pour se venger des humiliations des sandinistes lors des heurts consécutifs à l'emprisonnement des dirigeants de Misurasata, ces actions ont néanmoins des conséquences inattendues qui en inquiètent plus d'un. Le souci de vengeance qui animait beaucoup d'entre eux s'accompagnaient de l'idée que la guerre serait de courte durée, tout au plus quelques mois, et qu'ils reviendraient bientôt en vainqueurs dans leurs communautés et à Puerto Cabezas. Mieux, certains, fascinés par les images de la propagande sandiniste, étaient persuadés que la guérilla serait pour eux peu meurtrière, et qu'ils connaîtraient un retour triomphal à la manière de celui des colonnes sandinistes lors de leur entrée dans Managua au lendemain de la chute de Somoza. Les combats qu'ils ont pu livrer tout au long de 1982 et de 1983 n'ont pas tardé à les persuader du contraire. Tous vont tout d'abord faire l'expérience de la peur de la mort ainsi que de la hantise de voir leur cadavre abandonné sans sépulture, ou pis, mutilé par leurs ennemis. Cette peur de la mort au combat va s'épanouir et se généraliser dans une ambiance de défiance généralisée.

En conséquence, beaucoup expliquent leurs revers militaires du fait de la présence « d'infiltrés », ou encore du fait de la « trahison » de certains déserteurs. D'autres avancent que les sandinistes pratiquent la magie noire à leur encontre. On voit ainsi se multiplier les rituels religieux ou magiques destinés à conjurer le mauvais sort. Dès les débuts de leur exil, les futurs guérilleros ont multiplié les prières collectives sous la direction du Révérend Tillith Mollin. Celui-ci mêle dans ses prêches les citations de l'Exode, comparant les dirigeants sandinistes au Pharaon et les Miskitus au peuple juif, et les rappels du passé guerrier des Miskitus aux côtés des Anglais, tout au long de l'époque coloniale. Il réactualise la croyance qui voudrait que la reine Victoria ait demandé sur son lit de mort à ce « que l'on n'oublie pas ses enfants les Miskitus », et qu'en cas de difficulté avec les Espagnols, on leur envoie une frégate chargée d'armes pour les aider à se libérer. Et nombreux seront les futurs guérilleros à prier pour qu'arrivent les armes de la frégate. Remettant au goût du jour une légende miskitu, d'autres vont rechercher une liane qui rend invisible à l'image de celle que possédaient leurs ancêtres et

qui leur permet d'échapper à un roi par trop tyrannique⁵. D'autres partent encore à la recherche de guérisseurs capables de leur donner ou de leur vendre un *tup*, c'est-à-dire un pouvoir magique individuel susceptible de les protéger pendant la guerre. D'autres enfin disent entrer en contact avec les forces du monde extra-terrestre, afin que celles-ci les aident dans leur combat contre le sandinisme. Il est même des moments où, devant les difficultés militaires apparemment inextricables auxquelles font face certaines troupes, les pasteurs des camps de réfugiés invitent l'ensemble de la communauté à prier pour appuyer les guérilleros au combat. Et pour beaucoup qui se trouvèrent plus d'une fois dans des situations désespérées, leur survie ne s'explique que du fait de ces miracles religieux ou magiques.

Ce sentiment de précarité ne tient pas seulement aux aléas des combats, mais aussi au climat de chasse aux sorcières qui règne tout à la fois chez les guérilleros et les réfugiés. Depuis l'arrivée de Steadman Fagoth, le représentant de Misurasata au Conseil d'État (l'organe législatif provisoire de la révolution sandiniste) devenu commandant en chef de la guérilla, les dissensions n'ont cessé de se multiplier au sein du mouvement indianiste. Si Fagoth est partisan de transformer Misurasata en un mouvement armé, d'autres dirigeants ne l'entendent pas ainsi. Deux femmes, Hazel Law et Mirna Cunningham entendent maintenir une alliance privilégiée avec les sandinistes. De leur côté, Brooklyn Rivera et Armstrong Wiggins s'essayent à négocier avec les sandinistes jusqu'à la fin de 1981, avant d'eux aussi prendre la fuite⁶. Cela dit, le premier prend contact avec les sandinistes dissidents regroupés derrière Eden Pastora et les rejoint bientôt au Costa Rica, où il revendique pour lui et ses proches la dénomination Misurasata. Fagoth choisit quant à lui de privilégier l'alliance avec les anciens gardes nationaux somozistes et leurs mentors argentins et nord-américains et rebaptise son mouvement Misura.

Ces dissensions n'ont rien de discussions à l'amiable. Certains guérilleros au départ proches de Fagoth violeront Myrna Cunningham pour la punir de rester fidèle aux sandinistes et passeront ensuite chez Rivera. Cela n'empêchera pas celui-ci de dénoncer le viol comme étant l'œuvre des « fagothistes », comme de vilipender l'alliance de Misura avec les « gardes génocides ». Fagoth n'est pas en reste dans cette rhétorique et stigmatise sans relâche les « communistes infiltrés de Misurasata et de l'ARDE », le mouvement de Pastora. Ces luttes entre fractions dirigeantes s'articulent à des règlements de compte locaux souvent féroces. On a vu comment, dès la mi-1981, des récalcitrants avaient été exécutés lors des premiers entraînements. De même, lors de la mutinerie des *crucés*, l'état-major de Misura enverra sans succès une poignée de gardes nationaux essayer de « liquider » ces opposants. Et par la suite de nombreux protestataires seront exécutés

de la sorte, ce aussi bien dans le rang des simples recrues que chez certains comandants. Les membres du premier état-major de Misura qui avaient eu le malheur de discuter du bien fondé de l'opération de la Tronquera n'échapperont que de peu à une tentative d'assassinat et ne devront leur salut qu'à la protection du HCR, puis à leur départ pour l'Espagne en qualité de réfugiés politiques. De même Brooklyn Rivera, emprisonné par les militaires honduriens à la demande de Fagoth, n'échappera à la « disparition » que grâce à l'intervention d'un membre du Haut commissariat aux réfugiés.

Ce sentiment de précarité va conduire de nombreux combattants à former des manières d'alliances secrètes (les *ligas*) de deux ou trois personnes, soit entre amis, soit entre frères ou demi-frères. Ces liens de *liga* sont une promesse d'informer l'allié de toute opération se tramant contre lui, qu'il soit accusé de trahison ou d'infiltration par les responsables politico-militaires, ou qu'il soit l'objet d'une vengeance purement personnelle. Les *ligas* se font aussi le serment de se donner une sépulture en cas de mort au combat afin que le cadavre de leur allié ne soit pas profané.

Cette ambiance de méfiance tous azimuts et ce sentiment de précarité sont loin d'être l'apanage des guérilleros, mais sont aussi des plus courantes au sein des camps de réfugiés. Les *comunitarios*, souvent abusés par les dires des guérilleros, ont pour beaucoup cru que la guerre serait de courte durée et qu'ils seraient bien accueillis au Honduras. C'est pourtant très vite qu'ils vont déchanter. Beaucoup sont en effet parfaitement traumatisés par leur fuite au Honduras, et ce d'autant plus qu'ils ont souvent assisté, depuis la rive hondurienne du fleuve, à l'incendie de leur village comme à l'abattage systématique du bétail ou au saccage des jardins et des arbres fruitiers par les militaires sandinistes. Leur arrivée dans le camp de Mocerón et leur prise en charge par le HCR est loin de mettre fin à leurs angoisses. Du fait de la sympathie dont jouit la révolution sandiniste, comme de l'antipathie suscitée par la politique de l'administration Reagan auprès de l'opinion publique internationale, beaucoup des membres des organisations caritatives présentes à Mocerón considèrent avec suspicion les réfugiés.

Certains n'hésitent d'ailleurs pas à leur dire haut et fort toute la méfiance qu'ils leur inspirent, comme leur souhait de les voir retourner au Nicaragua. De plus ceux-ci s'avèrent le plus souvent incapables de les protéger du recrutement forcé de la guérilla, ou des arrestations arbitraires et des viols des militaires honduriens. Aussi les miskitus en butte à ces persécutions hésitent à en appeler à la protection des membres du HCR et des ONG qu'ils considèrent comme des alliés des sandinistes. Enfin beaucoup craignent que ne se réalisent les menaces des militaires honduriens à leur rencontre. Ceux-ci leur ont en effet déclaré qu'ils n'étaient pas là pour faire

du « tourisme », mais qu'ils n'étaient tolérés qu'à la condition de « lutter contre le communisme », c'est-à-dire d'accepter la manière de conscription de la guérilla, de détourner des vivres et des vêtements à son profit. Pour rendre plus convaincante leur invite, ils les ont menacés de renvoyer sans plus de procès au Nicaragua les récalcitrants. La menace est d'autant plus prise au sérieux qu'au début 1982 les sandinistes ont condamné à des très longues peines de prison des dizaines de Miskitus soupçonnés de collaboration avec la guérilla. Et les quelques personnes qui se sont échappées des hameaux stratégiques de *Tasba Pri* pour se réfugier au Honduras dénoncent à l'envi la situation de vie semi-carcérale des déplacés et les suspicions qui pèsent sur eux.

On a vu combien les dissensions et les luttes pour le pouvoir à l'intérieur de la guérilla avaient contribué à créer un sentiment d'insécurité chez les guérilleros, comme au sein de leurs familles dans les camps de réfugiés. Reste à comprendre comment se structurent les relations de pouvoir dans ce nouvel espace socio-politique que constituent la guérilla et les camps de réfugiés.

LA PRÉÉMINENCE DU COMMANDANT EN CHEF

Si le premier mai 1984 marque les premiers moments d'une remise en question du pouvoir discrétionnaire de Steadman Fagoth sur les guérilleros de Misura, celui-ci n'en a pas moins occupé jusqu'à cette date une place prééminente, d'abord au sein du mouvement indianiste puis au sein de la guérilla. Cette place tient indéniablement aux origines sociales de Steadman Fagoth comme à ses qualités d'orateur et à son audace politique. C'est sur la base de ses dispositions charismatiques que celui-ci va méthodiquement construire son pouvoir, en servant tout d'abord d'intermédiaire entre les sandinistes et les militants de l'association indianiste, Alpromisu (constituée par des proches de l'église morave en 1973), puis entre les jeunes exilés de Misurasata, les militaires honduriens et les soutiens argentins et nord-américains de la *Contra*.

Des dispositions charismatiques

Fils d'un père allemand, issu d'une lignée de mineurs venus faire fortune en Moskitia au début du siècle, et d'une mère miskitu, Steadman Fagoth va grandir au sein d'une des bonnes familles métisses du Rio Coco. Ses parents, ses oncles, font partie des familles à la fois bien nées et dotées d'une certaine fortune de la région frontalière. Sans doute les

Fagoth ont-ils peu ou pas de liens avec l'église morave qui constitue la puissance morale et spirituelle de la Moskitia, tant nicaraguayenne que hondurienne. Ils sont en revanche parmi les familles puissantes sur le plan économique. Acheteurs d'or, ils sont aussi commerçants de riz, de haricot et de bétail. L'une des sœurs de Steadman Fagoth est de plus mariée à un officier de la Garde nationale de Somoza, tandis qu'une autre est une institutrice connue pour ses talents de folkloriste. Ces contacts familiaux avec la Garde n'ont nullement empêché l'un des oncles de Fagoth, un demi-frère de son père issu du remariage du grand-père avec une miskitu, d'être parmi les fondateurs d'Alpromisu. Tout au long de l'époque somoziste, la famille Fagoth Muller, bien que métisse, s'affirme comme germano-nicaraguayenne, faisant peu de cas de ses ascendances miskitus. Chacun des enfants est parfaitement bilingue, espagnol-miskitu, et certains, tels Steadman, parlent aussi l'anglais, langue valorisée par les Fagoth Muller qui sont des germano-américains.

À la différence de beaucoup des futurs *comandantes* de la guérilla, Steadman Fagoth n'a aucun passé militant, ni au sein des jeunesses d'Alpromisu, ni au contact des jeunes activistes de l'église morave. Il a en revanche reçu une bonne éducation secondaire. Son statut de bachelier, comme les contacts de sa famille avec la Garde nationale, lui ont permis d'être du petit nombre des habitants de la côte Atlantique qui iront faire des études supérieures dans les villes de la zone Pacifique du pays. Ainsi fera-t-il des études de biologie à l'Université de Managua. C'est d'ailleurs à ce moment qu'il fera la connaissance des futurs autres dirigeants de Misurasata, Myrna Cunningham, Hazel Law, Brooklyn Rivera et Armstrong Wiggins, qui sont eux miskitus. C'est dans ce contexte qu'il prendra ses premiers contacts avec les militants sandinistes et sera brièvement arrêté par la police de Somoza. Sympathisant curieux de voir venir plus que militant confirmé, il est rapidement relâché, sans doute sur intervention de son beau-frère, comme sur la promesse de passer des informations à la Garde nationale. Au dire de ceux qui l'ont connu à la fin du régime de Somoza au sein de l'éphémère MEC, le mouvement des étudiants de la côte Atlantique, c'est lui qui aura l'idée de jouer les intermédiaires entre les futurs dirigeants de la révolution sandinistes et les habitants de la Moskitia. Il prend ainsi contact avec les représentants du Front ample d'opposition comme avec les sandinistes à la fin 1978 et au début 1979 et, fort de ces premiers contacts, il se rend sur la côte Atlantique sitôt Somoza renversé.

Le statut de miskitu d'origine germanique, comme de fils d'une bonne famille métisse, loin d'être un handicap pour la future carrière politique de Steadman Fagoth, va au contraire être un avantage considérable, tant dans ses relations avec les miskitus comme dans celles avec les sandinistes, comme

plus tard dans ses relations avec les mentors honduriens et nord-américains de l'opposition armée aux sandinistes. À l'image de la plupart des ethnies amérindiennes, les miskitus ont été dès le XVI^e siècle aux contacts des Occidentaux, et plus spécifiquement des flibustiers anglais et français, puis de la couronne britannique. Le métissage et les emprunts au monde occidental non espagnol furent de tout temps très largement valorisés. Ainsi, la mémoire collective fait grand cas de ce passé d'alliance guerrière et commerciale avec les Britanniques qui leur permit de résister à la colonisation espagnole. Le souvenir du protectorat britannique sur le royaume indépendant de la Moskitia, qui dura jusqu'en 1894, est resté vivace. De même existe-t-il un préjugé favorable en faveur des Allemands, dans la mesure où ce furent des pasteurs moraves allemands qui vinrent évangéliser les miskitus à la fin du XIX^e siècle et furent de fait des manières de protecteurs des Miskitus, lors de leur « réincorporation » au Nicaragua, sous la dictature libérale du Général Zelaya.

C'est dire que, loin de lui nuire dans ses relations avec les Miskitus, les origines germano-américaines de Fagoth seront pour lui un atout. Il fera de la même façon valoir sa qualité de miskitu d'origine germano-américaine, comme de diplômé de l'enseignement supérieur, pour se poser comme un intermédiaire incontournable avec les sandinistes, puis avec l'opposition antisandiniste. Les premiers comme les seconds sont en effet pétris de préjugés racistes à l'encontre des Amérindiens en général, et tout particulièrement des Miskitus. À les en croire, ces derniers symboliseraient une manière d'anti-nation au regard de la race métisse nicaraguayenne en gestation dès la colonie espagnole. Par ailleurs, aucun des responsables sandinistes, à l'image des ex-officiers de la Garde nationale, ne parle un mot de miskitu. Les talents de polyglotte de Fagoth en font donc un intermédiaire d'autant plus précieux.

La construction d'un charisme

La montée en puissance de Steadman Fagoth, comme de ses proches du MEC qui constitueront bientôt la direction de Misurasata, s'effectue ainsi au départ à l'ombre du Front sandiniste. La situation qui règne en Moskitia est pour le moins pleine d'embûche pour les sandinistes. Leurs rares relais dans la région, des instituteurs venus exercer leur profession à Puerto Cabezas, ont quitté la zone et certains, tel Peter Ferrera, sont morts pendant les derniers combats contre la Garde nationale. Les dirigeants d'Alpromisu sont tenus en suspicion car cette organisation a été tolérée par Somoza. Le plus célèbre d'entre eux, un musicien, Lester Athers, a même été arrêté dès septembre par le fils d'une commerçante somoziste

passé au Front. Soucieux de venger sa mère, qui a eu maille à partir avec Alpromisu parce qu'on la désignait comme accapareuse, celui-ci accuse Lester Athers de séparatisme et, sans plus enquêter, les militaires sandinistes l'exécutent clandestinement en octobre 1979. Par ailleurs, les quelques notables somozistes de Waspam, de la région minière, comme de Puerto Cabezas et de Bluefields, sont partis dans les heures qui ont suivi le départ en exil de Somoza.

La voie est donc libre pour les jeunes turcs du MEC. Du fait de leur affiliation aux réseaux de notabilité locaux, ils sont capables de régler maints problèmes pratiques qu'affrontent les militaires sandinistes, étrangers à la zone. Débrouillard, doué d'une rare audace et de surcroît excellent orateur, Steadman Fagoth devient donc rapidement un personnage central de la scène politique locale. Le 11 novembre 1979, lors de la refondation du mouvement indianiste, il est un des plus chauds partisans de l'alliance avec les sandinistes, à tel point que certains des autres cadres de Misurasata, tels Armstrong Wiggins prennent ombrage de son penchant à faire apparaître le mouvement indien comme une quasi-organisation de masse du Front sandiniste⁷. Ce rapport privilégié avec les sandinistes conduira ceux-ci à l'utiliser dans leur lutte contre les autres factions des opposants à Somoza. Il va ainsi siéger en avril 1980 au Conseil d'État comme représentant de Misurasata, ce qui donnera désormais la majorité au FSLN au sein du pouvoir législatif provisoire⁸. Ces accointances ne l'empêchent nullement de prononcer devant les Miskitus les discours les plus enflammés en faveur des droits indigènes, et de se présenter comme le continuateur des rois miskitus ou de ceux qui dénoncèrent, dès les années 1930, le sort fait aux Indiens du littoral Caraïbe. Il pousse même l'audace jusqu'à tenir ce genre de propos lors de l'assemblée de fondation de Misurasata, et ce en présence de Daniel Ortega et d'autres autorités sandinistes qui ne disent mot.

Il va de même, s'inspirant largement des méthodes sandinistes, pousser à l'action les jeunes activistes non seulement lors de la campagne d'alphabetisation en langues vernaculaires, mais aussi dans la tentative de défense des terres et des bois revendiqués par les communautés, ou encore dans le travail de prise en main des syndicats de mineurs ou des coopératives de pêches. Cette position, à l'intersection du parti-État sandiniste et de la nébuleuse de Misurasata, tout comme l'adulation dont il est l'objet de la part des jeunes activistes, lui donnent de prodigieuses capacités d'action. Il est tout à la fois celui qui obtient quelques moyens du gouvernement central pour Misurasata et celui qui, localement, peut mobiliser à son profit une partie des moyens de transport de l'État. Du coup, peut-il obtenir en retour l'appui des réseaux familiaux des activistes de l'organisation indienne. Sa puissance est d'ailleurs telle, à la veille de son arrestation en février 1981, que

beaucoup de ses partisans disent tout à la fois en riant et sérieusement qu'il sera bientôt comme un nouveau roi miskitu.

Le 17 février 1981, son arrestation, ainsi que celle d'une trentaine d'autres dirigeants de l'organisation indienne, sous l'accusation de séparatisme, va faire de lui un martyr. Alors que les autres dirigeants sont rapidement libérés devant les manifestations de protestation organisées par les militants à la tête de la campagne d'alphabétisation, lui reste emprisonné pendant près de deux mois. Soumis à la torture, il cèdera aux pressions des policiers, fera une confession publique s'accusant tout à la fois d'avoir été un informateur de la police somoziste, d'être devenu un agent de la CIA et d'être à la tête d'un complot séparatiste, et enfin acceptera de partir poursuivre ses études dans un pays du bloc soviétique. Aussi, quand profitant d'un ultime droit de visite dans sa communauté pour voir son père mourant, il prend la fuite au Honduras, il est accueilli en héros par les jeunes exilés qui voit en lui une manière de nouveau Moïse. Tous voient en lui un chef susceptible de les guider dans leur guerre contre les sandinistes.

Le paradoxe est que, dans un premier temps, les préjugés racistes et la totale absence de sens politique des militaires honduriens, comme des Argentins et des membres de la CIA, vont faire que ceux-ci mesurent plus que chichement les moyens de la guérilla indienne. Leur idée est de garder sous la main ces quelque 200 ou 300 jeunes gens, sans ni vraiment les préparer à l'action armée ni leur donner d'armes. Ils ne découvriront tout le parti qu'ils peuvent tirer d'eux qu'au lendemain de l'exil de dizaines de milliers de Miskitus, après les combats des *cruces*. Tout le génie de Fagoth consistera à ce moment à affirmer que, loin d'être des combattants en rébellion contre lui, ceux-ci ont au contraire agi suivant son initiative. De même va-t-il faire très habilement faire valoir que les persécutions dont sont victimes les Miskitus sont plus susceptibles de mobiliser l'attention des activistes des droits de l'homme contre les sandinistes que les démêlées des clans conservateurs ou des paysans des zones centrales avec le nouvel appareil d'État révolutionnaire. Mieux, il plaide aisément que son combat n'apparaîtra en rien comme celui de revanchards de l'Ancien régime à l'image de celui des gardes nationaux regroupés au sein de la *Legión 15 de septiembre*.

Doté de fonds destinés à des actions de propagande, à l'achat de nourriture, comme à celui d'uniformes, approvisionné en armes et en munitions, ayant de surcroît la possibilité d'envoyer certains de ses guérilleros se former militairement auprès des forces armées honduriennes, voire dans d'autres pays sous gouvernement militaire, Fagoth va se transformer en un véritable seigneur de la guerre. Ces premières ressources vont lui permettre de récompenser ses partisans les plus fidèles. Certains sont envoyés à l'étranger se former militairement. Revenus auréolés d'un certain prestige

dû à leur nouveau savoir faire, les uns se voient intégrés à l'état-major de Misura ou, pour les plus ardents au combat, placés à la tête des troupes les plus entraînées et les mieux dotées en armes et en munitions. Tous ont de plus accès à de multiples gratifications matérielles qui leur permettent d'aider leur famille en exil, ou de régaler une maîtresse. Certains sont même invités à participer à des tournées de propagande aux États-Unis et en Europe, et à mener quelques jours durant la « grande vie ».

Cette constitution d'un corps de commandants à la dévotion du nouveau chef d'état-major, va se doubler de la mise en place de toute une série de relations privilégiées avec les militaires honduriens. Une partie des armes et des munitions fournies à la guérilla est gracieusement cédée aux militaires en charge de la Moskitia hondurienne qui les revend immédiatement sur le marché noir, aux guérilleros salvadoriens ou à des réseaux de trafiquants d'armes. Ces bonnes manières avec les officiers honduriens vont permettre à Steadman Fagoth de pouvoir compter sur leur appui dans les luttes internes au sein du mouvement indien. Brooklyn Rivera, qui entend lui disputer son leadership, est ainsi arrêté et emprisonné arbitrairement par les militaires, de même que différents autres de ses opposants. De la même façon, une partie des opposants ayant formé les *cruces* est-elle réintégrée et dotée de certaines gratifications, tandis que ceux qui rechignent à rentrer dans le rang sont menacés de mort et n'ont d'autre salut que dans la fuite au Costa Rica. Enfin, les membres de l'état-major qui vont dénoncer l'impréparation de la tentative de s'emparer du camp retranché de la Tronquera n'auront la vie sauve que parce qu'ils parviendront à en appeler à la protection du HCR et à obtenir des visas pour l'Espagne.

Ces ressources lui permettent aussi de monter un organisme sensé représenter les réfugiés miskitus aussi bien lors de certaines de ses conférences de presse et des tournées de propagande sur le continent américain, notamment aux États-Unis, qu'auprès du HCR. Fagoth va créer ainsi de toutes pièces un Conseil des anciens. Le nom dudit conseil s'inspire pour une part d'une institution propre à L'Église morave, le Conseil des anciens des différentes paroisses qui, composé des fidèles les plus anciens nommés par cooptation, a pour tâche d'assister le pasteur dans ses différentes fonctions. Il puise en outre à l'expérience d'alpromisu et de Misurasata, dont les premiers dirigeants convoquèrent à des assemblées de fondation où siégeaient deux ou trois délégués par communautés. Il copie en outre une forme politique amérindienne rendue célèbre par les Iroquois. Ce Conseil est au départ peuplé de créatures de Fagoth, qui sont pour beaucoup des proches de l'ancienne Garde nationale et dont certains ne sont d'aucune façon miskitu.

Un pouvoir politico-militaire fragile

Le pouvoir politico-militaire de Fagoth n'en est pas moins fragile. S'il a su très habilement utiliser les actions des *cruces* pour persuader les Américains des capacités militaires des Miskitus et obtenir d'importants moyens, il s'est en fait engagé dans une fuite en avant passablement périlleuse. Il doit en effet démontrer que ses guérilleros ont non seulement été capables d'une série de coups de main particulièrement spectaculaires en 1981, mais qu'ils sont capables de renouveler leurs exploits. De là est née sa volonté de prendre d'assaut la principale base militaire sandiniste aux abords de la frontière hondurienne. Et son échec retentissant n'a pas été sans soulever des doutes chez ses bailleurs de fonds. De la même façon, sa politique militaire a été largement critiquée par les membres de son premier état-major, et ses tentatives de les réduire au silence en les faisant assassiner ont échoué du fait de la présence d'esprit de ces derniers qui ont su à temps se placer sous la protection du HCR. Certains de ses opposants découvrent à cette occasion qu'il est loin d'être tout puissant et commencent à comploter contre lui. Par ailleurs, sa propension à distribuer des faveurs à ses partisans n'a pas été sans créer des jalousies au sein de la guérilla. Son côté séducteur impénitent dresse aussi contre lui certains guérilleros qu'il envoie au combat pendant qu'il courtise leurs fiancées. De même, alors qu'il tolère que les instructeurs issus de la Garde nationale ou certains *comandantes* aient une maîtresse, il se met à persécuter deux *comandantes* reconnus pour leur vaillance au combat parce qu'ils ont eu le malheur de plaire à deux de ses sœurs. De ce fait, il s'attire non seulement de nombreux quolibets, mais il prête le flanc à ceux qui l'accusent de pratiques dictatoriales. De façon plus générale, sa capacité à dénoncer comme des opposants à la cause indienne des hommes avec lesquels il est en rivalité pour des motifs privés lui vaut de solides inimitiés qui, peu à peu, deviennent autant de critiques politiques de ses manières d'agir.

Les critiques dont il est l'objet chez les réfugiés installés au Honduras comme au sein de Misura vont se trouver amplifiées par l'apparition, au Costa Rica d'un autre pôle d'opposants armés au régime sandiniste, les proches d'Eden Pastora, le Comandant Zéro⁹, auprès duquel se rend bientôt Brooklyn Rivera. Celui-ci, qui a été emprisonné de la façon la plus arbitraire par les militaires honduriens à la demande de Fagoth, ne tarde pas à dénoncer l'autoritarisme dictatorial de ce dernier, tout comme ses collusions avec l'armée hondurienne. De même attire-t-il l'attention de l'opinion publique internationale sur les recrutements forcés opérés par les Misuras dans les camps de réfugiés. Les critiques de Pastora et de Brooklyn Rivera sont bientôt telles

que les Nord-Américains seront obligés d'appuyer ce mouvement d'opposition de gauche au sandinisme pour ne pas apparaître comme de pur et simples partisans du retour au *statu quo ante*. Aussi, à partir de la mi-1982, une partie des opposants à Fagoth va pouvoir faire le choix d'entrer en dissidence ou de rallier le Costa Rica¹⁰.

L'afflux de réfugiés, début 1982, va néanmoins être une excellente opportunité pour la cause de Fagoth. La destruction systématique des villages frontaliers, comme le déplacement forcé de leurs populations et la fuite de bon nombre d'habitants vont donner des arguments au mouvement indianiste et fournir des recrues aux guérilleros. Cependant, l'apparition de nombreux réfugiés va aussi obliger Fagoth à accepter la désignation de nouveaux membres du Conseil des anciens. Pis, les autorités du HCR, tout en acceptant la présence de certains des premiers membres désignés par Fagoth, vont appuyer ceux qui refusent que Fagoth ne nomme que ses partisans. Du coup, le dit Conseil, désormais pluraliste, émancipé de la tutelle du commandant en chef de la guérilla, va devenir à la fois un lieu de débats entre les Miskitus eux-mêmes et la principale instance de négociation entre les réfugiés et le HCR.

LE CONTRE-POUVOIR DES *COMANDANTES*

La demande de la convocation d'une assemblée des *comandantes* formulées par *Mono* aux côtés de ses pairs et à la tête de leurs troupes marque sans conteste, et ce sans doute pour la première fois, l'émergence d'un contre-pouvoir au sein de la guérilla. Jusqu'alors, Fagoth avait régné en construisant son pouvoir sur sa situation d'intermédiaire entre les Miskitus et les sandinistes, puis avec les bailleurs de fonds de la *Contra*. Si, à bien des égards, les *commandantes* sont des créations de Steadman Fagoth, leur rôle militaire, comme la constitution d'un savoir-faire essentiel à la bonne marche de la guerre va leur donner un poids grandissant (photographie n° 3). C'est sur ces bases qu'ils vont renégocier à la fois leur statut et les options politico-militaires du mouvement, dès lors que le pouvoir de Fagoth sera fragilisé par la suspension de l'aide américaine et l'apparition d'un état-major indien rival, celui de Brooklyn Rivera, qui lui aussi bénéficiera de la manne nord-américaine.

Les ressources des *comandantes*

Nul doute que les *comandantes* ne soient devenus des acteurs de premier plan du fait de la guerre. En effet, si les membres du premier état-major de



PHOTOGRAPHIE N° 3 : LE COMMANDANT WARI HARANGUE SES TROUPES (CLICHÉ : AUTEUR INCONNU, COLL. GILLES BATAILLON).

Fagoth sont les responsables de la campagne d'alphabétisation sur le Rio Coco qui ont organisé les manifestations demandant sa libération, puis poussé les alphabétiseurs et les jeunes activistes à s'enfuir au Honduras, tous les autres sont issus des rangs de ces derniers. Tous, ou presque, n'ont acquis un rôle prééminent qu'au cours des premières opérations militaires consécutives aux coups de main des *cruces*. C'est au sein de cette première vague de jeunes exilés, et parmi les plus disciplinés et les plus endurants, que Fagoth a sélectionné ses premiers « officiers ». Certains ont d'ailleurs suivi des formations spécifiques auprès de l'armée hondurienne, en compagnie d'autres futurs « officiers » des troupes de la *Legión 15 de septiembre*, et parfois même auprès d'officiers guatémaltèques ou argentins spécialisés dans les opérations de contre guérilla. Aussi, au départ sont-ils parfaitement dépendants de Fagoth. Celui-ci les a choisis et nommés et c'est encore lui qui a décidé de leur confier des troupes, plus ou bien dotées en armement, en munitions, en moyens de communication et en nourriture.

Les combats livrés les premiers mois vont faire naître une première division au sein des *comandantes* : les *soyas* et les *runqueros*. Ces dénominations sont celles qui vont spontanément surgir au sein des guérilleros, au vu des faits d'armes des uns et des autres. Les premiers tirent leur surnom de leur goût prononcé pour les bouillies (les *soyas*) distribuées dans les camps de réfugiés par le HCR pour réalimenter les réfugiés qui arrivent dans les pires conditions du Nicaragua. C'est dire que ces subordonnés de Fagoth, qui

aiment à faire les jolis cœurs dans les bases arrières, sont aussi les moins habiles au combat et les plus prompts à se faire bien voir de leur chef. N'hésitant jamais à vanter ses décisions, ils obéissent sans renâcler à ses ordres les plus douteux, notamment lorsqu'il s'agit de persécuter ou d'assassiner des supposés « traîtres à la cause ». Leurs places à l'abri (les uns sont en charge de la logistique, les autres de l'armurerie, de la nourriture, ou du renseignement), sont enviées car elles sont à la fois lucratives et peu dangereuses. Cependant, elles leur valent aussi, et ce très tôt, une réputation de profiteurs de guerre et de « planqués ». Enfin, si certains sont parfois craints, leur couardise et leur totale incompétence lors des combats en ont fait les objets de risée et de mépris pour les combattants.

Les autres, les bagarreurs (*rungueros*), sans toujours être enviés, sont néanmoins respectés, aussi bien par les réfugiés que par les hommes qu'ils mènent au combat¹¹. À la différence des *soyas*, les *rungueros* vont rapidement acquérir un poids propre du fait de leur habileté au combat, comme de leur capacité à survivre dans les zones de guerre parfois très éloignées de leurs bases arrières honduriennes. Du fait de leur excellente conduite dans les engagements avec les sandinistes, ils obtiennent souvent le meilleur des armes fournies par les Nord-Américains. De plus, ils sont capables de récupérer des armes comme des vivres sur l'ennemi, ce qui renforce encore leurs positions vis-à-vis de l'état-major. Leur capacité à ramener des renseignements sur la situation militaire, comme des documents de l'armée sandiniste, donne aussi à certains d'entre eux un accès direct soit à Steadman Fagoth, soit parfois même aux responsables du renseignement au sein de l'armée hondurienne, comme à certains agents de la CIA.

Le succès de leurs opérations sur la frontière les met dans les bonnes grâces des officiers honduriens qui craignent les ratées des *Contras* pouvant entraîner des représailles de la part des sandinistes. Ce rôle de garde-frontière vaut quelques menus privilèges aux *rungueros* comme aux hommes placés sous leur commandement. Alors que les combattants miskitus sont en principe cantonnés dans leurs bases quand ils ne sont pas en opération au Nicaragua, et que le périmètre des camps de réfugiés comme du port de Puerto Lempira leur est peu ou prou interdit, les guérilleros les plus combattifs obtiennent des permissions pour rendre visite à leur famille dans les camps. Certains commandants sont même invités par les officiers du 5^e Bataillon à festoyer dans les bars de Puerto Lempira. Leurs contacts avec les autorités honduriennes permettent aussi à ces commandants, comme à leurs hommes, de se livrer à quelques menus trafics, tant sur les armes soviétiques récupérées sur l'ennemi (le chic du chic chez les officiers honduriens), comme sur le bétail ou les chevaux, les perroquets, les singes, ou encore les peaux de félins.

Certains *rungueros* voient leurs qualités militaires renforcées par une sorte d'aura magico-religieuse. Certains ont obtenu des *tups* (protections magiques) auprès de guérisseurs miskitus ou créoles. Et leurs premiers succès sont, pour beaucoup, le signe de la force de leurs pouvoirs magiques. Si aucun d'entre eux ne pense qu'il est de ce fait à l'épreuve des balles, beaucoup croient, tout comme leurs hommes, que ces charmes sont des protections souvent fort efficaces qui évitent de tomber dans des embuscades ou qui permettent d'égarer l'ennemi quand on est poursuivi lors d'une retraite malheureuse. D'autres ont, du fait de leur piété, la réputation d'être protégés par le Créateur qui leur concède des aides miraculeuses. Ainsi, au cours d'une attaque de nuit, au clair de lune, en terrain découvert, lors de la saison sèche, un commandant jugeant l'assaut impossible du fait de la présence de sentinelles se met-il à prier avec ses hommes pour obtenir l'aide du seigneur. Peu après, alors qu'ils s'apprêtent à se replier sans lancer leur offensive, ils assistent à la formation d'épais nuages qui provoquent un formidable orage faisant rentrer les sentinelles dans leurs casemates. Du coup, le commandant peut disposer au mieux ses hommes sans qu'ils soient détectés et lancer l'assaut avec succès. De tels miracles ne vont pas peu peser dans la réputation de certains commandants, tel *Mono*. Son très strict respect des commandements religieux, ses bonnes manières avec les populations civiles, comme avec les prisonniers seront associés à ces miracles et il pourra d'autant plus exiger de ses guérilleros.

C'est ainsi que, tout au long des années 1982 et 1983, les *rungueros* vont acquérir un pouvoir de négociation grandissant avec Steadman Fagoth et son état-major, devenant petit à petit un groupe avec lequel on doit compter. En effet, si le commandant en chef peut compter sur les *soyas* pour encadrer les recrues ou se charger d'un certain nombre de tâches logistiques ou de renseignement auprès des réfugiés récemment arrivés, ou encore persécuter les opposants à ses choix politico-militaires, lui comme sa *camarilla* dépendent chaque jour un peu plus des *rungueros* dont la réputation va grandissant. Le marché passé par Fagoth avec ses bailleurs de fonds est en effet clair : il reçoit une aide financière et militaire qui est fonction de ses résultats militaires. Or, ces résultats sont ceux des *rungueros*. Ceux-ci en viennent donc, même s'ils ne font pas formellement partie de l'état-major, à être écoutés par ses membres car les succès sur le terrain dépendent entièrement d'eux. De même, tous savent fort bien que c'est sous leur commandement qu'on obtient le meilleur des guérilleros. De plus, ces *comandantes* ne tardent pas à être courtisés par les alliés rivaux des différents groupes de la *Contra*. Certains des dirigeants de la *Legión 15 de septiembre* qui ont fait peau neuve au sein des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), rêvent d'attirer à eux certains commandants miskitus afin de constituer un

Front atlantique et se dédouaner complètement de leur image de revanchards et de nostalgiques de l'époque somoziste. De même Eden Pastora et Brooklyn Rivera aspirent à constituer une alliance entre sandinistes dissidents et Miskitus, afin d'isoler les membres du FDN qui reçoivent le gros de l'aide nord-américaine.

Ces contacts vont même se traduire dans certains cas par un appui logistique du FDN à certains commandants opérant dans la région des mines, et par celui de ARDE-Misurasata à ceux qui opèrent au sud de Puerto Cabezas. Certains *rungueros* prennent langue avec les commandants dirigés par Brooklyn Rivera depuis le Costa Rica et, sans jamais en référer à leur hiérarchie, montent parfois des opérations en commun ou se prêtent main-forte. Enfin, à plusieurs reprises, certains *rungueros* en désaccord avec les règlements de compte menés par Fagoth avertiront des commandants, autrefois sous les ordres de Fagoth et passé chez Brooklyn Rivera, que le premier a lancé des équipes de tueurs à leur poursuite.

L'émergence d'un contre-pouvoir

Début 1984, la suspension de l'aide nord-américaine va créer un contexte favorable à l'émergence de véritables contre-pouvoirs au sein de la guérilla. En effet, de nombreux partisans de Fagoth, qui étaient avant tout amateurs de ses largesses, qu'il s'agisse des militaires honduriens ou de beaucoup des ses *comandantes*, ne vont plus l'appuyer inconditionnellement. Mais il y a plus : c'est toute une stratégie illustrée par le slogan « Grenade 1983-Nicaragua 1984 » qui est purement et simplement remise en question. C'est dire que le Commandant en chef de Misura est non seulement privé d'aide militaire et d'appui financier, mais que toute sa rhétorique qui mettait en avant l'appui inconditionnel des « alliés » et avait présenté le débarquement à la Grenade comme un prélude à une opération similaire au Nicaragua devient caduc. Pire encore, un certain nombre de guérilleros éprouvés par des combats mal préparés en viennent à douter qu'ils pourront un jour l'emporter contre les sandinistes. Aussi est-ce à la fois toute une chaîne de commandement qui est purement et simplement remise en question, mais aussi une stratégie où les options prônées par Fagoth paraissent non seulement comme les seules possibles mais ou de surcroît les autres faisaient figures de prélude à la trahison.

Pour le malheur de Steadman Fagoth, cette suspension temporaire de l'aide américaine à la *Contra* coïncide avec de nombreux autres phénomènes qui vont eux aussi contribuer à affaiblir son pouvoir. Différentes organisations de défense des droits de l'homme et une partie de la presse internationale multiplient les révélations sur les agissements clandestins

des États-Unis en Amérique centrale et sur les exactions de la *Contra*, ce qui rend le Congrès d'autant plus sourcilieux (Dillon, 1992). De même, les efforts déployés par les pays du groupe de Contadora, comme l'annonce par les sandinistes de l'organisation d'élections dans l'année, sont autant d'arguments qui viennent en contre de l'idée qu'il n'est d'autres moyens que militaires pour obliger les sandinistes à la démocratisation. Aussi les responsables des forces armées honduriennes sont-ils obligés d'adopter un profil bas. Ils deviennent infiniment moins tolérants avec les guérilleros miskitus.

C'est dans ce contexte de grande incertitude que les *comandantes rungueros* vont apparaître comme un possible recours, notamment pour en finir avec les affrontements entre partisans de Steadman Fagoth et de Brooklyn Rivera. Tous ne sont pas farouchement contre Fagoth, loin s'en faut. Mais même chez ceux qui reconnaissent son talent et sa capacité à avoir obtenu, comme personne n'aurait pu le faire, l'aide des alliés, certains sont fatigués de ces manières dictatoriales, comme de sa cour de profiteurs. Beaucoup entendent que leurs avis, basés sur l'expérience au combat, soient reconnus et appréciés à leur juste valeur. Les réfugiés, qui avaient fait le gros dos et suivi sans trop rechigner les directives de Fagoth, aspirent eux aussi à d'autres relations de pouvoir. Pensant que le recrutement forcé et la guerre à outrance leur permettraient de rentrer au plus vite sur le Rio Coco et de rebâtir leurs communautés, ils ont longtemps tu certaines de leurs critiques et n'ont eu qu'un rôle de figurant dans les discussions avec le HCR. S'ils entendent appuyer les *comandantes*, les membres du Conseil des anciens ont dans l'idée de se voir eux aussi reconnaître des pouvoirs propres. Parmi les « alliés », notamment au sein du Département d'État, comme des Forces armées honduriennes, certains sont fatigués de la « guerre des chefs ». Ils souhaitent une réforme au sein de la guérilla miskitu et plus généralement de la *Contra*.

Un dernier élément plaide en faveur des *rungueros* : leurs connaissance de première main des théâtres d'opération de la guérilla, comme leurs contacts informels avec Misurasata-ARDE. En effet, beaucoup au sein de la guérilla comme parmi les réfugiés, commencent à craindre que la suspension de l'aide nord-américaine ne soit le début d'un lâchage généralisé. Certains pensent même que les Honduriens pourraient bien ne plus tolérer la présence de la guérilla et faire mille difficultés aux réfugiés. Les *comandantes rungueros* apparaissent de ce fait comme les plus à même, soit d'organiser un déplacement massif des guérilleros vers des caches au Nicaragua, soit de prendre officiellement contact avec les hommes de Brooklyn Rivera. Enfin, beaucoup de ces commandants sont au contact permanent avec des réfugiés qui ont refusé de s'installer dans les camps du

HCR et survivent dans des villages de fortune sur la rive hondurienne du Rio Coco. Donnant une aide aux *comunitarios* sous formes de vieux uniformes, de médicaments ou d'armes destinées à l'autodéfense et à la chasse, ils sont pour ceux-ci, comme pour les réfugiés installés à Mocerón, des figures de protecteurs, susceptibles de les aider au cas où les Honduriens voudraient les expulser.

C'est dans ce contexte que prend place la *prise de parole* (Hirschmann) du commandant *Mono*. Ce qu'il convient de saisir c'est comment lui et ses *alter ego* vont au départ poser des problèmes purement militaires et, une fois reconnu le bien fondé de leur critique sur ces sujets, comment ils vont se faire entendre sur les questions plus politiques. Le rôle des *ligas* est de ce point de vue essentiel. Car les premières critiques formulées à l'encontre de Fagoth le sont dans de tous petits groupes où règnent la confiance entre pairs : les réseaux familiaux et les *ligas*. De même, la capacité des *rungueiros* à se voir appuyés dans leur démarche contestatrice par leurs troupes tient aussi à la transposition d'allégeances militaires vers le plan politique. C'est sur la base d'une confiance accordée à des chefs qui se sont avérés capables de les tirer sans trop de dommage des pires situations militaires que les guérilleros se rangent derrière eux pour une lutte qui est cette fois politique. De même, l'aura religieuse de quelqu'un comme *Mono*, lui vaut la confiance et l'appui d'un révérend particulièrement influent comme Tillith Mollins, et celui de nombreux autres pasteurs. L'émergence de ce contre-pouvoir va enfin être renforcé par l'affaiblissement des réseaux Fagothistes. Certains membres de ces réseaux, rendus furieux par la fin de leurs gratifications et soucieux de se dédouaner, vont lâcher leur ancien mentor et se rallier à l'idée d'un nécessaire partage du pouvoir.

Le choix des jeunes activistes de Misurasata de se lancer dans des opérations armées contre le régime sandiniste s'inscrit dans le prolongement de deux traditions politico-militaires : les combats des Miskitus contre les Espagnols tout au long de la colonie, les guérillas des sandinistes au lendemain de la révolution cubaine. La mise en pratique de tels choix a été rendue possible grâce à l'aide nord-américaine accordée aux opposants aux sandinistes. Si l'on ne peut pas faire abstraction de ce contexte, il convient aussi de saisir quelles ont été les interactions concrètes qui ont constitué la base des expériences des guérilleros miskitus. La prise en compte de ces interactions donne à voir un monde mouvant et en constante restructuration. Si les jeunes Miskitus empruntent à deux traditions, ils les réinventent en permanence. Par ailleurs, le

choix de l'action armée les installe dans une situation d'incertitude qui va peser sur le cours des événements ultérieurs. La description des jeux de pouvoir permet de comprendre comment le pouvoir charismatique est fonction de situations particulières et quelle est la fragilité de celui-ci. Cette analyse permet aussi de mieux saisir comment se sont finalement constitués des contre-pouvoirs au sein d'une organisation armée aux tendances pour le moins autoritaires, avant que l'élection présidentielle de 1990, remportée par la droite, ne mette un terme à l'expérience sandiniste et ne renvoie dans leurs foyers les guérilleros de la côte Atlantique.

Notes

- 1 Les faits relatés dans cette étude ont été recueillis au cours de différents séjours auprès des guérilleros miskitus en 1984 et en 1985. Cette première enquête a été complétée par plusieurs séjours en Moskitia nicaraguayenne de septembre 1997 à avril 2001. On trouvera des données générales sur l'histoire et les particularités de la Moskitia dans les ouvrages suivants : Bell, C. N. (1989) ; CIDCA (1987) ; Conzemius, E. (1932) ; Dennis P. (1982) et (1984) ; Dozier Craig L., (1985) ; Garcia, C. (1996) ; Grossman, G. (1983) ; Hale, C. (1994) ; Helms Mary W., (1969), (1975) et (1976) ; Jenkins Molieri, (1990) ; Jimenez S. T. E. (1976) ; Kirchoff P. (1963) ; Le Bot, Y., (1994) ; Mueller K.A. (1932) ; Nietschmann, B. (1973) ; Ohland K., Schneider R., (1983) ; Romero Vargas, German, (1995) ; Schneider ; Smukto F.G. (1996), Hermann G. (1998) ; Vilas, Carlos M. (1990) ; Wheelock Roman J. (1981) ; Wilson, John F. (1990) ; Wunderich, Volker, (1989).
- 2 Contraction de Miskitus, Sumus, Ramas, les trois principaux groupes ethniques de la côte caraïbe nicaraguayenne.
- 3 Je renvoie aux études suivantes sur la *Contra*, Bataillon, G. (1993) ; Brown T.C. (2000a) et (2000b), Dillon, S. (1992) Gutmann R. (1988) ; sur la *Contra* miskitu on dispose d'un remarquable témoignage de Reyes R. (1992) et de différentes études bien informées de Nietschmann, B. (1984a), (1984b), (1987), (1988), (1989) et (1991).
- 4 On se reportera sur ce sujet, au rapport de l'OEA sur la CIDH-OEA 1984, ainsi qu'aux différents articles parus à l'époque et ensuite : Adams R.N. (1981) ; Bataillon G. (1982) et (1983) ; Bourgeois P. (1982) et (1985) ; Diskin (1986), (1987) et (1991) ; *Ethnies* (1986) ; Le Bot Y., (1988) et (1989) ; Mac Donald, T., (1984), (1985) et (1988) ; Vanegas, U. (1988) ; Vayssière P. (1984) et Wilde M. (1989).
- 5 On trouvera différentes versions de cette légende in Conzemius, E. (1932), p. 116 et dans CIDCA (1985).
- 6 Cf. déclarations du dernier in *Akwesane Notes*, vol. 13, n° 2, 1981.
- 7 Cf. id.
- 8 Cf. sur ce sujet les analyses de Daniel Van Eeuven (1982).
- 9 Eden Pastora fut l'un des guérilleros sandinistes les plus populaires notamment à la suite de sa prise d'otage au Palais national en 1978. Il s'opposera à ses anciens compagnons d'armes à partir de 1982 et s'alliera à un ancien membre de la Junte de Gouvernement de Reconstruction Nationale, Alfonso Robelo, avec lequel il fondera l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) ; cf. sur ce point la mise au point commode de Daniel Van Eeuven (1991).
- 10 On trouvera une présentation commode des va et vient des Américains auprès des différents secteurs de la *Contra* in Gutman Roy (1988), ainsi que dans Sam Dillon (1992).
- 11 Il est à noter que certains passeront d'un statut à l'autre.

Bibliographie

- Adams Richard N., 1981, « The Dynamics of Societal Diversity: Notes from Nicaragua for a Sociology of Survival », *American Ethnologist*, vol. 8, n°1.
- Bataillon Gilles, 1982, « Le Nicaragua et les indiens miskito », *Esprit*, 7-8, p. 145-153, juillet-août.
- Bataillon Gilles, 1983, « Le Nicaragua et les indiens de la côte atlantique », *Esprit*, 7, p.146-161, juillet.
- Bataillon Gilles, 1993, « Contrastes et recontrastrés nicaraguayens (1982-1993) : réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires », *Cultures et Conflits*, n°12, hiver, Paris, L'Harmattan.
- Bell, C., Napier, 1989, (1^{re} ed. 1899) *Tangweera Life and Adventures among Gentle Savages*, University of Texas Press, Austin.
- Bent, N., 1982, « Situación actual de la Costa Atlántica », *Envío*, n°8.
- Bourgeois, P., 1982, « The Problematic of Nicaragua's Indigenous Minorities », dans Thomas Walker (ed), *Nicaragua in Revolution*, New York.
- Bourgeois P., 1985, « Nicaragua's Ethnic Minorities in the Revolution », *Monthly Review*, vol. 36, n°8.
- Brown Timothy C., 2000, *When the AK-47s Fall Silent, Revolutionaries, Guerrillas, And The Dangers of Peace*, Hoover Press, Stanford University, California.
- Brown Timothy C., 2000, *The Real Contra War: Highlander Peasant Resistance in Nicaragua*, Norman : University of Oklahoma Press, 2000.
- CIDCA, 1985, *Cuentos miskitu/Kisi nani*, Managua.
- CIDCA, 1987, *Ethnic Groups and the Nation State: The Case of the Atlantic Coast in Nicaragua*, University of Stockholm, Department of Social Anthropology, Stockholm.
- CIDH-OEA, 1984, *Informe sobre la situación de los derechos humanos de un sector de la población nicaragüense de origen miskito*, Secretaría general OEA, Washington.
- Conzemius, Eduard, 1932, *Ethnographical Survey of the Miskito and Sumu Indians of Honduras and Nicaragua*, Smithsonian Institution, Bureau of American Ethnology, Bulletin n° 106, Washington.
- Dennis, Philip., 1981, « Costenos and the Revolution in Nicaragua », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 23, n°3.
- Dennis, Philip, & Olien Michael, 1984, « Kinship among the Miskito », *American Ethnologist*, vol. 11, n° 4.
- Diffusion Inti, 1982, *Nicaragua : colonialisme et révolution, les sandinistes et la libération des indiens miskitos, sumus et ramas*, Paris.

- Dillon, Sam, 1992, *Comandos, The CIA and Nicaragua's Contra Rebels*, Henry Holt and Company, New York.
- Diskin, Martin, Bossert Thomas, Nahmad S. Salomon, Varese Stefano, 1986, *Peace and Autonomy on the Atlantic Coast of Nicaragua: A Report of the LASA Task Force on Human Rights and Academic Freedom*, Pittsburgh.
- Diskin, Martin, et al., 1987, *Nicaragua : Costa Atlantica*, Mexico, CADAL-CIE-SAS.
- Diskin, Martin, 1991, « Ethnic Discourse and the Challenge to Anthropology: The Nicaraguan Case », in Urban G. and Sherzer (eds), *Nation-States and Indians in Latin America*, Austin.
- Ethnies*, 1986, « Amérique centrale, les Indiens, la guerre et la paix » 4-5, Paris.
- Dozier Craig L., 1985, *Nicaragua's Mosquito Shore, The Years of British and American Presence*, The University of Alabama Press.
- Fagot, Steadman (s.d.), *La Moskitia autonomia regional*.
- Garcia, Claudia, 1996, *The Making of the Miskitu People of Nicaragua, The Social Construction of Ethnic identity*, Acta Universitatis Upsaliensis, Studia Sociologica Upsaliensa 41, Uppsala.
- Grossmann, Guido, 1983, *Nicaragua : Pais y costumbres y el trabajo de la hermandad en Nicaragua y Honduras hasta 1938*, traducido del alemán por Dagmar Petzold, CIDCA, Managua.
- Gutman Roy, 1988, *Banana Diplomacy, The Making of American Policy in Nicaragua 181-1987*, Simon and Schuster, New York.
- Hale C., 1994, *Resistance and Contradiction : Miskitu Indians and the Nicaraguan State, 1894-1987*, Standford.
- Hale, Charles R. ; Gordon, Edmund T. ; Gurdian, Galio C., 1998a, *Diagnostico general sobre la tenencia de la tierra en las comunidades indigenas de la Costa Atlantica, marco general*, Central American and Caribbean Research Council, Consultoria n°084-96, Austin Texas, Bluefields y Puerto cabezas, Nicaragua.
- Hale, Charles R. ; Gordon, Edmund T. ; Gurdian, Galio C. ; *Diagnostico general sobre la tenencia de la tierra en las comunidades indigenas de la Costa Atlantica, Informe final*, 1998b, Central American and Caribbean Research Council, Consultoria n°084-96, Austin Texas, Bluefields y Puerto cabezas, Nicaragua.
- Hawley Susan, 1997, « Protestantism and Indigenous Mobilisation : The Moravian Church among the Miskitu Indians of Nicaragua », *Journal of Latin American Studies*, n° 29, p.111-129.
- Hawley Susan, 2000, « Does God Speak Miskitu? The Bible and Ethnic Identity among the Miskitu Indians of Nicaragua », dans Brett M. (ed), *Ethnicity and the Bible*, Leiden.

- Helms Mary, 1969, « The Cultural Ecology of a Cultural Tribe », *Ethnology*, vol. VIII, n°1.
- Helms Mary W., 1975, *Middle America : A Cultural History of Heartland and Frontier*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Helms Mary W., 1976, *Asang : adaptaciones al contacto cultural en una sociedad misquito*, Instituto Indigenista Interamericano, Mexico.
- Jenkins Molieri, Jorge, 1990, *El desafío indigena en Nicaragua : el caso de los miskitos*, Editorial Nueva Nicaragua, Managua.
- Jimenez S. Tomas E., 1976, « Los indios de las tierras bajas de la América Central antes de la Conquista », *América Indígena*, vol. XXXVI, n°1 enero-marzo.
- Kirchhoff Paul, 1963, « The Caribbean Lowland Tribes: The Mosquito, Sumo, Paya and Jicaques », dans Steward Julian (ed), *Handbook of South American Indians*, vol. 4, Bureau of American Ethnology, Washington.
- Le Bot Yvon, 1988, « La Question Miskito : un révélateur de l'imaginaire politique sandiniste », dans *Nicaragua, les contradictions du sandinisme*, sous la direction de Pierre Vayssière, Presses du CNRS.
- Le Bot Yvon, 1989, « Réflexions sur l'histoire d'un peuple sans histoire », *Les temps modernes*, n° 511, février, p.105-149.
- Le Bot, Yvon, 1994, *Violence de la modernité en Amérique latine Indianité, société et pouvoir*, Karthala, Paris.
- Mac Donald, Theodore, 1984, « Miskito Refugees in Costa Rica », *Cultural Survival Quarterly*, 8: 3 (Fall 1984) : 59-60.
- Mac Donald, Theodore, 1985, « Nicaragua : National development and Atlantic Coast Indians », *Cultural Survival Newsletter*, 5, 3 : 9-11.
- Mac Donald, Theodore, 1988, « Moral Economy of the Miskito Indians », in Remo Giudei et al. eds., *Ethnicities and Nations*, p.107-153, University of Texas Press.
- Mohawk John and Davis Shelton, 1982, « Revolutionary Contradictions: Miskito and Sandinistas in Nicaragua », *Akwesasne Notes*, Spring, 7-10.
- Moore John H, 1986, « The Miskitu National Question in Nicaragua », *Science & Society*, Summer.
- Mueller, Bishop Karl A., 1932, *Among Creoles, Miskitos and Sumos: Eastern Nicaragua and its Moravian Missions*, Cristian Education Board of the Moravian Church in America, Bethlehem.
- Nietschmann, Bernard, 1973 *Between Land and Water, The Subsistence Ecology of the Miskito Indians, Eastern Nicaragua*, Seminar Press, New York and London.
- Nietschmann, Bernard, « Indian War in Nicaragua », 1984a, *Policy Review*, Summer, n° 29.

- Nietschmann, Bernard, 1984b, « Nicaragua's Other War: Indian Warriors versus Sandinistas », *Co-evolution Quarterly*, summer, 41-47.
- Nietschmann, Bernard, 1985, « Sandinismo y lukanka india », *Vuelta*, 107, Mexico.
- Nietschmann, Bernard, 1987 « The Third World War: Militarization and Indigenous Peoples », *Cultural Survival quarterly*, 11, 3, 1-16. (BGB.)
- Nietschmann, Bernard, 1988 « A Close Shave Sandinista Style », *Freedom at Issue*, juillet-aout.
- Nietschmann, Bernard, 1989, *The Unknown War: The Miskito Nation, Nicaragua, and the United States*, Focus on Issues, n° 8, Freedom House.
- Nietschmann, Bernard, 1991, « The Miskito Nation and the Geopolitics of Self-determination », *Journal of Political Science*, vol. XIX.
- Ohland K., Schneider R. (editors), 1983, *National Revolution and Indigenous Identity : The Conflict between Sandinistas and Miskito Indians of Nicaragua's Atlantic Coast*, Copenhagen.
- Pfeifer Andreas, 1988, « Revendications des indiens du Nicaragua », dans *Nicaragua, les contradictions du sandinisme*, sous la direction de Pierre Vayssière, Presses du CNRS.
- Reyes R. and Wilson J. (eds), 1992, *Rafaga: The Life Story of a Nicaraguan Miskito Commandante*, Norman and London.
- Rivera, Virgilio ; Rizo, Mario ; Williamson, Dennis, *Autonomía y Sociedad en la RAAV, CIDCA-UCA*, Managua 1996.
- Romero Vargas, German, 1995, *Las sociedades del atlántico de Nicaragua en los siglos XVII y XVIII*, Fondo de Promoción Cultural, BANIC, Managua.
- Sanders D., 1985, « Mosquitia and Nicaragua : An Incomplete Revolution », in Brosted J. (ed), *Native Power: The Quest for Autonomy and Nationhood of Indigenous Peoples*, Oslo.
- Schneider, Hermann Gustav, 1998, *La Moskitia, Historia de la Unitas Fratrum en la Moskitia (1849-1898)*, CIEETS, Managua.
- Smutko, Fray Gregorio, 1996, *La Presencia Capuchina entre los Miskitos, 1915-1995*, URACCAN-Vice Provincia de los Capuchinos de América Central y Panama, Cartago.
- Vanegas Uriel, 1988, « Que paso la Costa Atlantica ? », *Envío*, septembre, Managua.
- Van Eeuven, Daniel, 1982 « Nicaragua, l'an II de la révolution », *Problèmes d'Amérique Latine*, n°63, 1^{er} trimestre, Paris.
- Van Eeuven, Daniel, 1991, « Nicaragua » dans Alain Rouquié, *Les forces politiques en Amérique centrale*, Karthala, Paris.
- Vayssière Pierre, 1984, « Intégration et résistances des indiens miskitos au Nicaragua », *Amérique latine*, n° 17, jan-mars.

- Vilas, Carlos M. 1990, *Del Colonialismo a la Autonomía : Modernización Capitalista y Revolución Social en la Costa Atlántica*, Editorial Nueva Nicaragua, Managua.
- Wheelock Roman Jaime, 1981, *La Mosquitia en la Revolución*, CIERA-MIDIN-RA, Managua.
- Wilde M., 1989, « Faith and Endurance in Eastern Nicaragua », *Christian Century*, November.
- Wilson, John F., 1990, *Obra morava en Nicaragua : Tránsito y Breve Historia*, Editorial Union, Cardoza y Cia Ltda, Managua.
- Wünderich, Volker, 1989, *Sandino en la costa de las segovías al litoral atlántico*, Editorial Nueva Nicaragua, Managua.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Comment naît une guérilla, quelles y sont les relations de pouvoir ? La description d'une assemblée des guérilleros de Misura permet de saisir le contexte d'incertitude et de défiance qui caractérise une situation de guerre civile, tout comme les tensions qui peuvent prévaloir au sein d'une organisation armée. L'histoire des débuts de la guérilla montre comment le pouvoir charismatique de son commandant en chef fut grandement fonction de sa capacité à procurer des ressources politico-militaires aux combattants et à les persuader, au moins un temps, de l'imminence de la victoire. Les aléas même de la guerre et le rôle militairement incontournables des *comandantes* leur donnera bientôt la possibilité de se constituer en contre pouvoir au sein de la guérilla.

Como nace una guerrilla ? Que tipo de relacion de poder conlleva ? La descripcion de una asamblea de los guerrilleros de MISURA permite entender tanto el contexto de incertidumbre y de desconfianza que caracteriza una situacion de guerra civil, como las tensiones que prevalecen en una organizacion armada. El relato de los inicios de la guerrilla ensena cde cual manera el poder carismatico de su leader maximo fue

vinculado a su capacidad de distribuir recursos politico-militares a los combatientes y a persuadirlos por lo menos un tiempo de la inminencia de la victoria. El azar de la guerra y el papel militarmente insoslayable de los comandantes no tardara en permitirlos transformarse en un verdadero contra poder.

What breeds a guerilla, and what are his relations with power ? The description of an assembly of Misura guerillas provides an understanding of the contex of incertitude and defiance that characterizes a civil war, as well as the tension that can prevail within an organized army. The history of the beginnings of guerilla warfare show how the charismatic power of its commander in chief was largely a function of his ability to obtain political and military ressources for the fighters and to persuade them, at least for a time, of their imminent victory. The hazards of the war and the inescapable military role of the *comandantes soon* gave them the possibility to establish themselves as an opposing force among the guerillas.

HUMBOLDT ET LA CARTOGRAPHIE DU NORD DE LA NOUVELLE-ESPAGNE¹

CHANTAL CRAMAUSSEL *

INTRODUCTION

LES CARTES DE LA Nouvelle-Espagne² d'Humboldt eurent un impact impressionnant dans les milieux scientifiques puisqu'elles servirent de modèles cartographiques sur les deux continents pendant plus d'un demi-siècle. Cependant l'œuvre cartographique du savant allemand doit être considérée avant tout comme la synthèse de travaux antérieurs. En un an, ce grand voyageur ne put évidemment parcourir la totalité du territoire, ni réaliser les observations et calculs astronomiques qui lui auraient permis de partir de données entièrement nouvelles. Son itinéraire ne comprit par exemple aucune des énormes étendues du nord du Mexique car il ne s'aventura pas au-delà de l'Intendance de Guanajuato.

Pour cartographier tout le royaume, Humboldt eut recours à différentes sources dont la plupart étaient inédites quoique officielles, comme il le signale lui-même dans son « Introduction géographique » à *l'Essai politique sur le royaume de la Nouvelle-Espagne*. Tout d'abord, une série considérable de descriptions et rapports d'inspecteurs et fonctionnaires que la Couronne espagnole conservait dans ses archives de la péninsule ibérique et du Nouveau Monde fut mise à sa disposition. Sur les régions qu'il n'avait pas traversées, il obtint ensuite de précieuses informations d'importants personnages de l'époque ainsi que de savants avec lesquels il maintenait une correspondance épistolaire. La *Carte générale du royaume de la Nouvelle-Espagne* et, en particulier, la représentation des terres

*El Colegio de Michoacán/UNAM

septentrionales reflète ces sources hétérogènes tout en introduisant certaines nouveautés, comme nous allons le voir.

Nous énumérerons dans un premier temps les documents utilisés par Humboldt, puis nous analyserons ses apports quant à la détermination des longitudes et des latitudes, les divisions territoriales, la toponymie et la représentation orographique du nord de la Nouvelle-Espagne. Plusieurs comparaisons graphiques aideront à visualiser l'originalité des travaux cartographiques en question.

LES SOURCES DE HUMBOLDT

Humboldt doit la plupart de ses informations géographiques à quatre savants espagnols : Nicolas de Lafora, Carlos de Urrutia, Manuel Agustín Mascaró et Miguel Constanzó. Le premier d'entre eux, Nicolas de Lafora, réalisa une inspection des forts militaires du septentrion en 1766. Carlos de Urrutia l'accompagnait en tant qu'ingénieur chargé de dresser la carte de cette région encore mal connue ; de nouvelles mesures astronomiques lui permirent de cartographier plusieurs itinéraires entre Veracruz et Santa Fe et de construire une carte gigantesque qui mesurait trois mètres de long. Humboldt consulta une copie de cette dernière dans les archives du royaume de la Nouvelle-Espagne, à Mexico³. Avec l'ingénieur militaire Miguel Constanzó Humboldt fut en correspondance épistolaire suivie pendant l'année qui précéda celle de l'élaboration de la *Carte générale du royaume de la Nouvelle-Espagne* (Moncada, 1994 : 183, 194). Constanzó avait voyagé en 1768 avec l'inspecteur royal José de Gálvez en Haute Californie et fut sommé par le vice-roi Bucareli en 1779 de dessiner une carte complète de la juridiction territoriale de la *Comandancia de las provincias internas*, récemment créée⁴. Constanzó la réalisa en collaboration avec l'ingénieur Carlos de Urrutia, que nous avons mentionné plus haut.

Humboldt fut en mesure de comparer ces travaux cartographiques avec les représentations plus anciennes de l'ingénieur Francisco Alvarez Barreiro et de Pedro de Rivera qui menèrent également une inspection des forts militaires au début du XVII^e siècle⁵. Notre savant obtint ensuite de Juan José de Oteya, étudiant du *Colegio de Minería* un « Plan manuscrit du territoire compris entre Mexico, Zacatecas, Fresnillo, Sombrerete et Durango », apparemment perdu aujourd'hui. Les études et les liens familiaux de Juan José de Oteya en faisaient un informateur idéal. Son père et homonyme était l'associé de Pedro de Vertiz, un riche marchand d'argent qui pouvait fournir de précieux renseignements sur le chemin entre Zacatecas et Durango qu'il parcourait régulièrement (Suárez, 1997 : 155). En ce qui concerne la région de

Chihuahua, Humboldt avait consulté la *Carta manuscrita de la provincia de la Nueva Vizcaya entre 24° y 33°*, élaborée en 1792 par l'ingénieur Juan de Pagazaurtundúa⁶ sous les ordres de Pedro de Nava, alors commandant en chef des *Provincias Internas*. Il était aussi en contact avec Diego García Conde qui travailla aux côtés de Constanzó afin de mener à bien le *Levantamiento geodésico para servir a un proyecto de defensa militar de la Nueva España*⁷, en 1797. Diego Conde appartenait à une illustre famille dont les membres occupèrent à plusieurs reprises des charges d'importance au Sonora et au Chihuahua pendant le dernier tiers du XVIII^e siècle (Almada, 1928 : 215-219) ; il était certainement une des personnes les mieux informées du nord de la Nouvelle-Espagne.

Malgré l'enthousiaste collaboration et la bonne volonté de ces hommes de terrain instruits et tous les travaux scientifiques antérieurement cités, Humboldt n'était pas satisfait. Il savait qu'il lui manquait encore des données géographiques de base pour dresser des cartes exactes : au début du XIX^e siècle, l'incertitude planait sur la position astronomique des villes et villages au nord de la Nouvelle-Espagne ; les longitudes indiquées par les cartographes n'étaient qu'approximatives et même les latitudes n'avaient pas été établies avec précision.

LES LONGITUDES ET LES LATITUDES

Grâce aux mesures prises par Joaquín Velázquez de Cárdenas y León dont la fiabilité sera corroborée ensuite par d'autres astronomes⁸, on connaissait plus ou moins les longitudes du Sonora et de la Californie. Cependant les longitudes concernant le reste du territoire septentrional étaient tellement vagues qu'il était encore impossible de préciser la largeur de la masse continentale. Depuis la fin du XVI^e siècle et jusqu'au siècle des Lumières, on avait sous-estimé la distance réelle entre l'Europe et l'Amérique⁹. Mais, à partir du début du XVIII^e siècle la tendance contraire s'était amorcée et l'influence dominante de la cartographie française ainsi que le prestige de Guillaume de L'Isle contribua à imposer l'image d'un septentrion de la Nouvelle-Espagne trop étroit (figure n° 1 : comparaison graphique entre Mercator, 1626, et de L'Isle, 1726)¹⁰.

Dans ce contexte, la carte de Lafora-Urrutia peut être considérée comme archaïque (le continent mesure 29 degrés de longitude à la hauteur de Chihuahua) tandis que celle de Constanzó et Mascaró de 1782 est conforme aux tendances cartographiques de l'époque (le continent mesure 15 degrés à la même latitude). Humboldt qui disposait sans doute de données supplémentaires obtenues au cours de nouveaux voyages maritimes sélectionna le



FIGURE N° 1 : REPRÉSENTATIONS CARTOGRAPHIQUES DE LA MASSE CONTINENTALE. COMPARAISON ENTRE MERCATOR (1626) Y DE L'ISLE (1726).

modèle choisi par Mascaró et Constanzó (figures n° 2 et 3). Notre savant parvint à évaluer la largeur exacte de la masse continentale qui perdit encore un degré de longitude par rapport à la carte de Constanzó et Mascaró. La carte d'Humboldt ressemble fort pourtant à cette dernière surtout en ce qui concerne la portion ouest du continent, la seule modification majeure portant sur le littoral du Sinaloa.

Humboldt réussit à se rendre compte de la distance réelle entre les deux océans, mais il ne parvint pas à situer avec justesse les agglomérations et les accidents géographiques du nord de la Nouvelle-Espagne (figure n° 4). Les erreurs de longitudes sur les cartes de 1804 et 1822 entraînent de graves altérations du cours des rivières : le Conchos, par exemple, paraît couler du sud au nord et non pas du sud-ouest au nord-est, bien que Humboldt corrige la représentation de cette rivière à l'ouest (inexacte sur la carte de Mascaró-Constanzó). En outre, sur la *Carte générale*, les grandes plaines désertiques entre les rivières Conchos et Bravo disparaissent presque totalement et plus au sud la superficie du Bolsón de Mapimí est très réduite. Quant aux villes de Chihuahua et El Paso, elles se trouvent décalées vers le milieu du continent.

Ces erreurs qui peuvent nous sembler incroyables n'étaient en fait guère perceptibles à l'époque. Tant que la représentation de l'espace géographique n'entraînait pas en contradiction avec l'expérience des voyageurs, personne n'était en mesure de critiquer les représentations de la région produites par les cartographes. Les habitants de la Nouvelle-Espagne parcouraient constamment le haut plateau central entre Zacatecas, Chihuahua et Santa Fe

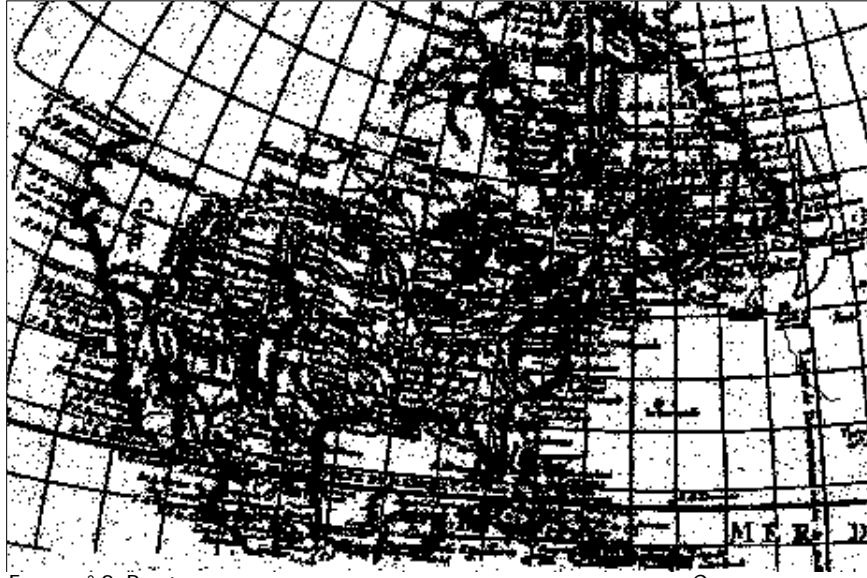


FIGURE N° 2. REPRÉSENTATIONS CARTOGRAPHIQUES DE LA MASSE CONTINENTALE. COMPARAISON ENTRE URRUTIA-LAFORA (1771) ET HUMBOLDT (1804). POUR FACILITER LA COMPARAISON VISUELLE, NOUS AVONS SIGNALÉ PAR UN TRAIT PLUS ÉPAIS LES LIMITES DE L'INTENDANCE DE DURANGO ET INDIQUÉ AVEC CLARTÉ LES VILLES D'EL PASO, CHIHUAHUA, DURANGO ET ZACATECAS.

qui était traversé le grand axe commercial nord-sud, appelé « chemin royal de l'intérieur des terres » ; ils connaissaient également le territoire des contreforts de la Sierra Madre Occidental ainsi que la partie adjacente du haut plateau où avaient été fondés de nombreux centres miniers et des missions. Mais rares étaient ceux qui s'étaient aventurés à voyager d'ouest en est, dans les

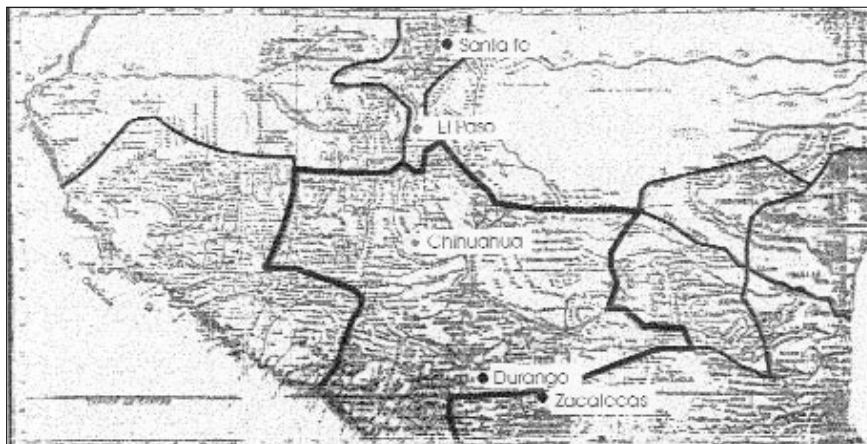


FIGURE N° 3. LES COORDONNÉES GÉOGRAPHIQUES. COMPARAISON ENTRE MASCARO (1782) ET HUMBOLDT (1804). HUMBOLDT CALCULE LES LONGITUDES A PARTIR DE PARIS ET MASCARO A PARTIR DU MÉRIDIEN DE TÉNÉRIVE.

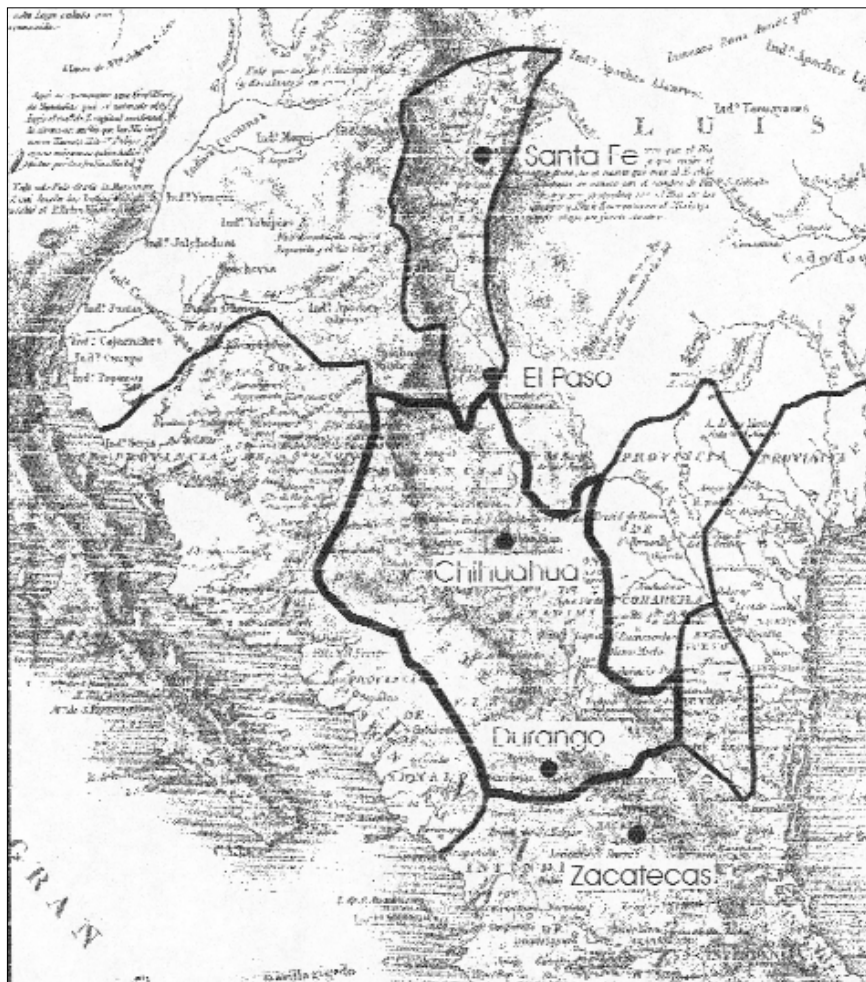


FIGURE N° 4. LE NORD DE LA NOUVELLE-ESPAGNE REPRÉSENTÉ PAR HUMBOLDT EN 1804. NOUS AVONS SIGNALÉ PAR UN TRAIT PLUS ÉPAIS LES LIMITES DE L'INTENDANCE DE DURANGO ET INDICUÉ AVEC CLARTÉ LES VILLES DE SANTA FE, EL PASO, CHIHUAHUA, DURANGO ET ZACATECAS.

territoires des Indiens encore insoumis et proches du Bolsón de Mapimí, repaire et refuge célèbre des rebelles. Les estimations données en « *rumbos y distancias* » (orientations et distances) provenaient de voyageurs pressés dont la vie était en danger. Elles n'étaient pas suffisantes pour que les hommes de l'époque se fassent une idée des véritables dimensions des paysages de cette partie du continent.

En 1803, un an avant d'élaborer la *Carte générale de la Nouvelle-Espagne*, Humboldt avait demandé à Constanzó des précisions quant aux latitudes des principales villes du nord (Santa Fe, Arizpe, Chihuahua et Durango) : « De

grâce, Monsieur, ayez la générosité de me dire un mot sur Chihuahua et Durango ou de quelque autre région dont on a déterminé la latitude » (Moncada, 1994 : 194). Humboldt supposait déjà que les « villages du Nouveau-Mexique ne sont pas si au nord que l'on croit, parce que le degré de latitude est exagéré... » Il savait bien que toutes les estimations données n'avaient pas été établies à partir d'observations directes ni de mesures réalisées avec des gnomons ou autres instruments astronomiques maintes d'entre elles avaient été tout simplement établies à l'estime par ceux qui empruntaient les longs et dangereux chemins du nord de la Nouvelle-Espagne (Humboldt, 1941 : 21). Dans l'*Essai*, publié pour la première fois en 1811, Humboldt signalait sans ambages qu'au nord de Durango même les indications concernant les latitudes n'étaient pas fiables. Toutes les cartes officielles de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle accusent en effet une erreur de presque un degré au nord de Mazatlán. Humboldt qui ne put mener à bien de nouvelles mesures opta pour la prudence et ne modifia donc que très légèrement les estimations d'Urrutia et de Lafora : la distance globale rapportée entre Santa Fe et Zacatecas est sensiblement la même sur la carte de 1771 que sur celle de 1804 (Humboldt, 1941).

	Humboldt 1804	Urrutia-Lafora 1771	Latitude exacte
Santa Fé	36°3	36°	35°6
El Paso	32°6	33°	31°7
Chihuahua	29°	29°	28°38
Durango	24°30	24°	24°01
Zacatecas	23°	23°30	22°46

Humboldt introduit de nouvelles erreurs d'estimations dans le cas de Santa Fe et Durango, situées trop au nord sur sa carte alors que les calculs de ses prédécesseurs étaient plus proches de la réalité. En revanche il corrige un peu la latitude d'El Paso et de Zacatecas¹¹, villes qui avaient été situées, comme il le supposait, trop au nord. La position de Chihuahua, pourtant erronée, demeure inchangée.

La discussion sur les latitudes et les longitudes se poursuivra pendant longtemps encore ; les coordonnées géographiques ne commenceront à être déterminées une fois pour toutes qu'à la fin du XIX^e siècle lorsque la cartographie de la République Mexicaine acquit enfin un caractère vraiment scientifique. En 1847, les membres de la commission chargée après la guerre entre les États-Unis et le Mexique d'établir la nouvelle ligne frontière entre les deux pays s'aperçut que d'une carte à l'autre il y avait une différence de cent milles en ce qui concernait la localisation d'El Paso (Thrower, 1996). Mais les ingénieurs en question ne déterminèrent que les points situés sur la ligne frontière, ils ne vérifièrent pas la position des villes et villages situés plus au sud dont

les coordonnées manquaient encore de précision. Pendant plus d'un demi siècle après la publication de l'œuvre de Humboldt les controverses entre cartographes sur ce point étaient encore à l'ordre du jour. En 1859, par exemple, le général José María García écrivit pour le *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística* un article intitulé « *Ideas que se recopilan para la corrección de la estadística y geografía del país* » (compilation d'idées pour servir à corriger les statistiques et la géographie du pays) où il faisait part des divergences entre Pedro García Conde, Jesús Hermosa et Antonio García Cubas.

Malgré le rapport de la Commission des limites, ces savants n'étaient pas encore tombés d'accord sur les coordonnées d'El Paso. García Conde se référait encore à Humboldt tandis que ses collègues affirmaient à juste titre que l'honorable baron s'était trompé d'un degré de latitude. Quelques années plus tard, aidés par des savants mexicains, les militaires de l'Intervention française contribueront à améliorer la représentation cartographique du nord du Mexique, grâce à de nouvelles observations astronomiques qui fixèrent définitivement la position des grandes villes de la région. Cependant, les hommes de sciences tarderont encore longtemps à préciser les coordonnées géographiques des agglomérations plus modestes : dans l'*Atlas méthodique* d'Antonio García Cubas de 1874, tout comme dans l'*Atlas historique et pittoresque* du même auteur qui date de 1885, apparaissent encore de nombreuses inexactitudes, surtout en ce qui concerne les longitudes des villages de montagne.

LES DIVISIONS TERRITORIALES

Humboldt s'inspire de la carte de 1782 de Mascaró-Constanzó pour marquer les divisions territoriales des provinces du nord, mais il n'inclut pas dans la juridiction de l'Intendance de Durango le *Bolsón de Mapimí*, qui apparaît comme une région encore insoumise ne formant pas partie de la Nouvelle-Espagne. Cette dépression n'était certes pas complètement pacifiée au début du XIX^e siècle, comme beaucoup de régions éloignées du centre du royaume. Cependant, les villages que Humboldt indique sur sa carte, à l'instar de Julimes, ne se dépeuplèrent pas pendant l'époque coloniale. Au début du XIX^e siècle, il était vraiment impossible de considérer le *Bolsón de Mapimí* comme un territoire encore à conquérir, puisque la plus grande partie de ces terres incultes avaient déjà été délimitées à la fin du siècle précédent et appartenaient à de grands propriétaires fonciers, comme José Velazco y Restán, magnat de Durango dont les terres excédaient en superficie celle du célèbre Marquis d'Aguayo, au Coahuila (Alvarez, 1991, Lobsinger, 1992) ; ces

hacendados richissimes y elevaient du bétail, ce qui contribua à accentuer la désertification de cette région aride (Hernandez *et al.*, 1995). Chez Humboldt, la curieuse exclusion du *Bolsón* de l'Intendance de Durango provient probablement de la l'influence de la carte récente (1799) quoique encore inédite de Juan Bautista de Anza¹².

La toponymie

Humboldt reprend à grandes lignes la toponymie utilisée par Lafora et Mascaró (comme nous l'avons analysé en détail dans notre annexe qui porte sur les toponymes de l'Intendance de Durango) : il indique tous les forts militaires et les capitales des grandes juridictions civiles (Durango, Chihuahua, Arizpe, Santa Fe). Il nous a été impossible, cependant, de retrouver la logique qui permit à notre auteur de sélectionner les autres lieux mentionnés sur sa carte de 1804. Au nord de Chihuahua, par exemple, apparaissent plusieurs hameaux sans importance dont l'unique fonction semble consister à remplir les espaces vides du désert septentrional ; de trop modestes chaînes de montagnes (sierras de Carcay, de Lucero, del Barrigón et Las Piernas de Doña María) y sont représentées, de même que le col du Chocolate et les petites lagunes de Guzmán et de la Candelaria, alors que le grand lac de Guatimape, au nord de l'actuel État de Durango n'est pas figuré. Humboldt signale aussi les villages d'Ojo Caliente et Agua Nueva qui n'étaient alors que des haciendas, ce qui pourrait refléter des renseignements erronés fournis par les personnages locaux avec lesquels le savant allemand était en contact. Mais la mention du lieu-dit de Velarde, passage à gué de la rivière Santa María (Gerhard, 1982 : 230) montre bien qu'il s'agissait la plupart du temps de remplir les blancs de la carte avec n'importe quelle sorte de toponyme.

Il est étrange d'autre part que la Sierra Madre Occidental semble pratiquement dépeuplée contrairement aux représentations d'Alzate (1768) ou Urrutia-lafora (1771) qui y mentionnent de très nombreuses missions¹³. Sur la carte de Humboldt de 1804, en revanche, sont indiqués tous les centres miniers septentrionaux dont le savant connaissait l'existence grâce au professeur Fausto Elhúyar et ses étudiants du *Colegio de Minería* de Mexico. En 1822, pourtant, Humboldt décida de ne plus les représenter : la ville de Parral alors *diputación de minería*¹⁴ comme le signale le baron sur sa carte de 1804 n'est même plus consignée. Le choix des toponymes rapportés est donc assez arbitraire. Voyons maintenant les haciendas qui apparaissent sur la carte : les anciennes missions de Moris et Cerocahui sont répertoriées comme des haciendas de même que les lieux-dits des Ojos Orientales, Ojos de la Yunta et San José del Potrero, au nord de Chihuahua. Nous avons eu bien du mal à identifier ces trois derniers endroits qui n'étaient ni des haciendas ni des

villages : ces toponymes correspondent en fait aux lieux d'étapes où se reposa Juan Bautista de Anza en 1799, comme l'indique ce capitaine sur la carte qu'il dressa de son périple¹⁵.

Quant aux haciendas situées dans le territoire qui appartient à l'actuel État de Durango, elle paraissent avoir été consignées par l'étudiant au *Colegio de Minería*, Juan de Oteyza. A l'exception de la Zarca, toutes les autres (de Batres, del Chorro o de Muleros) se trouvent près de la hacienda del Ojo, qui appartenait à l'oncle de Juan José, Pedro de Vertiz¹⁶. Humboldt sélectionne donc les toponymes de ses cartes presque au hasard ; sur sa carte de 1804, il privilégie les centres miniers et les capitales administratives, les autres toponymes sont repris des cartes de ses prédécesseurs et servent surtout à remplir les espaces vides. Mais il est vrai que jusque dans les années 1970 du XIX^e siècle dans les atlas mondiaux, la plupart des toponymes étaient sélectionnés ainsi, de manière arbitraire (voir, par exemple, Huot, 1824).

Les montagnes

La grande innovation introduite par Humboldt relève de la représentation des montagnes. Avant Humboldt, les cartographes de l'Amérique ne signalaient pas les montagnes avec beaucoup de précision, à l'instar des toponymes, les indications du relief servaient à remplir les blancs ou à marquer des points d'orientation utiles pour les voyageurs qui allaient utiliser la carte (Cramaussel, 1993). Sur la carte générale de la Nouvelle-Espagne, en revanche, les montagnes montrent la conformation orographique des grands ensembles continentaux. Pour indiquer le relief, Humboldt eut recours aux techniques de représentation les plus modernes de son temps ; il utilise les hachures introduites en cartographie en 1799 par l'ingénieur topographe saxon Johann Lehman et les ombres qui donnent un caractère tridimensionnel aux élévations de terrain, comme le conseillait le géographe suisse Guillaume Henri Dufour (Thrower, 1996 : 113).

Cependant la représentation de Humboldt des chaînes de montagnes ne coïncide pas avec les images cartographiques issues d'études topographiques actuelles. Une lecture attentive de *l'Essai* met à jour une apparente contradiction entre le texte et l'image cartographique de 1804. Humboldt affirme en effet qu'il existe entre Mexico et le Nouveau-Mexique une « imposante plaine qui paraît s'incliner insensiblement vers le nord », il fait observer également qu'il s'agit de « plaines immenses qui paraissent être conformées par une succession de lits d'anciens lacs séparés par des collines qui ne s'élèvent que de 200 à 250 mètres au dessus de ces lits » (Humboldt, 1941 : 21-22). Comment justifier alors la représentation cartographique de la grande cordillère que Humboldt place dans le nord de la Nouvelle-Espagne

au beau milieu de ce même auteur appelle dans le texte « une imposante plaine » ?

Il serait vain de croire qu'Humboldt désira représenter une véritable chaîne de montagnes centrale, cette apparente cordillère n'était en fait que fictive et marquait la ligne de partage des eaux entre les rivières qui se dirigent vers le Pacifique et celles qui débouchent dans l'Atlantique. La ligne de partage des eaux était alors considérée comme l'un des éléments essentiels de la géomorphologie des continents. Humboldt, à l'instar de la plupart des auteurs des atlas européens de la première partie du XIX^e siècle, suivit la tradition cartographique introduite au milieu du XVIII^e siècle par le géographe royal Buache qui indiquait les lignes de partage des eaux par ce qui pourrait sembler être des chaînes de montagnes. À l'époque de Humboldt, on représentait des chaînes de montagne fictives pour séparer graphiquement les différents bassins des grandes rivières, comme celle qui unissait le Massif Central aux Pyrénées et montrait la ligne de partage des eaux entre les rivières qui débouchaient dans la Méditerranée et celles qui coulaient vers l'Atlantique¹⁷. Humboldt explique lui-même de cette manière la raison d'être de la chaîne de montagne centrale qui apparaît sur ses cartes : « la crête de cette cordillère secondaire de la Sierra Madre est celle qui divise les eaux entre l'Océan Pacifique et la mer des Antilles » (Humboldt, 1941 : 24). Notons que cette ligne de partage des eaux est interrompue sur la carte au sud du Nazas parce que l'on croyait alors que cette rivière naissait à l'ouest des montagnes. En revanche, les petites montagnes qui s'élevaient au-dessus des hautes plaines centrales n'intéressaient guère Humboldt, de telle sorte que les monts à l'ouest du Conchos et la région pourtant très montagneuse des Indiens tarahumares ne sont pas représentés du tout. Le baron soutenait pourtant que dans cette région la Sierra Madre « s'élève de nouveau considérablement... près du Golfe de Californie, où se forment les montagnes de la Pimería Alta, célèbres pour leurs placers » (Humboldt, 1941 : 24). Dans le récit de voyage de Lafora (1766) et la description de l'évêché de Durango de Pedro Tamarón y Romeral (1765) (Tamarón, 1958 : 87), cités par Humboldt, le caractère particulièrement accidenté du versant ouest de la Sierra est mis en valeur. Le savant allemand n'ignorait donc pas le haut-relief des montagnes à l'ouest du Conchos et de Durango, mais il avait décidé de privilégier d'autres éléments dans sa représentation géographique de cette partie du continent.

Cette constatation ne justifie pas, bien sûr, l'erreur de conception géologique qui portait à croire que la Sierra Madre Occidental était un prolongement des Andes et que ces deux chaînes formaient l'épine dorsale de tout le continent¹⁸. Ce fut une hypothèse qui perdura assez longtemps et il faudra attendre 1865 et les résultats des travaux des géologues de la Commission

Scientifique de l'Intervention pour que cette conception mise à la mode par Humboldt soit réfutée une fois pour toute¹⁹.

CONCLUSION

La représentation cartographique du nord de la Nouvelle-Espagne d'Humboldt n'apporte que peu de nouveautés : cet homme de science ne voyagea pas dans le septentrion et s'inspira pour le représenter des travaux de Urrutia-Lafora, et surtout de la carte de Mascaró-Constanzó de la fin du XVIII^e siècle. Il s'agit donc d'une cartographie un peu spéculative où Humboldt tenta de corriger les erreurs de ses prédécesseurs à partir de cartes plus récentes ou de données obtenues par des habitants de cette partie du continent. Cependant, le savant entreprit ce projet sans avoir à sa disposition les moyens techniques qui lui auraient permis de vérifier les estimations avancées par ses amis et confrères, de telle sorte qu'il corrigea certaines données tout en introduisant de nouvelles inexactitudes. Ainsi, il déplaça encore plus au nord les latitudes de certaines villes dont la localisation était déjà erronée chez Lafora et Urrutia, et réduisit sur ses cartes l'extension des vastes étendues planes du haut plateau septentrional. Humboldt situa Chihuahua et El Paso au milieu de la masse continentale, alors que Constanzó et Mascaró avaient indiqué leur position avec plus de justesse en 1782. Mais rappelons que ni la carte de Urrutia-Lafora ni celle de Mascaró-Constanzó n'avaient été publiées. La seule carte connue, parce qu'elle avait été gravée à Paris et à Madrid, était celle de 1768 d'Antonio de Alzate²⁰, mais elle était déjà vieille de presque un demi-siècle lorsque l'*Essai* vit le jour. Les cartes de la Nouvelle-Espagne d'Humboldt, très amplement diffusées, marqueront pendant plusieurs décennies la cartographie mondiale et personne ne releva alors les erreurs de latitude et de longitude, ni mit en question la toponymie arbitraire et la ligne de partage des eaux dont la représentation s'assimilait à une cordillère.

ANNEXES

Toponymie de l'intendance de Durango selon la carte générale de 1804

Nous avons souligné les endroits qui sont aussi mentionnés par Humboldt sur sa carte simplifiée de la Nouvelle-Espagne de 1822. Lorsque les toponymes ont changé, les noms actuels sont indiqués entre parenthèse, après le nom ancien.

Forts militaires

1. <u>Presidio de San Eleazario (San Elizario, Texas)</u>	7. <u>Presidio de San Carlos del Cerro Gordo</u>
2. <u>Presidio de Janos (San Felipe y Santiago de Janos, actuellement Janos, Chih.)</u>	8. <u>Presidio de Conchos</u>
3. <u>El Carrizal (San Fernando del Carrizal, actuellement El Carrizal, Municipio de Villa Ahumada)</u>	9. <u>Presidio de Cerro Gordo (San Miguel del Cerro Gordo, actuellement Villa Hidalgo, Dgo.)</u>
4. <u>Presidio del Norte ou de las Juntas (actuellement Ojinaga, Chih.)</u>	10. <u>Presidio de Mapimí (Santiago de Mapimí, actuellement Mapimí, Dgo.)</u>
5. <u>Presidio de San Buenaventura²¹</u>	11. <u>Presidio del Gallo (San Pedro El Gallo)</u>
6. <u>Presidio de El Príncipe</u>	12. <u>Presidio de El Pasaje</u>

Centres miniers

1. <u>Santa Rosa de Cusihuirachi</u>	17. <u>San José del Parral (diputación de minería)</u>
2. <u>Santa Eulalia de Mérida</u>	18. <u>San Francisco del Oro</u>
3. <u>Chihuahua el Viejo</u>	19. <u>Santa Bárbara</u>
4. <u>Cajurichi</u>	20. <u>Los Sauces</u>
5. <u>Uriquillo (ranch du municipio d'Urique, Chih.)</u>	21. <u>El Magistral (El Magistral del Oro, actuellement Magistral, Dgo.)</u>
6. <u>Urique</u>	22. <u>Indehé (Indé, Dgo)</u>
7. <u>El Oro de Topago</u>	23. <u>Nuestra Señora de la Merced del Oro (actuellement Santa María del Oro, Dgo.)</u>
8. <u>Uruachi</u>	24. <u>San Nicolas El Viejo</u>
9. <u>Batopilas</u>	25. <u>Sianori</u>
10. <u>Loreto</u>	26. <u>Canelas (San José de Canelas, actuellement Canelas, Dgo.)</u>
11. <u>San Joaquín (San Joaquín de los Arrieros, centre minier de l'actuel municipio de Morelos, Chih.)</u>	27. <u>San Miguel de Coneto (actuellement Coneto de Conmonfort, Dgo.)</u>
12. <u>Zapote</u>	28. <u>Texamen (Guadalupe de Tejamen, actuellement Tejamen, Dgo.)</u>
13. <u>San Juan Nepomuceno</u>	29. <u>San Francisco de la Silla (village disparu)</u>
14. <u>San Pedro (San Pedro Alfaro, dans l'actuel municipio de Parral, Chih.)</u>	
15. <u>Río de San Pedro</u>	
16. <u>Real de Todos Santos (actuellement Cordero, Chih.)</u>	

30. San Vicente (village disparu)	40. Cuencamé
31. Guadalupe (village disparu)	41. El Orito (village abandonné qui se trouve dans les montagnes de la sierra de Yerbaniz)
32. San Dimas	<u>42. San Juan del Río</u>
<u>33. Guarisamey (diputación de minería)</u>	43. Santa Catarina (Santa Catarina de Sena)
34. San José Tarpollita (San José Tayoltita, actuellement Tayoltita, Dgo.)	44. El Alamo (San Pedro del Alamo)
35. Gavilanes (village disparu probablement situé près de San Luis Villacoroná)	45. San Lucas
36. San Antonio de las Ventanas (village disparu)	46. Real de Avinito (San José de Avinito)
37. Las Manos (?)	47. San Miguel del Mezquital (San Miguel Anza, Zac.)
38. La Concepción	48. Chalchihuites
39. San Nicolás de Yerbabuena (La Yerbabuena, Municipio de Rodeo, Dgo.)	49. Santa María de las Nieves (Francisco Murguía, Zac.)

Agglomérations importantes

1. Chihuahua
2. Durango
3. Nombre de Dios

Villages

1. <u>Velarde</u>	11. <u>Tonachi</u>
2. <u>Ojo Caliente</u>	12. <u>Guadalupe</u>
3. <u>Agua Nueva</u>	13. <u>San Juan</u>
4. <u>Bachimba (Bachíniva)</u>	14. <u>Narogame (Nabogame)</u>
5. <u>San Bernardino</u>	15. Valle de san Bartolomé (actuellement Valle de Allende, Chih.)
6. <u>Bachimba</u>	16. Papasquiario (Santiago Papasquiario)
7. <u>Matachic</u>	17. San Antonio (San Antonio de Nazas)
8. <u>Cocomorachic</u>	18. Parras
9. <u>San Juan</u>	
10. <u>Santa Cruz</u> (Santa Cruz de Tarahumares ou du Padre Herrera, actuellement Rosario, Chih.)	

Haciendas

1. Ojos Orientales	10. San Pedro (San Pedro Alfaro, Chih.)
2. Ojos de la Yunta	11. Santa Rita
3. Encinillas (fait actuellement partie de la section municipale d'El Sauz, municipio de Chihuahua)	12. Huejuquilla (Ciudad Jiménez, Chih.)
4. San José del Potrero	13. Río Florido (Villa Coronado, Chih.)
5. San Juan de la Cieneguilla (San Juan y la Concepción, actuellement La Cieneguilla, dans le municipio de Gran Morelos, Chih.)	14. La Zarca (San Mateo de la Zarca, Dgo.)
6. Chancaple (Municipio del Saucillo, Chih.)	15. Hacienda del Chorro (El Chorro, Dgo.)
7. Cerocahui	16. Hacienda de Batres (Santa Isabel de Batres, Dgo.)
8. Los Arrieros	17. Hacienda del Ojo (El Ojo, Dgo.)
9. Moris	18. Hacienda Muleros (Vicente Guerrero, Dgo.)

Hameaux et lieux-dit

1. Los Patos	4. El Sauze (El Sauz)
2. Casas Grandes (troisième demeure des Aztèques) (hoy Casas Grandes, Chih.)	5. La Carretada
3. Las Boquillas	6. <u>Namiquipa</u>
	7. La Tinaja
	8. Los Ojos Azules

Orographie, hydrographie

1. Sierra de las Piernas de Doña María	7. <u>Lago de la Candelaria</u>
2. Puerto del Chocolate	8. Lago de Guzmán
3. Sierra del Barrigón	9. Laguna de San Martín
4. Sierra de Lucero	10. <u>Río del Norte</u>
5. Sierra de la Cadena (La Cadena fut hacienda au XIX ^e siècle)	11. <u>Río de Nazas</u>
6. Sierra de Carcay	12. Río de Conchos
	13. Río Guanabal (Aguanabal)

Le cours du Chuvíscar est indiqué mais le nom de cette rivière n'est pas mentionné (Sur la carte de 1822 apparaissent les rivières citées antérieurement mais le nom des deux premières seulement est consigné)

Notes

- 1 Une première version de ce travail a été présentée sous la forme d'une communication pendant le congrès consacré à Humboldt intitulé : *Humboldt y la ciencia americana* (Mexico, 15-19 août 1999).
- 2 *Carte générale du royaume de la Nouvelle-Espagne, depuis le parallèle de 16° jusqu'au parallèle de 38° (latitude nord), dressée sur des observations astronomiques et sur l'ensemble des matériaux qui existent à Mexico, au commencement de l'année 1804*; cette carte est reproduite dans Humboldt (1941 : t. V). Pour élaborer nos illustrations nous avons utilisé la carte de 1822, publiée par Juan Ortega y Medina en 1978.
- 3 L'inspection des forts militaires de 1766 de Nicolas de Lafora a été publiée en 1958 : *Viaje a los presidios internos de la América septentrional, Viajes por Norteamérica*, Madrid, Aguilar. La référence à cette carte se trouve dans la liste de sources utilisées par Humboldt qu'a dressée Ortega y Medina (Humboldt, 1978 : CXXXIII).
- 4 Les « provinces internes » comprenaient tout le nord du Mexique et l'actuel sud-ouest des États-Unis. Le roi nomma un commandant général de cet immense territoire en 1776.
- 5 Humboldt déclare avoir consulté les travaux cartographiques de Pedro de Rivera y de Francisco Alvarez Barreiro, dont le voyage dans le nord date de 1726-1728. Leur rapport a été publié par Thomas Naylor et Charles Polzer (eds.) en 1988. Les cartes se trouvent p. 213, 216 et 220. Quant aux cartes des itinéraires de Pedro de Rivera, elles sont reproduites dans l'*Atlas* de Humboldt. Juan Ortega y Medina (Humboldt, 1978 : CXXIX) cite aussi Rivera parmi les auteurs des sources utilisées par Humboldt.
- 6 Juan de Pagazaurtundúa avait été compagnon de voyage de Manuel Agustín Mascaró : José Omar Moncada (1994 : 105).
- 7 Ces deux cartes sont citées par Juan Ortega y Medina (1978 : CXXXII), parmi celles que consulta Humboldt. Elles sont apparemment perdues.
- 8 Velázquez avait accompagné José de Gálvez et créé un laboratoire pour réaliser des observations astronomiques en Californie (Humboldt, 1978 : 81-82).
- 9 Au cours du XVI^e siècle, les cartographes amplifient progressivement la taille de la masse continentale ; la représentation d'un septentrion large au nord de la Nouvelle-Espagne est finalement reprise et fixée par Ortelius dans sa célèbre carte de 1579 (Cramaussel, 1998).
- 10 Mercator reprend le schéma d'Ortelius ; sa carte est publiée dans Miguel León Portilla (1989 : 86).
- 11 Humboldt ne paraît pas avoir eu connaissance de la carte du Nouveau-Mexique réalisée en 1758 par l'ingénieur Miera y Pacheco qui accompagna le gouverneur Marin lorsqu'il mena la visite du territoire sous sa direction et détermina les latitudes de manière plus exacte (Cramaussel, 1993).
- 12 Humboldt ne la cite pas, mais il l'avait probablement consulté à Madrid.
- 13 L'abondance de missions dans les montagnes du nord devint un leitmotiv cartographique quand le Duc d'Escalona, vice-roi de la Nouvelle-Espagne, remit à l'Académie des Sciences de Paris la carte du missionnaire jésuite Eusebio Kino Alzate reportée sur sa carte publiée à Paris et Madrid en 1768 toutes les missions indiquées par Kino (Cramaussel 1998).
- 14 Important centre minier où siégeait le représentant des mineurs de la région.
- 15 José Ignacio Echegaray, 1986 : 19 : « Mapa geográfico de una gran parte de la América septentrional, comprendido entre los 19° y 41° de la latitud norte », 1779, *noticias de la expedición de Juan Bautista de Anza*, Museo naval VII, 17-1. Sur cette carte, comme sur celle de 1804, le *Bolsón de Mapimi* n'est pas inclus dans la juridiction de la province de Durango. Dans son *Essai*, Alexandre d'Humboldt ne mentionne ni la carte d'Anza ni d'autres qu'il avait pourtant consultées dans le *Depósito Hidrográfico* de Madrid avant son départ pour l'Amérique. Le scientifique allemand avait aussi feuilleté dans ce dépôt les manuscrits de l'expédition de Malaspina, qu'il se

garde bien de mentionner dans son *Essai* : Virginia González Claverán, « Humboldt y la ciudad de México », communication présentée pendant le congrès *Humboldt y la ciencia americana* (Mexico, 15-19 août 1999). Cette historienne met en relief les étranges coïncidences entre les parcours et les commentaires de Humboldt et de Malaspina.

16 Pour un panorama général des anciennes haciendas de l'État de Durango, voir Miguel Vallebuena, 1997.

17 Voir la carte de Buache intitulée : *Carte physique ou géographique naturelle de la France, divisée par chaînes de montagnes et aussi par terrains (sic) de fleuves et rivières*. Cet auteur est mentionné dans : Antoine Bailly et Roberto Ferras, 1997 : 73. Ce fut au XVIII^e siècle que l'on « découvrit » les montagnes, tant sur le plan scientifique que littéraire. Des chaînes de montagnes factices qui représentent la ligne de partage des eaux apparaissent dans de nombreux atlas européens du XIX^e siècle, voir, par exemple, Drioux et Ch. Leroy, 1863 : 41-42 : « Europe politique et ethnographique ».

18 « La cordillère du Mexique traverse tout le pays, c'est une chaîne de montagnes colossales qui peut être considérée comme un prolongement des Andes péruviennes » (Humboldt, 1941 : 23).

19 « Or la présence de cette grande chaîne le long des isthmes n'est pas plus exacte que le prolongement un peu fantaisiste qu'on lui trace au milieu des plateaux mexicains et jusqu'à l'extrémité septentrionale du continent » (Guillemin Tarayre, 1867 : 76, 238-242). Tarayre conclut que cette chaîne fut résultat de l'esprit généralisateur d'Humboldt.

20 Cette dernière s'intitule *Mapa geográfico de la América septentrional ou Nuevo Mapa geográfico de la América septentrional perteneciente al virreinato de México, dedicado a los sabios miembros de la Academia Real de las Ciencias de París*. Elle est reproduite dans *El territorio mexicano* (1992).

21 Je remercie Miguel Vallebuena de m'avoir aidée à identifier les toponymes correspondant à l'actuel État de Durango.

Bibliographie

- Almada, F., 1928, *Diccionario de Historia, geografía y biografía chihuahuenses*. Chihuahua, Universidad de Chihuahua.
- Alvarez, S., 1991, « Tendencias regionales de la propiedad territorial en el norte de la Nueva España : siglos XVII y XVIII », dans *Actas del II Congreso de historia regional comparada*. Ciudad Juárez, UACJ, 1991.
- Bailly, A. et R. Ferras, 1997, *Éléments d'épistémologie de la géographie*. Paris, Armand Colin.
- Cramaussel, C., 1993, « El mapa de Miera y Pacheco de 1758 y la cartografía temprana del sur del Nuevo México », dans *Estudios de Historia Novohispana* 13, dic. 1993, pp. 73-92.
- Cramaussel, C., 1998, « Un desconocimiento peligroso : la Nueva Vizcaya en la cartografía y los grandes textos europeos de los siglos XVI y XVII », dans *Relaciones* 75, pp. 173-213.
- Drioux et Ch. Leroy, 1863, *Atlas universel et classique de la géographie ancienne, romaine, du Moyen-âge, moderne et contemporaine à l'usage des établissements d'instruction publique*. Paris, Eugène Belin.

- Echegaray, J. I., 1986, *Cartografía novohispana. Una selección de los grabados que, al respecto se conservan en el Museo Naval de Madrid*. México, San Angel, Ed.
- 1982, *El territorio mexicano*. México, IMSS.
- García, J. M., 1859, « Ideas que se recopilan para la corrección de la estadística y geografía del país », dans *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, 1859, p. 103 et suivantes.
- García Cubas, A., 1874, *Atlas metódico para la enseñanza de la geografía de la República Mexicana*. México, Sandoval y Vázquez.
- García Cubas, A., 1885, *Atlas pintoresco e histórico de los Estados Unidos Mexicanos*. México, Debray sucesores.
- Gerhard, P., 1982, *The North Frontier of New Spain*. University of Oklahoma Press.
- Hernández, L., M. Vallebuena et H. Barral, 1995, « Los esfuerzos por consolidar una ganadería en el Bolsón de Mapimí : el caso de José Andrés Velasco y Restán. Posibles consecuencias en la estructuración de los ecosistemas actuales », *Cuarto congreso internacional de historia regional comparada*. Ciudad Juárez, UACJ, t. I, pp. 217-251.
- Humboldt, A. de, 1941, *Ensayo sobre la Nueva España*. México, edición de Vito Alessio Robles.
- Humboldt, A. de, 1978, *Ensayo sobre la Nueva España*. Edición de Juan Ortega y Medina, Mexico, Sepan Cuántos, Porrúa.
- Huot, J. J., 1824, *Précis de la géographie universelle* de Malte-Brun. Enrichi par J. J. Huot, Paris.
- Lafora, N. de, 1958, *Viaje a los presidios internos de la América septentrional (1766), Viajes por Norteamérica*. Madrid, Aguilar.
- León Portilla, M., 1989, *Cartografía y crónicas de la Antigua California*. Mexico, UNAM.
- Moncada, J. O., 1994, *El ingeniero Constanzó. Un militar ilustrado en la Nueva España del siglo XVIII*, Mexico, UNAM.
- Naylor, T. et C. Polzer (eds.), 1988, *Pedro de Rivera and the Military Regulations for Northern New Spain, 1724-1729*. Tucson, The University of Arizona Press.
- Suárez, C. E., 1997, « La arriería novohispana y las rutas de tierra adentro », *El camino real de tierra adentro. Actas del I coloquio internacional del camino real de tierra adentro* (Valle de Allende, 1995). Chihuahua, National Park Service/INAH, pp. 155.
- Tamarón y Romeral, 1958, P., de. *Descripción del vastísimo obispado de la Nueva Vizcaya (1765)*, Madrid, Aguilar.

- Tarayre, G., 1867, « Rapport à son exc. M. le Ministre de l'Instruction Publique sur l'exploitation minéralogique des régions mexicaines », *Archives de la Commission Scientifique du Mexique*, publiées sous les auspices du Ministère de l'Instruction Publique, Paris, Librairie Impériales, t. II, pp. 347-470.
- Thrower, N., 1996, *Maps and Civilization. Cartography in Culture and Society*. Chicago/London, University of Chicago Press, 1996.
- Vallebuena, M., 1997, *Las haciendas de Durango*. Monterrey, Secretaría de Turismo del Estado de Durango, UJED, Gobierno del Estado de Durango.
- Vargas Lobsinger, M., 1992, *Formación y decadencia de una fortuna : los mayorazgos de San Miguel de Aguayo y San Pedro del Alamo, 1583-1823*. Mexico, UNAM.

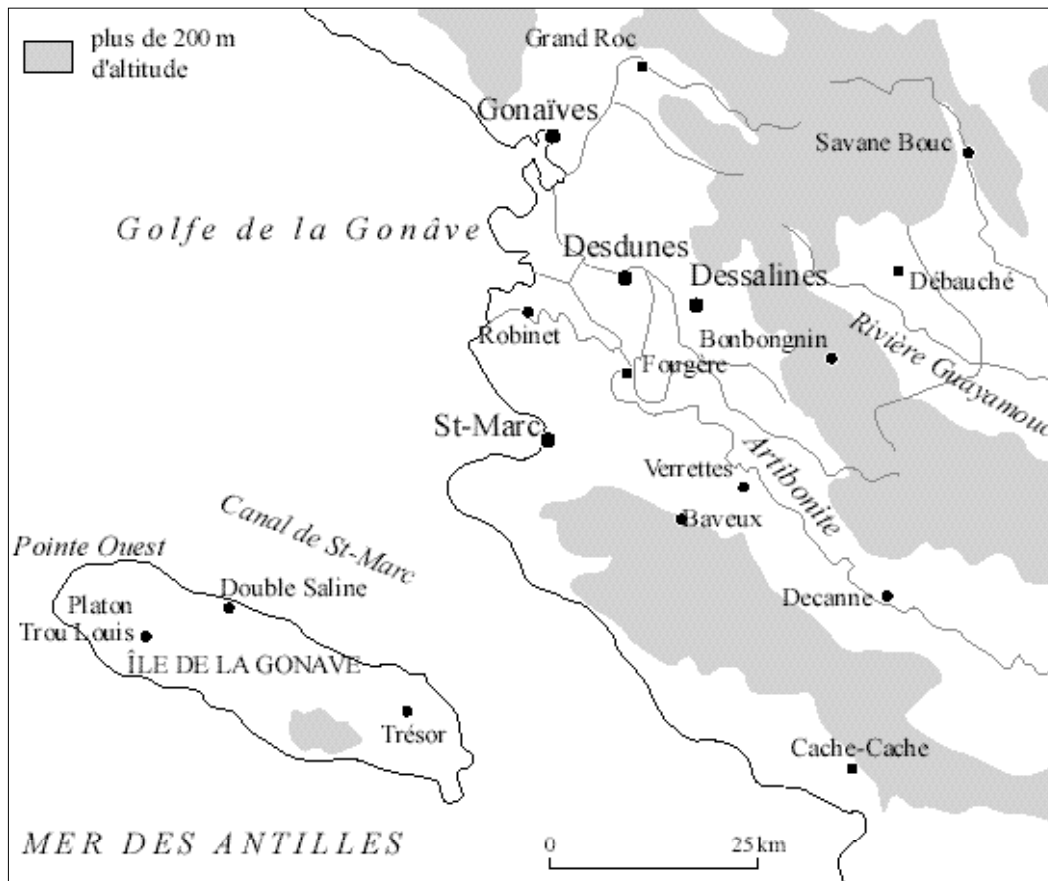
RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Les cartes de la Nouvelle-Espagne d'Alexandre de Humboldt eurent un impact impressionnant dans les milieux scientifiques du début du XIX^e siècle, puisqu'elles servirent de modèle cartographique sur les deux continents pendant plus de cinquante ans. Cependant, l'œuvre du savant allemand doit être considérée avant tout comme la synthèse de travaux antérieurs. En outre, son prestige international était tel que l'on oublia de relever les nombreuses erreurs de latitude et de longitude qui entachaient sa cartographie. Enfin, personne ne mit en question sa toponymie arbitraire, ni la ligne de partage des eaux qui traversait du nord au sud les hauts plateaux centraux et dont la représentation fut ensuite assimilée à une cordillère.

Los mapas de la Nueva-España de Humboldt tuvieron un impacto duradero en los círculos científicos de principios del siglo XIX, ya que sirvieron de modelo cartográfico durante más de cincuenta años, por ambos lados del océano. Sin embargo, la obra del sabio alemán tiene que ser considerada como la síntesis de trabajos anteriores. Además, su prestigio interna-

cional alcanzaba tal punto que nadie anotó las numerosas equivocaciones de latitud y de longitud que tachaban su cartografía. En fin, nadie puso en tela de juicio su toponomía arbitraria, ni tampoco su línea de parteaguas que muchos confundieron después con una cadena montañosa cruzando de norte al sur el altiplano central.

The maps of New Spain drawn by Alexander von Humboldt significantly impacted the scientific communities of the beginning of the 19th century, since they were used as a cartographic model on the two continents for more than fifty years. However, the work of the German scientist must above all be regarded as the synthesis of pre-existing work. Moreover, his national prestige was such that the numerous errors of his cartography in latitude and longitude failed to be noted. Finally, no one contested either his arbitrary toponymy or the watershed that crossed the high central plateaux from north to south, whose representation was later classified as a cordillera.



PLAINE DE L'ARTIBONITE (HAÏTI)

CONFLITS TERRIENS ET RÉFORME AGRAIRE DANS LA PLAINE DE L'ARTIBONITE (HAÏTI)¹

MICHAEL LEVY*

Haïti occupe certainement une place à part en Amérique latine. Pays le plus pauvre du continent (de « l'hémisphère », comme disent les Nord-Américains), première république noire issue de « la seule révolte d'esclaves dont l'histoire ait enregistré le succès » (C. L. R. James), premier État indépendant du sous-continent, Haïti a une histoire très atypique du point de vue de sa structure foncière. En effet, dans la plupart des pays d'Amérique latine, les indépendances ont conduit à un maintien et une rénovation des anciennes structures coloniales au profit des nouvelles classes dominantes qui avaient dirigé les guerres d'indépendance (ou autres processus de libération nationale). Les *haciendas* coloniales ont été la base autour de laquelle s'est (re)constitué le système agraire, trop connu en Amérique latine, fondé sur le triptyque *minifundia/latifundia/capitalisme agraire*. L'histoire agraire d'Haïti, elle, a été marquée par la formidable résistance de la petite paysannerie (anciens esclaves et leurs descendants) au rétablissement d'une économie de grandes plantations.

Pourtant la plus importante région agricole du pays, la plaine de l'Artibonite, a été le théâtre, depuis une trentaine d'années, de conflits terriens parfois extrêmement violents. C'est aussi la région que le gouvernement d'Haïti a choisie en 1996 pour initier, à titre pilote, un processus de réforme agraire qui a une voca-

*EHESS-Paris

tion nationale. Le but de ce travail est d'essayer de déterminer si la mise en œuvre d'une réforme agraire, appuyée sur des structures paysannes élues, peut dans une situation marquée par une énorme pression démographique et des traditions politiques antidémocratiques, mettre fin aux disputes terriennes et apporter la sécurité foncière qui permettrait de développer la production agricole et d'améliorer les conditions de vie des petits paysans.

L'ARTIBONITE, UNE GRANDE PLAINE RIZICOLE

La plaine de l'Artibonite (ou Bas-Artibonite) est située entre le golfe de la Gônave à l'ouest, les Montagnes Noires au nord et la chaîne des Matheux au sud. Traversée par l'Artibonite et par la rivière l'Estère, la plaine a la forme d'un delta. Le fleuve Artibonite, qui draine près de 9 000 km² jusqu'à Pont-Sondé, constitue le plus important bassin hydrographique d'Haïti et de la République Dominicaine voisine. La plaine de l'Artibonite, avec plus de 400 hab./km², est l'une des plus peuplées d'Haïti. En 1992 la population était estimée à plus d'un million d'habitants. La vallée reçoit des paysans sans terres du Nord-Ouest, du Plateau central (Bassin de Hinche), et du Sud-Est qui viennent vendre leur force de travail. Pont-Sondé constitue, avec son important marché, ses différents dépôts et caisses de crédit, le principal centre d'activités commerciales de la vallée de l'Artibonite, la ville portuaire la plus proche étant Saint-Marc².

Cette vaste plaine possède la plus importante superficie irriguée du pays. Sur 281 500 hectares de terres cultivables, la république d'Haïti compte 70 000 hectares de terres irriguées, dont 32 000 hectares dans l'Artibonite. Ces grands travaux d'irrigation ont été réalisés au début des années 1950 par une firme américaine, la Knappen Tippets Abbott Mac Carthy Engineers. L'Artibonite produit 66 % de la production totale de riz³. L'irrigation permet deux récoltes par an : une récolte principale, d'octobre à décembre (récolte de la saison des pluies), et une de mai à juillet (récolte de saison sèche).

De 1957 à 1986, c'est-à-dire pendant toute la période duvaliériste, le marché du riz était protégé. La politique économique des Duvalier, et en particulier de François Duvalier, était une politique de repli nationaliste et de protection du marché national. Tous les ports de province avaient été fermés par François Duvalier et les importations étaient strictement limitées. Par ces mesures de protection du marché national, il entendait aussi diminuer les possibilités d'action et le pouvoir de la bourgeoisie mulâtre de province, traditionnellement agro-exportatrice. Il y avait donc à l'époque peu d'importations de riz et les phénomènes de contrebande étaient quasi inexistants. Cette politique nationaliste s'est ensuite considérablement assouplie avec l'accession de Jean-Claude Duvalier à la présidence, au nom des nouvelles alliances du pouvoir avec la bourgeoisie mulâtre⁴.

L'année 1986 a constitué en Haïti une double rupture : une rupture politique avec le duvaliérisme et une rupture économique, par l'ouverture au marché mondial et la politique de libéralisation. L'objectif de cette politique économique, recommandée par les institutions financières internationales, était l'insertion d'Haïti dans le marché mondial par le biais de ses avantages comparatifs (cultures d'exportation et industries d'assemblage) et la baisse des prix sur le marché national. On sait l'importance du thème de la vie chère (« lavichè » en créole) dans les mobilisations urbaines et l'agitation populaire des villes.

En 1986, les ports de province ont été rouverts et les mesures de protection de la production nationale abolies, les tarifs douaniers passant de 30 à 10 %. À partir de ces nouveaux tarifs, le jeu de libre concurrence inauguré en Haïti a eu pour résultat l'entrée de volumes importants de riz américain, produit dans des conditions de subvention⁵ et de productivité élevée.

Le développement de la contrebande a entraîné une chute importante des prix de vente qui a pénalisé les producteurs. Ceux-ci ont vu les prix du riz baisser de 30 % en termes réels sur la période 1991-1996. Des affrontements ont opposé villes et campagnes, riziculteurs nationaux et commerçants de riz importé. Dans l'Artibonite, à l'automne 1986 des barricades ont été dressées sur les routes, notamment à L'Estère, des camions de riz de contrebande ont été incendiés et des affrontements ont opposé des producteurs avec la population de Gonaïves, venue défendre les camions des contrebandiers. L'armée est intervenue et certaines mesures de libéralisation ont été retirées. Ces événements ont été connus sous le nom de « guerre du riz ».

La faible productivité des exploitations rizicoles est restée relativement masquée tant que le marché rizicole national a été protégé, c'est-à-dire jusqu'en 1986. La libéralisation économique intervenue en 1986 et l'afflux massif de riz venant du marché international a eu des effets délétères sur la production nationale qui a connu une diminution de 30 % entre 1985 et 1995. Le riz reste néanmoins une culture rentable. Le riz irrigué dégage des revenus 5 à 10 fois plus importants que le système de production des terres sèches pratiqué avant l'introduction du riz dans la zone. La riziculture reste donc une sphère de production favorisée en dépit des processus de décapitalisation déjà entamés.

La consommation de riz a été traditionnellement en Haïti un signe d'aisance économique et une marque de prestige social. Céréale noble par excellence, le riz était considéré comme un produit de consommation de luxe. Des études sur les modèles alimentaires haïtiens réalisées dans les années 1980 (Betty Wampfler, dans Doryane Kermel Torres, 1994) indiquaient que la consommation de riz était plus forte en milieu urbain qu'en milieu rural. Dans les campagnes, sa consommation était liée à des moments de fête. Dans l'Artibonite par exemple, la consommation de riz était une base alimentaire dans les familles en situation d'aisance relative. Dans les familles à faibles res-

sources, le riz était plutôt vendu et permettait l'achat de maïs et de sorgho, qui offraient un meilleur rapport calories/prix.

Le prestige de la céréale rejaillit sur le producteur qui est considéré comme un aristocrate parmi les paysans : être riziculteur est en Haïti synonyme de réussite économique et de prestige social. Mais si les producteurs de riz jouissent en général d'un statut particulier parmi les paysans, il y existe des disparités très importantes à l'intérieur de cette catégorie. Cependant la grande majorité des producteurs est placée dans une logique non pas de développement, mais de survie. Ils doivent vendre l'essentiel (ou la totalité) de leur production pour consommer d'autres calories moins coûteuses (maïs, sorgho, manioc) achetées sur les marchés vivriers.

LES CONFLITS TERRIENS

Les travaux d'irrigation, en valorisant les terres de la vallée, ont modifié de manière significative les enjeux fonciers, ouvrant la voie à une véritable bataille pour l'octroi de la rente foncière. Les sommes en jeu sont devenues importantes, ce qui a suscité plus d'intérêt pour ces terres, dans un contexte de croissance importante de la population. Dans les années précédant ces travaux, plusieurs propriétaires absentéistes de quelques « carreaux » de terre ont commencé à chercher à étendre leur influence dans la vallée. Des terres ont dû être achetées à des paysans, en toute inégalité d'information sur les transactions. Certains se sont souvenus qu'ils avaient des propriétés dans la région... Des paysans, « possesseurs » de terres sans en être les propriétaires légaux, comme c'est souvent le cas pour les paysans qui travaillent sur des terres de l'État, ont été dépossédés arbitrairement. Enfin, tant la corruption de l'appareil judiciaire que la vénalité de beaucoup d'arpenteurs et de notaires a permis la falsification de titres de propriété. Il s'est alors produit ce qui est connu dans la législation française sous l'appellation de délit d'initié. Des personnes proches du pouvoir, souvent citadines et bien informées, ont profité de leur position pour s'approprier des terres qui allaient leur rapporter d'importants bénéfices, dans un avenir qu'elles savaient proche.

Il y a dans l'Artibonite, un paradoxe entre la grande misère dans laquelle vit la très grande majorité des paysans et la grande fertilité des terres irriguées qu'ils travaillent. L'explication de ce paradoxe réside dans la chaîne de prélèvements que subissent ces paysans, depuis ceux opérés par les gérants, jusqu'au pouvoir central, et en passant par les *grandoré*. Il y a là une véritable bataille pour la rente foncière dont il faut prendre la mesure. Un hectare de terre irriguée se loue entre 200 et 300 dollars haïtiens par récolte, soit entre 400 et 600 dollars par année. Les terres en conflit à Desdunes, à Hatte Cheveau ou à Bocozele, ont des super-

ficies de plusieurs centaines d'hectares. Il s'agit de rentes extraordinaires, dans un pays pauvre comme Haïti, que les *grandon* peuvent obtenir sans avoir besoin d'investir la moindre gourde. Cela permet de comprendre les conflits farouches qui se sont livrés sur le terrain ainsi que la « patience » des *grandon* qui préfèrent prendre le risque de perdre une ou plusieurs récoltes, dans des affrontements et des violences, plutôt que de perdre le contrôle de ces terres.

Ce qui frappe quand on essaie d'établir les chronologies, parfois obscures, des conflits, c'est la récurrence de certaines dates : 1957, 1971-1975, 1986, 1991, 1994. Toutes ces dates correspondent à des événements majeurs dans la vie politique du pays : arrivée de François Duvalier à la présidence, mort de François Duvalier, chute de Jean-Claude Duvalier, coup d'État militaire, retour du président Aristide. Ces dates reflètent le balancement d'Haïti entre de longues périodes de fermeture et de répression, suivies de plus courts moments d'ouverture politique rapidement investie par les mobilisations et les revendications populaires. C'est dans ces périodes charnières, de transition, d'ouverture ou de changements qu'il y a eu les conflits les plus importants : reprises des terres par un camp ou un autre, violences importantes, etc.

Cette relation directe entre l'Artibonite et Port-au-Prince, siège du pouvoir central, est historique. Déjà, au moment de la séparation du pays entre le Nord et le Sud, quelques années après l'Indépendance, l'Artibonite jouait un rôle clé d'arbitre entre le cap Haïtien et Port-au-Prince⁷. Sous la présidence de François Duvalier, cette région a constitué un bastion du système duvaliériste. Les Volontaires de la Sécurité Nationale, plus connus comme « macoutes », y ont recruté massivement. Les contingents de l'Artibonite étaient souvent les plus importants dans les manifestations de soutien au régime de François Duvalier. Il y a une tradition de pouvoir et de réseaux de pouvoir dans cette région du pays, marquée par la présence de nombreux caciques.

Les paysans évoquent fréquemment la figure du « préfet », Zacharie Delva, proche de François Duvalier, à qui celui-ci avait confié la responsabilité de la gestion de toute la moitié nord du pays, à partir de l'Artibonite et jusqu'au cap Haïtien. Cet homme, qu'on disait analphabète et vaudouisant, était redouté dans les campagnes, pour son exercice, brutal, du pouvoir. De 1957 à 1971, il aurait été particulièrement présent dans la région. Dans cette période, beaucoup de paysans auraient travaillé comme métayers, sous sa direction et pour son compte. En 1971, Zacharie Delva a été écarté des sphères du pouvoir, par Jean-Claude Duvalier, dans le cadre de sa politique d'ouverture à la bourgeoisie mulâtre et de modernisation de l'État. Il incarnait, en effet, de manière caricaturale la période et les mœurs politiques antérieures.

Zacharie Delva incarne parfaitement ce personnage du cacique omnipotent. Il « régnait » de Montrouis dans l'Artibonite jusqu'au cap Haïtien, soit sur la moitié du pays mais ses « bases » et ses réseaux de pouvoir se trouvaient dans le Bas-

Artibonite. Nommé et soutenu par le président à vie, il avait droit de vie et de mort sur l'ensemble de la population. La période où la vallée de l'Artibonite a été entre les mains de Delva, ou d'autres caciques du même type, a certainement été une période d'exacerbation des tensions, frustrations et conflits. Les paysans racontent qu'à cette époque des rafles et des destructions de récoltes ont permis à des notables des villes de s'accaparer de nombreuses terres. On ne peut pas séparer les conflits terriens de ce contexte politique marqué par des pratiques extrêmement autoritaires et antidémocratiques.

La mort de François Duvalier a constitué un tournant dans l'histoire foncière de la région. Le pouvoir de Zacharie Delva s'est effondré à l'arrivée de Jean-Claude Duvalier et son réseau a été démantelé. La population, croyant en avoir fini avec le duvaliérisme, a pris les rues et il y a eu des manifestations de joie et des phénomènes de « dechoukaj⁸ ». Jean-Claude Duvalier est parvenu à reprendre en main la situation et à reconstruire une nouvelle politique d'alliance, en effectuant, cela va de soi, les nécessaires règlements de compte. C'est juste après le limogeage de Zacharie Delva, que se sont produits les premiers conflits sanglants de 1974 qui ont entraîné le vote de la loi du 28 juillet 1975 qui donne à l'ODVA⁹ la gestion directe de toutes les terres en conflit et confie au service des Contributions le soin de prélever une redevance aux paysans qui deviennent alors des fermiers de l'État.

La situation de la plaine de l'Artibonite permet de nuancer l'analyse souvent faite d'Haïti comme pays où prévaut la petite propriété et le faire-valoir direct. Il y a eu, dans cette région, reconstitution d'une grande propriété, avec l'intervention américaine et l'implantation de la Standard Fruit, d'abord, et à la suite des projets d'irrigation réalisés dans les années 1950. Il s'agit, bien sûr, d'une grande propriété aux dimensions de ce petit pays, qui n'a rien à voir avec les *latifundios* brésiliens, par exemple. De plus, il ne s'agit pas de terres laissées en friche, à l'abandon ou consacrées à un élevage extensif, mais de terres travaillées, cultivées, cédées en métayage à de petits paysans.

Cela a en particulier comme conséquence le fait que les conflits terriens n'opposent jamais seulement de petits paysans à de grands propriétaires, mais qu'ils mettent en présence et en compétition des paysans, qui bénéficient des « faveurs » de différents grands propriétaires. Dans le conflit entre les paysans des localités Gervais et Guiton, les paysans de Gervais revendiquaient leur droit d'accès à ces terres en les déclarant terres de l'État, tandis que ceux de Guiton considéraient que leurs droits seraient mieux préservés en se rangeant derrière les prétentions des *grandon*. À Bocozele, ceux qui avaient été fermiers de l'État étaient en compétition et en conflit avec les « colons » du gérant, placés sur les terres par ce dernier. On a observé une tendance à la professionnalisation de ces conflits avec la présence de véritables corps d'armée et de chefs guerriers en leur sein. Ainsi le conflit opposant les localités Blain et Brizard s'apparentait à une guer-

re rurale. Des personnes étaient chargées de l'approvisionnement en armes, dans les deux camps, tandis que d'autres étaient responsables des questions de stratégie¹⁰.

En 1991, Aristide a émis un décret qui reprenait les termes de la loi de 1975 accordant à l'ODVA la gestion de toutes les terres en conflit. Ce décret a été ressenti comme une victoire par les paysans. C'est sur la base de ce décret que le directeur de l'ODVA a réalisé un travail important dans le sens de la solution pacifique des conflits. Gérald Mathurin explique que son action a été guidée par deux choix principaux : casser les liens d'allégeance entre les *grandon* et les paysans, et « mettre en veilleuse la question inextricable de la propriété ». Il fallait savoir profiter d'un moment politique exceptionnel, créé par l'écrasante victoire d'Aristide à l'élection présidentielle, pour prendre des mesures favorisant les petits paysans. La question de la propriété serait résolue ultérieurement¹¹... À cette époque la situation était très conflictuelle sur le terrain (Gervais, Blain...). Gérald Mathurin a réuni les protagonistes pour trouver des solutions et a entretenu quelques contacts avec les *grandon*. Il y a eu, à ce moment-là, un indiscutable recul de l'influence des *grandon* dans la zone. Ces grands propriétaires qui appartiennent souvent aux grandes familles d'Haïti, aux puissances économiques du pays, se sont sentis menacés par cette « avalanche¹² » qui s'abattait sur Haïti. Ils étaient conscients de traverser une situation qui leur était défavorable, et gardaient peut-être espoir que des jours meilleurs ne tarderaient pas à revenir. Dans ce contexte, des avancées importantes ont été réalisées dans le sens de la résolution pacifique des conflits. Le 30 septembre 1991, devait interrompre brutalement ce processus...

LA RÉFORME AGRAIRE : PRINCIPES ET STRUCTURES

Le gouvernement haïtien a fait le choix d'initier la mise en œuvre de la réforme agraire, prévue par la Constitution de 1987, dans la plaine de l'Artibonite. Le gouvernement et les dirigeants de l'Inara exprimaient ainsi leur volonté de réaliser une expérience pilote dans une région du pays, caractérisée à la fois par une situation de violences terriennes récurrentes et par la grande fertilité de ses terres. C'est dans cette région que la réforme était la plus attendue et où sa mise en œuvre était la plus délicate. La réforme agraire avait deux objectifs principaux : mettre fin aux violences dans la région et augmenter la production rizicole, par la sécurisation foncière des petits paysans. Les violences et l'insécurité foncière ont été, directement et indirectement, des freins au développement de la production. Elles ont entraîné destructions de récoltes et interruptions de travaux agricoles ; elles ont dissuadé les paysans d'effectuer les investissements minimaux pour une meilleure conservation des sols et une augmentation de la productivité.

Les grands principes de la réforme

La Constitution de 1987 crée l'Institut national de la réforme agraire (Inara), tandis qu'un décret du 29 avril 1995 en réglemente l'organisation et le fonctionnement. Ce décret définit un certain nombre d'attributions et d'objectifs à la réforme agraire et à l'Inara. Le premier est d'ordre extrêmement général : « une réforme agraire est un instrument de premier ordre pour lever les contraintes au développement national et pour établir une société plus libre, plus juste et plus démocratique ». À cette déclaration d'intention sont assortis des objectifs plus précis.

Sur le plan économique, la réforme agraire, et la politique agraire en général, sont tournées vers la recherche de la sécurité alimentaire des populations urbaines et rurales, la diminution de la part des produits importés et la production de denrées d'exportation sur le marché mondial.

Les textes fixent également un objectif écologique à l'action de l'Inara qui a pour mission « de résoudre les problèmes fonciers dans le cadre d'une approche globale de développement agricole, de conservation des ressources naturelles et de protection de l'environnement ». Le décret lie augmentation de la sécurité de la tenure foncière et protection de l'environnement, dans la mesure où les producteurs, sécurisés sur leurs parcelles, seraient plus enclins à consentir les investissements permettant une meilleure conservation et protection des sols.

La Constitution et le décret d'avril 1995 assignent des objectifs sociaux à la réforme agraire. Celle-ci doit se faire « au bénéfice des réels exploitants de la terre » (décret) et pour le « bien-être des communautés concernées » (Constitution). « Les terres de l'État ont été la proie d'une minorité liée au pouvoir d'État et il importe de prioriser l'accès des paysans à ces terres. » (décret.) « Considérant que la grande propriété absentéiste a toujours été le plus grand moyen d'exploitation de la masse paysanne » la réforme agraire doit être réalisée « au bénéfice des réels exploitants de la terre » (décret).

On voit clairement, tant dans la Constitution que dans le décret de 1995, se dessiner « une option préférentielle¹³ » en faveur de l'exploitation familiale. « Considérant que l'exploitation familiale a donné de grandes performances économiques à travers notre histoire, l'Inara a pour attributions de favoriser et protéger la formation d'unités familiales d'exploitation paysanne et combattre les grandes exploitations absentéistes. » (décret.) Cette orientation en faveur de l'exploitation familiale a, outre ses justifications économiques et sociales, un aspect psychologique relevé par Bernard Ethéart, directeur de l'Inara. La petite exploitation paysanne se situerait dans le prolongement du rêve de l'esclave révolté de 1791, de cultiver sa propre parcelle comme producteur indépendant. Notons à ce propos

que l'Inara a inscrit sur tous ces documents la devise suivante : « Pour travailler en maîtres les esclaves ont embrassé, corps à corps, le trépas » !

En ce qui concerne la mise en œuvre de la réforme agraire, le décret de 1995 définit une méthodologie fondée sur la participation des paysans. « Considérant que le gouvernement du 7 février 1991 veut promouvoir la participation effective des masses rurales dans les affaires de l'État, l'Inara a pour mission de faire de la participation des intéressés et spécifiquement des petits exploitants dans toutes les étapes du processus de la réforme un des axes principaux de sa réussite. »

Dans ce contexte, le « chita pâle¹⁴ » a été la véritable idéologie de la réforme agraire. L'Inara a mis au centre de son discours la question de la mise en œuvre de la réforme agraire par les paysans eux-mêmes et leurs organisations. Le directeur de l'Inara, Bernard Ethéart martèle cette idée à chacune de ses interventions à la télévision ou à la radio : « la réforme agraire est une question qui concerne sept millions de personnes et elle ne peut pas être faite par six ou sept personnes, dans les bureaux de l'Inara. » L'Inara affiche son intention d'établir un dialogue permanent avec les paysans et de s'appuyer sur la participation paysanne. « L'Inara travaille en collaboration avec les organisations populaires et paysannes présentes dans les zones, parce que s'il n'y a pas de participation, la réforme agraire ne peut pas marcher » affirme Yves-Marcel Coimin, coordinateur général de l'Inara dans l'Artibonite, dans un entretien avec des représentants de la MICL-VIH¹⁵. « Il faut entendre les gens, une fois, deux fois, trois fois. Ce qui donne sa force à la réforme agraire, c'est l'appui majoritaire dont elle bénéficie et qui permet de comprendre qu'il n'y ait pas eu pour l'instant de réaction musclée des *grandon* », poursuit Coimin.

Les principales structures : comités de suivi, appui, gestion et section animation de l'Inara

Gérald Mathurin, ex-ministre de l'Agriculture et principal inspirateur de la réforme agraire, était directeur des fermes de l'État dans l'Artibonite, en 1975. Jeune agronome, il occupait cette fonction en tant qu'employé de l'ODVA, après le vote du 28 juillet 1975, qui confiait à celle-ci la responsabilité des terres en conflit. Mathurin a tiré de cette expérience la conviction qu'il ne faut pas confier à des fonctionnaires de l'État la responsabilité de l'administration des fermes. Les paysans étaient à la merci de ces fonctionnaires qui négociaient leur accès à ces fermes ainsi que la taille des parcelles... Leur position de pouvoir leur permettait de pratiquer de nombreux prélèvements sur les revenus des paysans, qui étaient maintenus dans la précarité. Mathurin s'est ensuite battu, en tant que ministre, pour que les terres réformées soient gérées par des structures d'auto-organisation paysanne¹⁶.

Le président René Préval, qui faisait de la réforme agraire une de ses priorités, propose la création d'un « comité de suivi » chargé de dynamiser les activités du presque moribond ODVA. Cet organisme de l'État avait été *dechouke* en 1986 à la chute de Jean-Claude Duvalier et fermé pendant plusieurs années. Le comité de suivi doit « jeter un coup d'œil global sur la vie paysanne de la vallée », pour reprendre les termes d'un responsable de l'Inara. En ce sens, le suivi de la réforme agraire n'est qu'un aspect de ses activités. Composé de représentants des maires (3), des CASEC¹⁷ (3) et des organisations paysannes (8), il est censé incarner « la voix des paysans à l'ODVA ».

Selon Charles Suffrard, actuel président du comité de suivi, il s'agit d'une expérience inédite : « c'est la première fois que les paysans sont consultés par l'État haïtien sur leurs problèmes. Il n'y a jamais eu de représentation ou de participation des paysans aux grandes décisions concernant leurs conditions de vie et de production. Même après la mobilisation populaire qui a conduit à la chute de Duvalier, les paysans ont continué à être privés de tout pouvoir de décision. Sous le premier gouvernement Aristide, l'ODVA avait fait quelques efforts dans le sens d'une résolution des conflits terriens dans le département de l'Artibonite. Ces efforts ont été brutalement interrompus par le coup d'État du 30 septembre 1991. »

Le comité de suivi se conçoit comme une instance de contrôle des activités de l'ODVA et de la mise en œuvre de la réforme agraire. Suffrard refuse toute confusion entre l'Inara, institution de l'État chargée de la réforme agraire, et le comité de suivi qui serait un organe de surveillance émanant des paysans eux-mêmes. Son objectif serait, selon Suffrard, la défense des intérêts paysans : « il faut que les paysans bénéficient des fruits de leur travail et des redevances payées à l'État. » Ce comité apparaît comme chargé de tout : irrigation, distribution de parcelles, lancement et organisation de travaux d'infrastructure...

Au cours des entretiens réalisés dans les différentes zones, le comité de suivi a été largement critiqué. On lui reproche en particulier ses pouvoirs exorbitants, son mandat et son aire d'influence de plus en plus vaste¹⁸, son incompétence, sa tolérance à l'égard des malversations, sa politique clientéliste. Dans le cadre des travaux collectifs dans les fermes – curage de canaux, drains... – le comité de suivi a la possibilité de distribuer des emplois. Ceux-ci seraient monopolisés par les frères, sœurs, amis et protégés des membres du comité de suivi. Par ailleurs ceux-ci n'hésiteraient pas à « surpayer » ces travaux dans les contrats, et à garder une partie pour eux. Selon de nombreux paysans le comité de suivi intervient directement dans l'élaboration des listes de bénéficiaires¹⁹.

Chaque périmètre²⁰ élit un comité d'appui composé de représentants des différents blocs. Si les membres des comités d'appui sont en général des élus paysans, il peut comporter aussi des membres non paysans choisis pour leur prestige dans la communauté. Ces élections sont en général organisées à main levée sur

la base d'un travail préparatoire du comité de suivi et des animateurs de l'Inara. Les comités d'appui ont plusieurs fonctions : participer au processus d'arpentage des terres, préparer une liste de bénéficiaires qui sera soumise par la suite à l'approbation de l'Inara et organiser des réunions d'explication et d'information sur la réforme agraire. Il y a quatorze comités d'appui depuis le lancement de la deuxième phase.

Les listes préparées par les comités d'appui sont transmises à l'Inara qui effectue alors une enquête pour apprécier si les critères d'attribution des parcelles ont été respectés. Les comités d'appui ont un pouvoir très important : ils ont la lourde responsabilité de choisir (et donc d'éliminer) les bénéficiaires à qui seront attribués une parcelle d'un demi-hectare et un crédit de 1000 dollars haïtiens (5000 gourdes) ; même si la décision finale est prise par les responsables de l'Inara sur la base des enquêtes. Les comités d'appui ont été également l'objet de nombreuses critiques, dans certaines localités. Il leur a été notamment reproché de tirer parti de leur position et de leur pouvoir pour procéder à différents types de chantage (corruption, harcèlement sexuel, favoritisme).

Les comités de gestion sont élus au niveau des blocs. Ces comités vont être amenés à jouer un rôle croissant. Ils ont pour tâche de représenter les communautés vis-à-vis de l'Inara et de l'ODVA pour tous les aspects techniques de la production (irrigation, engrais, équipement agricole). Ils ont pour tâche l'harmonisation de la production et la gestion des structures collectives. Les conditions de la culture du riz conduisent tout naturellement à la création d'ensembles relativement vastes, regroupant un grand nombre de petits fermiers. Ils jouent aussi un rôle dans la collecte des taxes que les bénéficiaires seront amenés à payer pour l'entretien des infrastructures collectives.

L'équipe d'animateurs de terrain de l'Inara a pour tâche de dynamiser les activités des structures locales. Ils participent à l'animation des réunions d'information à la population organisées par les comités d'appui. Chaque animateur de terrain a la responsabilité d'une zone particulière. Des animateurs, chargés des doléances, reçoivent les plaintes des paysans. Ils sont amenés à arbitrer des conflits terriens dans des zones qui ne sont pas encore touchées par la réforme agraire (conformément aux pouvoirs qui ont été conférés à l'Inara par les décrets présidentiels de 1995 et 1996). Ils reçoivent les paysans qui n'ont pas reçu de parcelle ou des paysans qui ont des conflits de voisinage dans le cadre des zones réformées. Ces animateurs organisent des médiations, écoutent les points de vue et essaient d'obtenir l'accord des deux parties.

L'Inara, conformément à son mandat, a commencé la réforme agraire en février 1997 en prenant le contrôle de certaines terres en conflit ou de terres reconnues propriété de l'État. Quatre périmètres ont été identifiés et choisis pour la première phase de la réforme : le périmètre de Lachicotte Desdunes (commune de L'Estère), la ferme Trois Bornes (commune de Desdunes), la ferme Bertrand

Saint-Ouen, dans la 5^e section de Saint-Marc, et l'ancienne ferme de l'ODVA à Deseaux. Les trois premiers périmètres sont connus pour être objets de conflits terriens. Cette première phase consiste à distribuer environ un millier d'hectares.

LA MISE EN PLACE DE LA RÉFORME AGRAIRE

Les principales mesures

Chaque bénéficiaire reçoit une parcelle d'un demi-hectare et un titre qui définit les conditions, droits et devoirs d'usage de la terre par le paysan. Si ces conditions sont respectées, le paysan pourra travailler la terre jusqu'à la fin de ces jours. À sa mort, l'État devra choisir une personne parmi ses héritiers pour lui attribuer la terre, après une discussion avec les membres de la famille. Il s'agit donc, au moins théoriquement, d'une situation de quasi-propriété ou de propriété conditionnelle. Par ailleurs, les bénéficiaires reçoivent un crédit de 5000 gourdes pour une durée de deux ans. C'est un événement tout à fait exceptionnel dans la campagne haïtienne. Les paysans ne recevaient plus de crédit depuis le milieu des années 1980, où l'entreprise Agroservices avait cessé d'en accorder. Par ailleurs, l'engrais et les semences sont subventionnés : les tarifs pratiqués – 35 dollars haïtiens pour 100 livres d'engrais (et d'autres possibilités de réduction pour organisations paysannes ou pour achat en gros) – constituent un soulagement importants pour les paysans.

Il s'agit donc d'une série de mesures combinées qui ont conduit à une réelle satisfaction dans les secteurs touchés par la première phase. Cette première phase a été accompagnée de travaux d'entretien du système d'irrigation et de drainage, et par la poursuite de la construction du canal d'irrigation dans la 5^e section de Saint-Marc. Par ailleurs, le gouvernement haïtien a acheté 200 motoculteurs destinés à être vendus à crédit par l'Inara à des groupes de quatre paysans, qui n'auraient pas été choisis comme bénéficiaires de parcelles. Ces paysans, privés de terre, pourraient ainsi vendre leurs services, mécanisés, à d'autres paysans, et être en mesure, un jour, d'acquérir leur propre parcelle. À moyen terme était prévue la construction de 150 moulins à riz qui pourraient être également vendus à crédit à des groupes de cinq personnes et ainsi, donner du travail à 750 personnes.

Les bénéficiaires : critères de choix, leurs droits et leurs devoirs

Une terre est attribuée à une famille définie comme un groupe de personnes qui vivent dans la même maison et « mangent dans la même casserole ». Une

femme seule ou un homme seul, vivant avec ses enfants, représente une famille. Les parcelles sont distribuées aux familles qui sont établies tout près des terres à distribuer. Des critères ont été établis par l'Inara pour l'attribution des terres aux familles qui en ont le plus besoin et qui ont fait preuve d'intérêt pour les travaux agricoles. Seuls sont éligibles en tant que bénéficiaires ceux qui ont, à un moment donné, travaillé sur les terres à répartir, avec cet ordre de priorité :

- les familles qui ne sont pas propriétaires de terres par ailleurs, et qui ne travaillent pas de terres ;
- les familles qui ne sont pas propriétaires et qui travaillent des terres inférieures à un demi-hectare ;
- les familles qui sont propriétaires de terres inférieures à un demi-hectare.

Les personnes qui n'ont pas de terres, mais qui sont propriétaires d'une boutique, d'une « Bank Borlette²¹ », ou exercent une profession ou une activité rémunératrices ne peuvent prétendre à l'attribution d'une parcelle. Ainsi sont exclues du bénéfice de la réforme les personnes qui sont titulaires d'un visa pour les États-Unis ou qui sont propriétaires d'une maison en ville (à Saint-Marc, par exemple), signes extérieurs de richesse relative.

Les bénéficiaires ont « le droit de jouissance de leurs parcelles jusqu'à ce que la loi en détermine le statut définitif » (Inara, mars 1997) et ils bénéficient de tous les services offerts aux planteurs : irrigation, approvisionnement en intrants, crédit... Ils sont tenus de cultiver la parcelle en faire-valoir direct et de respecter les consignes données par l'encadrement technique. Les récoltes sont librement commercialisées par le paysan qui peut vendre sa production comme il l'entend. Les bénéficiaires s'engagent à ne pas vendre leur terre, à ne pas la louer ou l'hypothéquer. Ils doivent participer à tout programme agricole à la demande du MARNDR : entretien du réseau d'irrigation et de drainage, respect des ouvrages hydrauliques, gestion du périmètre réformé à travers l'organisation des planteurs. Ils doivent verser une redevance annuelle de 250 gourdes au comité de gestion à partir de la deuxième année de l'attribution de la terre pour alimenter un fonds pour l'entretien du périmètre, un fonds d'assistance pour les fermiers, un fonds pour de petits projets communautaires et un fonds de développement régional. Par ailleurs, « le bénéficiaire ne pourra ni morceler, ni céder tout ou partie de la parcelle sous quelque forme que ce soit » (Inara, mars 1997). Un non-respect de ces engagements entraîne la rupture du contrat.

La difficile application de ces mesures

Des entretiens réalisés sur le terrain ont permis d'observer un certain nombre de problèmes et d'écarts par rapport aux critères définis par l'Inara. Des irrégularités, des entorses au règlement de l'Inara ont été signalées au cours de la première phase de la réforme. Elles ont été, cependant, assez peu nombreuses. C'est

au cours de la deuxième phase de distribution de terres, inaugurée en novembre 1997, que les dysfonctionnements et les irrégularités ont commencé à faire système. On peut avancer trois éléments d'explication aux difficultés de cette deuxième phase de la réforme agraire.

Le déroulement de la réforme agraire a été affecté par la crise politique que traverse le pays. Cette crise, produit de la division dans le mouvement *Lavalas* entre les partisans et les adversaires de l'ancien président Aristide, a entraîné la démission du premier ministre et, avec lui, de la plupart des ministres, dont le ministre de l'Agriculture, Gérald Mathurin. Celui-ci, principal initiateur de la réforme agraire, bénéficie d'un prestige considérable dans l'Artibonite, notamment pour son action comme directeur de l'ODVA en 1991. Sa démission a entamé la confiance des paysans dans le processus en cours. Par ailleurs, la crise politique nationale a instauré un climat de rivalités politiques et de concurrence entre les différentes branches du mouvement *Lavalas* dans l'ensemble du pays.

L'Inara a décidé pour cette deuxième phase de reconduire dans leurs fonctions les membres des comités d'appui qui avaient travaillé pendant la première phase. Les comités d'appui ont un rôle central dans cette réforme. C'est à eux que revient la tâche ardue d'établir les listes de bénéficiaires dans les différents secteurs. Ils sont l'objet de nombreuses pressions et ont beaucoup de pouvoir. Au cours de cette deuxième phase, les plus « faibles » parmi eux ont commencé à céder aux pressions (comment refuser une terre à quelqu'un à qui l'on a déjà dit « non » une première fois ?) tandis que les plus malins, rodés par la première phase et connaisseurs des structures, procédures et rouages ont commencé à vouloir tirer parti de leur position de pouvoir. On peut, de ce point de vue-là, noter une certaine faiblesse de la direction de l'Inara vis-à-vis des membres de comités d'appui dont les pratiques malhonnêtes étaient avérées. Mais prendre des sanctions aurait été s'exposer à des scandales, à la presse, à une mauvaise publicité pour l'Inara...

Le gouvernement avait prévu la mise en place d'une structure chargée d'équilibrer et de contrebalancer le pouvoir de l'Inara. Cette structure est le comité de suivi. Cette structure a eu tendance à devenir tentaculaire et omniprésente. Les membres du comité de suivi ont, de plus, bien souvent plusieurs responsabilités à la fois : CASEC, magistrats²², représentants d'organisations populaires. Ils ont eu tendance à interférer de plus en plus directement dans le processus de distribution de terres et à transformer le personnel de l'Inara en de simples exécutants.

C'est dans la commune de Desdunes que les contestations et les tensions autour des décisions de l'Inara ont été les plus nombreuses. L'Inara a annoncé le 5 novembre 1996 qu'elle prendrait le contrôle des terres dites des « Trois Bornes », en conflit depuis plusieurs années. Assez rapidement, l'Inara et son directeur ont été accusés de favoriser dans ce conflit les paysans de la localité « Lot Bò Kanal », réputés sympathisants *Lavalas*, aux dépens de ceux de « Nan

Lakou a ». La réforme agraire aurait pris la forme à Desdunes, selon certains observateurs, de la dépossession d'un groupe de paysans au profit d'un autre. Le comité d'appui, chargé d'établir la liste des bénéficiaires, a été violemment critiqué. Ses membres ont été accusés de corruption et d'injustice. Des paysans se sont rendus dans les locaux de l'Inara pour réclamer sa destitution et l'élection d'un nouveau comité. Les responsables de l'Inara leur ont promis de réaliser une enquête approfondie sur les pratiques de ce comité et leur ont demandé de prendre patience et d'attendre une distribution de terres dans une phase ultérieure de la réforme agraire.

Au cours d'une visite à Desdunes, réalisée dans le cadre de la MICIVIH, des membres d'une organisation paysanne ont porté un certain nombre d'accusations sur les membres du comité d'appui. Ils leur ont reproché « d'avoir chassé des paysans qui étaient sur les terres pour mettre d'autres gens qui viennent d'autres régions du pays ». Selon eux, les membres du comité d'appui auraient exigé, de la part de chaque bénéficiaire, des quantités d'argent allant de 1 500 à 2 500 gourdes pour procéder à la « distribution » des parcelles. Certaines personnes auraient même versé de l'argent aux membres du comité d'appui, sans pour autant se retrouver sur la liste des bénéficiaires²³. On raconte aussi que des membres du comité d'appui auraient suggéré à certains paysans complètement dépourvus d'argent de « donner des femmes de leurs familles ». Ces pratiques ont été, selon nos interlocuteurs, systématiques dans toute la zone. « Si vous êtes démunis, vous n'entrez pas dans la réforme » conclut l'un d'entre eux.

Un membre du comité d'appui de Desdunes, avec lequel nous avons eu un entretien, expliquait en substance que s'il y a eu de la corruption au niveau local, la responsabilité en incombe au gouvernement et à la direction de l'Inara qui n'ont donné aucun moyen aux membres des comités d'appui et de gestion pour mener à bien leurs activités (pas de moyens de déplacement, pas de papier, pas d'argent...). Cette situation serait d'autant plus intolérable, expliquait-t-il, « quand on sait que le personnel de l'Inara, "en haut" est fort bien rémunéré. Pourquoi l'argent ne descend-il pas jusqu'aux comités d'appui et de gestion ? » Décrire la situation à Desdunes permet d'illustrer un mode de dysfonctionnement des comités d'appui. Dans bien d'autres cas, l'application des mesures préconisées par l'Inara se trouve en difficulté.

Dans d'autres communes (l'Estère, Marchand-Dessalines, Grande Saline), une équipe d'enquêteurs de la commission Justice et Paix a noté plusieurs irrégularités dans l'attribution des parcelles et un non-respect des critères définis par l'Inara. Des paysans font remarquer un écart très important entre le tapage publicitaire réalisé par le gouvernement sur la réforme agraire et la réalité de sa mise en œuvre. Ils mettent en cause la lenteur de l'Inara à effectuer la répartition des parcelles sur certaines terres déjà sous son contrôle. À Marchand-Dessalines et à Grande Saline, des centaines de « carreaux » de terres n'auraient été ni travaillées,

ni distribuées pendant plus d'un an²⁴. Cette longue immobilisation des terres aurait aggravé la situation de la zone en termes de sécurité alimentaire. Dans les localités Pierrepaul et Danger, des terres ont été distribuées, mais les activités agricoles ont été interrompues parce que le gouvernement n'a pas fourni d'eau. Les paysans auraient semé leurs terres et les « bêtes auraient ensuite mangé toutes les semences²⁵ ». À Hatte-Cheveaux (commune de l'Estère), les bénéficiaires n'ont pas reçu le crédit promis à temps, ni les semences. Ils s'inquiétaient de ne pas recevoir les motoculteurs promis et de devoir travailler à la main. Par ailleurs, ils signalaient que la lenteur dans la mise en œuvre et la négligence des autorités dans le suivi technique de la réforme (blocs inondés et infestés de moustiques en raison de travaux de curage non effectués) videraient celle-ci de tout contenu²⁶. Ces quelques exemples éclairent la difficulté de la mise en œuvre de la réforme agraire.

Des améliorations substantielles et la fin des violences

Les paysans de l'Artibonite, qu'ils soient ou non favorables à la réforme agraire, reconnaissent en général que l'intervention de l'Inara dans la région a permis de mettre un terme aux conflits et aux violences. Si les tensions demeurent dans certaines zones, il n'y a plus de violence et de pertes de vies humaines depuis que le processus de réforme agraire a commencé. « Le sang a cessé de couler. » Il s'agit certainement du bénéfice le plus indiscuté de la réforme. Le processus de réforme agraire a été accompagné de la création et du déploiement d'une force de police, dite « police Inara²⁷ », spécialement affectée au suivi et à la surveillance des zones réformées.

Cette police a certainement joué un rôle dissuasif de prévention des violences. Mais on ne peut réduire, selon nous, la fin des violences terriennes à la présence d'une force de maintien de l'ordre. Cela renvoie, à notre avis, à quelque chose de plus fondamental que la grande majorité des paysans a exprimé dans les entretiens. Il s'agit de l'aspiration, très massive, à une réforme agraire dans l'Artibonite. Rappelons qu'il s'agit d'une vieille revendication paysanne dans la région. Les paysans avec lesquels nous avons eu des entretiens, même les plus critiques vis-à-vis du processus en cours, tenaient à préciser qu'ils étaient favorables à une réforme agraire, « bonne chose pour le pays », « nécessaire pour mettre fin à toute une série de problèmes », mais qu'ils étaient en désaccord avec la méthode utilisée par l'Inara ou le gouvernement. « Le fond est bon, la forme n'est pas bonne », « nous faisons ces critiques, non pas pour détruire la réforme agraire, mais pour l'améliorer. » C'est cette disposition, favorable, quoique teintée d'un certain scepticisme sur tout ce qui vient du personnel politique, de la grande majorité des paysans à une réforme agraire qui explique, selon nous, la fin des violences, du moins pour le moment.

De plus, la réforme agraire a amélioré sensiblement les conditions de vie de certains paysans. À l'Estère, sur les terres qui étaient en conflit entre les partisans des familles Attier et Bricourt, les paysans²⁸ que nous avons interrogés ont manifesté leur soutien « à 100 % » au processus en cours. Ils ont affirmé que le temps où les *grandon* dressaient les paysans les uns contre les autres était révolu. Ils ont évoqué les violences et les coups de machette que le conflit Attier-Bricourt avait entraînés. Aujourd'hui, selon ces paysans, les violences ont cessé.

Avant, ces paysans étaient tous « de moitié²⁹ », démunis, et devaient travailler pour des *grandon* qui pratiquaient le « coup de poignard³⁰ ». Ils ont aujourd'hui un lopin de terre, certes trop petit, et ont reçu 1000 dollars haïtiens (5000 gourdes) qui leur permettent de faire face aux besoins de santé et d'éducation des membres de leurs familles. Ces paysans avaient l'espoir que l'État se montrerait patient avec eux pour les délais de remboursement. Les engrais subventionnés (35 \$ le sac contre 80 \$ avant) constituent aussi un soulagement important.

Les paysans de la ferme de Deseaux ont également manifesté leur satisfaction vis-à-vis de la réforme. La ferme Deseaux est une ferme modèle en ce qu'elle a été choisie par l'Inara et la coopération chinoise pour être un lieu de production de semences. Il s'agit d'un riz de meilleure qualité, soumis à des règles strictes de production. Les bénéficiaires de parcelles de production de semences sont privilégiés dans le cadre de la réforme. Ils reçoivent cinq sacs d'engrais gratuitement dans l'année et sont tenus d'acheter le sixième. Les frais de labour de leurs parcelles sont avancés par l'État qui paie les opérateurs des motoculteurs. L'État défalque par la suite ces frais aux paysans sur la vente du riz. Les paysans interrogés, et en particulier les producteurs de semence, reconnaissent que la réforme agraire a constitué une amélioration substantielle de leurs conditions, tout en émettant de sérieuses réserves contre les méthodes employées par le comité de suivi et l'Inara.

LA RÉFORME AGRAIRE : UN DÉBAT DE FOND

Haiti n'est pas le Salvador, le Nicaragua, le Guatemala ni même le Brésil. Ces pays présentaient (présentent encore, ou à nouveau) des situations agraires assez caricaturales de *minifundia/latifundia* dans lesquelles la propriété de la terre était/est extrêmement concentrée (les « quatorze familles » au Salvador, la famille Somoza au Nicaragua...). La situation est radicalement différente en Haïti pour des raisons historiques. La spécificité de la question agraire haïtienne tient selon Jean-Marie Théodat à « l'existence d'un instant zéro à partir duquel les anciens colons ont été massacrés, leurs terres confisquées au profit de l'État » (Théodat, 1997 : 91). Cet « instant zéro » a entraîné, à la fois, un rapport particulier de la

petite et de la grande propriété en comparaison avec les autres pays d'Amérique latine, et « une double influence du foncier sur le politique et de celui-ci sur les questions agraires ».

Si la question de l'existence de la grande propriété est un sujet de débat, tout le monde reconnaît l'extrême diversité des formes de tenure de la terre, leur enchevêtrement et la formidable résistance de la petite propriété. Le processus de réforme agraire s'en trouve, à notre avis, considérablement compliqué. Michèle Oriol propose, dans une étude pour la FAO et l'Inara, une réflexion stimulante autour des concepts de réforme agro-foncière et de réforme agraire. Le concept de réforme agraire renverrait principalement à la notion de justice sociale dans des situations d'opposition sociale radicale et d'injustice foncière patente. Le projet de réforme agraire conviendrait à des structures foncières dominées par les *latifundia*, la présence de nombreux paysans sans terres et d'ouvriers agricoles. Ces structures foncières se combinent souvent avec une pratique de l'élevage extensif, sur de vastes pâturages. Il s'agit, plus ou moins, des situations foncières rencontrées dans les pays d'Amérique latine. Dans ces pays, les réformes agraires entreprises à partir des années 1960 étaient porteuses de projets de justice sociale, de développement de la production agricole et de création de paysanneries.

La situation haïtienne est très éloignée de celles que nous venons de décrire brièvement. Selon Oriol, la grande propriété est marginale en Haïti. Elle est en général circonscrite autour des grandes villes ou des bourgs importants. « L'existence d'une propriété de citadins à la campagne est un phénomène encore mal mesuré, mal défini. » (Oriol, *Conjonction* n° 200 : 161.) La petite propriété paysanne, poursuit-elle, domine la structure foncière et elle est « historiquement et légalement fondée³¹ ». L'indivision familiale est la forme légale dominante de la propriété paysanne, ce qui n'empêche pas la propriété paysanne d'être établie comme individuelle ; la gestion de l'indivision se fait le plus souvent par des parcelles individualisées, aux limites définies.

Dans ce contexte, la réforme agro-foncière « propose une combinaison de la restructuration des systèmes juridiques d'appropriation et les modes juridiques, économiques et agronomiques d'utilisation du sol ». Dans le cas haïtien, cette réforme agro-foncière devrait avoir trois axes principaux : la pérennité des exploitations agricoles (lois sur l'héritage du foncier agricole, sur les baux fonciers...), le réaménagement de l'espace rural autour des aires de résidence et le traitement du cas particulier des terres de l'État où l'on ne peut pas parler de distribution mais d'appropriation privée par les exploitants réels de ces terres (Oriol, *Conjonction* n° 200 : 162). La sociologue s'inscrit en faux contre l'orientation choisie par le gouvernement haïtien qui vise à réaliser une réforme agraire, au sens strict, c'est-à-dire une redistribution de la propriété. Il faudrait plutôt, selon elle, clarifier le mécanisme d'accession à la propriété par une réforme qui touche les institutions qui sont censées en codifier l'accès.

En procédant de cette manière, le gouvernement ajouterait à l'imbroglia foncier un nouveau mode d'accès à la terre : le statut de bénéficiaire de la réforme agraire. Ce statut ne devrait pas survivre au gouvernement qui en est à l'origine. Il ne s'agirait donc en aucun cas d'une politique de sécurisation foncière, parce qu'elle ne rompt pas le lien entre le politique et le foncier, et qu'elle se fait en dehors des institutions (tribunaux, arpenteurs, notaires...). De plus, cette politique aurait comme conséquence l'extension des *minifundia* (parcelles d'un demi-hectare) et la création d'exploitations agricoles incapables d'assurer des revenus suffisants aux paysans qui en seraient les bénéficiaires. De plus, il n'y a pas de terres, en Haïti, qui ne soient travaillées. Transférer des terres ne peut que signifier enlever à certains pour en donner à d'autres, sur des critères idéologiques ou politiques et dans le but de constituer une base sociale pour le régime.

La position de Michèle Oriol, très argumentée, encourt néanmoins la critique de l'immobilisme et de la défense du *statu quo*. Elle présente l'inconvénient de ne pas apporter de solutions immédiates aux questions urgentes posées par les conflits terriens dans l'Artibonite. La démarche de Gérald Mathurin part, au contraire, de l'analyse de la chaîne de prélèvements sur le travail des paysans et sur l'existence d'une bataille pour la rente foncière. Il faut, selon lui, casser les liens d'exploitation et de dépendance dans les campagnes et aller, par exemple, vers une disparition du métayage.

Pour aller dans cette direction, Mathurin assume la relation étroite entre le politique et le foncier et propose de la faire fonctionner en vue de la transformation des relations sociales dans les campagnes. Les inspirateurs de la réforme proposent notamment des transferts de terres par le biais d'une décision du pouvoir politique, remettant en cause des positions privilégiées, quitte à différer la question insoluble de la propriété. S'en remettre au système judiciaire haïtien (ou à sa réforme) pour tenter de régler les conflits de propriété dans l'Artibonite aurait été une grave erreur compte tenu de l'état de délabrement et de corruption de l'institution judiciaire. Le « temps long » de la réforme judiciaire et celui des nécessités paysannes immédiates sont singulièrement désaccordés. C'est aussi pourquoi, selon un autre défenseur de la réforme, il était juste de créer une situation de fait avant de saisir le Parlement de ces questions. La loi viendra, en son temps, renforcer le processus et lui donner un caractère légal et irréversible.

En ce qui concerne l'insécurité liée à un statut donné aux paysans par une équipe politique susceptible d'être remplacée, Gérald Mathurin nous expliquait dans un entretien qu'il fallait comprendre la réforme agraire comme s'inscrivant dans une marche générale vers un fonctionnement démocratique de la société. La réforme agraire a ainsi été, dans les zones où elle a été appliquée, une forme de recensement. Les comités d'appui et l'Inara ont dû, avant de distribuer les parcelles, réaliser des listes de paysans. Ce « recensement » constituait un premier pas vers l'établissement d'un certain niveau d'existence sociale, de citoyenneté,

pour ces paysans. Dans un contexte démocratique, de décision par la majorité, on peut estimer que la réforme agraire, qui porte les intérêts des masses paysannes, ne peut aller qu'en s'approfondissant et en se renforçant. La démocratie serait alors le fondement de la sécurité foncière pour les bénéficiaires de la réforme. C'est en quelque sorte le pari qui sous-tend ce processus.

La réforme agraire s'effectue dans le cadre d'une très grande pression démographique sur la terre, à un moment où tous les indicateurs de la situation économique nationale et locale sont négatifs. La situation politique, après tous les espoirs levés par l'arrivée au pouvoir de dirigeants se réclamant du mouvement *Lavalas*, est marquée par une profonde désillusion. S'y ajoute un grand scepticisme sur leur capacité à transformer les conditions de vie du peuple haïtien. Ce contexte de grande démobilisation et démoralisation a fortement affecté les organisations paysannes. Ces organisations tendent à être de plus en plus des coquilles vides et des sigles sans signification, sans base sociale ni activités réelles, dirigées, dans le meilleur des cas, par des leaders plus ou moins charismatiques. Cette absence de mobilisation et d'organisation paysanne constitue une réelle difficulté de la réforme agraire qui se conçoit avant tout (d'après son discours public) comme un processus participatif.

On comprend que, dans ce contexte, la tâche de l'Inara soit extrêmement ardue et que chacune de ses décisions (attribution d'une parcelle ; octroi d'un emploi à un groupe de paysans) relève du choix douloureux entre des paysans qui sont dans leur immense majorité dans le besoin. Ces décisions, même lorsqu'elles obéissent aux critères définis (nécessité, pas d'autre terre, pas d'autre source de revenus...) peuvent être facilement ressenties comme des injustices, et alimenter à leur tour la défiance. La réforme agraire est en cours. Il est encore tôt pour porter une appréciation générale sur ce processus. L'Inara est une jeune institution capable d'opérer des rectifications.

CONCLUSION

Un des défis que la réforme agraire, et la politique agraire en général, doit relever est le maintien d'une paysannerie pauvre sur les terres agricoles. Réussir dans cette entreprise permettrait d'enrayer l'exode rural et le surpeuplement des bidonvilles de Port-au-Prince. Dans le cas contraire, on ne voit pas ce qui pourrait empêcher le développement de cette « misère abjecte ». C'est un défi haïtien. C'est aussi un défi mondial. C'est ce point de vue qu'expriment Laurence Roudart et Marcel Mazoyer dans la conclusion de leur *Histoire des agricultures du monde*, en accordant au « sauvetage et au développement de l'économie paysanne la plus pauvre » un rôle primordial dans l'analyse et la solution de la crise contemporaine.

Notes

- 1 Cet article est le résultat d'un travail de terrain réalisé dans la plaine de l'Artibonite en 1995 et 1998, dans le cadre d'une mission conjointe ONU/OEA d'observation des droits de l'homme, la MICIVIH (Mission Civile en Haïti). Les entretiens ont été réalisés dans ce cadre ou par l'auteur, à titre personnel.
- 2 La capitale du département est Gonaïves.
- 3 Il existe plusieurs variétés de riz : « La Crête », « CICA », « Madame Gougousse », « Madame Blanc », « Shirley », « Tête chargée »... La variété « Madame Gougousse », longtemps considérée comme la première variété, semble aujourd'hui de plus en plus abandonnée.
- 4 Alliances dont le symbole fut le mariage de Jean-Claude Duvalier avec Michèle Bennett.
- 5 Le niveau de subvention des producteurs de riz aux États-Unis atteint les 22 % en 1996. La moyenne pour la période 1983-1993 était de 53 %. Selon la Rice Corporation le niveau de subvention est nul en 1997 avec les nouveaux accords de l'OMC.
- 6 Grand propriétaire terrien, en Haïti.
- 7 Rappelons que Marchand-Dessalines a été la première capitale du pays.
- 8 *Dechouke* est un terme créole qui signifie déraciner. *Dechoukaj* a été le nom donné aux violences commises à la chute de Duvalier à l'encontre de personnes ou d'institutions incarnant le régime duvaliériste.
- 9 L'Organisme de Développement de la Vallée de l'Artibonite.
- 10 Gerald Mathurin avait organisé une négociation entre les parties en conflit en 1991, quelques semaines avant le coup d'État. Il avait été accordé que tous les paysans qui avaient travaillé sur les terres en conflit, à un moment ou à un autre, recevraient une parcelle à cultiver. Un des protagonistes les plus importants du conflit se tourne vers lui, à l'issue de la négociation et lui déclare : « avec votre accord, moi, je ne recevrai rien ». Il s'est avéré que cette personne n'était pas paysan, mais chef guerrier, chargé notamment de lever un impôt de guerre...
- 11 C'est ce même parti pris qui guidera l'action de Gerald Mathurin, ministre en 1996, dans la définition de la réforme agraire.
- 12 *Lavalas*, en créole.
- 13 Expression tirée de l'article de Bernard Ethéart, « Le cadre global de la réforme agraire » dans la revue franco-haïtienne de l'Institut Français d'Haïti, n° 200. Ces termes « d'option préférentielle en faveur des pauvres », sont empruntés à la « théologie de la libération ».
- 14 Expression créole qui signifie : négociation, dialogue (*chita*, s'asseoir ; *pàle*, parler).
- 15 Mission Civile en Haïti, de l'ONU et de l'OEA, d'observation de la situation des droits de l'homme.
- 16 Le directeur de l'Inara, Bernard Ethéart, dans un entretien avec la MICIVIH, faisait observer de manière autocritique, que l'expérience des deux premières phases de la réforme agraire dans l'Artibonite avait bien montré que la corruption peut s'insinuer avec la même facilité dans des structures basées sur l'organisation et la participation paysannes que dans le cadre de structures étatiques...
- 17 Conseil d'Administration des Sections Communales.
- 18 Des paysans, au cours des entretiens, ironisaient parfois sur le mandat « à manches longues » du comité de suivi, pour exprimer à la fois son inamovibilité au bout de 2 ans (alors qu'il avait été élu initialement pour 6 mois) et ses responsabilités de plus en plus larges. D'autres n'hésitaient pas à déclarer que « si François Duvalier avait placé un Zacharie Delva à la tête de l'Artibonite, le président Préval a placé un Zacharie Delva dans chaque commune » en référence aux membres du comité de suivi. Comparaison fort désobligeante compte tenu du sinistre souvenir laissé par Delva dans la mémoire collective des paysans de l'Artibonite.

Les paysans haïtiens ont souvent fait preuve d'une ironie mordante dans les entretiens que nous avons eus avec eux. La plume monotone de l'étudiant-chercheur restitue très difficilement cette truculence propre à la langue créole...

- 19 « La réforme agraire est un partage de la terre entre héritiers... du comité de suivi » ironise un paysan, tandis qu'un autre affirme que ce comité « *fe lapli e lebotan* ».
- 20 L'Inara distingue : la parcelle (1/2 ha), le bloc (groupe de parcelles) et le périmètre (groupe de blocs).
- 21 Nom donné à une loterie très populaire en Haïti.
- 22 Un « *magistrat* » est, en Haïti, l'équivalent d'un maire en France.
- 23 Ce sont ces personnes qui auraient « vendu la mèche ».
- 24 Les responsables de l'Inara, interrogés à ce sujet, ont expliqué qu'ils avaient rencontré d'énormes difficultés pour arriver à une répartition équitable du grand périmètre Lagon/Lachicote/Morlette/Gérard, entre Desdunes et des localités appartenant à Marchand Dessalines et Grande Saline.
- 25 Selon un paysan, l'Inara n'augmente pas la production agricole comme il le prétend, mais plutôt le *grangou* (la faim).
- 26 Selon un des paysans, il est désormais clair pour les paysans « que le président Préval est comme une voiture sans essence dans laquelle le chauffeur fait du bruit avec sa bouche pour simuler un mouvement ».
- 27 Cette force de police dépend, en fait, de la Police nationale haïtienne.
- 28 Ces paysans sont membres du MDPJ, l'organisation paysanne dirigée par Charles Suffrard, l'actuel président du comité de suivi, ce qui pourrait expliquer l'enthousiasme de ces paysans vis-à-vis de la réforme agraire.
- 29 On appelle les métayers « de moitié » parce qu'ils doivent donner aux propriétaires environ la moitié de la récolte.
- 30 Prendre une partie toujours plus importante sur chaque récolte.
- 31 Oriol récuse le « mythe » du paysan squattant les terres des colons tués. La paysannerie s'est constituée et consolidée par l'achat de terres, tout au long du XIXe siècle.

Bibliographie

- Ans, André-Marcel d', 1987, *Haïti : Paysage et société*, Paris, Karthala.
- Barthélemy, Gérard, 1990, *L'Univers rural haïtien : le pays en dehors*, Paris, L'Harmattan.
- Barthélemy, Gérard, 1996, *Dans la splendeur d'un après-midi d'histoire*, Port-au-Prince, Éd. Henri Deschamps.
- Barthélemy, Gérard et Christian Girault (dir.), 1991, *La République haïtienne : état des lieux et perspectives*, Paris, Karthala.
- Casimir, Jean, 1980, *La Cultura oprimida*, Mexico, Editorial Nueva Imagen.
- Dulix Theodat, Jean-Marie, 1997, « Haïti, Quisqueya : une double insularité ; essai de géographie historique », thèse de doctorat de géographie, université de Paris X – Nanterre.

- Etheart, Bernard, 1996, « Le cadre global de la réforme agraire », *Conjonction : La revue franco-haïtienne de l'Institut Français d'Haïti*, n° 200 (« Le développement rural en Haïti »).
- Fleury, Jean Senat, promotion 1984-1988, « Quelques considérations sur les causes des conflits terriens dans la vallée de l'Artibonite », licence de droit, université d'État d'Haïti (Ronéo).
- Duret, Paul, Jean-François Cruz, Roberto Cogno et Pierre Baris, oct. 1997, *Modernisation des petites unités de transformation du riz*, Paris/Port-au-Prince, IRAM ; AGRICORP, 4 vol.
- James, C.L.R., 1986, *Les Jacobins noirs : Toussaint-Louverture et la révolution de Saint-Domingue*, Paris, Éditions Caribéennes.
- Mazoyer, Marcel et Laurence Roudart, 1997, *Histoire des agricultures du monde : du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Seuil.
- Moral, Paul, 1961, *Le Paysan haïtien : étude sur la vie rurale*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Murray, Gérald-Francis, 1977, « The Evolution of Haitian Peasant Land Tenure : a Case Study in Agrarian Adaptation to Population Growth », PHD.
- Oriol, Michèle, 1992, « Structure foncière et système agraire dans le sud d'Haïti », thèse de doctorat de sociologie, université de Paris 7.
- Oriol, Michèle *et al.*, juin 1996, *Projet d'appui à la définition d'une réforme agro-foncière : rapport intermédiaire*, Port-au-Prince, Inara-FAO.
- Oriol, Michèle, 1996, « Structure foncière, réforme agraire et agro-foncière : concepts et réalités », *Conjonction : La revue franco-haïtienne de l'Institut Français d'Haïti*, n° 200 (« Le développement rural en Haïti »).
- Plotkin, Donna, 1995, *Overview of Social, Cultural and Institutional Factors that Contribute to Land Insecurity and Conflicts in Haiti*, Port-au-Prince, MICIVIH (Ronéo).
- Roca, Pierre-Jean, 1985, « Les Agrosystèmes de la région de Désarmes : vallée de l'Artibonite. Adaptations et blocages de la société agraire ; traditions et innovations rurales », thèse de doctorat (Ronéo).
- Wampfler, Betty, 1994, « La production rizicole dans l'Artibonite », dans Kermel Torres Doryane, *Sécurité alimentaire : les politiques alimentaires nationales et leur influence sur l'évolution des systèmes ruraux*, Paris, ORSTOM-CNRS.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Le gouvernement haïtien a entamé un processus de réforme agraire dans la plaine de l'Artibonite, principale région productrice de riz du pays et aire de conflits terriens depuis qu'y ont été menés, dans les années 1950, des travaux d'infrastructure (irrigation). Le gouvernement haïtien entend s'appuyer sur la participation des paysans, grâce à des structures élues, pour redistribuer les terres en conflit, mettre fin aux violences et augmenter la production agricole. Ce projet s'inscrit dans un contexte de pression démographique très élevée, où les formes de tenure des terres sont complexes, et les traditions politiques autoritaires et anti-démocratiques, marquées par la corruption et le clientélisme – autant d'éléments qui tendent à pervertir les structures de participation paysanne.

El gobierno haitiano ha empezado un proceso de reforma agraria en la cuenca del río Artibonito. Dicha región es, a la vez, el principal lugar de cultivo de arroz del país y un área sumamente conflictiva a raíz de los trabajos de infraestructura (riego) realizados en los años 1950. El gobierno haitiano pretende basarse en la participación campesina mediante estructuras elegidas para redistribuir las tierras en conflicto,

acabar con la violencia y aumentar la producción agrícola. Este proyecto se enfrenta a una enorme presión demográfica, a la complejidad de las distintas formas de tenencia de la tierra así como a tradiciones políticas autoritarias y anti-democráticas marcadas por la corrupción y el clientelismo que tienden a pervertir las estructuras de participación campesina.

The Haitian Government has initiated the execution of the agrarian reform in the Artibonite Valley. This district has witnessed important land conflicts since irrigation works have been carried out in the fifties, giving much greater value to these rice-growing lands. The objective proclaimed by the Haitian Government is to obtain support from the peasants through local committees in order to redistribute the contested land or the state land, to end the violence and to raise rice production. This programme confronts an enormous demographic pressure, the entanglement of land tenure systems and the anti-democratic political traditions, exacerbated by corruption and patron-client relations that instill and pervert the peasant participation models and the self-help structures.

LES *CHOLAS* DES MARCHÉS DE LA PAZ : UNE APPROCHE INTERACTIONNISTE

VÉRONIQUE MARCHAND*

P ARMI LES *comerciantes minoristas*¹ de La Paz, on peut distinguer trois groupes : les vendeuses de marchés couverts, les vendeuses de rue regroupées en associations syndicales et « les ambulantes »² qui n'appartiennent pas aux types d'organisations précédents. Ce sont majoritairement des migrantes³, et sinon ce sont des filles ou petites filles de migrantes. Elles occupent une position sociale intermédiaire. Désignées comme *cholas* – ce que l'on peut traduire très brièvement par « Indiennes en ascension sociale » –, elles se situent socialement entre les paysannes le plus souvent nommées *indias* et les *señoras* (dames de la ville ». Elisabeth Peredo (1992), qui s'intéresse à l'identité psychosociale des *cholas*⁴, montre bien que ces femmes se situent entre deux mondes et intègrent des éléments culturels aussi bien créoles, de la société occidentale, urbaine que d'autres d'origine andine, pour former une nouvelle culture dynamique et adaptative. Elles sont pour la plupart bilingues et parlent à la fois l'*aymara* ou le *quechua* – surtout *aymara* dans la région de La Paz – et l'espagnol. Les *cholas* de La Paz se distinguent par leur apparence vestimentaire dont la *pollera* (jupe bouffante), la *manta* (le châle) et le *sombrero* (chapeau melon) sont les attributs principaux (photographie n°1).

Au-delà de ces signes distinctifs, que signifie exactement le terme de *chola*? En réalité, on ne peut définir la « *chola* » par un contenu culturel

*Ifresi, Université de Lille



PHOTOGRAPHIE N°1 : VERDURERA DU MARCHÉ CAMACHO (CLICHÉ : VÉRONIQUE MARCHAND).

précis, des éléments figés et « invariants » car ce mot est avant tout le fruit d'une catégorisation qui ne peut être appréhendée qu'en termes relationnels. Saisir les différentes significations de la *chola*, selon le contexte, constitue l'objectif central de ce texte. Tout d'abord, il est impossible de parler de la *chola* sans parler de l'Indienne. En effet, les *chololas* veulent s'écarter de la position sociale des Indiennes car celles-ci sont dépréciées, discriminées par les couches sociales supérieures. De fait, on peut définir l'Indien en se référant à son statut social inférieur, dépourvu de prestige, dont le meilleur indicateur est la profession. Avec François Bourricaud, qui s'intéresse à la situation péruvienne⁵, « Nous pouvons dire sans grand risque de se tromper que l'Indien n'exerce jamais une profession jouissant d'un grand prestige, et qu'il exerce presque toujours une profession jugée avec quelque mépris par les individus qui n'appartiennent pas au groupe indigène » (1962 :17).

L'Indien désigne le plus souvent le paysan mais, par extension, qualifier une personne comme telle revient à la considérer comme inférieure, retardée, arriérée, de manière assez méprisante. On comprend donc mieux dans ce contexte l'intérêt que les vendeuses ont à se distinguer : être *de pollera*, c'est à dire en jupe, « mais une jupe différente, une jupe somptueuse que la société créole occidentale ne reconnaît pas toujours mais qui se distingue de l'autre jupe, celle de la paysanne » (Peredo, *ibid.* : 12), c'est aussi se dire non indienne. Les femmes aymara portent le plus souvent des jupes en toiles foncées et unies alors que celles des *chololas*

sont en tissus plus fins et plus colorés. Elles se distinguent également par les bijoux – boucles d'oreilles, broches et bagues – les plus beaux étant réservés pour les fêtes, qui sont les moments privilégiés pour afficher son statut. Il s'agit pour les *cholas* de se différencier des *indias* par la qualité de ce qu'elles portent, s'écarter de la « culture indienne » pour être traitées autrement.

D'où vient le mot *chola*? Il existe plusieurs hypothèses quant à son étymologie : certains auteurs s'accordent pour lui donner une origine espagnole : la *chula* qui désigne la couche sociale la plus basse de Madrid (Peredo, *ibid*). D'autres, au contraire, défendent l'idée selon laquelle le terme serait une castillanisation du mot aymara *chhulu*, se traduisant par métis (Paredes Candia, 1992 : 42). Au-delà de ces controverses étymologiques, son sens péjoratif, lui, n'est pas contesté. Le *Cholo* désigne au XVIII^e siècle l'enfant de parents métis et indiens, et fait référence aux métis proches des Indiens ou, pour le dire autrement, à la couche sociale la plus basse des métis. Mais, comme l'explique Rossana Barragan (1991), ce métissage biologique est très vite redoublé par un métissage culturel, social, produit lui aussi de la colonisation. Pour échapper au stéréotype négatif de l'Indien et éviter le paiement du tribut à la couronne espagnole, de nombreux paysans migrent vers les villes, changent d'apparence vestimentaire, se coupent les cheveux et apprennent l'espagnol. Le développement des activités artisanales, l'augmentation du nombre d'employées domestiques contribuent également à la création d'une couche sociale intermédiaire occupée par une population de *cholos/as*, selon l'appellation des créoles.

L'augmentation de cette population n'est donc pas séparable d'un processus de mobilité sociale qui vient brouiller les distinctions ethniques et c'est à partir de la fin du XVIII^e siècle que la *pollera* est progressivement adoptée par les couches sociales « basses mais non indiennes » (Barragan, *ibid.* : 108), dans le but de se distancier du monde des « Indiens » en imitant les señoras des couches supérieures de la société qui, elles, abandonnent peu à peu ce vêtement. Ce processus d'imitation s'interrompt puisque, encore aujourd'hui, la *pollera* reste le vêtement distinctif des *cholas* : selon Rossana Barragan, ceci s'explique peut-être par le fait qu'elles préfèrent être au sommet du monde indien qu'en bas de l'univers créole. L'adoption de ce vêtement emblématique pourrait se justifier également par l'évolution de la division du travail et l'avènement d'un statut social intermédiaire particulier. L'activité même des vendeuses leur confère cette position charnière par l'acte de l'échange des produits agricoles produits par les paysans et achetés par les citadins.

Relativement au thème qui m'intéresse, les organisations et les mobilisations des vendeuses, la question de leur insertion sociale est primordiale pour comprendre ce qui les amène à se mobiliser. Les enjeux de leurs luttes sont directement liés à leur activité : elles se mobilisent pour conquérir un espace de vente, le préserver ou améliorer leurs conditions de travail, cela dépend évidemment du type d'organisations de vendeuses, du contexte des mobilisations, des politiques de l'État ou de la municipalité. Face à une mesure contraire à leurs intérêts, elles se mettent en mouvement pour défendre leurs droits. Mais, à travers leurs combats à visée économique, elles luttent plus profondément pour une reconnaissance sociale dans une société qui les discrimine. Le but est ici de s'intéresser à une appellation socio-ethnique – *chola* – dans ce qu'elle a de révélateur de la place sociale des vendeuses, des relations entretenues avec les autres groupes sociaux, en partant du principe que les mobilisations sont à replacer dans un ensemble d'interactions sociales pour être comprises.

Au-delà de cette position intermédiaire, que signifie aujourd'hui le terme de *chola*? Si objectivement ce sont les femmes qui portent la *pollera* qui sont appelées *chololas*, cette traduction primaire ne recouvre pas la multiplicité des sens de ce terme. C'est ici le nœud du problème : la *chola* en tant que telle n'existe pas, ou plutôt elle n'existe que dans le discours de personnes particulières, dans des situations données. Recenser l'ensemble des significations dans des contextes précis permet une approche plus complète du qualificatif ethnique. À partir de terrains africains, Jean-Loup Amselle (1985 : 44) invite à « cerner l'univers sémantique des catégories recueillies sur le terrain en fonction de l'époque, du lieu et de la situation sociale retenus. Au lieu de partir d'ethnonymes donnés, de notions vides qu'il s'agit ensuite de remplir avec des structures économiques, politiques et religieuses, il serait préférable de montrer comment un terme situé dans le temps et dans l'espace acquiert progressivement une multiplicité de sens, en somme d'établir la genèse idéale des symboles ».

Qui est désignée comme *chola*? Par qui? À quel moment? Avec quels objectifs? Quelles sont les frontières entre les femmes de *pollera* et les autres? Comment passe-t-on d'un monde à l'autre? Quels liens peut-on faire entre cette dénomination à caractère ethnique et les organisations ainsi que les mobilisations des vendeuses? Voilà la série de questions auxquelles je tenterai de répondre.

Puisque le terme de *chola* désigne un secteur de femmes situées entre les Indiennes et les dames de la ville, il recouvre des significations des deux univers. Car les *chololas* occupent un espace social entre les deux

extrêmes de la société ; selon la position sociale des interlocuteurs, elles seront donc considérées comme supérieures ou inférieures. Cette appellation relative renvoie donc à des éléments apparemment contradictoires. Aussi, les *cholas* se définissent-elles plus par les frontières qu'elles établissent et entretiennent avec les autres groupes, les limites que par un contenu ; des contenus culturels sont bien sûr mobilisés mais ne sont intelligibles que par ce jeu de frontières. À l'instar de Frederik Barth (1995 : 207), « Nous déplaçons le foyer d'investigation en focalisant la recherche sur les frontières ethniques et l'entretien de ces frontières plutôt que sur la constitution interne et l'histoire des groupes considérés séparément ». Les contours de ce groupe ne sont pas statiques mais se déplacent en fonction de « l'auto-attribution ou de l'attribution par d'autres à une catégorie ethnique » (Barth, *ibid.* : 210).

DE LA DÉSIGNATION EXOGÈNE...

Le qualificatif de *chola* s'appuie sur un signe extérieur, la *pollera*. Si la majorité des *comerciantes minoristas* de La Paz sont de *pollera*, elles ne le sont pas toutes. Certaines, minoritaires, sont *de vestido* c'est à dire, si l'on traduit littéralement, « en robe ». En réalité, cette expression regroupe également les femmes en pantalon, et signifie donc, plus précisément, « non *de pollera* ». Ce vêtement trace donc une frontière clairement identifiable entre les vendeuses de *vestido* et celles *de pollera* (photographie n° 2). Quelles sont les représentations associées au port de la *pollera*? En quoi ce vêtement véhicule-t-il une certaine perception du monde social?

La *pollera*

Quand on écoute les vendeuses *de vestido* sur ce thème, la situation de migrantes apparaît le plus souvent comme l'élément central lié à l'usage de la *pollera* : « Habia mujeres de *pollera* y de *vestido*, siempre ha habido eso. Desde antes, hay gente que habia sido de *pollera* y mucha gente estan emigrando mas que todo no ve? De Potosi, del Altiplano, todos estan viniendo a La Paz porque aqui lo ven negocio a todo no? Cualquiera cosita ya hacen negocio y ya nomas » (Dirigeante de la *Federacion de gremiales del comercio minorista de La Paz, de vestido*, entretien le 2/12/98).

On présente clairement les femmes de *pollera* comme les protagonistes de l'exode rural : « Las mujeres en la calle son, me parece imigrantes de los pueblitos que viene como tambien en el campo con esto



PHOTOGRAPHIE N° 2 : CAFETERA. FÊTE POUR L'ANNIVERSAIRE DU MARCHÉ SOPOCACHI.

del niño, han quedado muy perjudicadas, no tiene tambien que comer, el cielo y la tierra en el campo no ve? Y asi que han imigrado y se ponen a vender y eso es las señoras de pollera que estan mas en la calle, que estan vendiendo : imigracion de los pueblitos para poder tambien... Porque en alla, en el campo, que van a hacer? Sol, el cielo y la tierra, con esto del niño, el frio, ahora las lluvias » (Vendeuse de fruits et légumes du marché Sopocachi, *de vestido*, entretien le 22/12/98).

Les femmes de *pollera* seraient nées à la campagne et venues en ville⁶, n'ayant d'autre solution pour survivre que de proposer des marchandises à vendre dans la rue. La

pollera est également associée au faible niveau d'instruction. Cette réponse d'une vendeuse de produits artisanaux à la question : « venez-vous de la campagne? » est symptomatique de la corrélation entre les études, l'origine citadine et le fait d'être de *vestido* : « No, no : era de vestido, aqui he estudiado pero mi marido me ha puesto pollera. Ahora me he acostumbrado a ponerme pollera porque antes no podia./.../ Porque en el campo son puro de pollera, de Huarina es mi marido » (Vendeuse de l'association *Central San Francisco*, *de pollera*, entretien le 6/01/99).

Même si cette vendeuse est actuellement *de pollera*, elle tient à spécifier qu'elle était *de vestido*, pour insister sur le fait qu'elle a étudié à La Paz. L'origine rurale, le faible niveau d'études reflètent donc une certaine représentation dont se nourrit le qualificatif de *chola*, ou, dans sa version affectueuse, celui de *cholita* : « La otra vez, como estoy en la Junta vecinal tambien, por ejemplo, la otra vez, me fui a Aguas del Illimani, estuve con el ingeniero, me he extrañado pues : cholitas trabajan alla, bien con la computacion, todo bien. Y yo me he quedado miraba, ahi habia la cholita, es su mano derecha de la licenciada, si, comunicativa/.../ Habia

hecho estudios, ha salido bachiller y han estudiado computacion/.../ Si una persona se puede capacitar, sobresalir, tiene el derecho » (Dirigeante de la *Federacion de gremiales del comercio minorista de La Paz, de vestido*, entretien le 2/12/98).

Le fait qu'une *Cholita* ait fait des études, ait une profession dans un bureau et qu'elle manie à perfection l'informatique est pour cette dirigeante syndicale un véritable événement. Cela l'étonne considérablement, ce qui montre bien le caractère exceptionnel de cette situation. Et on voit bien à quel point l'association de la *pollera* et des études – qui plus est d'informatique – est quelque chose de frappant et d'inhabituel, représente la liaison de deux symboles opposés : celui de l'« ignorance », d'un côté et celui du progrès, du savoir, de l'autre. Les représentations sociales associées à la *pollera* sont aussi le support de désignations exogènes en tant que *chola*, ou, selon les termes de Claude Dubar (1995 : 112), d'actes d'attribution.

« Chola », une insulte

Puisque la *pollera* est associé à l'origine rurale, appeler une personne *chola* revient à gommer la frontière avec la paysanne, comme le montre cet extrait d'entretien avec une vendeuse ambulante :

- « Chola, andate a tu pueblo, andate a sembrar, que estas vos aqui sentada? »

- Por que dicen « chola »?

- Eso no sé. Porque somos de pollera [Bis]. Mucho nos insulta asi : no a mi, siempre a las que tienen pollera. Yo escucho tambien, veo tambien (Vendeuse ambulante, Fresquera, de pollera, entretien le 6/4/99).

On retrouve ici l'opposition ville/campagne : cette vendeuse relate la manière dont certaines *señoras*, en s'appuyant sur le port de la *pollera*, utilisent le terme de *chola*, pour rappeler les origines paysannes, et justifier ainsi le fait que l'interviewée ne doit pas être dans la capitale. Ce qui est en jeu ici, c'est le fait de « s'asseoir » pour vendre, d'occuper un espace physique dans la capitale. De même, une vendeuse de produits artisanaux, née à La Paz, explique qu'on la traite d'« Indienne » parce qu'elle porte la *pollera* : « A las de pollera nos les gustaba nadie pero hasta poco tiempo seguía « estas indias » a las de pollera « estas indias »/.../ Por eso, yo cuando asi me dicen, le digo « Señora, usted de donde ha venido? ». Le digo : « Usted habla ingles? Habla portugues? Que habla señora? Otros Dios tiene? Tenemos un solo Dios Porque ha hecho... De un barro somos »/ Elle rit/Si, una vez « india » me han dicho pero ya les he dicho : « Señora esta muy equivocandose »/.../ Hay otros que se ponen la mano

al pecho pero hay otros tambien hay ignoracion, mucho ignorante, mucho! No hay una persona que podemos asi dialogar, hablar, decir, por ejemplo « Mire, esto es asi, esto alla » no! /... / Nos dicen, ella, por ejemplo, esta, mi dueña de casa/*Tout bas, sur un ton de confidence!* (Vendeuse de produits artisanaux de l'association *Central San Francisco, de pollera*, entretien le 6/01/99).

L'enjeu de cette discussion est pour l'interviewée la persistance, « l'entretien de la frontière », pour reprendre les termes de Frederik Barth. Quand elle dit « vous vous trompez », il s'agit de se différencier des *indias*, différence que les *señoras* gommant dans leur discours. C'est dans les rapports avec les autres groupes sociaux et, plus précisément, dans les conflits pour l'occupation d'un lieu de vente, que la désignation en tant que *chola* prend tout son sens. Dans la rue Sagarnaga, connue par les touristes pour la vente de produits artisanaux, un véritable bras de fer oppose régulièrement les vendeuses de rue, majoritairement *de pollera*, organisées en association syndicale *Central San Francisco* depuis le 25 novembre 1970, et les *dueños de casa*, les propriétaires des maisons et des galeries commerciales qui, avec le soutien de la mairie, menacent d'expulsion les vendeuses qui exercent leur activité à l'extérieur.

Les mobilisations de l'association *Central San Francisco* sont récurrentes et la dernière, en octobre 1997, s'est soldée par le maintien des postes de vente dans la rue, grâce à l'occupation des lieux pendant deux semaines, nuit et jour, et à plusieurs négociations avec les autorités municipales. Dans ce contexte, la qualification de *chola* et a *fortiori* de *india* cristallise un ensemble de relations conflictuelles qui peuvent être la source d'actions collectives, comme le confirme cet extrait d'entretien avec une vendeuse de cette association :

- « Es pues : las señoras de las galerias, a ellas no les gustan. Y otros tambien, no les gustan las de pollera/.../ Asi nos insultan, si, nos insultan pues : » Estas indias! *Esas indias, esas cholos*, tiene que irse, nos insultan pero no les hacemos caso.

- Dicen « indias » pero usted ha nacido tambien...

- Si, pero eso no entienden pues, se creen la gente maravilla, se creeran porque llevan vestido/.../ A una de pollera, le quiere poner mas bajo./.../ Hay muchas señoras que..., las compradoras mismas, nos tratan mal, si, se los trata con que amabilidad pero ellos nos tratan de india, ratera, de ladrona, asi nos tratan (Vendeuse de produits artisanaux de l'association *Central San Francisco, de pollera*, entretien le 30/12/99).

La *chola* est directement associée à l'Indienne présentée comme une voleuse. Le sentiment de supériorité des femmes de *vestido* est clairement exprimé à travers l'expression « mettre plus bas ». Les *señoras de*

las galerias, sont les « adversaires » identifiées par les vendeuses lors d'actions collectives pour préserver leurs postes de vente : le conflit pour des intérêts économiques (les commerçantes des galeries commerciales offrent également des produits artisanaux et s'opposent donc à la présence de vendeuses de rue, perçues comme concurrentes), s'exprime là encore en termes ethniques. D'ailleurs, les symboles utilisés lors de la mobilisation sont révélateurs : en octobre 1997, les vendeuses décorent leurs postes de vente du drapeau national : « Tambien nos hemos defendido con este emblema nacional : nuestra bandera que nos hemos abandonado. La bandera en cada país tiene respecto : no lo pueden retirar así fácilmente nadie. Entonces, eso también ha sido nuestra defensa de nosotros porque estamos pues en nuestra patria, somos bolivianos y tenemos que luchar por nuestras fuentes de trabajo » (Vendeuse de l'association *Central San Francisco, de pollera*, entretien le 10/12/98).

Le choix de ce symbole fort qui amène le respect, que l'on ne peut retirer, pour protester contre les menaces d'expulsion des postes de vente est en même temps une revendication d'un respect d'elles-mêmes en tant que « membres de la patrie bolivienne », d'une reconnaissance en tant que citoyennes à part entière. Cette vendeuse de marché exprime également ce sentiment de supériorité des femmes *de vestido* vis à vis de celles *pollera* : « A las mujeres de pollera les..., no sé porque... Algunos digo porque siempre nosotros de pollera, ellos se creen que son bien limpias. Algunos también así : con plata claro que se amodelan, las señoras bien, tienen empleadas, todas esas cosas. Pero nosotros no tenemos no empleada nada/.../ Nosotros trabajamos así, a lo menos en esta verdura, mucho se ensucia y así las señoras de vestido con una persona que es así, viene, o sea no le gusta » (Vendeuse de légumes du marché Sopocachi, *de pollera*, entretien le 20/12/98). La distance sociale entre les *señoras* qui ont de l'argent, des employées domestiques et les vendeuses *de pollera* qui travaillent, se salissent au contact des légumes, l'opposition propre/sale rappelle certains stéréotypes de la campagne opposée à la ville, des tâches manuelles opposées au travail intellectuel et aux études... C'est notamment à partir de ce thème du travail que se construit une image noble de l'activité de la vendeuse *de pollera*.

... À LA SIGNIFICATION ENDOGÈNE

Désigner une femme en tant que *chola* est insultant. Mais ce sens négatif se convertit en un ensemble de significations positives dans la bouche des vendeuses *de pollera*. Certes, les catégories d'attribution, utilisées

par autrui et celles d'appartenance, qui permettent aux personnes elles-mêmes de s'identifier, sont liées et prennent sens les unes par rapport aux autres, dans une relation dialectique. Et « c'est cette relation dialectique entre définitions exogènes et endogènes de l'appartenance ethnique qui fait de l'ethnicité un processus dynamique toujours sujet à redéfinition et à recomposition » (Barth, *ibid.* : 155). L'identification des vendeuses en tant que femmes de *pollera* est donc indissociable de la stigmatisation en tant que *chola*, elle en est même une forme de réaction. Pourtant, ce processus d'identification n'est jamais une reprise telle quelle d'une catégorie extérieure et elles utilisent rarement le terme *chola* pour « s'auto-définir ». Ainsi, l'élément retenu dans la catégorie d'appartenance est le vêtement en tant que figure emblématique, véhicule d'une image positive : « Nous, les femmes de *pollera* ».

Une certaine valorisation des femmes de *pollera*

Une image de la femme de *pollera* combative, courageuse, franche, qui n'a pas peur se forge alors dans l'expérience de la discrimination : « Las señoras de las galerías, ellos ya tal vez ellos quieren, no tienen puestos de venta, eso, pero hay personas que siempre *somos nosotros, las de pollera*, somos personas de combate, trabajamos./ .../ Es que hay personas ellos que se creen mas, personas mas... Como se puede decir... Esas personas que tienen miedo de vender en la calle, es por eso que nos les gusta (Vendeuse de produits artisanaux de l'association *Central San Francisco, de pollera*, entretien le 10/12/99).

On retrouve dans cet extrait d'entretien l'identification en tant que femme de *pollera*. Cette jupe distinctive a ici un sens métonymique et renvoie plus largement à un ensemble d'attributs vestimentaires et culturels comme le chapeau melon, le châle, l'*aguayo*⁷, les deux longues tresses... Les distinctions sociales se trouvent validées par des traits culturels qui, comme le montre Frederik Barth (*ibid.* : 211), sont « utilisés par les acteurs comme signaux et emblèmes de différence ». En effet, les éléments retenus dans le processus d'identification sont les plus significatifs pour les acteurs eux-mêmes : la *pollera* est donc choisie car, d'une part, elle reflète l'organisation sociale et, d'autre part, elle est associée à un ensemble de significations positives, de qualités.

Le travail, le courage, voire le « sacrifice » sont indissociables de la volonté farouche d'ascension sociale : l'activité de la vente et la recherche constante de bénéfices sont au service de la consommation familiale et des études des enfants. La plupart des vendeuses ont quitté l'école très tôt et ce sentiment de frustration se convertit en esprit de

revanche : la réussite sociale de leur descendance est leur plus grande fierté car elle exprime, en quelque sorte, leur propre réussite. Comme le montre cet extrait d'entretien, les études, le savoir ouvrent des portes, offrent de nouvelles possibilités professionnelles, donnent certaines clefs indispensables que cette vendeuse de fruits analphabète ne détient pas : « Yo digo, mis hijas, por que no tienen que estudiar? Tienen que estudiar. No quiero que sufra como yo porque ahorita yo no puedo tomar facil el minibús : cual número va? Donde va? No puedo... Tengo que estar preguntando no ve? Así sufro yo, bien harto sufro/.../ Si van a estudiar, ya van... Algo... Cualquier trabajo se van a colocar así nomas ya, no van a andar como yo sufriendo, yo tanto he sufrido/.../ Con su estudio, van a estar entrando nomas donde sea, como secretarias... Pero ellos van a saber » (Vendeuse ambulante de fruits, *de pollera*, entretien le 5/5/99).

Le désir de progresser, de se dépasser, se distinguer, [*sobresalir*] signifie avant tout l'envie que les enfants ne vendent pas. Les professions qu'elles rêvent pour leurs enfants s'exercent souvent dans un bureau, pour ne pas être dehors, dans la rue, et pour avoir un salaire stable : « Profesion que tengan... Por lo menos quiero que uno de mis hijos que este... Yo quisiera, por lo menos, sentado en una oficina. Yo quisiera eso, por eso nomas estoy haciendo estudiar/.../ Les digo a mis hijos : « Para usted harto me he sacrificado, hasta ahora sigo sacrificandome, tenga o no tenga, haya o no haya venta, a ustedes les doy el pasaje » (Vendeuse ambulante d'abats, *de pollera*, entretien le 26/04/99).

Ce désir d'ascension sociale mobilise toutes les énergies, induit tous les « sacrifices » des vendeuses. Mais parmi celles *de pollera*, cette ascension s'accompagne généralement d'un changement vestimentaire de leurs filles ; un changement qui suit toujours le même trajet : être de vestido alors que sa mère est *de pollera*. Ce trajet signifie donc une rupture par rapport à la tradition vestimentaire. Être *de vestido* signifie que l'on grimpe dans l'échelle sociale, c'est le signe d'une mobilité sociale ascendante intergénérationnelle : « Ahora ya hay de vestido, son las chicas ya son modernos, modernos son/.../ Mi mama me ha puesto/ la pollera/ ya tengo mi costumbre : tengo que poner nomas hasta mi muerte. Mis hijas son de vestido tambien van a ser ellas, tambien de vestido estan/.../ A mi hija le ha gustado eso : tiene que ponerse de vestido. No le puedo obligar a ella. Ahora, en ese tiempo, ya no podemos obligar a los wawas/.../ Ya no es como antes : antes obedeciamos a los mamas, papa ahora ya no. Ese tiempo esta cambiando » (Vendeuse de légumes du marché Sopocachi, *de pollera*, entretien le 20/12/98).

L'idée de « coutume » revient souvent pour qualifier la *pollera* : elles sont *de pollera* car leur mère et leur grand-mère l'étaient. Au contraire, c'est la

modernité qu'elles associent au fait d'être de *vestido*. Ce terme n'est pas neutre. Il recouvre des éléments valorisés par les couches sociales dominantes. La société occidentale est perçue comme moderne, alors que les valeurs andines sont considérées comme rétrogrades. « Être moderne », dans ce sens, c'est se rapprocher de la culture créole. Les femmes de *pollera*, dans une position charnière, portent en leur sein « la tradition et la modernité simultanément » (Barragan, *ibid.* : 110). Entre deux univers extrêmes – Indien, d'un côté, et espagnol, créole, de l'autre –, la *pollera* cristallise le contact, le passage d'un monde à l'autre rendu possible par l'école comme moyen d'accès à la société occidentale. Les femmes de *pollera* bouleversent le clivage hérité de la société coloniale entre l'Indien et l'Espagnol, le rural et l'urbain, le traditionnel ou « l'archaïsme » (Bourricaud, *ibid.* : 110), d'un côté, et le moderne, de l'autre. Alors que, de l'extérieur qualifier les vendeuses de *cholas* revient à les associer aux Indiennes, aux paysannes, et donc à la coutume, à l'archaïsme, celles-ci sont tournées vers la recherche d'une prospérité économique et la réussite sociale de leurs enfants, en ville, et donc vers la modernité, le progrès⁸.

Sur le plan politique, certains partis favorisent également ce processus de valorisation de la *chola* en mettant en avant la possibilité d'ascension sociale des femmes *de pollera*. C'est ainsi que le parti populiste Condepa (Conciencia de Patria) contribue à la construction de l'image positive des cultures indigènes « en offrant à ces grandes ethnies une reconnaissance dont elles furent privées » (Zabala, 1995 : 97). Fondé en 1988 à partir de la radio populaire RTP qui donne la parole aux femmes d'origine *aymara*, il revalorise le terme *chola*, habituellement dépréciatif, en mêlant la dimension féminine et des aspects ethno-culturels. Ce processus culmine quand, en 1989, la *cholita* Remedios Loza, l'animatrice renommée de la RTP, accède au parlement, ce qui symbolise la possibilité de promotion sociale pour les femmes *de pollera*. Ce pouvoir d'attraction des foules par Condepa n'est certes pas dissociable de la personnalité du leader charismatique⁹ qui « établit une base affective de familiarité avec ses adhérents, une suppression apparente des hiérarchies entre ses auditeurs et lui, mène une politique communicationnelle habile qui combine un discours quasi-religieux avec une série d'exigences socio-politiques pompeuses mais confuses » (Castedo Franco, Mansilla, 1993 : 131).

Ainsi, comme l'explique cette dirigeante syndicale de la fédération « du commerce au détail de La Paz », les vendeuses *de pollera* peuvent s'identifier à la *cholita* parlementaire comme symbole de réussite sociale qui les invite à se sentir fières d'être *de pollera* : « Ahora, con lo que han visto : aunque no nos guste, por ejemplo, como que Remedios la cholita de Condepa no? Remedios Loza ha llegado a la diputacion las compañeras

de pollera tambien se han levantado. Ellas ya tienen esa mentalidad de decir : « Una de pollera esta diputado y por que yo no voy a ser igual? » no? Yo veo no, se interesan mucho compañeras de pollera que quieren llegar hacer asi, alguien asi, una persona notoria, lucrativa tal vez no? Tambien tiene esa mentalidad ya y es bueno, para mi es bueno » (Dirigeante de *la Federación de gremiales del comercio minorista, de vestido*, entretien le 2/12/98).

Cette image publique favorise donc une appropriation positive du stigmat de *chola*. Mais ce contexte politique et le parcours exceptionnel de certaines *cholitas* ne suffisent pas à transformer l'expérience de la discrimination en volonté de se battre contre cette domination. Encore faut-il avoir suffisamment de ressources, de force pour le faire. L'insulte en tant qu'absence de reconnaissance de certains acteurs dans le jeu social peut faire obstacle à la combativité. Pourtant, si les vendeuses disposent par ailleurs d'autres ressources¹⁰, comme l'appartenance à une organisation, la constitution d'alliés, l'identification d'adversaires, si certaines conditions sont réunies, alors cette insulte peut être reprise par les acteurs à leur propre compte comme une identification aidant à la constitution d'un « nous » capable de protester, comme une arme de protestation. Alors, cette identification ethnique peut devenir à son tour une ressource mobilisable (Poutignat, 1995 : 105).

Chez les vendeuses « ambulantes », ou non affiliées à une association syndicale, on note une moindre capacité à se mobiliser notamment à cause de l'absence d'organisations collectives inscrites clairement dans l'espace. Elles sont plus souvent seules, connaissent régulièrement des conflits avec les vendeuses organisées, avec les gendarmes. Une enquête sur cinquante vendeuses « non affiliées » de La Paz (Fernandez, Rojas, 1992 : 63) montre que celles ci développent certaines stratégies pour s'installer à un endroit donné telles que « l'imploration, les accords verbaux, les pots de vin avec le personnel de mairie ou les dirigeants syndicaux et le changement constant de poste de vente » : « Tengo miedo porque se quita tambien, se quita pues. Por eso ya tengo miedo para vender. Han venido/ Les gendarmes municipaux/ « levantate ». Asi me vendo pues, asi, por eso no quiero vender : a veces, a la casa nomas me quedo. Tengo miedo para vender, asi./.../ Ojala puedo tener un puesto! Donde yo quiero... Donde...Ahi arriba yo subo, en toda parte se atajan, no aqui nomas, en toda parte, se atajan : no hay caso de sentar. Donde « (Vendeuse ambulante de fruits, *de pollera*, entretien le 30/04/99). Les vendeuses ambulantes se caractérisent plus par une attitude de fuite, d'évitement des autorités extérieures de manière plus individuelle.

« Les vraies *cholas* »

Ainsi, même si, vu de l'extérieur, toutes les femmes *de pollera* forment un groupe homogène puisque toutes peuvent être désignées comme *cholas*, il existe évidemment des distinctions internes et ce stigmatisme n'est donc pas vécu de la même manière par toutes. On le voit bien en lisant le témoignage de cette vendeuse appartenant à l'association *Central San Francisco* qui distingue les « vraies *cholas* », bien insérées dans le monde urbain, des migrantes récentes : « Las señoras antes usaban un sombrero de paja, este tamaño así ponían. Los Ricachos se ponían sombrero de paja, estas vicuñas se ponían, es puro, es los ricos. Y los pobres con ropa de bayeta de tierra, así nomás era, así, andaba en Burrito, sí, pues, así era. Las mujeres esas polleras de bayeta de tierra, con esas polleras eran. Ahora no! Toditas son *cholas*. Así era antes. Bayeta de tierra ahora ya no conocen. La gente del campo ou! Se han entrado aquí, ya se ha llenado, ya son *cholas*. Ya no hay ahora la gente de antes, *cholas*, ya no hay. Habrá unos cuantitos... Porque la mayoría, es la gente del campo nomás, que ha entrado del campo y todo/.../ Antes, por ejemplo, por eso la gente, la *chola* era con botas, con botas hasta aquí, con botas; la *pollera* hasta aquícito, la *pollera* y botas, botas. Mayoría así, así, como de los soldados, así, botas. Después unas mantillas tenía, así *cholas* como esto se ponían. Sombrero de paja, así era. Ahora ou! La gente del campo dice « Soy *chola* ». Nada! No son : no conocen bien la ciudad, todo : para decir que son *cholas*, tienen que conocer bien la ciudad, como era, de como se ha organizado, construido, por aquí como era... Nadie sabe. A ver... » (Vendeuse de produits artisanaux de l'association *Central San Francisco*, *de pollera*, entretien le 6/01/99).

La connaissance de la ville présentée comme un moyen de reconnaissance des « vraies *cholas* » semble à première vue paradoxale. Les femmes *de pollera* entre deux mondes mettent en scène des perceptions qui jouent avec les frontières ethniques, dans leurs relations avec les autres groupes sociaux car « les distinctions ethniques ne dépendent pas d'une absence d'interaction et d'acceptation sociale, mais sont tout au contraire les fondations mêmes sur lesquelles sont bâtis des systèmes sociaux plus englobants » (Barth, *ibid.* : 205). En fait, c'est une question de point de vue : on utilise l'argument citadin en vue de se rapprocher des *señoras* en s'écartant de l'Indien, associé au monde rural, dans un souci de valorisation de la *chola*. Tandis que les migrantes récentes tentent d'imiter le « look » des anciennes, celles-ci tentent de mettre une distance, une « frontière » entre elles et les nouvelles venues. Le discours

de cette vendeuse de fleurs *de pollera*, âgée de 74 ans, qui appartient à l'organisation syndicale des *floristas*¹¹, une des plus anciennes de la capitale, le montre avec éclat :

- « Lindas cholos hay. Por que no vas a ver en El Tambo Quirquincho [musée]? Ahi estan las fotos de las cholos. Ahi adentro, ahi estan las fotos de las cholos con sus botitas.

- Antes las cholos eran...

- Muy culturizadas pero ahora ya no es eso, no, porque son del campo pues, ya tienen su cultura, igual nomas tratan, puede ser señoras, señoritas, igual nomas tratan ahora esta gente del campo, ya no hay pues. Igual nomas, como siempre en el campo se han crecido, igual nomas quieren ser tratando. Yo le digo « Por que tratas asi? – Igual somos gente, igual dios tenemos » dicen. Asi contestan, no hay caso de hablar a esas mujeres. /.../ Del campo son, se han venido. Ahora se ha mezclado tunta con chuños/.../ Tunta cara blanca, chuño cara negra/.../ La educacion es lo que vale : no es por la plata, la educacion es lo que mas vale » (Florista, *de pollera*, entretien le 17/6/99).

La métaphore *tunta/chuño* montre que cette vendeuse regrette, en quelque sorte, l'impuissance des indicateurs « raciaux », jugés finalement plus pertinents. Elle construit donc d'autres critères dans le but de distinguer les « vraies cholos » de manière « infaillible » : la manière de parler, l'éducation, qui justement appartient aux valeurs dominantes de la société. Les éléments culturels sont renvoyés à la nature, précisément à la couleur de la peau et l'on voit bien, à travers cet exemple, comment des éléments biologiques sont mobilisés pour valider, justifier, légitimer une discrimination sociale.

CONCLUSION

Si la définition exogène de la *chola* tend à l'assimiler à l'Indienne, la signification endogène insiste, au contraire, sur des caractéristiques qui la rapprochent des *señoras*. Ainsi, les batailles autour de la signification du mot *chola* prennent sens autour d'un jeu de distance et de proximité avec les autres groupes sociaux : « Ces luttes symboliques autour de la désignation et de la domination ethniques ne se produisent toutefois que lorsque les groupes dominés ont atteint un niveau d'acculturation leur permettant d'en apprécier les enjeux et de manipuler les significations attachées aux catégories ethniques dans les termes de la société globale » (Poutignat, *ibid.* : 161). Et les définitions des *cholos* ne sont intelligibles que dans un ensemble d'interactions sociales, elles sont donc

dynamiques. Les frontières ne sont pas figées mais se construisent, se maintiennent ou se détruisent en fonction des relations sociales, toujours en mouvement. À travers les mots, ce sont des perceptions différentes de l'espace social qui s'affrontent et se combattent. Dans le cas des « vraies *chol*as », on assiste à un processus de réappropriation d'un qualificatif discriminant, « un rapport de force dans lequel le groupe ethnique dominé tente d'imposer sa propre définition et disqualifier celle que prétend lui imposer le groupe dominant » (Poutignat, *ibid* : 162) .

On l'a vu, les choses se compliquent dans le cas des *chol*as – par rapport aux Indiens, par exemple – car nous sommes ici face à un secteur à la fois dominé et dominant ou, en tout cas, socialement supérieur aux « Indiens ». Nous sommes donc face à un double processus : d'une part, l'appropriation positive d'une désignation extérieure négative et, d'autre part, la recherche de supériorité par rapport aux indiens. Remarquons d'ailleurs que si les définitions exogènes et endogènes de la *chola* sont différentes, elles s'appuient toutes les deux sur les mêmes normes, celles de la société globale, du monde urbain, et ont pour principal critère discriminant l'instruction.

Enfin, le fait que les vendeuses de rue regroupées en association syndicale et les vendeuses de marché développent des significations positives autour de la *pollera*, de la *chola*, beaucoup plus que les vendeuses ambulantes n'est sûrement pas fortuit : le fait d'appartenir à une organisation « formelle », reconnue par les autorités, d'avoir une place dans la société, une plus grande stabilité du poste de vente, une sécurité de l'emploi est peut-être un facteur permettant d'assumer, en quelque sorte, cette discrimination, voire de la combattre en construisant un discours ethnique positif. Ainsi, il faudrait avoir déjà certains avantages pour pouvoir se défendre, certaines « ressources » pour se battre. Et c'est dans le secteur des vendeuses « ambulantes » qui n'appartiennent pas à un collectif organisé que l'on peut reconnaître les « oubliés qui subissent en silence » décrits par Mancur Olson (1978 : 188).

Notes

- 1 Ce que l'on peut traduire par « vendeuses au détail ».
- 2 Je reprends ici la manière dont elles-mêmes se définissent.
- 3 A La Paz et El Alto, 56 % des *comerciantes minoristas* sont des migrants en 1991 et 80% sont des femmes (Rojas, Baldivia, 1995 : 109-110).
- 4 Elisabeth Peredo (1992) base son étude sur le marché Camacho, un des plus anciens de la capitale.
- 5 Cette synthèse des différences culturelles dans la ville péruvienne de Puno (Bourricaud, 1962) est tout à fait applicable en Bolivie.
- 6 Cette représentation recoupe en partie la réalité : elles sont effectivement originaires de la campagne, soit elles mêmes y sont nées, soit leur mère ou leur grand-mère. Mais, parmi celles qui sont effectivement nées à La Paz, certaines portent la *pollera* alors que d'autres sont *de vestido*.
- 7 Tissu carré multicolore qui permet aux vendeuses de porter leur bébé ou certaines marchandises sur le dos.
- 8 Le « progrès » étant bien sûr une notion relative.
- 9 Au sens de Max Weber.
- 10 Voir théorie de la mobilisation de ressources de Charles Tilly (1986).
- 11 Ce syndicat est fondé en 1936 et rattaché à la Fédération Ouvrière Féminine, créée en 1927 à La Paz.

Bibliographie

- Amselle, Jean-Loup, M'bokolo E., 1985, *Au cœur de l'ethnie*, Paris, La Découverte.
- Barragan, Rossana, 1991, « Entre polleras, lliqllas y ñañacas, los mestizos y la emergencia de la tercera república », dans *Revista Economía y sociedad*, La Paz, FLACSO.
- Barth, Frederik, 1995, « Les groupes ethniques et leurs frontières » dans : Poutignat Philippe, Streiff-Fenart, Jocelyne, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF.
- Bourricaud, François, 1962, *Changement à Puno, Études de Sociologie Andine*, Paris, IHEAL.
- Castedo, Franco Eliana, Mansilla H.C.F., 1993, *Economía informal y desarrollo socio-político en Bolivia*, La Paz, CEBEM.
- Dubar Claude, 1995, *La socialisation*, Paris, Armand Colin.
- Fernandez, Silvia et Rojas Bruno, 1992, *La fuerza de lo cotidiano*, La Paz.
- Olson, Mancur, 1978, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- Paredes Candia, Antonio, 1992, *La chola boliviana*, La Paz, ISLA.
- Peredo, Elisabeth, 1992, *Las recoveras de los Andes*, La Paz, ILDIS, Tahipamu.
- Rojas, Bruno et Baldivia José, 1995, *Obreros y gremiales en el proceso democrático*, La Paz, CEDLA, Fundación Milenio.
- Tilly, Charles, 1986, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard.
- Zabala, Lourdes, 1995, *Nosotras en democracia, mineras, cholos, feministas (1976-1994)*, La Paz, ILDIS.

RÉSUMÉ - RESUMEN - ABSTRACT

Si l'on définit communément la " chola " de La Paz comme l'Indienne en ascension sociale, la femme de pollera, cette définition primaire ne suffit pas car les significations de ce terme varient selon le contexte : elles ne sont intelligibles que dans un ensemble d'interactions sociales et sont donc dynamiques. Le cas des comerciantes minoristas, majoritairement de pollera, en est une illustration : alors que, dans la bouche des señoras de vestido, l'appellation chola est une insulte qui vise à gommer la frontière avec l'Indienne ; certaines vendeuses s'approprient ce stigmate et construisent une image valorisante de la femme de pollera, dans une recherche de supériorité par rapport aux Indiennes. Autour de ces batailles de sens, s'affrontent des conceptions différentes de l'espace social.

Se define generalmente a la " chola " de La Paz como la India en ascension social, " la mujer de pollera "; esta definición primaria no es adaptada porque las significaciones de esta palabra cambian según el contexto: son comprensibles solamente en un conjunto de interacciones sociales y al mismo tiempo son dinámicas. El caso de las comerciantes minoristas, mayormente " de pollera ", es

una ilustración de ello : cuando las " señoras de vestido " les califican de " cholos ", esta apelación es un insulto que tiende a borrar la frontera con la India; algunas vendedoras se apropian este estigma y construyen una imagen revalorizante de la " mujer de pollera ", en búsqueda de superioridad en relación con las Indias. A través de estas batallas de significados, se enfrentan concepciones diferentes del espacio social.

If we are to define commonly the " chola " from La Paz as an indian female in upward social mobility, the woman de pollera, this simplistic definition is not sufficient, since the meanings vary with the context : they are intelligible in social interactions, and therefore they are dynamic. The case of the comerciantes minoristas, mainly de pollera, is an example : on the one hand, when the señoras de vestido use " chola ", it is an abuse which tends to erase the frontier with the indian female, and on the other hand, some saleswomen appropriate this stigma and shape a status-enhancing image of the woman de pollera, in search of superiority in comparison with the indian females. Around these meaning controversies, it is some different conceptions of society that are in confrontation.

LE FONDS DOCUMENTAIRE D'UN « BRASILIANISTE » : MARIO CARELLI

JORGE P. SANTIAGO*

MARIO CARELLI, chercheur italo-franco-brésilien a largement contribué au développement, en France comme au Brésil, des études portant sur l'identité et la culture brésiliennes¹. Après sa mort, survenue prématurément en 1994, sa bibliothèque et ses archives personnelles ont été léguées à la bibliothèque Pierre Monbeig de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine. Ce fonds, très important, a été inventorié et classé², et j'ai participé, en 1998, au travail d'indexation.

Dans la mesure où le fonds d'ouvrages constitué par Mario Carelli est le reflet des multiples formes que prennent les relations inter-culturelles du Brésil et de la France³, j'ai pu mesurer, à l'examen des collections, les possibilités offertes à de nouvelles études sur la culture brésilienne.

Mario Carelli a laissé un travail considérable sur la littérature brésilienne, et les différents travaux qu'il a réalisés ou coordonnés sur ces thèmes constituent, par ailleurs, d'importantes sources d'information pour initier des recherches neuves sur ces questions.

À partir de l'étude d'un fonds d'archives bien identifié, est-il possible d'établir le profil du chercheur qui l'a constitué et restituer son parcours intellectuel au sein de la communauté scientifique spécialisée ?

Dans le cas de Mario Carelli, il nous faut avant tout prendre en compte son cursus universitaire et professionnel : agrégé de l'université, docteur de troisième cycle et docteur d'État en littérature brésilienne⁴, il était chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique et chargé de conférences à l'École des études en sciences sociales. Il travaillait par ailleurs, pour le

* Maître de Conférences à l'Université Blaise Pascal (Clermont II)

compte de la Maison des Sciences de l'Homme, à la constitution d'une banque de données multimédia France-Brésil⁵. Dans ce cadre, il avait organisé un séminaire sur la vision européenne du Brésil, problématique qui témoignait à la fois de son intérêt pour les relations interculturelles et de l'importance qu'il accordait au travail d'inventaire et de recueil de données bibliographiques, iconographiques ou filmiques⁶.

Archives d'intellectuels, archives institutionnelles

La mise en valeur des archives d'intellectuels est liée à une certaine évolution des pratiques des sciences humaines et sociales. Elle procède d'une variété de travaux portant sur les élites intellectuelles et l'on peut constater en ce domaine un changement de l'échelle d'observation du social. Cela a permis, par le biais de certaines pratiques historiographiques, que se développe un intérêt pour les sources plus qualitatives que sérielles. La publication d'analyses issues de correspondances, de journaux personnels, de photographies, de cahiers inédits ou de récits de voyage méconnus, a favorisé le travail de ceux qui cherchaient à comprendre certains aspects de la vie culturelle et politique⁷.

Mario Carelli lui-même, pour ses travaux sur l'œuvre de Lúcio Cardoso, avait pu disposer d'un fonds impressionnant d'archives déposé à la Casa de Rui Barbosa à Rio de Janeiro⁸. Différentes analyses de sa thèse d'État et des travaux plus ponctuels en résultèrent. Par ailleurs, il réalisa sur ce fonds, un inventaire des manuscrits, des fragments de nouvelles et des romans inédits ; il travailla également sur le journal intime et la correspondance de Lúcio Cardoso, réaffirmant en cela la valeur qu'il accordait aux archives d'intellectuels.

Sa démarche participe ainsi des multiples enjeux dont sont l'objet, aujourd'hui, non seulement les archives des intellectuels, mais aussi les archives privées. Elle ouvre la voie à de nombreuses possibilités d'analyse⁹. En fait, ce sont le plus souvent les élites intellectuelles qui laissent derrière elles une masse importante d'écrits personnels, de notes bibliographiques ou de fonds de bibliothèques. Ces archives étant déposées dans des centres de documentation et des bibliothèques, les chercheurs peuvent, en conséquence, « se réapproprier » des matériaux qui les composent¹⁰. Cela dépend, bien sûr, des conditions de cession, des possibilités d'acquisition¹¹, des différentes politiques de sauvegarde et de conservation des archives, du contenu de celles-ci, des conditions d'accueil dans les bibliothèques et centres spécialisés et des différentes opérations de constitution (dans leur intégralité ?) de ces fonds. Les possibilités d'analyse et de classement pour que ces archives soient mises à la disposition du public, la définition des conditions de consultation, de recherche et d'exploitation sont d'autre part des éléments essentiels¹².

L'indexation du fonds Carelli révèle son contenu : composé d'une quantité significative d'ouvrages de littérature, d'histoire et d'anthropologie sur la société brésilienne, la présence particulière d'une série de documents relatifs à l'épistémologie des sciences humaines et sociales brésiliennes mérite d'être soulignée. La qualité et la signification pour la recherche de cette catégorie d'ouvrages permettent d'évaluer l'intérêt de Mario Carelli pour les études luso-brésiliennes dans leur diversité. La confrontation des différentes visions du Brésil par les pays européens (et notamment le Portugal) apparaît comme l'une de ses préoccupations majeures. Pour cette raison sans doute, les divers travaux des brésilianistes accompagnés des notes les concernant occupent une part significative de ce fonds à côté des œuvres de Carelli lui-même (textes, traductions, éditions critiques et analyses comparées).

Mario Carelli consacra ses premières recherches à l'immigration européenne en Amérique latine, de la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'à l'après Première Guerre mondiale. Il analysa ainsi la présence des Italiens au Brésil et les relations interculturelles qui en ressortirent, mettant l'accent sur les aspects multiformes de cette immigration, sur les configurations italiennes et brésiliennes du vécu et des clivages sociaux qui en découlèrent. Cet intérêt spécifique ne l'empêcha pas de réunir de nombreux titres sur la place des autres immigrants, qu'ils soient français, portugais, allemands ou autres. Sont abordées dans cette partie de la collection des thématiques variées soulignant pour certaines les réactions xénophobes particulières vis-à-vis des Portugais ou des Italiens, mettant en évidence pour d'autres la littérature anthropophage nourrie de la littérature européenne, ou encore la recherche, la culture brésilienne et ses repères, que ceux-ci concernent l'Europe (France, Portugal, Allemagne) ou les divers régionalismes et le métissage.

Ces problématiques, dans leur ensemble, font ressortir l'émergence d'un discours national brésilien. Dans un souci d'appréhension plurielle, Mario Carelli avait accumulé des ouvrages relevant autant du champ anthropologique, historique et sociologique, que de celui des arts et de littérature. Il avait collectionné, dans ce même objectif, de nombreuses sources bibliographiques et documentaires brésiliennes et européennes (catalogues d'expositions, plaquettes et bulletins, récits de voyageurs, dessins et peintures, etc.). Dans une sorte de rayonnage imaginaire¹³ il a donc emmagasiné, ce que l'on pourrait caractériser « d'épine dorsale de l'identité brésilienne ». Cette identité brésilienne apparaît par le truchement d'analyses rapportées tant aux traces d'une recherche locale et permanente qu'aux essais de définition des voyageurs extérieurs dont les récits ont été étudiés par Mario Carelli dans cette perspective.

Ce fonds contenait par ailleurs différents titres qui attirèrent mon attention, du fait de mes propres recherches sur les pratiques sociales urbaines dans le Brésil de la fin du XIX^e et du début du XX^e¹⁴. Le fonds Carelli, bien que particulièrement

riche en ouvrages sur le XX^e et la littérature, témoigne cependant de l'importance qu'accordait ce chercheur à des études relevant certes du champ littéraire, mais qui mettaient en valeur les aspects croisés de cette science avec les autres disciplines des sciences humaines ; croisement qu'il mit lui-même en œuvre dans certains de ces travaux et que je me proposais de réaliser, à mon tour, afin de mettre à jour les nouvelles pratiques urbaines populaires à partir précisément des nombreuses traces apparaissant dans les œuvres littéraires.

Riche en qualité, le fonds Carelli ne l'est pas moins en nombre. De la banque de données constituée, il ressort que 1791 titres composent les collections. Ces titres nous renseignent sur l'itinéraire du chercheur mais aussi, et de façon indissociable, sur les potentialités de lecture interdisciplinaire de la société brésilienne à partir d'une articulation entre la littérature et les différents champs des sciences de l'homme et de la société. Il en ressort que la littérature, au-delà des analyses dont elle peut être l'objet, est bien la production d'un temps et d'un contexte. L'historicité, dont en conséquence elle est chargée, l'établit comme source.

Répartition du fonds

	NOMBRE	%	TOTAL
ÉTUDES LITTÉRAIRES	303	16,92 %	
ROMANS ET NOUVELLES	453	25,29 %	
ROMAN HISTORIQUE	13	0,73 %	
CORRESPONDANCE	27	1,51 %	
RÉCITS DE VOYAGE	62	3,46 %	
RELATIONS CULTURELLES	27	1,51 %	
TOTAL	885	49,41 %	1791

Du fait des potentialités offertes par le croisement entre littérature et histoire, ou entre littérature et anthropologie-historique, le fonds Carelli, au-delà de la mise en valeur d'un champ disciplinaire, permet d'envisager de multiples lectures croisées de la société brésilienne ou de la vie sociale dans une période donnée, à partir d'autres éléments que ceux que l'on use habituellement.

Cet article ne prétend nullement proposer une analyse singulière de ce fonds ; son objectif se résume, à partir du contenu inventorié, à signaler quelques unes des possibilités d'articulation en matière d'études brésiennes. Il est possible, en consultant ces collections, de se familiariser avec toute une galerie de « personnages » et d'acteurs sociaux, brésiliens et étrangers, issus des Lettres brésiennes. Ces acteurs et personnages ne sont pas tout à fait anonymes. Certains travaux récents de l'historiographie brésilienne et des analyses littéraires signalent cette présence et attestent qu'ils sont trop souvent considérés comme une masse amorphe, comme un tout général ne participant pas

de la construction du social. Il est important de souligner ici, que l'un des aspects de cohérence de la vaste bibliographie réunie par Carelli, réside dans la grande diversité des éléments qui en ressortent et qui mettent en évidence l'expression individualisée des différents acteurs de cette culture brésilienne. Ils apparaissent ainsi avec leurs spécificités régionales, leurs modes de vie, leurs vocabulaires et les usages propres à leur langue ou encore par le biais de leurs rapports avec l'Autre dont les récits de voyage et la littérature ont sans doute été les premiers à rendre compte.

Fonds de chercheur ou fonds de bibliothèque ?

Mais quelle est la nature exacte de ce fonds ? S'agit-il ici d'un fonds de chercheur ou du fonds de sa bibliothèque déposé dans une institution publique ? Cette question en appelle une autre : le fonds Carelli n'est-il rien d'autre qu'une collection d'ouvrages venue nourrir une bibliothèque déjà existante ?

Lors du dépouillement préalable à l'indexation des ouvrages concernés, quelques dizaines de documents, petits dossiers, cartes postales, lettres, coupures de presse notes bibliographiques (celles-ci parfois écrites sur les pages blanches de certains titres), sont apparues. En accord avec la direction de la Bibliothèque, toutes ces pièces (que l'on peut considérer comme des archives) ont été réunies en attendant la définition du traitement qu'elles exigeaient, les éventuelles négociations avec les exécuteurs testamentaires, un inventaire définitif, le classement, l'indexation et surtout la place et les conditions de leur conservation.

Dans l'éventualité que ce fonds puisse devenir un véritable objet d'analyse, au delà de son objet premier de consultation, l'existence d'un tel matériel pour les chercheurs est chargée de sens et ouvre la voie à de multiples réflexions et recherches. A l'instar de ce qui a déjà été réalisé pour certains fonds de chercheurs américanistes¹⁷, il deviendrait alors un fonds d'archives et de bibliothèque, pouvant nourrir de nouvelles réflexions de recherche en sciences humaines et sociales sur le parcours des chercheurs français à l'étranger et sur la sauvegarde du patrimoine « français » sur l'Amérique latine¹⁹.

Quelles peuvent être les possibles significations des nombreux documents qui, mis en corrélation avec les fonds de bibliothèque dont ils sont indissociables, peuvent devenir des fonds d'archives d'un chercheur au sens strict du terme.

Ces notes, ces lettres reçues (en particulier celles d'écrivains), mais aussi les catalogues d'expositions, les cartes postales, les résumés, les prière d'insérer, les tirés-à-part et les articles de presse, ne constituent-ils pas en effet des objets pour l'histoire ? Ne sont-ils pas une réserve supplémentaire d'informations pour comprendre les enjeux autour de la quête d'une identité, qui interpellait tant l'auteur du fonds ?

Autant d'interrogations qui renvoient le chercheur face au fonds d'archives d'un intellectuel et au nécessaire dialogue avec la littérature spécialisée, l'historiographie et le débat déjà ancien sur les objets dits historiques et le statut de l'archive²⁰.

Rappelons que la confrontation avec une certaine « réserve matérielle » en dépôt, sa mise à disposition ou non dans cet espace, la spécificité du fonds constituée et posée par son inventeur, fait naître de nouveaux questionnements chez les chercheurs, voire stimule une prise en compte des éléments externes qui composent et définissent la signification de ces documents/archives.

Examinons quelques-uns de ces « documents » retrouvés²¹. Il convient en premier lieu de signaler les nombreuses cartes postales, cartes personnelles (datant des années 1987-1992), et autres cartes de visite. On relève surtout des lettres, comme celles que nous citons ci-dessous :

- Invitation de l'Editora Nova Fronteira pour le lancement de *Ipanema Dom Divino*, le 15/8/1983.

- Lettre du Forum de Culture de l'université fédérale de Rio de Janeiro à M. Carelli demandant s'il a reçu *O trágico e Nelson Rodrigues*, Rio, décembre 1986 ;

- Lettre du Musée Galerie de la Seita (Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes) en réponse à une lettre envoyée dans le courant du mois de mars.

- Lettre de l'université de Paris IV, Centre d'études ibériques et latino-américaines ;

- Lettre de l'Institut d'études hispaniques – Paris 5^e), le 2/8/1985 ;

- Lettre de la présidente du Centro Studi Archeologie Africana : remerciant de l'envoi du catalogue *Regards sur le Noir* et envoi du catalogue de l'exposition *Forts et châteaux de traite – Histoire et Mémoire d'antiques établissements européens sur les côtes de l'Afrique Noire* - (95 estampes du XVI^e au XVIII^e siècles), le 7/3/1991 ;

- Lettre de (...) portant sur le livre *Mulheres no Espelho* et la réception de l'auteur et de l'ouvrage en Allemagne, Salvador, le 13/2/1986.

- Lettre de (...), qui accompagne l'envoi en annexe du livre *Badú* de Arnaldo Fatayó, et qui fait également allusion à un livre de Janaína Amado sur les femmes et à *Velórios* de Rodrigo Melo Franco de Andrade. Allusion aux contes de Ricardo Ramos..., São Paulo, le 5/4/1985 ;

- Lettre de (...), envoyée avec le livre *As marinhas*, par les Editions Salamandra, sans date.

- Ces quelques lettres, signalées comme sources, peuvent mettre en évidence leur corrélation avec l'histoire culturelle du Brésil contemporain, en particulier en ce qui concerne les élites culturelles, pour lesquelles la correspondance est un lieu majeur de sociabilité : « lieu d'échanges d'idées, de

construction de projets, d'amour et de haines... »²². Cela signifie qu'elles constituent un objet d'analyse potentiel car elles s'inscrivent dans un contexte et représentent un certain cadre social. En tant qu'objet complémentaire pour l'analyse d'une société donnée et indépendamment de ses attributs implicites, cette correspondance est caractérisée par le sens préalable et immuable dont elle est imprégnée. Les traces des relations interpersonnelles du chercheur, prennent plus de sens encore si l'on considère les influences externes et l'ensemble des productions symboliques liées, entre autres, à des faits et à des événements singuliers.

Mais le fonds Carelli recèle d'autres documents et probablement d'autres sources. Sans que l'on puisse dire pour autant que l'on est en présence d'archives de périodiques, on trouve par exemple un ensemble non négligeable de coupures de presse²³. Ces coupures de presse, en qualité de matériel imprimé, constituent un « texte » et, en tant que tel, « cherche à annoncer et créer une pensée, à modifier un état de choses par la mise en place d'une histoire ou d'une réflexion »²⁴. Mais retrouvées éparpillées à l'intérieur de boîtes ou de livres, que représentent-elles ? Encore une réserve inerte d'information pour l'historien ? Sont-elles, pour autant, des « archives » de Mario Carelli ? Ou bien est-ce l'appétit de découverte du chercheur qui lui confère le statut d'archive ?

Parmi ces coupures de presse, certaines sont fort suggestives. En voici quelques exemples :

- « Villa-Lobos, gênio da composição. Muita música popular, filmes de 'cow-boy', rádio e zoeira ». Article-reportage de Suzana Braga, *Jornal do Brasil, Caderno B*, p. 6, 17/11/1979 ;
- « USP comemora os 100 anos de Anita Malfati », article-reportage de Mario Strecker avec des photographies de Anita Malfati et des photos de tableaux. Sans réf.
- « Lenteur brésilienne » (photocopie). Sans réf. ;
- Ensemble de coupures de presse sur « A arte de Furtar » de Afonso Pena Júnior :
 - « A arte de furtar » - Cândido Mota Filho, *Diário de São Paulo*, 28/4/1946.
 - « A arte de furtar e o seu Autor » de Afonso Pena Júnior, 25/4/1946, sans réf.
 - Coupure où figurent les données biographiques de Afonso Pena Júnior, avec une photo de celui-ci avec João Conde, 14/12/1948. Sans réf.
 - « Afonso Pena JR - (um jovem de 70 anos), O candidato e o escritor num depoimento de Luís Jardim », 9/4/1950. Sans réf.
 - « Carta do Sr. Afonso Pena Júnior ». Sans réf.
 - « Afonso Pena Júnior » (conclusão da página central). Sans réf.
 - « Academia Brasileira de Letras. Posse do Sr Afonso Pena Júnior – Os discursos do recepiendário e do Sr. Alceu Amoroso Lima », *Jornal do Commercio*, R.J., 15/8/1948.

- « Afonso Pena e a Cultura, o Direito e a Justiça », Janvier de 1948.
 - « O amor à verdade. Discurso do Prof. Afonso Pena Júnior aos bacharelandos da Faculdade Nacional de Filosofia e Letras da Universidade do Brasil a 12 do corrente ». 23/1/1944. Sans réf.
 - « Cleptocracia », par Agripino Grieco. *Diário de São Paulo*. S./d.
 - « Contra os Homens de Rapina », par Agripino Grieco. 1/9/1946.
 - « Livros Novos – Afonso Pena Júnior, 'A arte de Furtar e o seu autor', 2 vols, Livraria José Olímpio Editora, Rio, 1946 ». *Jornal do Commercio*, Rio de Janeiro, 5/5/1946.
 - « Na academia Brasileira de Letras. A posse do Sr. Afonso Pena Júnior ». 17/8/1948.
 - « Silvano Santiago : o peso da literatura (vale quanto pesa, de Silvano Santiago, Paz e Terra, 180 p. ». *Jornal do Brasil*, 31/10/82.
 - Photocopie de page de journal : « Um pouco da História », em 7 mil autógrafos – os bastidores da política, a reconstituição de fatos polêmicos, modificações de dados considerados indiscutíveis... É assim que os autógrafos ajudam a escrever a História), chronique de Laura Greenhalgh. Sans réf.
 - « São Paulo S. A. », par Dedeto Ignácio de Loyola Brandão. p. 22. Sans réf.
 - « Arbousse Bastide : As lições do pedagogo » par Maria Isaura Pereira de Queiroz. Sans réf.
 - « O Nosso Bastidão », par Antônio Cândido. Sans réf.
 - « Paul Arbousse Bastide. (De um discípulo à notícia de seu falecimento) », par Benedicto Ferri de Barros. Sans réf.
 - « Memória e lembrança do Mestre Francês », par Elisabete Mokrys. Sans réf.
 - « Les Européens face à l'anthropophagie », chronique de presse sur « Nus, féroces et anthropophages » de Hans Staden, Paris, A. M. Métaillé, 231 p., *Le Monde, Le monde des livres. Histoire*, 5/10/1979, p. 26.
 - « Comment les hommes sont devenus cannibales. Essais d'un anthropologue américain, Marvin Harris », par Emmanuel Le Roy Ladurie, *Le Monde, Le monde des livres. Histoire*, 5/10/1979, p. 26 (suite).
 - « A última Matrona – Tristão de Athayde », *Folha de São Paulo*. 30/8/79.
 - Photocopie de coupure de presse : « Autres parutions. Lima Barreto traduit par Monique Le Moing ». Sans réf.
- Au verso de cette photocopie est signalé, vraisemblablement par Mario Carelli : « Des articles ont été publiés dans : *Infos Brésil* (Michel Riadel), *Espaces Latino-américains* (Michel Schneider), *Américas*; *Bulletin critique du Livre Français*; *Chili Flash*, *Amérique Latine*; *Sol a Sol*; *Jornal das Letras* à Rio de Janeiro. Envoyer également à Patrick Kéchichian – *Le Monde*; Cléia Pisa – 16, rue Dauphine 7006, Paris. Caroline Bourguine; *Radio Latina*. Librairies : Fnac; Magnard; Vent du Sud (Aix) et Kléber (Strasbourg) ».

- Photocopie de coupure de presse : « Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre. La Loi sur la presse doit s'appliquer à la littérature », par Paul Teyssier, *Le Figaro*, 20/12/1983.

Ces extraits de presse, exemples parmi d'autres, sont des imprimés d'une époque qui ont été un jour sélectionnés par leur détenteur, constituant tout simplement une présence et pouvant, en quelque sorte, devenir plus qu'un supplément physique de l'information historique. En effet, ce sont véritablement des textes intentionnellement adressés au public, qui ont donné existence à des individus, à des habitudes d'un temps, peut-être même à des événements qui ont fait événement. Dès lors une partie de l'histoire de certains de ces individus est là, même si elle n'existe qu'au moment où ces « archives » sont interrogées, au moment où elles sont mises en relation avec les fonds de bibliothèque et avec d'autres sources d'information pour qu'elles puissent en dire davantage.

On peut également le constater par le biais de certaines lettres reçues, portant, par exemple, sur l'éventuelle publication du livre *O Rio Antigo nos anúncios de Jornais, sur Carcamanos e Comendadores...*, sur *Vie quotidienne au Brésil sous D. Pedro II ou encore sur Taxi ou forma de amor passageiro*. De même, pour les chercheurs se consacrant à l'étude des coulisses et des réseaux de la vie intellectuelle, il pourrait y avoir des indices dans les lettres reçues d'un « Assessor Adjunto do Presidente da República », ou dans l'invitation du gouverneur de l'État de Rio de Janeiro pour l'inauguration de la Casa França-Brésil, du Centre Culturel du Mexique, ou dans une lettre officielle « do Poder Executivo », estampillée « Estado Libre e Soberano do Chiapas ». D'autres pistes pourraient également être mises au jour à partir de l'invitation du « Délégué permanent du Brésil auprès de l'Unesco », de celle du Centro de Documentação e Difusão Cultural – CDOC, de l'Universidade Federal de Juiz de Fora, ou d'une lettre du Departamento de Ciências da Literatura da Universidade Federal do Rio de Janeiro, qui propose, entre autres, de publier une biographie de Mario Carelli.

On ne peut négliger non plus les possibilités implicites d'analyse que nous offrent les lettres d'écrivains, comme celle de l'un d'entre eux informant Mario Carelli des romans qu'il a publiés aux éditions « Civilização Brasileira » ; celles qui accompagnent l'envoi d'un nouveau ou d'un premier manuscrit, la présentation d'un article, la réception de la traduction d'un ouvrage par Stock ; la lettre d'un auteur argentin lui soumettant un exemplaire de son premier livre, ou celle d'un écrivain lui demandant une recommandation en qualité d'intellectuel « pour un prix de littérature ». De la même façon, pour des spécialistes de littérature brésilienne, des significations particulières pourraient être conférées aux lettres des écrivains Delso Renault et Antonio Olinto ou surtout à celles, nombreuses, de Rachel de Queiroz. Des dizaines de notes de lectures rédigées

par Mario Carelli ont été également retrouvées. Parmi celles-ci, l'une fait allusion à un poème de Lucio Cardoso, « copié sur une table de bar à Copacabana (...) », d'autres sont plus directement associées à ses interrogations sur l'identité brésilienne, comme celles retrouvées à l'intérieur de livres comme *O Brasil não é longe daqui* de Flora Sussekind ou écrites à part sur une feuille comme pour *Les visages du Brésil* de Raul Adam, ou encore les notes de lecture de *O Barão G. H. Von Langsdorff. Pesquisa de um cientista alemão no século XIX*. À ces notes, peuvent être associées les photocopies de textes sur le cinéma, la musique au Brésil ou la littérature brésilienne.

Ces imprimés et ces écrits sont comme une griffe sur le temps présent renvoyant obligatoirement au passé. Même si ce passé est récent, ces documents mettent en valeur des événements de la vie intellectuelle et d'une histoire impliquant ce qui n'est pas forcément prévisible, ce qui ne s'inscrit que dans une mémoire jusqu'à présent indéfinie. Même si l'on considère que l'archive se focalise « sur quelques instants de vie de personnages ordinaires », en observant ces nombreux ensembles d'écrits inertes, silencieux, emmagasinés, on doit reconnaître la pertinence des propos d'Arlette Farge lorsqu'elle souligne que « l'archive n'écrit pas des pages d'histoire ». Il n'en demeure pas moins que l'accès à l'archive peut rendre possible l'entreprise !

L'impression est vive : bien qu'il n'ait pas été composé pour étonner, plaire, informer ou renouveler, le fonds d'archives de Mario Carelli décrit la vie avec les mots du quotidien. En réalisant que l'on se trouve face à la possibilité d'informations supplémentaires, la définition de ce qui est « utile » ou ne l'est pas ne doit pas constituer un frein, mais au contraire inciter à interroger les documents dans leur diversité. L'accès à un fonds dans son intégralité permet d'accéder aux auteurs des mots prononcés, aux agents des événements, à ces « traces brutes » que sont les archives d'un intellectuel. Cet accès permet à d'autres chercheurs d'approcher les vivants du passé dans leur époque, de rendre tangibles des vies et des événements.

Si l'on considère enfin, que l'objet de l'histoire est la prise de conscience d'une époque et d'un ou de plusieurs milieux, la mise en valeur des archives de chercheurs et des objets matériels pouvant fonctionner comme autant de portes d'accès doit être repensée. Approcher une telle masse documentaire, même si elle ne représente pas la totalité des archives personnelles de Mario Carelli, facilite de nouvelles recherches, ouvre des pistes innombrables et permet d'explorer certains de ces « trous d'ombre », dans lesquels restent cantonnées certaines « histoires » et autres problématiques.

Mais comment peut-on parler de telles possibilités si l'on ne connaît pas aussi précisément que possible la capacité documentaire d'un fonds ? En d'autres termes, quelle est la nature documentaire de ces objets matériels ? Doit-on négliger ou dissocier les notes et les « papiers » d'un chercheur de son

fonds de bibliothèque ? Il appartient aux responsables des politiques de sauvegarde des archives de chercheurs et des archives privées, et aux chercheurs eux-mêmes, de répondre à ces interrogations.

Notes

- 1 Pour ce travail j'ai succédé à l'historienne Elise Grunspaw Jasmin qui, elle, a fait la partie initiale de l'indexation auprès de l'équipe de la bibliothèque du IHEAL.
- 2 Un catalogue a été réalisé : *Fonds Mario Carelli (monographie), Extrait de la base de données de l'IHEAL/CREDAL* Paris, université de la Sorbonne nouvelle-Paris III/Bibliothèque Pierre Monbeig/IHEAL, 1999, 195 p.
- 3 Il a participé entre autres de la fondation de la Casa França-Brasil (Maison France-Brésil) à Rio, inaugurée en 1990 par l'exposition « Les Missions artistiques et les peintres voyageurs ». Il a publié dans le catalogue de cette exposition un article intitulé, « Les peintres voyageurs passeurs de la différence », Rio de Janeiro, Casa França-Brasil, 1990, p. 103.
- 4 La première thèse de doctorat, intitulée *Les Italiens de São Paulo : de la réalité à la fiction (1919, 1930)*, a été publiée au Brésil sous le titre : *Carcamano e Comendadores – os Italianos de São Paulo : da realidade à ficção (1919-1930)*, São Paulo, Atica, 1985 ; la seconde, qui est une thèse de doctorat d'État, porte sur *l'Univers romanesque de Lúcio Cardoso (1912-1968)*, édité au Brésil sous le titre *Corcel de Fogo – Vida e obra de Lúcio Cardoso (1912-1968)*.
- 5 Cf. Le Moing, Monique : « De la 'brésilianité' à l'appartenance brésilienne : Mario Carelli », in *Histoire et sociétés de l'Amérique latine*, Paris, Aleph/l'Harmattan, n° 10, 1999 (2), pp. 175-191.
- 6 Monique Le Moing signale en effet, témoignage de Mario Carelli à l'appui, qu'il envisageait de créer une banque d'images et des vidéo-disques sur cette problématique. *Idem*, p. 176.
- 7 Cf. Müller, Bertrand : « Introduction », in *Marc Bloch, Lucien Febvre et les Annales d'histoire économique et sociale. Correspondance. Tome Premier, 1928-1933*, Paris, Fayard, 1994 ; Chevalier, François ; Perez Siller, Javier : *Viajes y pasiones/Voyages et passions*, Mexico, IFAL/CEMCA/Fondo de Cultura Económica, 1998, 276 p.
- 8 Le Moing, Monique : « De la 'brésilianité' à l'appartenance brésilienne : Mario Carelli », *op. cit.* p. 181.
- 9 Farge, Arlette : *Le goût de l'archive*, Paris, Editions du Seuil, coll. La Librairie du XX^e siècle, 1989 ; Mazon, Brigitte : *Aux origines de l'EHESS. Le rôle du mécénat américain, 1920-1940*, Paris, Ed. du Cerf, 1988 ; Nora, Pierre (réunis et présentés par) : *Essais d'ego-histoire*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des Histoires, 1987.
- 10 Braibant, Guy, « Les archives scientifiques », in *Les Archives de France. Rapport au Premier Ministre*, Paris, Documentation Française, 1996, pp. 35-36 ; Charmasson, Thérèse ; Demeulenaere, Christiane ; Gaziello, Catherine ; Ogilvie, Denise : *Les archives personnelles des scientifiques. Classement et conservation*, Paris, Direction des Archives de France/Archives nationales, 1995 ; Welfe, Odile, « Quels matériaux pour l'historien d'après-demain ? Réflexions prospectives sur le devenir des archives scientifiques », in *Actes du Séminaire sciences et archives contemporaines, École nationale du patrimoine, 20-22 novembre 1996*, Paris, Publications École nationale du patrimoine, 1996 ; *Estudos históricos, Arquivos Pessoais*, Rio de Janeiro, CPDOC-Fundação Getúlio Vargas, n° 21, 1998.
- 11 Sur la législation concernant les différentes modalités de cession des archives de chercheurs, voir Charmasson, Thérèse : « Archives institutionnelles et archives personnelles », in *Sciences et archives contemporaines*, Paris, Les Cahiers de l'École nationale du patrimoine, n° 3, 1999, pp. 13-23.
- 12 Voir Gardet, Mathias : « Les Archives de l'Action catholique mexicaine de la rue Serapio Rendón aux Lomas de Santa Fé », *Histoire et Sociétés de l'Amérique Latine*, Paris, Aleph, n° 5, mars 1997, pp. 27-36 ; Coudart, Laurence ; Gómes Alvarez, Cristina : « Bibliothèques d'évêques du Mexique colonial (XVIII^e siècle) », *Histoire et sociétés de l'Amérique latine*, n° 8, Paris, ALEPH, deuxième semestre 1998, pp. 9-22.

- 13 Imaginaire pour moi dans la mesure où je n'ai pas pu voir la bibliothèque de Mario Carelli telle qu'il l'avait 'imaginée' et organisée lui-même, ses ouvrages ayant été réunis dans des cartons lors du dépôt à l'IHEAL.
- 14 Santiago, Jorge P. : *La ville clandestine chez Lima Barreto - littérature et anthropologie-historique de la ville*, 132 p. (à paraître).
- 15 « Fonds Mario Carelli (monographie), Extrait de la base de donnée de l'IHEAL/CREDAL », *op. cit.*
- 16 Voir, entre autres, Resende, Beatriz : *Lima Barreto e o Rio de Janeiro em fragmentos*, Rio de Janeiro, Editora UFRJ/Editora Unicamp, 1993 ; Ventura, Zuenir : *Cidade partida*, São Paulo, companhia das letras, 1994 ; Augras, Monique : *O Brasil do samba-enredo*, Rio de Janeiro, fundação Getúlio Vargas, 1998 ; Chalhoub, Sidney : *Cidade febril. Cortiços e epidemias na Corte imperial*, São Paulo, companhia das letras, 1996 ; Moura, Gisella de Araújo : *O Rio corre para o Maracanã*, Rio de Janeiro, fundação Getúlio Vargas, 1998 ; Enders, Armelle, *Histoire de Rio de Janeiro*, Paris, Fayard, 2000.
- 17 Je pense, en particulier, aux Fonds Marcel Bataillon au Collège de France ; Paul Rivet au Musée de l'Homme ; Robert Ricard à l'Université d'Angers et au fonds latino-américain de Fernand Braudel sur l'Amérique Latine qui a été déposé à l'IHEAL. Pour plus de précisions, Huerta, Mona : « La mise en place du dispositif français d'information scientifique et technique sur l'Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, n° 20, pp. 133-188.
- 18 Cf. entre autres, Augustin, Jean-Pierre ; Berdoulay, Vincent (dir), *Modernité et tradition au Canada*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures, 1997 sur la façon dont les géographes français au Canada ont perçu des espaces et des processus nouveaux ; ainsi que les travaux de l'historienne brésilienne Marieta de Moraes Ferreira, sur M. Desfontaines, géographe français fondateur de la première Chaire de géographie du Brésil.
- 19 Cf. Hébrard, Véronique ; Santiago, Jorge P. (coord.) : *Sur les traces de François Chevalier, l'histoire et les empreintes de l'Amérique latine en France. Constitution et analyse d'un patrimoine*, Projet de recherche, Paris, Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ; Université de Paris I/Centre de Recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique, 1999/2001, p. 7.
- 20 Voir Meneses, Ulpiano T. Bezerra de : « Memória e Cultura Material : Documentos Pessoais no Espaço Público », *Estudos Históricos, Arquivos Pessoais*, Rio de Janeiro, Fundação Getúlio Vargas, vol. 11, n° 21, 1988, pp. 89-103.
- 21 Pré-inventaire, réalisé par moi même, avec l'aimable autorisation de Madame Claudie Dupont. IHEAL/BPM, sous-sol, Armoire n° 3, boîte n° 1, dossier 'divers'.
- 22 Gomes, Angela de Castro, « Nas malhas do Feitiço : 'O Historiador e os Encantos dos Arquivos Privados' », *Estudos históricos, Arquivos Pessoais*, *op. cit.* p. 124.
- 23 Pré-inventaire, IHEAL/Bibliothèque Pierre Monbeig, sous-sol, Armoire n° 3, boîtes n° 1 et 2, dossier 'coupures de presse', paquets n° 1 et 3 (état du pré-classement au 8/11/1999).
- 24 Cf. Farge, Arlette : *op. cit.* p. 12.
- 25 Farge, Arlette : *Le goût de l'archive*, Paris, Éditions du Seuil, 1989.

LECTURES

- *México en un espejo. Los ex-votos de San Juan de los Lagos. Le Mexique dans un miroir. Les ex-votos de San Juan de los Lagos (1870-1945)*, Mexico, UNAM-CEMCA, 2000 (CD-ROM en deux versions, espagnole et française)

LE PRODUIT est nouveau. Il surprend un peu et séduit beaucoup, tant les possibilités qu'il offre sont importantes et exploitées avec finesse : musiques anciennes ou populaires, animations discrètes, décors, emblèmes baroques, fonds d'écran, boutons de sélection délicatement ornements recréent l'atmosphère du musée d'art colonial et invitent à la découverte. Le document, en un même mouvement, pousse à la flânerie et incite à l'étude. Car la magie de l'ambiance recréée ne doit pas faire oublier l'énorme travail de recherche qui sous-tend cette entreprise. Cette œuvre est en effet le résultat d'une importante étude initialement menée par une étudiante de Paris X -Nanterre sous la direction de Thomas Calvo. Au point de départ de cette entreprise, il y a une dizaine d'années (1990-1991), Marianne Bélard, solidement installée à l'ombre du sanctuaire de San Juan de los Lagos, brassa plusieurs milliers d'ex-votos offerts à la Vierge de l'endroit. À partir de là, elle constitua

une base de données photographiques et, dans le cadre d'un travail universitaire, en proposa une première étude. Ce CD-ROM peut être exploité de deux manières : il offre une galerie de cinq cents ex-votos et met à la disposition du public une série d'analyses organisées en une suite de fiches. L'une et l'autre fonction sont offertes d'emblée, l'utilisateur se trouvant convié à opter pour une approche ou pour l'autre dès la page d'accueil.

Commençons par la seconde. Assurément, il n'était pas aisé de faire œuvre d'érudition car la support ne se prête guère à une lecture suivie. Le parti pris, l'organisation des développements en quatre jeux de quatre à six fiches chacun apparaît comme une formule de compromis. Les fiches, jamais plus de deux à cinq « pages » (c'est-à-dire « écrans ») restent maniables. Les nostalgies du livre y retrouveront les repères habituels qui permettent l'approfondissement de la réflexion. Une page de bibliographie leur est même proposée. Les choix de Thomas Calvo ne surprendront pas ceux qui connaissent ses précédents travaux. Une première approche, sous le titre d' « Ex-voto et religion » est l'occasion de replacer l'objet dans le cadre plus général de ses différents usages au sein de la chrétienté d'une part et dans celui des cultes de la

Nouvelle-Espagne d'autre part. Les trois autres sélections, « Société », « San Juan de los Lagos » et « Art populaire » sont l'occasion d'élargir les horizons de l'analyse. À travers les ex-votos, c'est toute une société régionale et, au delà, toute la culture populaire du monde rural mexicain, toute la misère de la vie quotidienne des hommes et les soubresauts de l'histoire du Mexique contemporain qui se laissent deviner. Les années passant, l'ex-voto reflète la transformation des modes de vie et des mentalités, du recul du monde rural au progrès de l'urbanisation, de l'angoisse de la nuit à la diffusion de l'électricité, de la peur de l'accident ou de la maladie à celle de l'hôpital, de l'acceptation fataliste de sa condition au souci sans cesse croissant de l'émancipation par l'éducation. Inversement, il rappelle aussi la permanence des angoisses populaires, la peur du voyage, à cheval puis en car ou en automobile, la crainte de la prison, la permanence de la maladie, de l'accident, de la violence privée et de la violence publique. Au fil de son parcours, de ces analyses, l'utilisateur voit émerger quelques idées-fortes. Au passage, l'historien du sentiment religieux y trouve des confirmations et fait quelques découvertes. Des confirmations tout d'abord : la demande d'intercession ou l'action de grâce demeurent la plupart du temps des actes individuels et il apparaît que, massivement, l'on prie pour soi-même, plus rarement pour son conjoint ou sa famille, exceptionnellement pour un parent plus éloigné ou pour un ami. Pareillement, avec une grande insis-

tance, l'ex-voto refuse de faire de la Vierge de San Juan de los Lagos l'ultime dessinatrice des prières mais, de manière très orthodoxe, il la présente comme une avocate et un intercesseur. On est un peu plus surpris (mais pas totalement étonné cependant) de retrouver parmi les bénéficiaires des miracles n peu plus d'hommes que de femmes, des hommes qui, il est vrai, se contentent souvent de se mettre en scène dans les récits les concernant, quand les femmes préfèrent se faire peindre en orantes. En cela, l'ex-voto permet de dresser le constat d'une différence, il ne permet guère d'aller plus loin. Faut-il, comme Thomas Calvo, invoquer le plus grand engagement des hommes dans la vie publique alors que les femmes pourraient garder, dans l'espace privé, un moment pour le recueillement ? L'interprétation, on le voit, comme toujours lorsque l'analyse se fonde dans l'examen d'une source unique, n'est pas aisée. De même ne peut-on qu'entrevoir le grand tournant historique qui, peut-être, de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e fait s'effacer le donateur aristocratique qui, depuis les derniers siècles du Moyen âge et la Renaissance, se pressait sans modestie tout contre l'image de sa dévotion.

On appréciera pareillement les développements que l'auteur consacre aux conventions de la représentation populaire, notamment aux couleurs : le miracle se peint en bleu et en rouge, de la couleur du ciel et de l'Immaculée Conception, d'un côté, du pourpre de la Majesté de l'autre. Au sens propre, Marie ne serait-elle pas la reine du ciel ? Si ces lignes séduisent, certains, en

revanche, trouveront peut-être un peu courtes les analyses consacrées à l'organisation de l'espace du miracle dont on sait, depuis Bernard Cousin, qu'il pourrait bien régir le rapport du fidèle au sacré. Sans doute, à cet égard, comme Thomas Calvo l'a montré par le passé, le Jalisco n'est-il pas la Provence de Bernard Cousin. On aurait tout de même apprécié que l'auteur revienne sur ce point. En effet, dans beaucoup de ces ex-votos, l'on est frappé par la brutalité de l'irruption de l'image miraculeuse et par la grande distance qui, toujours, la sépare du chrétien. À quelques nuances près, semble-t-il, l'image demeure jusqu'en ce début du XX^e siècle, l'expression d'une « puissance » et l'on ne voit guère s'ouvrir d'espace à l'intimité des dévotions. Peut-être eût-il souhaitable de s'y arrêter un peu plus.

Mais laissons là ces considérations : la richesse de ce type de document est ailleurs. Si le CD-ROM est peu propice aux démonstrations érudites, il offre des ressources documentaires dont on n'osait rêver il y a peu encore. Les cinq cents images d'ex-votos que recèle celui-ci sont d'une valeur inestimable. Chacune de ces reproductions, disponible en deux formats (une loupe est à la disposition des utilisateurs), se trouve accompagnée d'une fiche composée de quinze champs permettant de définir plus précisément ses caractéris-

tiques ; fonctionnant comme un index, un moteur de recherche permet de faire des tris au sein du corpus et de visualiser les images correspondant au(x) critère(s) retenu(s). Les textes qui, presque toujours, apparaissent au bas de ces images ont tous été transcrits sur des fiches séparées. L'utilisateur trouvera donc là une matière considérable, la manipulation directe du catalogue par le système d'indexation proposé permettant d'approfondir la recherche. Enfin, richesse supplémentaire, la formule retenue ménage de très nombreux passages entre le texte d'analyse et le catalogue d'ex-voto le quel, du coup, se trouve grandement valorisé.

Saluons, pour finir, cette entreprise qui préserve et jette un peu de lumière sur un capital culturel considérable dont l'existence se trouve aujourd'hui grandement menacée. Conservés dans des conditions souvent précaires, victimes de l'appétit des collectionneurs, ces témoignages de la foi des fidèles sont aujourd'hui en péril. Il n'est pas d'autre raison au choix chronologique post quem fait pour cette belle étude d'historiens : à San Juan de los Lagos, il ne subsiste pratiquement plus de documents utilisables qui soient antérieurs au Profiriat.

Pierre RAGON

- La Marca del Zorro, « *Hazanas del Comandante Francisco Rivera Quintero contadas a Sergio Ramirez* », Managua, Editorial Nueva Nicaragua, 1989.

Dans le contexte des élections présidentielles de novembre au Nicaragua, il est intéressant de redécouvrir un récit sur la guérilla du FSLN paru il y a douze ans, dans des circonstances similaires, qui n'a pas retenu toute l'attention qu'il mérite, peut-être à cause de la défaite des sandinistes qui s'en est suivie.

Avant tout, il est bon de s'interroger sur la finalité de la démarche et sur la validité historique d'un tel témoignage. En remarquant la nature bicéphale de cet ouvrage, la personnalité des interlocuteurs n'apparaît pas anodine, loin s'en faut. Ces « exploits » ont été narrés par El Zorro, un des multiples pseudonymes de Francisco Rivera Quintero et nom loué lors des insurrections d'Esteli (septembre 1978, avril et juin 1979), à l'écrivain Sergio Ramirez, lequel représente la caution intellectuelle et littéraire du parti sandiniste au pouvoir.

En octobre 1989, date d'édition de cet ouvrage, un an avant les élections de 1990, le Front Sandiniste de Libération Nationale cherche à reconquérir les votes des Nicaraguayens ; le choix de revenir sur la période de la guérilla du FSLN et des insurrections populaires contre le régime de Somoza est donc très conjoncturel. Ce type de témoignage aiderait à réveiller la conscience de classe et de lutte des

Nicaraguayens, en particulier celle des jeunes, lassés par neuf ans de conflits avec la contra, qui s'achèvent plutôt en la défaveur du FSLN. Parallèlement, ce récit s'inscrit dans une propagande vouée à honorer la mémoire des Héros et Martyrs tombés dans la lutte contre la dictature, alors que la nation vient de célébrer le dixième anniversaire de la prise de Managua le 19 juillet 1979.

Dans le prologue, Ramirez cherche à convaincre le lecteur que le FSLN est si prégnant dans la population qu'il s'incarne forcément dans ce qu'elle possède de meilleur, en présentant comme héraut du sandinisme un héros populaire, vieille recette partisane. Parce que Francisco Rivera a été un modèle de guérillero, son exhumation de la mémoire nationale a pour objectif de raviver le sandinisme « historique » qui s'incarnait dans le FSLN originel : celui qui souffrait pour le peuple.

Le titre même, « La marque du Renard. Exploits de Francisco Quintero Rivera contés à Sergio Ramirez », comme le style romanesque à la lisière de l'hagiographie, appellent le jeune public à se reconnaître dans la simplicité et le panache du personnage. Et Sergio Ramirez, dans le prologue, d'insister pesamment sur la démarche historique qui anime ce récit chronologique. De cette manière, le parti sandiniste rompt avec son habituel discours suranné et hyper militant, sensé mobiliser les foules dans des efforts nationaux sans cesse à reproduire, et cherche à effacer son image sérieusement écornée par l'attitude arrogante de ses dirigeants tout

au long de leurs années au pouvoir. Ce faisant, il tente de réinvestir le champ mythologique national en présentant l'aventure de Rivera comme un combat patriotique ayant sa place dans l'histoire « positive » du Nicaragua. Facile à lire, comme on écouterait El Zorro autour d'une table, Ramirez, sans verser dans l'épique, permet aux moins instruits de prendre part virtuellement à l'aventure.

Outre Sergio Ramirez et Francisco Rivera Quintero, cet ouvrage a mobilisé le travail de vingt-quatre personnes mandatées par les plus hautes instances de la nation. Toute cette équipe étant chargée de vérifier et de compléter les propos d'El Zorro. Certes, le travail de mémoire et le souci de cohérence historique sont manifestes, mais laissent en suspens la question de la part de censure, d'autocensure et d'accommodement avec la vérité inhérente à tout projet collectif guidé par une visée politique.

Ces mises en garde ne doivent cependant pas discréditer de manière réductrice le contenu de ce récit. L'histoire de Rivera corrobore les quelques connaissances que nous avons du fonctionnement de l'organisation politico-militaire lorsqu'elle opérait dans la clandestinité. Ses souvenirs traversent deux décennies (1960-1970), partant de sa jeunesse et de son entrée dans la guérilla, passant par les années d'isolement dans la montagne (1973-1977), s'achevant sur la période de rapide croissance de l'organisation révolutionnaire jusqu'à la prise d'Esteli (juillet 1979). Ils nous

rappellent que l'existence du Front Sandiniste à l'intérieur du Nicaragua a longtemps tenu à un fil, celui de la vie de quelques responsables isolés dans la montagne. À ce propos, les cartes, précises et fort instructives, révèlent un FSLN au champ d'opération très limité, en superficie comme en nombre d'opérations entre 1973 et septembre 1977, ceci dû bien sûr à la pauvreté des effectifs et de l'armement. Toutefois, malgré sa mémoire infaillible du terrain, des opérations et des hommes, El Zorro ne nous éclaire guère sur les soutiens logistiques et financiers que recevait l'organisation, mais l'on devine, derrière la survie et la longévité du Front dans ses années creuses, un miracle cubain.

La communication défaillante au sein de la guérilla, lorsqu'elle se cantonnait dans la montagne, apparaît comme une de ses difficultés majeures, jusqu'à temps que chaque colonne guérillera dispose d'un émetteur radio, à partir de janvier 1979 seulement. Plusieurs fois, El Zorro se retrouve isolé, parfois chef d'un bataillon de deux hommes, à tenter de renouer le contact avec une Direction Nationale fantomatique. Il est clair que la compartimentation, indispensable pour la sécurité, a paradoxalement souvent gêné Rivera, tout responsable qu'il fut, à vingt ans à peine. Et l'on comprend dès lors mieux pourquoi le moral des combattants sandinistes ayant connu ces périodes de solitude dans la montagne, a été aussi déterminant dans la lutte jusqu'aboutiste contre la Garde nationale et

dans la conduite des insurrections urbaines à partir de 1978.

Le témoignage de Rivera dévoile d'ailleurs très bien les difficultés psychologiques à assumer le choix du passage hors-la-loi, hors la société, de manière irréversible. Tous n'en ont pas été capables. En comparaison, les trahisons, les démissions ou les désertions qui ont mis en péril la survie de nombreux cadres peuvent expliquer le devenir du parti après la révolution : le pouvoir suprême aux plus anciens, aux plus valeureux et la propension à la méfiance et au secret, accentué par l'habitude de la compartimentation. Chez les sandinistes, la question du commandement et de la hiérarchie dans la guérilla est en effet essentielle. « Ici (dans la montagne), l'autorité se gagne et ne se discute pas » entend-il de Filémon, son frère, membre suppléant de la Direction nationale, un des nombreux cadres tombés lors de la traque de la Garde nationale entre Noël 1974 et 1978. Son jeune âge et la renommée de celui-ci ont d'ailleurs rendu plus exigeants les dirigeants sandinistes à son encontre. El Zorro se révèle avoir été un homme parfois déboussolé par leurs orientations, s'accrochant alors à une destinée fortement influencée Filémon, et par Carlos Fonseca, rencontré lors de sa formation guérillera à Cuba en 1972. Même la mort, lorsqu'elle frappe - trop souvent - le petit groupe insurrectionnel, ne parvient pas à briser son allant. Au contraire, elle le convainc de la nécessité stratégique de passer à une autre forme de lutte. Dans un chapitre

important, Rivera pointe du doigt les fautes commises ayant abouti à la disparition de Fonseca, en novembre 1976, survenant alors que le Front sandiniste est en pleine division. L'exposition téméraire du principal dirigeant du FSLN, accompagné de deux hommes inexpérimentés lorsqu'il est pris dans une embuscade fatale, révèle le caractère encore marginal du mouvement, dix ans après le désastre de Pancasan. Imaginer onze guérilleros et Carlos Fonseca, chef de la révolution, poursuivis par la Garde, manger des plantes pour tuer la faim, c'est réaliser que la guérilla sandiniste a longtemps été une sorte de pénitence que Rivera n'oublie jamais de tourner en dérision.

La discipline guérillera qu'instauraient les responsables dans leur colonne, couplée à un strict respect des ordres de la Direction nationale, ont été sans aucun doute les facteurs déterminants dans la croissance du FSLN. Mais El Zorro était l'un de ces hommes liges, imprégné de méritocratie, qui a su se décomplexer à la disparition de son chef charismatique. Ces difficultés ont précipité sa promotion, devenu d'autant plus indispensable qu'il parvenait à survivre à tous les pièges qu'il rencontrait. En septembre 1977, face à l'attentisme de la Direction nationale, dominée alors par la GPP, il est l'un de ceux qui n'hésiteront pas à relancer la guérilla offensive contre la Garde nationale.

L'expérience et la longévité aidant, c'est un chef guérillero très averti qui a dirigé les trois insurrections d'Esteli.

Dans une grande partie consacrée à la période charnière de septembre 1977, puis à ces insurrections, on mesure la dimension du personnage, le regard révérencieux que posaient sur lui ses compagnons et la légitimité de son statut de co-responsable du Front Nord Carlos Fonseca après la mort de German Pomarès en mai 1979.

Son option en faveur de l'insurrection est révélatrice de l'influence déterminante prise par le courant tercériste au sein du Front et de l'influence grandissante des frères Ortega. De manière concomitante, il apparaît que la division entre tendances (tercériste, prolétaire et guerre populaire prolongée) a été un frein puissant, non pas au développement idéologique du Front, mais à son efficacité militaire. Le sectarisme culminant lors des insurrections d'Esteli de septembre 1978 et avril 1979, échecs militaires pour le FSLN, en particulier à cause de l'absence de coordinations entre les tendances GPP et Insurrectionnelle. Les premiers, qui tenaient les réseaux clandestins urbains de la ville, accusaient les seconds d'« aventurisme » et ont refusé d'y participer révèle El Zorro.

Pourtant, les dissensions et blocages au sein du FSLN n'ont curieusement pas été exploités par l'ennemi qui les connaissait autant que les plans insurrectionnels, dans la mesure où il avait décodé les messages écrits et radio-phoniques des Sandinistes. La faiblesse tactique et stratégique de Somoza et des généraux de la Garde nationale dans les dernières semaines de la

guerre, auquel il faut ajouter le délabrement moral de leurs troupes, semblerait incroyable à qui ferait peu de cas du poids de la population, dont la léthargie puis l'engagement auront donc été déterminants.

À ce sujet, Francisco Rivera donne l'impression de chercher à justifier certains de ses choix tactiques sans s'étendre sur la responsabilité morale des groupes guérilleros ayant déclenché les insurrections d'Esteli et de Condega notamment. Comment ne pas observer, en effet, qu'elles ont pu exposer inconsidérément une population dorénavant prise au piège de son engagement. Les exactions commises par les insurgés sur les collaborateurs du régime et celles d'escadres guérilleras à l'encontre de prisonniers sont évoquées, sans remords. Ainsi, ces trente gardes nationaux faits prisonniers et impitoyablement exécutés par les sandinistes lors de la seconde insurrection d'Esteli, nous rappellent que les crimes de guerre n'étaient pas l'apanage des défenseurs du régime somociste. La barbarie des uns répondait à celle des autres, et El Zorro, sans l'excuser, la justifie. Revenant sur cette spirale de violence, la mémoire de Francisco Rivera, un acteur majeur ne l'oublions pas, paraît parfois creuse et anesthésiée. La chape de silence ayant recouvert les morts et disparus, les interrogations persistent sur les semaines charnières du changement de la loi dans les villes libérées.

Il se dégage de ce récit le portrait discret d'un combattant absolu, parfait représentant de la deuxième génération de

la guérilla. Celle-ci, ayant transcendé les divisions sur les méthodes stratégiques, était décidée à prendre l'initiative militaire et à ne plus la lâcher, quel qu'en soit le prix. On regrettera néanmoins que leur exposition par Rivera l'Insurrectionnel, souffre de l'absence de contraste.

Les exploits d'El Zorro doivent évidemment être ramenés au contexte dans lequel il ont été réalisés, comme simple guérillero ou à la tête d'une

insurrection populaire. Ceci ne doit pas nous faire oublier la part de subjectivité inhérente à tout récit à caractère autobiographique. Toutefois, voici enfin qu'un de ses acteurs nous parle sans concessions de la guérilla sandiniste. Ce faisant, il ne peut que stimuler la recherche historique sur un domaine encore mal connu.

Ronan JAHÉNY, 5 octobre 2001